



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

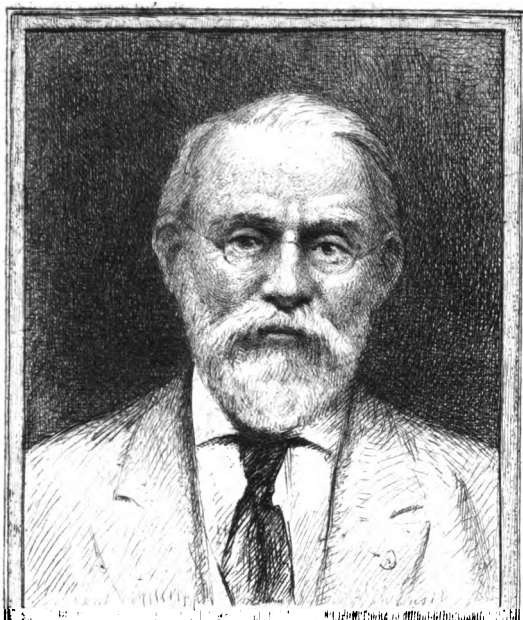
We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>

A 492588



SILAS WRIGHT DUNNING
BEQUEST
UNIVERSITY OF MICHIGAN
GENERAL LIBRARY

March 1912

AS
162
.P98

100

100

100

100

SOCIÉTÉ
AGRICOLE, SCIENTIFIQUE
ET LITTÉRAIRE
DES PROPRIÉTAIRES RURAUX

PARIS

1888



PROPRIÉTÉ

PARIS

1888

600 fr.
000

600 fr.
sidéra-

500 fr.
305

05 fr.
es dé-
me, à
uffira
pour

relati-
e bé-
10 fr.

10

10

0

0

0

0

0 fr.
5

SOCIÉTÉ
AGRICOLE, SCIENTIFIQUE
ET LITTÉRAIRE
DES PYRÉNÉES-ORIENTALES.



Huitième Volume.

« Faisons tous nos efforts pour qu'on puisse dire un
« jour : il y eut à Perpignan, une société d'hommes à
« intentions généreuses, dont les travaux furent utiles
« à leur pays. »

(JAUBERT DE RÉANT, premier Bulletin, page 4.)



PERPIGNAN.

IMPRIMERIE DE JEAN-BAPTISTE ALZINE,
rue des Trois-Journées, 4.

—><—
1851.

APERÇU DES TRAVAUX

DE LA SOCIÉTÉ AGRICOLE, SCIENTIFIQUE ET LITTÉRAIRE
DES PYRÉNÉES-ORIENTALES,

Pendant les années 1848, 1849 et 1850,

PAR M. MONEN, secrétaire.

Les fondateurs de la Société des Pyrénées-Orientales voués de cœur aux intérêts du pays, mais obligés de suffire aux dépenses par leurs propres ressources, étaient nécessairement restreints dans leurs moyens d'influence. Aujourd'hui, cette association affermie par le temps, et toujours animée du même esprit qui avait présidé à son institution, peut opérer le bien sur une plus large base. L'administration départementale et le gouvernement lui-même, reconnaissant les bons résultats déjà obtenus et les améliorations qu'elle pouvait introduire, lui ont tendu une main généreuse; les sommes qu'on lui alloue sont converties, au profit de l'industrie ou de l'agriculture, en primes et en encouragements.

Jettons un coup-d'œil sur les fonds dont a pu disposer la Société, pendant ces trois dernières années :

En 1848, le département lui a accordé.	2.600 fr.
Le ministère.	4.200

TOTAL. . .	6.800 fr.
------------	-----------

En 1849, le département a alloué. . .	2.600 fr.
Le ministère.	4.000

TOTAL. . . 6.600 fr.

En 1850, les allocations ont été plus considérables.

Le ministère a accordé	4.500 fr.
Le département	3.605

TOTAL. . . 8.105 fr.

Ces sommes devant être réparties en primes désignées à l'avance et dont la nature a été la même, à peu de chose près pendant les trois années, il suffira d'en faire connaître le détail et l'importance pour 1850.

Primes déterminées par le ministère.

Pour l'exploitation entretenant le mieux, relativement à sa contenance, la plus forte portion de bétail et de culture fourragère. 500 fr.

Pour l'exploitation des cultures fourragères dans les aspres (terrains secs). . . 400

Pour la meilleure confection des fumiers 200

Pour l'assainissement de quatre hectares, au moins, de terrains marécageux. 400

Pour le reboisement des terrains en pente. 500

Pour l'amélioration de la race bovine . . 2.000

Pour l'extension de la greffe du chêne liège sur le chêne vert. 500

Primes déterminées par le département.

Pour le reboisement des terrains en pente 1.400 fr.

Pour l'amélioration de la race bovine . . 2.205

Toutes ces primes sont décernées dans une séance publique, à la suite d'un concours ou d'une visite des lieux, et sur le rapport d'une commission composée de membres désignés par la Société elle-même, et de délégués de l'administration nommés par M. le préfet.

Afin de donner plus de publicité à l'annonce de ces primes et amener ainsi un plus grand nombre de concurrents, on a fait appliquer des affiches dans toutes les communes du département. Cette mesure ajoutée à celles en usage, telles que l'insertion dans les journaux et dans le recueil des actes administratifs, doit provoquer et exciter l'émulation parmi nos agriculteurs.

Pourrait-on douter que la distribution de ces primes ne produise dans notre département un immense résultat en propageant partout les bonnes méthodes et les idées d'un sage progrès. Si quelquefois des commissions ont fait entendre des plaintes sur l'apathie des agriculteurs, ne sait-on pas que le bien ne peut s'opérer que peu-à-peu et qu'on ne renonce pas aisément à une vieille routine? La Société, bien loin de se laisser décourager, a redoublé d'efforts afin de répondre aux vœux bienveillantes qui font accorder ces allocations et qui ont pour unique but la prospérité de notre sol.

Indépendamment des fonds alloués pour être distribués en primes, le conseil-général du département qui avait d'abord accordé une somme de 300 fr., à titre d'encouragement, l'a portée depuis trois ans à 500 fr., par suite de l'adjonction de la commission archéologique. Nous recevons encore de M. le ministre de l'instruction publique une somme de 300 fr.

Parmi les objets utiles dont s'est occupée la Société et qui ne peuvent manquer d'augmenter la richesse départementale, nous devons surtout citer le procédé de M. Thorrent d'Oms, pour la greffe du chêne liège sur le chêne vert. Des commissions spéciales ont constaté le succès qu'avait obtenu cette méthode. La Société a cherché aussi à favoriser le mode de greffe en couronne, tenté pour la première fois à Sorède. Ce mode est plus avantageux que celui en fente, tel que le pratique M. Thorrent, lorsqu'il faut opérer sur des arbres qui ont acquis une forte dimension, parce qu'il peut être pratiqué au niveau du sol, au collet et peut-être même sur les racines du tronc.

La Société a fait un essai de culture de diverses plantes de la Chine, envoyées par le gouvernement et par M. Itier, directeur des douanes, notre correspondant, qui faisait partie de l'ambassade française. Nous signalerons principalement le *Lo-ma* ou chanvre géant. La graine de ce chanvre semée à la pépinière départementale et sur d'autres points, a produit des tiges qui ont atteint à une hauteur de plus de cinq mètres; mais ses filaments, durs et grossiers, ne peuvent servir que pour des cordages. Nous signalerons encore le *Tzing-ma*, autre variété de chanvre dont on fait, en Chine, une très belle batiste: il est parfaitement venu, la première année, au moyen de la graine originaire du pays; il n'a pas aussi bien réussi, la seconde, en semant celle qui avait été récoltée sur notre sol. Nous devons aussi faire connaître l'arbre à suif dont quelques graines semées, par les soins de M. Companyo, à la pépinière départementale, ont donné déjà des pousses magnifiques et promettent

l'introduction, en France, d'un arbre précieux. Tout récemment, le Jardin des Plantes de Paris a envoyé quelques arbustes des tropiques, qui semblent trouver en Roussillon le terrain et le soleil indispensables à leur végétation.

La ferme-école a été instituée en 1849, et la Société a vu avec un vif sentiment de satisfaction se réaliser un vœu qu'elle avait formé depuis longtemps, certaine de trouver dans cet établissement un auxiliaire pour propager les bonnes méthodes et, au moyen de l'enseignement, réunir à une pratique raisonnée le progrès qui marche toujours avec la civilisation.

La Société, dont le but principal est l'agriculture, a dû accueillir avec intérêt un ouvrage adressé par un auteur espagnol, M. Fages de Roma. Il consiste en aphorismes ruraux, en vers catalans, donnant des principes généraux, mais clairs, positifs et à la portée de toutes les intelligences. La Société, persuadée que la connaissance de ce recueil répandu parmi les agriculteurs produirait d'excellents résultats, a décidé qu'il serait traduit et imprimé séparément. M. Fabre, notre honorable collègue, s'est chargé de ce soin, et sa traduction, en vers français, est aussi élégante, aussi facile que le comporte un tel sujet. Si nos ressources le permettent, ce petit volume sera vendu au prix le plus modique, pour le rendre accessible à toutes les fortunes.

Nous avons parlé de l'ouvrage de M. Fages de Roma, parce qu'il en avait été plusieurs fois question dans nos séances; mais nous devons ajouter que, postérieurement à sa décision, la Société apprit qu'un agronome français, M. Jacques Bujault, avait aussi

publié des aphorismes qui, sauf quelques détails, se rapportent à ceux de M. Fages de Roma. Nous n'avons pas à discuter si c'est un effet du hasard ; mais il a paru convenable que cette remarque fût consignée dans notre compte-rendu.

Dans une de ses séances, la Société a divisé ses divers membres en quatre catégories, dans lesquelles chacun se trouve classé d'après son aptitude ou sa spécialité. Ces catégories se rapportent : 1^o à l'agriculture ; 2^o à l'économie politique et à l'industrie ; 3^o aux sciences et aux arts ; 4^o à la littérature, à l'histoire et à l'archéologie. Il faut espérer que cette mesure déjà tentée, à plusieurs reprises, mais qui malheureusement est restée sans effet, produira de bons résultats. Chacune de ces sections aurait à faire des rapports sur les ouvrages ou mémoires présentés. La division du travail le simplifie et en facilite l'exécution ; on arriverait encore, par ce moyen, à maintenir le zèle des membres et à leur fournir l'occasion de communiquer plus souvent leurs idées.

Nous avons été appelés, pendant le cours de ces trois années, à émettre une opinion sur des questions importantes et d'un grand intérêt pour l'avenir du département.

M. le préfet a demandé : 1^o s'il était convenable de supprimer le Dépôt d'étalons baudets appartenant au département, en autorisant chez des particuliers un certain nombre de ces étalons auxquels on accorderait une prime de 100 à 200 francs.

La Société a été d'avis que la suppression de cet établissement serait funeste au pays ; elle croit même que, bien loin de songer à le supprimer, il faudrait, au contraire, chercher à lui donner plus d'exten-

sion. C'est précisément parce que ce dépôt n'a pas reçu tout l'accroissement nécessaire, qu'il n'a pas produit les bons résultats auxquels il fallait s'attendre. D'un autre côté, elle a pensé que, pour une faible prime de 100 à 200 francs, il serait bien difficile qu'un particulier consentît à acheter un étalon baudet d'un prix fort élevé et dont il ne pourrait tirer aucune utilité hors le temps de la monte. La suppression de cet établissement pourrait donc occasionner un grand préjudice à la production muletière, très importante et indispensable pour nos aspres et nos montagnes.

2° M. le préfet a aussi demandé s'il ne serait pas utile, pour répondre aux vues des propriétaires qui se plaignent de la mévente des fourrages et sollicitent le retour de détachements de cavalerie, d'accorder des primes pour l'engraissement des bêtes bovines ou ovines.

La Société a pensé qu'il ne fallait pas seulement compter, pour la consommation des fourrages, sur des escadrons de cavalerie que les besoins du service peuvent appeler d'un moment à l'autre à une nouvelle destination; ce ne serait là qu'une ressource éventuelle, et il y aurait plus d'utilité et de profit réel pour un pays, comme le Roussillon, dont une grande partie du sol peut être cultivé en prairies, de se livrer à l'engraissement des bestiaux. Nos boucheries seraient alimentées par les produits mêmes de l'industrie de ses habitants, et nos capitaux n'iraient pas enrichir les départements voisins. La Société a donc émis l'opinion qu'il serait très utile d'établir des primes pour engraisser les bestiaux. Toutefois, elle a été d'avis que, dans l'état de gêne où se trouve l'agri-

culture, l'administration locale ne doit point se lasser de demander au gouvernement de la cavalerie. Indépendamment de son utilité, sous le point de vue militaire, dans un pays qui touche à l'extrême frontière, on facilitera ainsi aux propriétaires l'emploi de leurs fourrages; le prix de vente étant d'ailleurs inférieur à celui des départements voisins, il y aura une grande économie pour le trésor public. Nous ferons remarquer, à cette occasion, qu'il est nécessaire de construire des locaux qui manquent en général et qui doivent servir à réaliser ces idées d'un prochain avenir.

3^e Consultée sur la question de savoir s'il ne serait pas convenable de donner aux enfants des écoles primaires quelques notions d'agriculture, la Société a répondu affirmativement à cette idée, mise depuis quelque temps à l'étude; toutefois, elle ne s'est point dissimulé qu'il faudrait un terme assez long pour que ce vœu pût se réaliser, car les instituteurs primaires n'ont aucune connaissance des travaux agricoles; l'instruction, pour tout ce qui se rapporte à l'agriculture, devrait donc nécessairement commencer par eux. Nul doute alors qu'il serait très avantageux de développer chez les enfants le goût de la culture agricole, et de réunir à la théorie de l'école le travail manuel, en les conduisant soit sur les terrains appartenant à la commune, soit même sur des propriétés privées, aux heures et d'après un mode déterminé par des règlements.

La Société a nommé des délégués pour la représenter au congrès central d'agriculture, et leur a donné des instructions sur diverses questions à soumettre à cette assemblée. Nous ne détaillerons pas ici

ces instructions; il suffira de dire qu'elles se rattachent : 1^o à l'irrigation et aux améliorations qui peuvent être introduites dans les lois et règlements, sur une matière d'un si haut intérêt pour le midi de la France et principalement pour notre pays; 2^o à la conservation des bois et forêts. Ce n'est pas tout que d'allouer des primes aux planteurs, il faudrait encore prendre des mesures contre le maraudage. Exercé audacieusement par des individus insolubles, le mal ira croissant si la partie publique n'est point autorisée à poursuivre d'office; 3^o à l'endiguement des rivières et aux moyens les plus efficaces pour obtenir des résultats avantageux contre l'effet des crues; 4^o à la réforme du régime hypothécaire; 5^o à la formation annuelle d'une statistique des ressources alimentaires; 6^o à l'organisation des gardes champêtres en compagnies régulières; 7^o aux dispositions administratives qu'il serait utile d'adopter au sujet des chemins ruraux. Nos délégués près le congrès étaient :

MM. François Arago, de l'Institut. — Pagés, maître des requêtes au conseil d'Etat. — Rouffia, instituteur. — Thomas, expert en propriétés. — De Caudeberg, ingénieur des ponts et chaussées en retraite.

La Société, qui a de plus en plus étendu ses relations, a reçu, pendant l'espace de trois années, un grand nombre de brochures et de bulletins de la plupart des sociétés agricoles ou scientifiques répandues sur les divers points de la France. Tous ces ouvrages sont journellement et soigneusement consultés. Plusieurs mémoires et rapports concernant l'agriculture, les arts et les sciences lui ont été présentés. Les plus remarquables trouveront leur place dans ce bulletin.

La séance publique qui a lieu, chaque année, et dans laquelle sont distribuées les médailles et les primes, est aussi consacrée à une exposition des divers produits de notre sol ou de notre industrie. La Société désire ardemment que cette exposition devienne, d'année en année, plus riche et plus intéressante, et elle fait un appel à tous nos producteurs.

Parmi les divers objets exposés dans les trois dernières séances, nous signalerons des graines et plantes étrangères provenant du champ d'essai de la pépinière départementale; diverses variétés de pommes de terre, et, dans ce nombre, la pomme de terre de Constance, dont un demi-kilogramme en a produit dix-neuf, et la pomme de terre de Sainte-Hélène, dont un demi-kilogramme en a donné 49; une patate, récoltée dans le domaine de M. Guiraud de Saint-Marsal et pesant huit kilogrammes et demi; l'oxalis crenata avec ses nombreux tubercules; la plante, la graine et la fleur du carthame ou safran bâtard; le panis d'Italie ou millet à grappes; diverses variétés de haricots. Nous mentionnons spécialement ces plantes, parce que leur introduction et leur propagation peuvent augmenter un jour notre richesse et devenir d'une grande utilité.

Dans le nombre des produits industriels, on a remarqué un tapis confectionné au métier à la Jacquart, introduit dans la manufacture de M. Vimort-Maux, de Perpignan; des planches très minces de placage de divers bois du pays qui peuvent servir à la confection des plus beaux meubles, et provenant d'une scierie nouvellement établie près de la porte Saint-Martin; des fouets de Micocoulier, appelés *des Perpignan*, très recherchés dans toute la France, et qui

sont confectionnés au moyen d'une machine fort ingénieuse, inventée par M. Philippe Massot; divers échantillons du marbre du pays, exploité par M. Philippot, et une pièce d'un fini parfait, exécutée par un procédé ingénieux pour le sciage des surfaces courbes; divers produits provenant de la briquetterie de M. Comte, près de Perpignan, et notamment des statues en terre cuite qui lui ont mérité la médaille d'argent.

Dans la dernière exposition, l'attention s'est fixée principalement sur quatre médaillons offerts par M. Oliva, notre compatriote, jeune sculpteur de très grand avenir, entretenu, à Paris, aux frais du département. Une médaille d'argent lui fut déjà décernée en 1848, et, depuis cette époque, il a vu grandir sa réputation. Ces médaillons représentent des hommes qui ont tous un nom historique dans le Roussillon; il suffit de nommer le maréchal de Mailly, le peintre Rigaud, les généraux Dagobert et Dugommier.

Nous donnerons à la fin de chaque exercice, l'état des primes de tout genre, décernées dans les séances publiques, et le nom des personnes qui ont obtenu cette honorable distinction.





Séance publique du 26 Novembre 1848.

A l'ouverture de la séance, M. Guiraud de Saint-Marsal prononce le discours suivant :

MESSIEURS,

La France long-temps désolée par la double calamité du manque de subsistances et du débordement des fleuves, n'avait surmonté cette crise qu'au prix d'immenses sacrifices, quand la révolution de février en imposa de nouveaux. Le crédit affaibli, le commerce en souffrance, l'agriculture, l'industrie sans débouchés, effet naturel des troubles qui agitent l'Europe, telle est la fâcheuse situation qui préoccupe vivement le pays, depuis la tribune de l'Assemblée nationale jusqu'au plus modeste atelier. Comment y mettre un terme ? De tous côtés s'élève un cri : « L'association entre le propriétaire et le travailleur, le maître et l'ouvrier, est l'ancre du salut, le remède au mal ; avec l'association, plus de misère ; le maître a des gains satisfaisants, l'ouvrier vit dans l'aisance. » Je laisse aux hommes spéciaux, à l'économiste exercé, le choix des systèmes qui doivent amener ces merveilles ; mais lorsqu'on en réclame une application générale, il m'a paru opportun et intéressant de vous présenter le fruit de mes recher-

ches sur l'origine et les effets de l'association, considérée sous le triple point de vue du titre de la société : science, industrie, agriculture.

Le principe de l'association, qui maintenant a jeté de profondes racines, ne s'est développé que lentement. Deux causes en ralentirent la marche : les peuples furent long-temps à comprendre l'immense avantage de la combinaison des forces. Les gouvernements redoutaient que ce puissant levier n'agît contre eux.

Les premières associations dont l'histoire fasse mention eurent un but scientifique. Ainsi à Athènes, les Platoniciens se réunissaient dans les jardins d'Académus pour y traiter de matières philosophiques ; en Egypte, l'école d'Alexandrie acquit une grande célébrité ; Rome aussi eut des réunions d'orateurs et de philosophes à la maison de campagne de Cicéron. Ces conférences de savants dans l'antiquité ont donné lieu, sans doute, à la formation des sociétés modernes qui prirent, comme celles de la Grèce, le nom d'académies, quoique, par leur spécialité, elles n'aient point la même signification. La première institution de ce genre est due à Charlemagne. Ce prince si supérieur à son siècle créa, sous la direction d'Alcuin, une académie dont il fit lui-même partie. Elle disparut sous les ruines de l'empire. Près de nous, au ^{xiv}^e siècle, Clémence Isaure fonda les jeux floraux. Au ^{xv}^e, il existait à Paris une académie de beaux esprits qu'illustrèrent Baif, Marot et Ronzard. Nous ferons remarquer qu'en Italie, où l'on compte des centaines d'académies, la plus ancienne ne remonte qu'au milieu du ^{xv}^e siècle. Par lettres patentes, du 2 janvier 1635, Louis XIII, constitua définitivement

l'académie française, fondée en 1632, par Richelieu. S'érigeant bientôt en tribunal, elle soumit les gens de lettres à son autorité; elle épura la langue, que sa clarté, sa précision, firent employer dans toute l'Europe pour les transactions diplomatiques. D'abord poétique et romanesque, la tendance des écrits de ses membres devint sévère et grave; ils nous donnèrent l'œuvre immense de l'Encyclopédie.

Je ne signalerai point les principales académies existantes. Parmi elles se distinguent celles de Londres, Saint-Petersbourg, Berlin, Dresde, Florence. Leurs mémoires, vastes dépôts d'études, de recherches, de découvertes, constatent toute l'importance des associations scientifiques. Foyers de lumières, conservatrices des connaissances acquises, elles donnent l'impulsion aux mesures qui tendent à propager l'instruction dans toutes les classes de la société; secondées par la religion, la morale, c'est le plus puissant moyen de raffermir les fondements ébranlés de l'état social. Il faut que la généralité des citoyens, mieux éclairée, comprenne la nécessité d'une organisation politique, également protectrice du fort et du faible, du riche et du pauvre; il faut qu'elle puisse apprécier, pour les repousser avec énergie, ces doctrines subversives des droits de la famille et de la propriété qui, par l'abus des trois mots sacramentels de la République, nous ramèneraient à la barbarie.

Après avoir traité de l'association sous le rapport scientifique, nous jetterons un rapide coup d'œil sur les sociétés industrielles et commerciales qui durent, sans aucun doute, y recourir dans tous les temps. On conçoit, en effet, que l'union des capacités aux

moyens matériels, donne une grande portée aux entreprises des compagnies de commerce; elles tentent alors de réaliser de vastes conceptions entraînant des chances, que n'oserait point souvent affronter un gouvernement, encore moins un particulier. Le **xvii^e** siècle fut surtout remarquable en Europe, par la formation de compagnies privilégiées, destinées à la colossale exploitation des produits des Indes orientales, de l'Afrique et de l'Amérique. La France, dès 1601, entrait dans la lice pour prendre sa part des richesses de l'Orient que se disputaient déjà les Portugais, les Anglais et les Hollandais. La lutte fut longue, acharnée, mais funeste pour nous. A des succès éclatants succédèrent, vers la fin du siècle, des revers inouis qui ruinèrent nos compagnies, tandis que celles de nos rivaux acquirent une importance telle, qu'à leur existence tient en quelque sorte celle de l'Etat. Mais des hautes régions des merveilles de l'association, descendons au rôle plus sûr de son application dans de moindres proportions, nous reconnaitrons que sur elle reposent le bien-être, la prospérité d'un grand nombre de populations.

On ne lui devrait que les canaux et les chemins de fer, que ce serait assez pour préconiser ses bienfaits et prouver tout ce qu'elle peut.

L'agriculture, entrée la dernière dans cette voie, paraît comprendre enfin les avantages de l'association. Long-temps rebelle à son esprit, elle conserve encore généralement l'état d'individualité. Le gouvernement comptant beaucoup trop sur le stimulant de l'intérêt privé a peu fait jusqu'ici pour en favoriser l'élan. Ainsi, l'endiguement des rivières, l'assèchement des marais; le reboisement de montagnes, l'amélioration

des races de bestiaux, ne reçoivent que de faibles encouragements, et n'est-il pas dérisoire qu'on n'ait consacré annuellement qu'un million aux primes et récompenses pour l'agriculture ! Une plus forte allocation amènerait pour elle une époque de renaissance ; au défaut, la France se couvre d'un réseau de sociétés, de comices agricoles, institués pour exciter le zèle, provoquer des essais, rémunérer les auteurs de découvertes utiles.

Avant de passer à l'indication des actes réguliers qui ont constitué des sociétés d'agriculture, il est juste de rappeler que les congrégations religieuses formèrent au moyen-âge des associations de travailleurs qui, volontairement ou par obéissance à leur règle, opérèrent d'immenses défrichements et contribuèrent puissamment à la richesse du pays.

L'Angleterre et plusieurs contrées de l'Allemagne jouissaient déjà depuis longues années d'instituts agricoles, lorsqu'en 1761, un arrêt du Conseil établit à Paris une société qui devait faire son unique étude de l'agriculture. La constitution de la propriété territoriale, alors grevée d'une foule de charges, dîmes, corvées, privilèges, qui ne laissaient au travailleur, impôts et frais d'exploitation déduits, que le douzième du produit, rendit les effets de l'édit à peu près nuls. Louis XVI, voulant donner plus d'importance à cette institution, lui conféra le titre de société royale. Elle fut enveloppée en 1793 dans la suppression de toutes les sociétés savantes.

Il s'en forma plusieurs dans les départements vers 1798 : on comptait en France, deux ans après, quinze associations ; il en existe aujourd'hui huit cent vingt-cinq, comices compris, auxquelles appartiennent

plus de cent mille membres. Ces institutions se soutiendront; car l'accroissement rapide des produits démontre la supériorité des nouvelles méthodes d'exploitation. Le gouvernement en secondera l'impulsion; car il s'agit pour lui de quatre cent millions d'impôts.

La propriété est malheureusement obérée d'une dette hypothécaire, que des statistiques dignes de foi portent à douze milliards, le quart du capital. En admettant qu'on puisse diminuer cette quote suivant les calculs récents de M. Thiers, ne doit-on pas craindre que l'agriculture ne succombe sous le poids ! Pour prévenir une catastrophe qui intéresse directement les trois-quarts de la population, de tous côtés surgissent des projets de banque agricole, aucune n'atteint le but qui doit être : la réduction de l'intérêt au-dessous d'un revenu dont la moyenne ne va pas à quatre pour cent. Combien, d'autre part, n'a-t-on pas enfanté de combinaisons d'association, assurant au travailleur un salaire journalier et sa part aux bénéfices de l'exploitation; mais est-il juste, qu'au mépris du principe de l'égalité, on fasse peser toutes les charges et les pertes sur le propriétaire ? Ne voit-on pas que le bien-être de l'ouvrier serait fondé sur la ruine du maître, faux calcul ; car si la tête est sacrifiée le corps est sans vie.

Je ne puis m'empêcher, ici, Messieurs, de faire entendre la voix de la raison pour combattre les préjugés populaires contre les riches : sans eux, sans la puissance de leurs capitaux, quelle amélioration, quels progrès seraient possibles en agriculture, en industrie ? Nos sept millions d'hectares de terres incultes, de marais, de landes, de dunes, sera-ce le

petit cultivateur, possesseur d'un lopin de champ ou de vigne, qui compromettra ses faibles ressources, l'avenir de sa famille, pour entreprendre leur défrichement, leur culture, l'établissement d'un vaste système d'irrigation?

Il appartient au grand propriétaire, au fort capitaliste, d'opérer ces immenses travaux, qui presque toujours exigent leur association; seuls, et bien mieux que l'Etat, ils ont la possibilité, par leurs moyens appliqués à la localité et répartis à l'infini, de venir efficacement au secours de l'ouvrier qui consomme chaque jour le fruit de son travail. Le riche est donc une nécessité dans l'Etat, et comme l'a dit un citoyen¹, aussi illustre par ses profondes connaissances en économie politique, que par sa gloire militaire. « S'il n'y avait point des riches, il « faudrait en créer. » Que cette vérité proclamée par une haute intelligence, encourage l'ouvrier honnête qui ne veut rien devoir qu'à lui-même et qu'elle ramène dans la bonne voie celui qui n'est qu'égaré par des utopies; que devant elle s'évanouisse le rêve du nivellement des fortunes, qui, s'il était réalisable, aurait à peine un jour d'existence.

Le Roussillon, Messieurs, est dans les meilleures conditions pour se soustraire aux désordres dont la misère est la cause ou le prétexte. Essentiellement agricole et par conséquent moins susceptible d'être atteint par les crises politiques ou commerciales, l'étendue de son territoire répond de plus à l'emploi constant de sa population qui, souvent insuffisante, doit recourir à celle des départements voisins. Aussi

¹ le maréchal Bugeaud.

le cultivateur laborieux, qui veut, qui cherche de l'ouvrage n'en manque jamais.

Le malaise n'existe que chez les ouvriers d'art, et n'est-il pas à déplorer qu'une fatale répugnance pour les travaux de la campagne les réunisse presque tous dans les grands centres de population ! Il faut espérer que ce malaise ne sera pas de longue durée. Résultat ordinaire des révolutions dont l'avenir est toujours enveloppé de sombres nuages, jusqu'à ce que les rayons du soleil en aient percé le voile, la végétation est languissante, la sève retient son essor, le mouvement, la vie sont, en quelque sorte, suspendus. Ils ne renaîtront dans les cités qu'avec le luxe, âme des arts, mobile de l'industrie, artère vivifiante du travail ; le luxe, contre lequel de stupides ou méchants déclamateurs lancent le fiel de l'envie, mais que l'homme d'État habile s'empresse d'appeler et de faire prospérer, en lui ouvrant tous les canaux qui peuvent lui donner de l'extension. Obliger le luxe à s'exiler, le faire disparaître, ce serait de la part de l'ouvrier un suicide.

Ainsi donc, hommes intelligents de la classe ouvrière, oubliez d'aveugles préventions ; et, connaissant, appréciant vos intérêts réels, protégez les positions élevées loin d'employer vos bras à les renverser. Et vous, placés aux sommités de la société, contribuez de tous vos moyens à la solution naturelle de cette grande question du travail, qu'on voudrait ériger en droit, tandis qu'il ne s'agit que d'un fait, d'une transaction entre celui qui peut donner de l'ouvrage et celui qui doit l'exécuter. Favorisez de toute votre influence l'instruction populaire, convaincus qu'au point de vue où en est la civilisation, elle devient la

plus ferme garantie de la stabilité des états et qu'elle a surtout le plus haut degré d'importance dans une République.

Après cette chaleureuse allocution, accueillie avec faveur par l'assemblée, MM. Lazerme, Companyo, Caffé, Falip, ont fait connaître les résultats des concours et les sujets des primes accordées par le ministère, ainsi que des médailles décernées par la Société. Ces rapports ont exposé, avec une parfaite intelligence des objets traités, les droits des concurrents et le mérite des habiles ouvriers d'art qui les ont obtenus.

Madame Duston, MM. d'Auberjon, Fourcade, Fouxonet, de Bordas, ont été proclamés pour les primes de la meilleure exploitation, de la taille des oliviers et de la culture fourragère.

On a décerné des médailles d'argent : à M. Philipot, marbrier, pour l'emploi de procédés faciles de sciage des surfaces courbes, le fini, le poli de ses ouvrages ;

A M. Comte, briquetier-statuaire, pour les progrès remarquables de son industrie, qui dispense de faire venir à grands frais des objets qu'on peut trouver aussi bien confectionnés sur les lieux ;

A M. Oliva, modelleur-sculpteur, pour des bustes dont l'exécution donne l'espoir de le voir figurer un jour parmi les artistes distingués ;

Et une médaille de bronze à M. Sarda, pour le modèle d'un pont en charpente dont toutes les parties sont ingénieusement reliées.

L'assemblée a vu surtout, avec une vive satisfaction, récompenser, d'une médaille d'or grand module, M. Thorrent, d'Oms, pour la greffe du chêne-liège sur le chêne-vert. Ce modeste cultivateur a résolu un problème dont plusieurs savants silviculteurs avaient cherché la solution.

On a fait aussi la remise, pendant cette séance, de quarante primes pour les taureaux et onze pour les plantations, en tout cinquante-et-une primes s'élevant à 6.800 fr. Nous signalons avec plaisir que presque tous les propriétaires, appartenant en général à la classe des travailleurs, sont venus des points les plus éloignés du département, recevoir des mains du président la récompense allouée. Puisse une louable émulation secourir les efforts de la Société pour les progrès de l'exploitation agricole dans toutes les branches! Que les agriculteurs soient bien convaincus qu'aucune influence ne détournera les commissions de la justice et du respect pour les droits réels des concurrents.

M. le président, en distribuant les primes, a remercié M^{me} Duston de sa généreuse résolution qui, en acceptant l'honneur du choix de son domaine pour la meilleure exploitation, en a refusé l'allocation, ce qui a permis d'étendre le cercle des encouragements. Il a fait ressortir, par des éloges bien mérités, tout le prix de la découverte de M. Thorrent. On a surtout accueilli d'une vive sympathie les paroles suivantes, adressées à M. Braquemart pour ses essais de reboisement de terrains arides aux environs de Prades :

« Vous avez, Monsieur, par des travaux prodigieux, opéré de vos propres mains, couvert de plantations

le sol le plus ingrat. Votre énergie a surmonté tous les obstacles. Vous avez compris qu'un officier de nos vieilles et glorieuses armées ne dérogeait point, en se faisant cultivateur. Ce front fier, élevé en marchant à l'ennemi, penché maintenant vers la terre, la fertilise de ses sueurs; poursuivez votre noble tâche. Modèle du travailleur, que votre exemple soutienne l'ouvrier laborieux, que les difficultés pourraient rebuter; qu'il couvre de honte le fainéant, fardeau de la société, qui se résout à traîner une lâche existence ou s'expose à devenir criminel par la misère.

Deux pièces de vers de M. Batlle et de Madame Faure-Biu ont été lues par M. Carcassonne, secrétaire de la Société. Pleines de grâce et d'une suave poésie, elles ont fait diversion aux sérieux et graves rapports sur des objets de science, d'agriculture et d'industrie. Une notice concernant la création de la ferme-école, dont le département sera prochainement doté, et des extraits d'une analyse de l'important ouvrage de M. Jaubert de Passa sur l'irrigation des anciens peuples, ont terminé la séance.

La musique de la garde nationale, qui ne perd jamais l'occasion d'être utile, a exécuté, à plusieurs reprises, des morceaux choisis, sous la direction habile de son chef, M. Fabre; le président s'est empressé de lui adresser les remerciements de la Société.



QUELQUES PAGES DE NOS ANNALES INDUSTRIELLES.



Première atteinte portée aux fabriques de lainage, en Roussillon.

De tous les amateurs de l'histoire provinciale que nous avons entretenus des produits de l'art du lainage en Roussillon au moyen-âge, il n'en est pas un seul qui ne nous ait adressé les interpellations suivantes :

Qu'est devenue une industrie aussi profitable au pays ? Comment a-t-elle disparu sans presque laisser de trace ?

Voici, bien historiquement démontré, le premier coup dont elle fut atteinte ; mais préalablement un coup-d'œil sur l'état de sa prospérité.

Toute patriarcale au ^x^e siècle, simplement bornée à la mise en œuvre de toisons ovines pour la vêtue du colonnage, alors plus pastoral qu'agricole ; successivement règlementée par la probité antique, excluant de ses labeurs les Juifs et les esclaves, et n'en accordant participation qu'à des mains chrétiennes et libres, la fabrication roussillonnaise se développa sous Jacques-le-Conquérant jusqu'à des proportions grandioses.

En 1332, le recensement des tisserands à laine, à Perpignan, mit au jour un personnel de 349 maîtres.

De leurs ateliers sortaient de fins tissus que nos habiles pareurs rendaient dignes de Byzance même, où ils les expédiaient dès 1326.

Comment ! de nos laines incultes obtenir des produits appréciés à la métropole de la civilisation et des arts ?

C'est que la navette roussillonnaise savait appeler à l'alliage les soyeuses Aragonaises, les superfines de *San-Mateo* et du *Llano*, ainsi que les refloureux de Grande-Bretagne, soutirés des Anglais de Guyenne.

Et le débit ?

Arborant pavillon privé de l'armateur cantonné d'Aragon moderne, et déployant leurs voiles éclatantes du coton levantin aux souffles étésiens des caps de Canet et de Biarre, les nefs roussillonnaises s'élançant vers Porto-Pisano, Piombi, Talamone, Civita-Vecchia, et transmettent nos précieuses draperies en Toscane, à Sienne, à Rome, où elles rivalisaient avec celles d'Albion, ce que Hallam ne désavoue point : Bocace, d'ailleurs, fait foi de leur renommée.

Naples, délicieux pays du *Far-niente*, les accueille pour sa population improductive, quelle que soit l'antipathie Angevine.

En Corse, en Sardaigne, en Sicile, elles abordent sous le passeport de la conquête.

A Clarence, voisine de Navarin, aux duchés d'Athènes et de Néopatras, fleurons de la suzeraineté Aragonaise, à Gallipoli de Romanie, leur fortune est due à la *Grande Compagnie Catalane* de Roger de Flor et de l'infant don Ferrand, vrai Marcellus de la dynastie Mayorquine, dont la biographie peut être produite.

Nos commandeurs Johannistes du *Mas Deu*, de Collioure et de Bajoles les introduisirent à Rhodes avec crédit ouvert sur le trésor de l'Ordre.

La Natolie les sollicitait par commandes à nombre de pièces, couleurs et degrés de tonte fixe.

Les rives de l'Oronte souriaient à nos écarlates, commémoratives de la pourpre que revêtait Abdolonyme, d'horticulteur improvisé roi.

Alexandrette, Jaffa, Barut approvisionnaient de nos chefs-d'œuvre du lainage les bazars d'Alep et de Damas, qui les livraient aux caravanes d'Asie.

La dynastie française des Lusignan ouvrait aux mêmes exportations les ports de Nicosie, de Sérines et de Famagouste.

Celle des Mameloucks, et son chef, le soudan de Babylone, les accueillaient sans avanies dans la ville des Ptolémées.

Toute la côte barbaresque réclamait de nos marchands des draps nuancés des couleurs affectées à chaque tribu; de sorte que le burnous bérébere flottant au souffle du désert, n'était souvent qu'une *saye* de Cerdagne, ou qu'une pièce de *Vilafranca*.

Malaga obtenait aussi de nous de quoi vêtir à Grenade, vassale de Castille, et l'*Holgazan* du Cours de Vivarambla, et l'élégant Abencérage, qui, sous les bosquets embaumés de la Alhambra, coulait sa vie entre le luth, les bains, les tournois, la *siesta* et l'amour.

Peut-être nos produits parvenaient-ils encore aux Canaries et en Guinée, vu le nombre de nos esclaves provenant de ces atlantiques pays.

Mais du moins, par Séville, alimentions-nous les besoins du leste Andaloux, du grave *Fidalgue* et du paysan de Castille, noble, c'est-à-dire, selon Rosseeuw Saint-Hilaire, homme libre à sa qualité de laboureur (*Caballero como labrador*).

Ce pays de merveilles à toutes ses époques historiques, l'Espagne n'avait point encore célébré l'auguste alliance qui amena à l'autel d'Hyménée une fiancée princière, pastourelle dotée du plus riche troupeau d'Albion; exemple unique d'apports royaux de noces qui devaient profiter à la nation adoptive de l'épousée étrangère! En effet, de là, par le croisement de l'espèce importée avec l'espèce indigène déjà renommée, date l'origine de ces races ovines perfectionnées, ségoviennes, léonaises et autres, avantagées de *fueros* de transhumance et de parcours, au fur et à mesure de leur accroissement, sous une organisation pastorale empruntée à la magistrature des *Merindades*, jusqu'à conserver le titre de *Mérinos* aux maîtres bergers et à leurs aides (*Mayorales y Rabadanes*), qui le transmirent aux ruminants sujets de leur houlette. Mais l'Espagne ne fabriqua quelque temps encore que du commun, d'usage local et domestique; dans le xvi^e siècle notre Bernard Xanxó lui expédiait à Valladolid, ses draperies, pendant que ses confrères adressaient les leurs à Cadiz. Les foires de Médina-del-Campo commencèrent la réputation des manipulations péninsulaires.

Est-ce assez voyager de surprise en surprise, et débiter nos toisons d'or ouvragées sur tout le limbe de la Méditerranée, alors espèce de lac Catalan?

La riche Venise interdisait à nos argonautes l'accès de son Adriatique empire; mais ses galères venaient périodiquement charger nos Cadiz blancs.

Florence accaparait aussi ces fins tissus à bord de ses galères d'aussi périodique arrivage; seulement, moins exclusive sur le bénéfice d'affrètement, elle les recevait volontiers des nefs roussillonnaises. Jac-

ques Cœur, concurrent de Côme de Médicis, ne fit faute à pareille expédition, au moyen de sa galère *Argentière*, stationnée à Collioure, qui avait pour destinataire, à Livourne, René Cœur.

Nos écoulements de l'espèce ne tarirent point jusqu'en 1471, consignés chez François Médicis et comp^e (*al banch de Francesch Medici e comp^e.*)

Alors que la puissance Ottomane, se développant comme sous le merveilleux d'une épopée homérique, réduisait les débouchés commerciaux de la navigation catalane presque à la seule rive occidentale de la péninsule italique, alors l'occupation de notre province par l'armée de Louis XI vint accabler notre corporation des trois métiers.

D'abord, les désordres de la soldatesque, à qui nos aïeux semblaient livrer corps et biens pour butin, pesèrent sur nos usines foraines qu'il fallut concentrer dans le rayon et l'enceinte de Perpignan; de sorte que les eaux de la Basse, qui séparent la ville de son faubourg, devinrent les plus industrielles de la province.

Mais à quoi bon ?

En assemblée de 68, de 78, de 110 et, au plus, de 163 maîtres tisserands (1473), la corporation déplore, tantôt d'être frappée de prestations de service militaire de guêt, de garde ou de courses pour la sûreté extérieure, tantôt d'être requise de fournitures en argent et denrées, heureusement encore qu'elle ne soit point tenue d'un tribut en drap comme à Céret.

Toutefois, le plus néfaste sinistre c'est celui que nous révèle un compte-rendu de ces réunions, où il est avoué que, soit à cause de l'interdiction des Ca-

diz, soit à cause de l'interruption de tout autre tissage pendant l'état de guerre, le personnel de la profession a tout à l'heure complètement déserté.

Que servait-il d'ailleurs de produire lorsqu'on ne pouvait guère écouler, voie de mer, que sous double congé. de Jean II et de Louis XI; et que Louis XI semblait avoir destiné le monopole de l'affrètement aux galères dites *de France*, laissant dépérir nos embarcations provinciales, *halées au sec* ou à l'amarre, piquées de madrépores et de varecks?

D'autre part, le propriétaire ne trouvait pas toujours à mettre en ferme sa terre. Parfois, devait-il l'aliéner à vil prix pour s'alimenter au jour le jour jusqu'à des temps meilleurs.

Parfois, un locataire obtenait trois ans d'habitation franche avant d'entrer en paiement de loyer.

Telle était la crise des circonstances, sans parler des famines obsidionales de Perpignan, ni de l'atteinte portée au crédit public par banqueroutes totales ou partielles d'Hôtel-de-Ville.

L'interdiction des Cadiz fut d'abord pour nous une énigme; et nous y méditions sérieusement, lorsqu'un document sur feuille isolée, découvert d'aventure, vint heureusement nous mettre en voie.

C'était, sous date du 22 janvier 1477, une plainte de nos Prud'hommes tisserands à Boufile, gouverneur du pays, attribuant la prohibition des tissus précités à la seigneurie de Florence, exposant d'ailleurs qu'une première requête lui avait été présentée à l'effet d'en référer à sa Majesté; que la corporation aurait bien directement abouti aux pieds du trône, mais qu'absolument obérée et dans l'impossibilité de subventionner un agent convenable, elle le sup-

pliait de se rendre, à son premier voyage en Cour, l'organe de ses doléances.

Elles étaient lamentables; car, par ces temps encore de candeur et de foi, les ouvriers en grève forcée se comparaient à *ces âmes souffrantes du Purgatoire qui, sans parents, amis, ni proches survivants, n'attendent la rosée du sein d'Abraham que des suffrages généraux de l'Église.*

À la fin de l'année (1^{er} décembre 1477), en vue d'obtenir une répartition de travail qui s'étendît à tous les bras, une assemblée de 112 maîtres se résigna volontairement à ce que chacun n'eût à faire fonctionner qu'un seul métier à tisser.

Restait pour nous la difficulté d'expliquer la cause de l'interdiction Florentine.

Quatre ans immobile devant cette borne, nous y cherchions si ce n'était point par expiation des divers ostracismes qu'eurent à subir chez nous les sujets de la Seigneurie, à l'instar des usuraires agioteurs Lucquois et Lombards. Et puis, nous cherchions dans le monde politique dont Louis XI fut le multiple Protégé; mais point : le vrai marchand italien était façonné aux proscriptions; et, d'autre part, entre la rivière de Gênes, les États-Romains et de Naples, où le machiavélisme de Louis XI avait poussé des rameaux de mine, Florence était restée sans atteinte et même en bonnes relations avec le cabinet du Plessis-les-Tours.

Le catalogue des archives de la corporation ne fournissait pas plus de données, et c'était à désespérer.

Enfin, le hasard mit sous nos yeux un registre du notariat s'exfoliant en détritibus furfuracé par l'ac-

tion surannée d'une immersion alcaline, dont le flot encore ondulé avait verticalement décomposé la moitié des pages.

Que faire de l'autopsie de ce cadavre ? Et nous l'abandonnions à sa poussière, quand tout à coup, honte ou remords de reculer devant l'obstacle, nous arrachèrent ce cri de conscience : mais que sait-on !

Nous soumîmes donc le registre au creuset d'investigation ; et l'écriture restituée partout où de raison à grand renfort de réactif tannin, reproduisit entre autres rédactions émanées de la corporation de tisseranderie, le procès-verbal d'une assemblée de quinze conseillers de la *main majeure*, de la *main moyenne* et de la *main mineure*, pièce sans date, mais très probablement d'octobre 1474.

Deux Prud'hommes, qui président, exposent :

Qu'en présence des calamités et de la crise du moment, d'égoïstes confrères, plutôt que d'en partager la charge avec leurs pairs, avaient défectionné aux bannières de l'art *comme transfuges à Florence et ailleurs, y enseignant à des ignorants la manipulation des Cadiz, et les initiant aux secrets de la partie* ¹.

Ils disent ; et, avisant à la vindicte des ouvriers fidèles à l'esprit de corps, et procédant au châtiment des défectionnaires, projet de Règlement irrévocable qui exclut à jamais du métier, à Perpignan, les fugitifs et leurs fils, si des regrets à l'avenir les ramenaient au giron de la patrie absente.

Tout esprit de patriotisme à part, les proscrits avaient le tort d'avoir manqué à l'obligation règle-

¹ L'Italie recueillait alors avec soin les artistes fugitifs de Constantinople.

mentaire d'abdication officielle de leur état devant notaire, avant de convoler à des établissements exotiques. Mais combien de circonstances atténuantes, en leur faveur, n'ajoutaient point aux précédentes l'apparition du *Papier rouge* de Louis XI, et ses prescriptions de famine factice qui devaient réduire, à si petite expression la population perpignanaise, que cinquante lances pussent la maîtriser.

Toutefois, prenant, au point de vue d'une félonie au métier, ce qui n'était qu'un *sauf qui peut*, les Prud'hommes tisserands mirent le comble à leurs mesures de sévérité, par la proposition draconienne de confiscation corps et biens contre la migration tout entière, au profit de la corporation indignement délaissée, et ce, quelque part qu'on trouvât à capturer où à prendre.

Que s'en suivit-il de la désertion industrielle?

Qu'à l'école de nos ouvriers Florence fabriquait, rivalisa d'habileté, n'eut plus que faire de nos produits, les prohiba même, et que ce fut un parti pris; car qu'objecter à la politique de l'intérêt national.

D'autres Roussillonnais, forcés probablement à s'expatrier, avaient formé (17 août 1474) une compagnie nombreuse qui exploitait à Florence le commerce des soieries.

Elle avait pu y être recommandée par une société de trente de nos industriels en draperie, dont les affaires cessant, à raison des circonstances, avaient été réglées au moyen d'un délégué spécial, nommé le 13 octobre 1473.

Détracteurs du pays, exotiques, et quelquefois provinciaux même, auriez-vous jamais soupçonné que nos simples artisans eussent pu s'ériger en maî-

tres au berceau des Médicis et des Vespuce, où probablement vous trouveriez encore, sous des noms italiés, les filiations de leur descendance lointaine?

*Notez qu'à cette époque l'Italie, d'après Sismondi, traitait encore la France de barbare, et persistez, à la bonne heure, dans vos aveugles jugements!

Mais au vieux Roussillonnais le droit de hausser les épaules et de répondre : *Erudimini!*

RENARD DE SAINT-MALO,
Correspondant du Comité historique.

ESSAI

SUR LA DÉTERMINATION DE LA CAPACITÉ DES TONNEAUX.

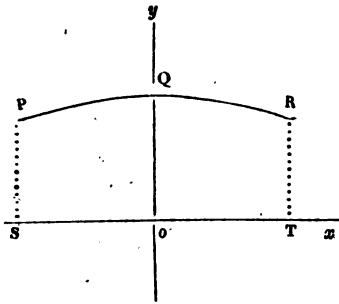
Dans le *Dictionnaire de Mathématiques*, publié en 1836, sous la direction de M. Montferrier, on trouve, au mot JAUGÉ, plusieurs formules relatives à la détermination de la capacité des tonneaux à fonds plans; mais aucune indication n'est fournie sur la marche qu'ont suivie les divers calculateurs pour arriver aux résultats énoncés.

Je me propose : 1^o de démontrer la formule donnée par Oughtred, et 2^o d'y apporter les corrections qui peuvent la rendre facilement applicable au calcul du volume des foudres à fonds concaves.

I.

Nous considérerons un tonneau comme un solide de révolution, terminé par deux plans perpendicu-

laires à l'axe. On sait qu'un pareil solide est exprimé, d'une manière générale, par l'intégrale indéfinie $\pi y^2 dx$ dans laquelle y exprime l'ordonnée et x l'abscisse de la courbe dont la révolution autour de l'axe des x engendre la surface qui circonscrit le volume : cette intégrale, prise entre certaines limites, donne le segment demandé. Si l'équation de la courbe était connue, le problème serait facile, car elle fournirait immédiatement la valeur de y en fonction de x , ce qui permettrait d'effectuer l'intégration. Mais, dans le cas actuel, cette équation n'est pas donnée et ne peut même pas être connue d'une manière rigoureuse, puisque la courbe n'est pas définie. Pour l'obtenir, nous allons appliquer une méthode d'approximation qui nous conduira directement à la formule d'Oughtred.



Soit PQR, la courbe dont la révolution autour de l'axe ST, engendre la surface qui termine le volume cherché. Nous rapporterons les points à deux axes rectangulaires ox , oy dont l'origine sera le point o , milieu de la projection

de la courbe sur l'axe de révolution. Nous appellerons $\frac{D}{2}$ l'ordonnée à l'origine o , et $\frac{l}{2}$ l'ordonnée qui répond à l'abscisse $oT = \frac{l}{2}$, l étant la longueur du solide.

Cela posé, la courbe PQR peut être représentée d'une manière générale par l'équation $y^2 = f(x)$, f étant le signe d'une fonction inconnue. Développant

cette fonction au moyen de la série de Maclaurin, on a

$$y^2 = f(0) + xf'(0) + \frac{x^2}{2} f''(0) + \frac{x^3}{1.5} f'''(0) \dots \dots \dots \text{etc.}$$

Nous savons que $y = \frac{D}{2}$ pour $x=0$; donc $\frac{D^2}{4} = f(0)$ et l'équation précédente devient :

$$(1) \quad y^2 = \frac{D^2}{4} + xf'(0) + \frac{x^2}{2} f''(0),$$

en bornant l'approximation aux termes du 2^{me} degré. Pour déterminer les fonctions inconnues $f'(0)$ et $f''(0)$, nous remarquerons que l'ordonnée de la courbe a un maximum égal à $\frac{D}{2}$, qui répond à $x=0$, et que de plus cette ordonnée doit être égale à $\frac{l}{2}$ pour $x=\frac{l}{2}$. De là on conclura facilement :

$$f'(0)=0 \text{ et } f''(0) = \frac{2(D^2-D^2)}{l^2}.$$

Substituant ces valeurs dans (1), on a pour l'équation de la courbe PQR

$$y^2 = \frac{D^2}{4} + \left(\frac{D^2-D^2}{l^2} \right) x^2.$$

Si nous nommons V le volume cherché, nous aurons son expression au moyen de l'intégrale définie :

$$V = \pi \int_{-\frac{l}{2}}^{+\frac{l}{2}} \left[\frac{D^2}{4} + \frac{(D^2-D^2)}{l^2} x^2 \right] dx,$$

d'où l'on tire, après intégration,

$$V = \frac{\pi l}{12} (D^2 + 2 D^2)$$

ou encore :

$$V = 0,2618. l (D^2 + 2 D^2).$$

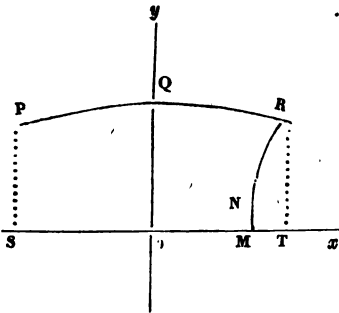
Telle est la formule que nous nous proposons de

démontrer, et dont il est facile de conclure, avec Oughtred, la règle pratique suivante :

Pour déterminer la capacité d'un tonneau considéré comme un segment de solide de révolution compris entre deux plans perpendiculaires à l'axe, il faut prendre la surface du cercle du fond, deux fois la surface du bouge ou cercle à la bonde, ajouter ces deux nombres et multiplier la somme par le tiers de la longueur du tonneau.

II.

Dans la formule d'Oughtred, les fonds du tonneau sont supposés plans : or cela n'a pas lieu dans les foudres que l'on construit aujourd'hui et auxquels on donne, pour plus de solidité, des fonds concaves. Afin de la corriger de la manière la plus convenable, nous retrancherons du volume précédemment trouvé, deux calottes supposées égales et que nous considérerons comme deux solides de révolution terminés par une surface qu'engendrera une courbe dont l'équation se déterminera par un procédé semblable à celui que nous avons déjà employé.



Soit RNM, la courbe dont la révolution autour de l'axe des x engendre la surface qui termine la calotte qu'il s'agit de calculer. Cette courbe peut être assimilée à une parabole dont l'équation sera généralement de la forme

$$y^2 = f(0) + x f'(0),$$

en bornant l'approximation aux deux premiers termes du développement de Maclaurin. Il nous sera facile de déterminer les valeurs des fonctions inconnues $f(0)$ et $f'(0)$, par la résolution de deux équations du premier degré, que nous obtiendrons en remarquant que la courbe doit satisfaire aux deux conditions :

$$y = \frac{d}{2} \quad \text{pour } x = \frac{l}{2}$$

$$\text{et } y' = 0 \quad \text{pour } x = \frac{l'}{2}$$

l' étant la longueur intérieure du solide prise d'un fond à l'autre sur l'axe de révolution. On trouve ainsi :

$$f(0) = -\frac{l' d^2}{4(l-l')}$$

$$f''(0) = \frac{d^2}{2(l-l')}$$

et, par suite,

$$y^2 = -\frac{l' d^2}{4(l-l')} + \frac{d^2 x}{2(l-l')}$$

pour l'équation de la courbe MNR.

Le solide v , qu'engendre la portion de parabole RNMT, en tournant autour de l'axe des x , est évidemment donné par l'intégrale définie :

$$v = \pi \int_{\frac{l'}{2}}^{\frac{l}{2}} \left[-\frac{l' d^2}{4(l-l')} dx + \frac{d^2 x}{2(l-l')} dx \right]$$

et l'on obtient, après intégration et réduction,

$$v = \frac{\pi d^2 (l-l')}{16}.$$

Retranchant le double de cette expression du solide calculé dans le 1^{er} paragraphe, nous aurons :

$$\begin{aligned} & \frac{\pi l}{12} (d^2 + 2 D^2) - \frac{\pi d^2 (l-l')}{8} \\ &= \frac{\pi}{24} \left[l (4 D^2 - d^2 + 3 l' d^2) \right] \\ &= 0,1509 \left[l (4 D^2 - d^2 + 3 l' d^2) \right] \end{aligned}$$

pour le volume cherché.

Si nous essayons de traduire en langage ordinaire la formule précédente, nous en tirons cette règle pratique :

Pour déterminer la capacité d'un foudre à fonds concaves, il faut prendre quatre fois la surface du bouge, en retrancher le cercle du fond qui sert de base à la partie concave, multiplier la différence par le sixième de la longueur du tonneau, et ajouter à ce résultat le produit du cercle du fond par la moitié de la longueur intérieure, prise sur l'axe.

Perpignan, le 20 décembre 1848.

L. BÉGUIN,

licencié-ès-sciences mathématiques, directeur
de l'Ecole Normale de Perpignan.



RAPPORT

SUR L'OUVRAGE DE M. JAUBERT DE PASSA ,

CORRESPONDANT DE L'INSTITUT ET MEMBRE DE LA SOCIÉTÉ DES PYRÉNÉES-ORIENTALES,

ayant pour titre :

Arrosages des anciens peuples¹.



Un ouvrage remarquable, sur un objet de la plus haute importance : *l'Amélioration de l'agriculture par l'irrigation*, vient d'être publié. Son auteur a acquis de nouveaux droits à la reconnaissance publique. Déjà deux traités de l'arrosage, dans le département des Pyrénées-Orientales et dans la province de Valence, l'avaient fait connaître. Ce n'était là, cependant, que l'introduction à un vaste travail dont un rapide aperçu vous fera comprendre les longues études et les immenses recherches auxquelles a dû se livrer notre laborieux collègue. Fiers de compter dans nos rangs un illustre compatriote², dont le monde honore et apprécie le mérite, nous sommes heureux de prouver que le sol du Roussillon est fertile en capacités, et que, du sein de notre association, jaillissent de temps à autre des productions dignes des éloges des corps les plus éminents dans les sciences.

¹ Lu dans la séance publique du 26 novembre 1848.

² François Arago.

La loi d'Angeville et celle de 1846, établissant le droit de parcours des canaux et d'appui des barrages, n'ont fait qu'ouvrir la voie d'un code de jurisprudence sur le régime des eaux, très imparfait dans notre législation. On ne saurait en contester l'urgence, si on veut donner, le plus tôt possible, à la pratique de l'irrigation, toute l'extension dont elle est susceptible, sans porter atteinte aux droits de priorité. Des règlements administratifs ne sont pas moins nécessaires pour une répartition équitable du volume des eaux.

Quels sont les documents dont on pourra faire usage? De tous côtés surgissent des mémoires, des notices intéressantes sur cet important sujet. Mais, n'est-il pas naturel, avant tout, de rechercher les coutumes, les règlements consacrés par l'expérience chez les peuples qui ont su tirer le plus grand parti de l'irrigation? C'est le sujet d'un concours ouvert par la Société centrale d'agriculture. M. Jaubert de Passa n'a pas craint d'entreprendre cette œuvre immense : l'histoire de l'irrigation, en remontant aux époques les plus reculées, dont les écrits de l'antiquité nous aient laissé la trace. Il explore d'abord le vaste continent et les îles de l'Asie, berceau du monde et de la civilisation; il parcourt ensuite la plage africaine, aussi loin que le permettent ses déserts inaccessibles; l'Europe a la plus faible part dans son ouvrage, comme elle l'eut, en réalité, dans les temps anciens, pour l'application des eaux aux travaux agricoles.

Au premier rang des peuples qui comprirent les avantages de l'irrigation, il faut placer la Chine. Dès le ^{xvii}^e siècle de l'ère du monde, c'est-à-dire 2 400

ans avant J.-C., l'empereur *Yao* encaissa les rivières et régularisa leur cours. Or, en considérant la marche lente des inventions en agriculture, comme en industrie, on sera moins étonné que des auteurs, recommandables, et d'antiques traditions fassent remonter l'usage de l'irrigation, dans le Céleste Empire, au-delà de la date historique du déluge¹. Les successeurs d'*Yao* perfectionnèrent les travaux d'art; et, dans l'espace d'un siècle, la canalisation régulière de ses dix-huit provinces fut consommée. L'*Hoang-Ho* ou fleuve jaune, l'un des plus considérables du globe, déplacé, transporté dans un nouveau lit, un canal transversal de 500 lieues, de larges déversoirs pour annuler ou affaiblir l'effet des crues, un immense réseau de canaux étendu sur le territoire, depuis le sommet des montagnes jusqu'au rivage de la mer, les nombreux ouvrages d'art qui en sont les accessoires, ont porté la culture des terres au plus haut point de prospérité, et d'autant plus merveilleux que la Chine, d'après ses antiques annales, était jadis couverte de landes et de bruyères, sous un climat, glacé dans les montagnes, brûlant sur le littoral, tandis que le centre de l'Empire était désolé par les irrutions et les débordements réitérés de ses grands fleuves. A l'œuvre physique et naturelle, *Yu*, le troisième empereur de l'illustre dynastie, à laquelle la Chine doit sa splendeur, joignit la pratique de l'arpentage, l'établissement du cadastre pour l'assiette de

¹ Nous ne discuterons pas l'authenticité des dates. Les annales de la Chine, de l'Égypte, de l'Assyrie, sont loin de remonter, d'après les recherches et suivant l'opinion d'un grand nombre de savants, aussi haut qu'on l'avait admis jusqu'ici. L'auteur a dû, cependant, s'en rapporter aux indications des sources de l'antiquité où il a puisé, et notre analyse doit s'y conformer.

l'arrosage et de l'impôt. Il fit des lois, des règlements simples, il créa une administration vigilante et paternelle; aussi, la succession des dynasties souvent étrangères, l'envahissement de races barbares, le fer, le feu exterminant la population, renversant les monuments, détruisant les institutions, n'ont porté que des coups impuissants à la nationalité, aux mœurs, à la prospérité d'un Empire qui compte de deux à trois cents millions d'habitants¹ dont cinquante au moins vivent sur les rives d'un seul fleuve, le Kiang-Tsé. Il n'est pas possible d'attribuer cette force de constitution, cette longue existence, cette supériorité de civilisation, à une autre cause qu'aux effets prodigieux de la culture des terres, qui peuvent alimenter une innombrable population.

Tout ce que nous avons dit de la Chine s'applique au Japon, peu connu, mais dont la civilisation marche de pair avec elle. Chez les peuples tributaires ou soumis à sa domination, quelques contrées même sur les plateaux du Thibet et dans les déserts de la Bucharie et de la Mongolie, pratiquent l'arrosage; mais, soit par la nature du sol et la rigueur du climat, soit par l'existence nomade du plus grand nombre de leurs habitants, ce n'est qu'un pâle reflet du système.

Tout le luxe de la végétation qu'enfante l'expansion régulière des eaux, sur des terrains profonds d'alluvion, se reproduit avec éclat, dans les vastes régions, comprises entre la Chine, anciennement Pays des Sères,

¹ Le voyage en Chine que vient de publier M. Jules Itier, porte à trois cent soixante millions la population des dix-huit provinces, ce qui donne en moyenne cent habitants par kilomètre carré. Elle n'est en France que de soixante.

les Monts Casiens et du Caucase (maintenant l'Hymalaya) et la Scythie, limitée par l'Indus et l'Océan. Des cours d'eau sans nombre, parmi lesquels les plus grands fleuves du monde connu des anciens, formant d'immenses et magnifiques vallées, étaient exploités par une intelligente et religieuse population ; car le mobile des travaux agricoles qui, dans la Chine, était politique et puissamment encouragé par le gouvernement, fut, dans l'Indostan, l'œuvre des interprètes d'une religion en parfaite harmonie avec les mœurs et les besoins des peuples. Des milliers de canaux fertilisaient la presque île en-deà et en-deçà du Gange, ainsi que la Chersonèse d'or (maintenant Royaume de Siam) : les artères principales, larges comme des rivières, parcouraient des distances considérables. La nécessité de l'arrosage, dont la religion faisait d'ailleurs une loi, était si bien sentie que partout où l'eau courante manquait, on creusait des étangs, d'immenses réservoirs, appelés *tangs*, auxquels on avait recours dans la saison de sécheresse. On a découvert, dans l'île de Ceylan, plusieurs de ces étangs, qui avaient jusqu'à 30 kil. de circuit. Sur tous les points, à toutes les hauteurs, on trouve, dans l'Inde, des ouvrages hydrauliques encore existants où les ruines et les traces de ceux que la guerre a détruits.

Nous ne suivrons pas l'auteur dans la nomenclature de tous les peuples anciens, compris entre l'Indus, le Golfe Persique et la mer Caspienne. Il n'y a pas une province, un coin de terre oubliés. On voit que partout où l'agriculture emprunta le secours des eaux, le sol le plus ingrat, les sables même du désert dédommagèrent largement des travaux, des constructions que nécessiterent souvent les localités. Ainsi, dans la

Médie, plateau dominant entre les deux mers, on dut exécuter de gigantesques ouvrages pour amener des sources éloignées. On perça des montagnes, on forma des canaux souterrains, nommés *Karys* qui subsistent encore, et dont les Persans jouissent, sans s'inquiéter de leur origine.

Nous arrivons à cette contrée, célèbre dès les premiers âges du monde, qu'arrosent l'Euphrate et le Tigre. L'histoire de ses arrosages, plus récente de deux siècles que celle de la Chine, n'a pas moins d'attrait, n'est pas moins instructive. Les écrits d'Hérodote, Xénophon, Diodore de Sicile, Strabon nous font connaître toute la grandeur, la prospérité de cette partie du monde, où existèrent des villes, telles que : Ninive, Babylone, Suze, Ecbatane, Persépolis, etc..., qu'embellissaient, avec profusion, des monuments aussi magnifiques que gigantesques; ils constatent qu'une foule de canaux sillonnaient les plaines de l'Assyrie, et surtout le fertile territoire compris entre les deux fleuves. Xénophon nous apprend quel parti surent en tirer les Grecs dans leur immortelle retraite. On dut à *Sémiramis*, l'établissement des digues d'encaissement de l'Euphrate et la dérivation des eaux pour l'arrosage, ou leur déversement lorsque les crues menaçaient de rompre les digues. *Alexandre* trouva, sur la frontière de la Scythie, cette inscription : « *Sémiramis* a contraint les « fleuves à couler où elle voulait, pour rendre « féconde la terre stérile. » Quinze siècles après cette reine célèbre, une autre femme, *Nitocris*, veuve de Nabuchodonozor, comprenant tout le bienfait de l'irrigation, illustra son règne par d'immenses et utiles travaux hydrauliques: elle élargit les anciens

canaux, en ouvrit de nouveaux, renforça, étendit les digues de *Sémiramis*, établit des écluses pour assurer la navigation des fleuves. Mais une œuvre qui l'immortalisa, fut entreprise et terminée sous son règne. Un lac immense auquel l'histoire a consacré son nom, fut creusé sur la rive droite de l'Euphrate; il avait huit lieues de circuit et onze à douze mètres de profondeur; le trop plein des fleuves s'y déversait lors des crues et servait à l'arrosage quand il y avait pénurie.

De tous côtés, même loin des rives des deux fleuves, on trouve des ruines d'aqueducs, de canaux, de galeries souterraines. Des ouvrages de cette nature et d'autres constructions considérables sont enfouis sous les sables. C'est en vain que, dans l'antiquité, Alexandre, les empereurs Trajan, Sévère, Julien, ainsi que les Califes ont nettoyé, rétabli les canaux principaux pour favoriser l'irrigation; dans les temps modernes, sous le régime despotique des Turcs et des Persans, tout a dé péri. Dans cette partie de l'Asie, comme dans l'Indostan, on emploie, pour élever les eaux à de petites hauteurs, deux machines simples : le puits à roue avec godets en cuir et la bascule à paniers en roseaux tressés, enduits de bitume.

Nous nous contenterons de mentionner les arrosages de la Syrie dont le sol fertile fut toujours convoité par les nations voisines.

La Phénicie où brillèrent jadis les villes opulentes de Tyr et de Sidon, région montagneuse, aride, devint, en prodiguant les trésors de ses riches négociants, un jardin à cultures variées, qu'embellissaient de belles maisons de campagne. Le Liban dut à son

territoire aspère, élevé, mais que la nature a doté d'abondantes sources, l'indépendance dont il jouit. La Palestine que la Bible, d'accord avec tous les historiens de l'antiquité, célébra comme un des pays les plus prospères, n'offrait que des ruines et un sol ingrat, lorsque les funestes invasions des Babyloniens, des Romains, des Arabes, l'eurent dévastée et plongé le peuple dans l'esclavage. On ne connaît de l'Arabie, dont l'immense désert de sable renferme cependant des oasis hospitaliers, que les rivages de la Mer Rouge, du golfe Persique et de l'Océan, qui l'entourent. De ces déserts s'élancèrent, au VII^e siècle, des masses, animées par le fanatisme religieux et l'esprit de conquête. Les Arabes ou Sarrasins importèrent en Europe les sciences exactes, la poésie, les arts, l'industrie, et on leur doit, sans doute, les canaux de l'Espagne et du Roussillon.

De l'Asie, M. Jaubert de Passa nous transporte dans la contrée la plus célèbre de la presqu'île africaine. L'Egypte dont l'histoire remonte aussi haut que celle des Assyriens, était déjà, au commencement du XIX^e siècle de l'ère du monde, bien avancée dans l'art de l'irrigation. Annuellement vivifiée par une nappe d'eau limoneuse, régulièrement répandue sur la surface de la vallée du Nil, combien de temps, de bras, et d'efforts du génie n'avait-il pas fallu pour encaisser le fleuve, faire épancher mollement ses crues périodiques, ouvrir, dans les atterrissements, un écoulement facile à ses nombreuses embouchures, coloniser et rendre fertiles des sables arides ! Nul doute que la culture, avec l'auxiliaire des eaux, en Egypte, ne date d'une époque correspondante à celle de la Chine. Les ouvrages d'art ne manquaient, ni

de grandeur, ni d'intelligente disposition. Des canaux à large dimension fournissaient l'eau à des millions de rigoles, la portant jusqu'aux moindres parcelles de terrain; et ces canaux, ouverts pendant les crues, barrés à la baisse du Nil, formaient d'immenses réservoirs où plongeaient des roues hydrauliques, élevant les eaux au niveau des berges.

Mais, de tous les monuments que les Pharaons, répandirent avec prodigalité, sur le sol de l'Égypte, le plus utile fut le lac que créa *Mæris*, 1.400 ans av. J.-C. à quinze ou vingt lieues au-dessus de Memphis. Un circuit de soixante-et-quinze lieues, avec une profondeur de quatre vingt douze mètres au milieu, le rendirent capable de retenir plus de quatre cents millions de mètres cubes. Alimenté par un canal de cent mètres, pourvu de grands déversoirs qui rejetaient le trop-plein vers le fleuve ou le désert, on n'avait point à craindre les funestes effets de l'épanchement des crues. Les travaux de *Joseph*, 400 ans av. *Mæris*, ceux de *Sésostris*, son successeur, régularisant l'effet du phénomène naturel, portèrent l'Égypte au plus haut point de prospérité, que signalait, suivant les écrits de l'antiquité, l'existence, probablement fort exagérée, de vingt mille villes, bourgs ou villages, dans une vallée de quatre cents lieues de longueur, sur neuf lieues d'étendue moyenne en largeur. Cette prospérité, qui se maintint toujours malgré les invasions, les dominations souvent barbares des conquérants, était due aux bonnes lois, aux sages règlements, à la constante et sévère vigilance des agents préposés à l'irrigation. On ne saurait mieux faire que de consulter ces règlements résumés dans l'ouvrage.

Ce qu'on a dit de l'Égypte s'applique à l'Éthiopie, jusqu'aux sources du Nil. L'État de Méroë, la Nubie, l'Abyssinie, eurent la même intelligence pour l'usage des eaux; mais les résultats ne pouvaient être les mêmes à cause de la nature et de l'escarpement des rives du Nil, sur la plus grande partie de son cours supérieur.

Dans la Lybie, la Cyrénaïque, la Numidie, la Mauritanie, maintenant Pays de Bargah, régences de Tripoli, de Tunis, d'Alger, empire de Maroc, on fit peu d'usage de l'irrigation dans l'intérieur des terres. Alors, comme à présent, partout où existait une source, un puits, se formait un oasis. Mais les rivages de la mer étaient bien cultivés; et des jardins sans nombre, s'élevant en amphithéâtre, embellissaient la plage. On faisait usage, dans les montagnes, de grands seaux en cuir, attachés à une corde se mouvant sur une poulie, manœuvrée par des chameaux ou d'autres animaux.

L'Algérie, sous les Romains, ne dut, qu'à des ouvrages d'art, la circulation des rares filets d'eau qui découlaient de l'Atlas. C'est surtout dans la province de Constantine (Cirta) qu'on trouve un grand nombre de ruines d'aqueducs, de rigoles, de galeries souterraines, indiquant l'état ancien de l'agriculture. L'arrosage se borne maintenant à une ceinture de jardins, de jolies maisons de campagne enveloppant les villes d'Alger, de Blidah, Médéah, Mascara, Tlemcen etc... Ce n'est que sur les bords du Chélif et dans le Sahara qu'on trouve des arrosages naturels, peu étendus. L'empire de Maroc (jadis Mauritanica Tingitana) est bien mieux partagé; mais on ne fit jadis comme aujourd'hui d'autre usage des cours d'eau que pour l'agrément.

L'Europe était, dans l'antiquité, la partie du monde où l'irrigation fut le moins en usage ; ainsi la Grèce, terre de héros, de poètes, d'artistes, d'orateurs, de commerçants, parmi tant d'hommes qui l'illustrèrent, ne compta point d'agriculteurs. Le Grec ne vivait pas hors de la cité, confiant à des esclaves les travaux des champs.

La Thessalie, la Macédoine, la Phocide, l'Épire, l'Étolie, l'Acarnanie etc., furent, comme la Grèce, dépourvues d'arrosages de quelque importance. Les ouvrages hydrauliques, dont il reste des traces, ne servirent que pour alimenter des fontaines, ou pour l'embellissement des habitations. Constantinople, jadis l'antique Byzance, mérite, sous ce rapport, une mention expresse. Les aqueducs de *Valens*, de *Théodose*, de *Justinien*, trois canaux souterrains, de magnifiques constructions dans les vallées voisines, des siphons ingénieux pour les franchir, de nombreuses citernes, amenèrent et conservèrent des eaux abondantes. On pouvait porter à quatre-vingt quinze mille mètres cubes le volume des eaux qui entraient à Constantinople toutes les vingt quatre heures.

Dans les îles de Chypre, de Rhodes, de Crète, et les îles Ioniennes, l'arrosage fut jadis, comme de nos jours, plus pratiqué qu'en Europe.

La Sicile, surnommée par Caton, le grenier d'abondance de la République et la nourrice du peuple romain, ne dut son extrême fertilité, qu'à l'excellence du sol. On ne sut jamais s'y procurer le concours d'un élément qui en eût doublé la valeur.

L'Italie antique, soumise à la domination d'un peuple guerrier, dont toutes les institutions tendaient

à la conquête et à l'agrandissement du territoire, dédaigna de s'occuper de l'irrigation. L'opulence des Patriciens, le luxe des Empereurs, n'eurent pour but que l'ambition de transmettre leur nom à la postérité, en élevant de somptueux édifices. Au nombre des monuments utiles, on doit mettre au premier rang les aqueducs. Rome en posséda neuf, et, suivant quelques auteurs, jusqu'à vingt, débitant, par jour, plus d'un million de mètres cubes d'eau. Le quart dépassait les besoins de la population, portée à 500.000 âmes; le surplus aurait suffi à l'arrosage de 15.000 hectares, et rendu fertiles et salubres les environs de Rome. Les penchants, les goûts des habitants de l'ancienne Italie, détournèrent de l'irrigation utile; et cependant quelques bons esprits tels que Varron et Caton, recommandaient : « Si l'on « avait de l'eau, de créer préférablement à tout, des « prés arrosables, et si l'on n'avait pas de l'eau, de « faire toujours des prés. »

L'art de l'irrigation n'était pas plus avancé dans la Gaule Cisalpine, lorsqu'un demi-siècle avant J.-C., les colonies romaines vinrent s'y établir. Il fallut que l'irruption arabe et le retour des Croisés, apprissent tout le parti qu'on pouvait tirer des eaux. La science des réfugiés grecs, après la prise de Constantinople, compléta l'exécution d'un système d'arrosage. Les écluses, les prises d'eau convenablement disposées, des nivellements, une répartition intelligente furent introduits d'abord dans la Lombardie, le Piémont; bientôt, dans toute l'Italie, dont l'irrigation a porté ses terres au plus haut degré de prospérité. Depuis cette révolution agricole qu'on appelle, à juste titre, l'époque de la renaissance, des calculs exacts font

monter à 485.000 hectares les terres de la rive gauche du Pô, qui jouissent de ce bienfait. On peut évaluer, par approximation à la même cote, le territoire arrosé de la rive droite.

L'auteur ne dit rien des arrosages de la province de Valence en Espagne, de ceux de l'Aragon et du Roussillon, sur lesquels il a d'ailleurs fait d'intéressantes publications. Il les regarde, sans doute, comme modernes. Nous avons pu remarquer, cependant, dans son ouvrage, de nombreuses mentions, même des détails étendus sur l'arrosage actuel. Il a eu raison de franchir ainsi les limites de son titre ; c'était le moyen simple et naturel de faire ressortir, par la comparaison, les immenses et inappréciables avantages d'un bon système d'irrigation.

Le sixième chapitre, conséquence et objet essentiel de l'ouvrage, renferme le résumé des lois et usages qui ont régi l'irrigation et dont l'expérience a consacré l'effet chez les peuples les plus instruits. Nous avons vu que, parmi les anciens, la Chine, l'Assyrie et l'Égypte devaient compter, au premier rang. Dans les temps modernes, la Lombardie et la province de Valence, ont les règlements administratifs les mieux entendus.

Nous ne saurions terminer ce rapport, sans exprimer une louange bien méritée sur le style clair, élégant de cet ouvrage, et sur l'érudition de son auteur. On pourrait lui reprocher, peut-être, d'avoir donné trop d'extension aux détails d'histoire et de géographie. Il lui a paru sans doute indispensable de décrire les mœurs, les usages, la législation, la nature du sol, le climat, les bassins des fleuves, etc., pour en venir aux causes de l'origine et du progrès

de l'irrigation ; pour nous faire apprécier combien les mœurs et les usages ont de l'influence, combien la législation et les gouvernements peuvent hâter ou ralentir l'élan des peuples ; comment le sol, le climat, la situation des rivières amènent naturellement l'usage des eaux, ou forcent d'avoir recours aux travaux d'art ; pour nous faire enfin porter un jugement éclairé sur les actes des peuples ou des princes qui les gouvernent.

En un mot, Messieurs, l'ouvrage de M. Jaubert de Passa occupera une place distinguée dans nos bibliothèques. Il sera d'un grand secours pour la commission, chargée d'élaborer les bases d'une jurisprudence complète sur le régime des eaux. La société nationale et centrale d'agriculture à laquelle l'auteur en a fait hommage, l'a honoré de sa haute approbation. En confirmant son jugement, nous remplirions un devoir. Ce n'est point assez. Exprimons à notre confrère tout l'intérêt que nous inspire son immense travail, et félicitons-le d'avoir aussi dignement soutenu l'honneur et la réputation de la Société des Pyrénées-Orientales.

BARON GUIRAUD DE SAINT-MARSAL.

LE VIEUX ROUSSILLON.

La liberté civile, la liberté politique ne sont pas pour le Roussillonnais une conquête des temps modernes; bien plus, elles ne peuvent être, pour lui, aussi larges qu'elles le furent dans les vieux jours.

Ces libertés furent consacrées pendant de longs siècles par ses usages, ses coutumes, ses lois, qui furent toujours en harmonie avec ses sentiments, son caractère, ses mœurs, ses besoins, ses intérêts: et ces lois étaient l'œuvre, l'expression, la règle d'un peuple peu nombreux, vivant sous le drapeau du gouvernement qu'il s'était donné, seul avec lui et par lui, sur le coin de terre où il s'était établi.

Les Roussillonnais ne sont plus aujourd'hui qu'une fraction d'un grand peuple formé, par le temps, de divers peuples; et les lois, les institutions de chacun d'eux, ne pouvaient convenir à tous, assurer la prospérité de tous.

Une législation basée sur les intérêts généraux d'une immense population d'hommes ayant des mœurs, des caractères différents, devait de toute nécessité restreindre les libertés des uns, agrandir les libertés des autres, renfermer dans les mêmes limites les droits de tous.

Pour trouver, dans le Roussillon, le berceau de la liberté de son peuple, il faudrait pouvoir fouiller dans la nuit des temps les plus reculés.

Au dernier crépuscule des jours qui précédèrent la domination romaine dans notre patrie, nous trouvons les chefs particuliers qui gouvernaient le pays sous le titre de *Reguli*, réunis dans Ruscino et délibérant s'ils devaient accorder à Annibal le passage à travers leurs terres, qu'il leur avait demandé pour son armée en marche sur l'Italie ¹.

Pendant les quatre siècles que le Roussillon fut inscrit sur la carte du monde romain, rien ne laisse soupçonner que le code du grand empire fût sa loi exclusive, sa loi première.

Ensuite, occupé par les Visigoths, des monuments historiques des siècles suivants attestent que les lois de ses nouveaux maîtres ne lui furent pas imposées.

Après eux, les Sarrasins l'envahirent. Ils respectèrent ses lois; mais la misère, les proscriptions, les supplices, sont, pour le Roussillonnais, l'histoire de cette triste époque.

L'épée de Charles-Martel affranchit enfin les peuples des Pyrénées du joug des barbares. Le Roussillonnais, comme pour marquer la place qu'il serait digne d'occuper un jour dans le sein d'une grande nation, se mit de lui-même sous la protection des rois de France. Sa patrie devint un de ces comtés qu'ils formèrent en deçà comme au-delà des Pyrénées, et qui, relevant de leur couronne, n'en formè-

¹ *Annibal... Juxta Illiberim castra locat... Ruscinonem aliquot populi conveniunt... Reguli Gallorum... Cum bona pace exercitum per fines suos, præter Ruscinonem oppidum transierunt.* (Tit.-Liv., liv. 21, § 24.)

rent pas moins de petits états indépendants, sous leurs souverains particuliers.

Les siècles marchèrent, et la nécessité des lois écrites fut partout reconnue.

Aussi, Guinard, dernier comte de Roussillon, fit-il rédiger par écrit la coutume de Perpignan. C'était en 1172, et, dans son article premier, on lit :

« Les hommes de Perpignan doivent plaider et être jugés par les coutumes de cette ville, et dans le silence de ces coutumes, *per jura* (c'est-à-dire par les lois romaines), et non par la loi gothique et les usages de Barcelone qui ne sont pas observés dans cette ville¹. »

Peu de temps après, Guinard meurt, en léguant le Roussillon à Alphonse, roi d'Aragon; et, quoique restant toujours État séparé, il fait partie de ce royaume.

La féodalité touchait à la dernière heure de ses usurpations dégradantes, et pour les peuples, et pour les trônes. Dans l'Aragon, comme dans beaucoup d'autres États de l'Europe, la commune s'élevait pour donner à l'habitant la franchise personnelle, et la juridiction communale qui devaient le conduire à la liberté civile et à l'exercice des droits politiques.

COMMUNE. — § I^{er}. Ce fut en 1196 que Perpignan, *lloch réal*, c'est-à-dire sous la seigneurie du roi, s'érigea en commune.

Comme dans d'autres villes, sa charte communale ne fut pas achetée au prix d'une somme une fois payée, d'une redevance annuelle; elle ne fut pas non plus un acte de la munificence royale, non justifié par des titres, un voile jeté sur des projets de

¹ *Homines Perpiniani debent placitare et judicari per consuetudinem ville, et per jura, ubi consuetudines deficiunt, et non per usaticos Barchinone, neque per legem Gothicam, quia non habent locum in villa Perpiniani.* (Arch. de l'Hôtel-de-Ville, Livre Vert majeur, fol. 2 à 43.)

puissance et d'ambition ; elle ne fut pas non plus imposée à son roi par un peuple séditieux ou révolté. Monument historique, allons plus loin, titre d'honneur et de gloire pour le Roussillonnais, c'est un traité entre le roi d'une part, le peuple de l'autre, ayant chacun des intérêts à défendre, des conventions à établir sur l'exercice de leurs droits respectifs, et pour, dans l'avantage commun, stipuler les prérogatives de la couronne et fonder la liberté de l'habitant.

Cette charte la voici :

« Qu'il soit notoire à tous, que nous tous, habitants de Perpignan, « réunis ensemble, et du consentement de l'illustre Pierre, roi d'Aragon, comte de Barcelone, établissons parmi nous cinq consuls, « *N. N. N. N. N.*, qui veilleront de bonne foi à la conservation « de tout le peuple de la ville de Perpignan, petit et grand ; de ses « biens meubles et immeubles, et des droits du roi ; maintiendront « et régiront ledit peuple pour procurer en toute chose la fidélité due « au roi, l'avantage et la sûreté de tout ledit peuple, lesquels consuls exerceront le consulat pendant une année, qui commencera aux « calendes de mars ;

« Que si, après ce terme, ils ne veulent pas en continuer l'exercice, « ou s'ils n'étaient pas jugés utiles, ou si la nécessité l'exige, ou si « le peuple de ladite ville trouve à propos de les changer, il sera « procédé à la nomination de cinq autres consuls, *au choix de tout « ledit peuple*, pour un an ; ce qui sera renouvelé chaque année, « si ceux qui exerceront le consulat ne sont pas jugés utiles, ou si le « peuple ne veut pas qu'ils en continuent l'exercice.

« En outre, nous tous, habitants de Perpignan, petits et grands, « et chacun de nous en particulier, promettons, de bonne foi et sans « feinte, sur les Saints Évangiles, par cet écrit, à perpétuité, de consacrer notre vie et nos corps à la fidélité due au roi et à ses successeurs, et de soutenir tous ses droits quelconques de bonne foi « et sans supercherie. De plus, nous tous, habitants de Perpignan, « convenons ensemble entre nous, de bonne foi et sincèrement, que « nous serons tous ensemble mutuellement, en maintenant les droits

« du Seigneur Roi et de ses successeurs, de véritables aides et défenseurs de nos personnes et de nos biens, contre ceux qui ne seront pas de ladite ville de Perpignan, sauf, toutefois, la fidélité due au roi et à ses successeurs, en tout et pour tout, tout ce que nous promettons d'observer sous serment.

« Et moi, Pierre, par la grâce de Dieu, roi d'Aragon, pour moi et pour mes successeurs, j'accorde et je promets fermement par cette charte, valable à perpétuité, à tous mes hommes de la ville de Perpignan, qui y habiteront et demeureront, présents et futurs, que, si quelque personne, qui ne sera pas de notre dite ville, fait quelque tort, offense ou injure à quelque homme ou femme de ladite ville, en les frappant ou de toute autre manière; celui qui aura reçu le dommage ou l'injure s'adresse aux consuls, au bailli ou au viguier en charge en notre dite ville; que sur les représentations du plaignant, les consuls, avec le bailli et mon viguier, se transportent de suite et sans retardement sur les lieux, ou manderont celui qui aura fait le tort, le dommage ou l'injure; que s'il refuse de venir, de restituer, ou de faire la réparation qu'ils croiront juste, conformément à la raison, au droit, aux usages et coutumes de la ville de Perpignan, nous voulons, et de notre autorité royale ordonnons que les consuls, avec nos bailli et viguier, marchent et poursuivent ensemble, et à main armée, le malfaiteur qui aura fait le tort ou l'injure, jusque dans la ville où il se sera retiré, où il aura ses effets. Il ne pourra être formé aucune plainte à raison des méfaits et meurtres qui s'y seront commis.

« Si lorsque lesdits consuls, avec nos bailli et viguier feront ces chevauchées, quelque habitant de Perpignan reste dans la ville sans nécessité évidente, il encourra une amende de dix sols barcelonais, qui seront employés à réparer les murs de la ville.

« Nous ordonnons qu'aucun particulier n'ose méfaire et poursuivre quelque étranger, sans prendre l'avis des consuls, de nos bailli et viguier, à peine d'être contraint à telle réparation qu'ils croiront juste, et de plus il sera condamné à une amende de dix sols, qui seront employés à la réparation des murs. Les consuls seront dédommagés des frais qu'ils auront faits, et du louage des chevaux, s'ils montent à cheval, aux dépens de celui qui aura fait le tort, le dommage ou l'injure.

« Pareillement, les consuls qui seront annuellement nommés, fe-

« ront, comme ont déjà fait les consuls nommés, le serment de fidélité et de manutention de nos droits, et jureront d'être fidèles à tout ledit peuple de Perpignan et d'en procurer en tout l'avantage.

« Et nous..... cinq consuls nommés, susdits, chacun en particulier, jurons sur les Quatre Évangiles d'être fidèles au roi et à ses successeurs, de sacrifier notre vie et nos corps pour maintenir ses droits en toutes choses, d'être également fidèles à tout ledit peuple de Perpignan, et d'en procurer en tout l'avantage.

« Fait le 7 des calendes de mars de l'an 1196. »

Cette charte, fondatrice de la commune, portait avec elle le germe d'un avenir d'ordre public et de prospérités privées pour l'habitant.

Le drapeau d'une cité libre que l'habitant eut le droit d'élever sur ses tours, appelait dans son sein l'homme isolé dans la solitude des champs, et traînant sa vie autour du manoir du seigneur féodal. Il ne paraît pas cependant, il faut le dire, que la féodalité ait eu pour le Roussillonnais les mêmes rigueurs que pour beaucoup d'autres peuples¹. Quoi qu'il en soit, cet homme vint demander à la commune liberté et protection en retour d'un travail utile, et des droits civiques en retour de l'obéissance qu'il jurait à ses lois, et de son concours au support des charges municipales.

¹ Un acte reçu par Grimaud, notaire, de 1342, contient les conditions sous lesquelles un habitant de Bonpas, homme du Roi, à Perpignan, redevint homme de la religion de Saint-Jean-de-Jérusalem, qui possédait la seigneurie de Bonpas.

Il se soumet au paiement du droit de fouage envers son nouveau seigneur; à faire partie de la *host*, à suivre les baillis et les consuls dans leurs chevauchées, à subir une part dans les sommes que le seigneur devrait payer au roi, à fournir son contingent de travail pour les réparations et entretiens des chemins, de la rivière de la Tet, de la Basse, et des canaux d'arrosage. Il s'engage à ne pas changer de seigneur pendant un an. (SAINT-MALO, *Cartulaire roussillonnais*, tom. I, p. 44.)

Partout, avec l'établissement des communes, les centres de population s'agrandirent par des constructions nouvelles; les mœurs se polirent, des rapports intimes se formèrent entre tous les membres de la même association communale, des rapports de commerce entr'eux et les étrangers; la civilisation marcha dans le progrès; des lois plus en harmonie avec l'ère qui allait s'ouvrir pour la nouvelle société politique, étendirent, sur les habitants des communes, leur sceptre protecteur.

Si cette vérité historique pouvait être contestée, les mille preuves, dont nous pourrions la soutenir en parcourant l'histoire de toutes les communes, nous les résumerons dans l'histoire de notre patrie.

Pendant le premier siècle de son existence, comme commune, Perpignan, renfermé dans la partie de son sol qu'occupe de nos jours la paroisse Saint-Jean, s'agrandit de quartiers assez considérables pour former deux nouvelles paroisses: sa halle au blé, qui, en 1293¹, fut bâtie aux extrémités de la ville et dans ses anciens fossés, se trouvait, soixante ans plus tard, presque au milieu de ses quartiers centraux. A cette époque s'élevaient des monuments publics et religieux encore aujourd'hui remarquables. A côté de son hôtel de ville, le commerce se construisait sa bourse². Sur les ruines de son ancienne église paroissiale, fut posée, en 1324, la première pierre d'une nouvelle église, vaste, majestueuse, hardie, qui devait un jour être une cathédrale. L'imposant édifice qui occupe aujourd'hui le point culminant de notre citadelle, était un palais souvent la rési-

¹ Fossa, *Mémoire pour les Avocats*

² *Style du Consulat de Mer*, p. 75.

dence des rois de Majorque. Les rois d'alors mettaient en pratique cette règle, écrite par un de nos plus anciens légistes : *Rex quolibet anno debet visitare suam terram* ¹.

C'est à sa charte communale, toujours respectée par le souverain, qui ne manqua jamais à réformer les décisions royales surprises à sa religion, quand elles étaient contraires aux lois qui en étaient la conséquence, toujours respectée par le peuple qui souvent la défendit par les armes, que Perpignan dut un progrès bien plus utile, bien plus précieux.

Ville uniquement agricole, dans le XIII^e siècle, il devint, bientôt après, une ville industrielle : des fabriques de draps, dans lesquelles on comptait jusqu'à cinq cents métiers de tisserands, ajoutèrent aux produits du sol les bénéfices du commerce. Dans le siècle suivant, il devint une ville d'instruction et de science.

Jusque-là, le Roussillonnais n'avait trouvé dans sa patrie que quelques écoles élémentaires, où les enfants pouvaient recevoir les notions premières indispensables à tout citoyen, à tout homme. Peut-être, avait-il un collège où il pouvait acquérir les connaissances usuelles qu'exigent les professions industrielles ; mais ce ne fut qu'en 1349 qu'il obtint de Pierre la fondation d'une université ², où les hautes sciences, professées par des maîtres habiles, furent cultivées par des disciples nombreux. Depuis cette époque, jusqu'en 1790, il jouit, ou du moins il put jouir, d'une instruction large, complète, gratuite, dont le peuple, il faut le dire, ne sut pas apprécier les avantages et les bienfaits.

¹ MIÈRES, col. 41.

² Livre vert majeur, fol. 200.

De cette charte, enfin, sortit une magistrature de cité, qui, se perpétuant d'âge en âge, commença, continua, améliora un code de lois municipales dont les prévisions, la sagesse, l'ensemble, les détails, attestent l'expérience, le patriotisme de nos pères, leur amour pour la patrie, leur dévouement à leurs concitoyens. Rendons-lui le seul hommage qu'il nous soit permis de lui offrir, en rappelant aux Roussillonnais de notre époque quelques-unes de ses principales dispositions.

Notre code consacrait le suffrage universel comme la base du gouvernement et de l'administration de la commune. Il fut d'abord exercé par l'universalité des citoyens; mais la population étant devenue plus nombreuse, une délibération de cette universalité, transféra, à un certain nombre de ses membres, le droit de faire pour tous et au nom de tous les élections municipales, et de régler pour l'avenir tout ce qui s'y rattacherait.

Une première charte réglementaire de 1436, faite en vertu des pouvoirs donnés par l'universalité, attribua la nomination de leurs successeurs et des différents conseils de ville, aux consuls et aux conseillers en fonctions ¹.

Elle divisa les habitants en trois ordres, qui prirent le nom de *main*s.

Les habitants, vivant honorablement de leurs revenus fonciers, de leurs rentes, exploitant la banque, le haut commerce, exerçant une profession libérale, formèrent la *main majeure*.

Dans le second ordre, la *main moyenne*, furent clas-

¹ Livre vert majeur, fol. 208; FOSSA, *Mém.*, p. 455.

sés les habitants qui exerçaient une profession moins honorable dans la hiérarchie sociale d'alors, et dans une position aisée, tels que les notaires, les marchands, les fabricants, etc.

Enfin, le troisième ordre, *la main mineure*, se composa des petits propriétaires exploitant par eux-mêmes, des jardiniers cultivant un jardin à titre de propriétaires ou de colons, et, enfin, des maîtres ouvriers admis comme tels dans les corporations professionnelles et tenant boutique pour leur compte.

Était, de droit, habitant, tout homme né, dans la ville, de parents domiciliés, y exerçant une profession, une industrie, un métier, et y possédant une maison, un magasin, une boutique, à titre de propriétaire ou de locataire.

L'étranger pouvait acquérir le titre d'habitant, en s'établissant dans la ville avec le consentement des consuls¹, et, après avoir prêté serment entre les mains du bailli, de se conformer aux lois et usages de la commune². Dès l'instant qu'il avait été admis, il jouissait de toutes les franchises, de toutes les libertés municipales; mais ce n'était qu'après cinq ans qu'il pouvait prendre part au gouvernement de la commune³.

Les habitants qui, en échange des libertés et des franchises attachées à leur titre, supportaient une part quelconque des charges de la commune, et se trouvaient encore dans les conditions plus haut posées, avaient, en principe général, le droit d'intervenir dans son gouvernement, et par leurs votes et par eux-mêmes, s'ils y étaient appelés par les suffrages de

¹ Usages: *Livre vert majeur*, fol. 10. — ² *Idem*, fol. 20. — ³ *Idem*, fol. 216.

leurs concitoyens ; mais ce principe n'était pas sans exceptions.

Ceux qui vivaient d'un métier dont le public et l'autorité pouvaient commander, requérir les travaux, comme les vidangeurs, les fossoyeurs, les paveurs, les portefaix, etc. ; ceux qui exerçaient un métier sous la dépendance d'un maître, les commis, les garçons de boutique, les valets de labour, les domestiques, ne pouvaient être appelés au consulat, dans les conseils de la ville ; ils ne concouraient pas à l'exercice du suffrage universel.

Après cette loi réglementaire, et plusieurs autres lois qui lui succédèrent, vint, en 1449¹, une sentence arbitrale, rendue par la reine Marie, sentence qui fut, malgré les abus que les derniers siècles y avaient introduits, la loi de la matière jusqu'en 1789.

Le suffrage universel se composait des votes de tous les habitants domiciliés, qui avaient une existence assurée par des biens acquis, ou garantie par les travaux constants d'une profession, d'une industrie, d'un art, d'un métier honorables, et qui les faisaient vivre dans une indépendance absolue de leurs concitoyens. Cette position qui permettait à l'habitant de ne suivre que ses inspirations, de n'obéir qu'à ses convictions, et (nous le verrons bientôt) une moralité généralement reconnue, étaient les titres qu'il devait porter avec lui pour jeter son vote dans l'urne électorale, pour y voir son nom déposé comme celui d'un éligible, pour l'en voir sortir comme celui d'un élu.

Mais si nos aïeux avaient pensé que le suffrage universel, pour conserver toute sa pureté, toute sa

¹ *Livre vert majeur*, fol. 469.

vérité, toute sa force, devait être protégé contre la dépendance, leur sagesse sut aussi le défendre contre le privilège.

Les habitants nobles, jouissaient, comme tous les habitants des autres classes, des mêmes franchises, des mêmes libertés communales; mais ils n'étaient pas sous la juridiction du bailli, sous celle des consuls et des conseils de ville¹; ils étaient sous la juridiction du juge royal, sous celle du gouverneur de la province²; ils étaient affranchis de toutes les charges municipales³. Aussi étaient-ils exclus du suffrage universel et de la moindre part dans le gouvernement, dans l'administration de la commune et par leurs votes et par eux-mêmes. Plus tard, ils voulurent racheter, du sacrifice de leurs prérogatives nobiliaires, leur titre de citoyens et leurs droits civiques; ils demandèrent leur part dans le support des charges publiques; ils obtinrent, non pas d'entrer dans un des trois ordres d'habitants constitués, non pas de voter dans les élections consulaires et des différents conseils de ville, mais seulement d'être admis aux honneurs consulaires; et ils alternèrent avec un bourgeois de la main majeure dans la charge de premier consul⁴.

Mais le titre d'habitant, sous toutes les conditions que nous avons posées; domicile, support des charges municipales, position indépendante, profession, industrie, métier honorables, ne suffisait pas pour voter dans les élections, pour être éligible aux fonctions municipales. Nos aïeux n'admettaient au ma-

¹ *Const. de Cat.*, liv. 18, tit. 4.

² *Idem*, liv. 3, tit. 27.

³ *Const.*, liv. 3, ch. 2; *CALIS, Nob.*

⁴ *Trans. de 1601, Liv. vert min.*

niement des affaires publiques que les hommes qui leur présentaient une garantie personnelle par leur amour pour le travail, par leur moralité.

Nul habitant flétri par des faits qui avaient motivé contre lui des condamnations judiciaires, ne pouvait être inscrit sur le registre civique, appelé le registre des matricules, déposé dans l'Hôtel-de-Ville. C'était un grand juri communal composé de membres du conseil-général et des cinq consuls, qui, sur une enquête sévère et sur l'avis des chefs des corporations ouvrières, admettait ou rejetait les demandes en inscription; et le pouvoir de ce juri s'étendait jusqu'à ne pas admettre dans les listes électorales, et à ne pas déposer dans les bourses des différents ordres, d'où le sort extrayait les membres des conseils de ville, et les électeurs consulaires, les noms des habitants, qui, quoique inscrits sur ce registre, étaient, par leur oisiveté, leurs mauvaises mœurs, leur conduite privée, un scandale public, et ne jouissaient d'aucune considération.

Chaque ordre d'habitants donnait à la ville des consuls, et un égal nombre de membres à ses conseils.

Le premier et le second consuls appartenaient au premier ordre, la main majeure; le troisième et le quatrième étaient pris dans le second, la main moyenne; le cinquième dans le troisième, la main mineure. Dans les premiers temps, c'était toujours un jardinier de Saint-Jacques; plus tard, un cultivateur, un ouvrier de la ville, purent partager avec lui les honneurs consulaires. Les douze membres du conseil de douzaine, qui était à peu près ce qu'est de nos jours le conseil municipal, les soixante membres du conseil-général de la commune, ceux

des autres conseils particuliers, pris par tiers dans chacun des trois ordres, étaient extraits par le sort de leurs trois bourses.

La veille de la Saint-Jean, chaque année, les noms des habitants des trois ordres, habiles à être électeurs et, par suite, éligibles, et inscrits sur ce registre, étaient écrits sur des bulletins et déposés dans trois boîtes.

Dans une salle de l'Hôtel-de-Ville, et avec la plus grande solennité, en présence des cinq consuls et des soixante membres du conseil-général et des autres conseils, quatre noms étaient extraits au hasard de chacune des trois boîtes, et les douze membres des trois ordres ou mains, désignés par le sort, étaient chargés de faire, pour tous et au nom de tous, les élections consulaires.

Instantanément appelés, ces douze habitants électeurs, après avoir prêté serment de ne nommer pour consuls que des hommes dignes, par leur probité et par leur science, de marcher à la tête de la commune, étaient enfermés dans un local séparé où était déposé le registre contenant les noms de tous les habitants, électeurs et éligibles, et ils n'en sortaient qu'après avoir accompli leur mandat, l'élection des cinq consuls.

Ainsi, le riche, l'aisé, le pauvre, qui, chacun suivant ses facultés, supportaient une partie des charges communales, qui avaient tous le même intérêt à ce que la ville fût bien administrée, et les mêmes droits à figurer dans son administration, concouraient, par les mandataires qu'ils s'étaient donnés, à l'élection de leurs magistrats de cité, et chacun trouvait son titre de candidat aux fonctions municipales écrit dans le registre civique, avec son titre de bon citoyen.

L'administration, les finances, la police de la ville, la nomination aux emplois municipaux, les règlements d'ordre public, professionnels, n'étaient que dans la juridiction consulaire.

Les consuls ordonnaient, tantôt seuls, tantôt avec le concours des conseils de ville, quelquefois avec celui des chefs des corporations ouvrières; les mesures générales ou particulières qu'il fallait prendre dans l'intérêt de toute la cité ou d'une classe d'habitants. Ils régissaient et mettaient à ferme les biens et droits de la commune ¹.

Dans les premiers temps, *la host* ², c'est-à-dire la population armée, était sous le commandement du premier consul, en temps de paix comme en temps de guerre; plus tard, ce fut la milice urbaine.

C'était chez lui que les clefs de la ville étaient déposées³; les opérations militaires devaient lui être communiquées; la nomination des officiers de la *host* et de la milice urbaine appartenait aux consuls.

L'habitant de Perpignan était, non-seulement dans le droit, mais encore dans l'obligation d'être pourvu d'armes. Il pouvait à tout instant être appelé à la défense du pays; il ne pouvait être forcé de servir hors la province. Ses armes ne pouvaient être saisies avec ses meubles par décret de justice⁴.

A titre d'emprunt, à titre de prêt, le roi ne pouvait rien exiger de lui pour les dépenses de l'Etat; pour lui point d'impôt de joyeux avènement et de couronnement. Son concours aux dépenses nationales était tout volontaire. Aucun ordre royal ne pouvait le lui imposer ⁵.

¹ Sent. de 1449; *Livre vert min.*, fol. 469. ² *Livre vert maj.*, fol. 219.

³ *Liv. vert min.*, fol. 294. ⁴ Usages, fol. 14. ⁵ *Livre vert maj.*, fol. 18.

La dîme ne frappait pas, pour lui, la plupart des produits du sol qu'elle frappait ailleurs ¹.

La liberté du domicile était écrite dans ses lois, parmi ses libertés; il pouvait, en quittant la ville, y conserver ses biens, en percevoir les revenus; il pouvait les emporter ou les vendre ².

Décédé *ab intestat*, ses biens passaient à ses héritiers légitimes, à ses enfants; à leur défaut, à ses héritiers collatéraux. Les pauvres, c'est-à-dire la ville, n'héritaient de lui qu'à défaut de parents, ou quand ceux-ci ne s'étaient pas présentés dans les délais voulus par les usages. Il pouvait en disposer par acte entre vifs, par testament ³.

Il ne pouvait, pour des causes pécuniaires, être détenu dans des entraves de fer ou de bois, en usage dans le pays. Il ne pouvait être torturé et mis à mort sans avoir été défendu ⁴.

Tout Perpignanais, arrêté pour des faits personnels, devait être jugé dans les dix jours. Après ce laps de temps, s'il n'était pas jugé, il devait être relâché. Il avait le droit de requérir son jugement avant les dix jours, s'il pouvait fournir les preuves de son innocence, ou si rien ne faisait soupçonner sa culpabilité ⁵.

L'habitant de Perpignan, si justice lui était refusée par le bailli ou le viguier, avait le droit de les prendre à partie et de les poursuivre en dommages ⁶.

¹ Voir au *Livre vert min.*, AUX USAGES, ceux sur les dîmes, en dix articles.

² *Livre vert maj.*, f. 7. — ³ Usages, 28. — ⁴ *Id.*, 15; liv. des ord. 78. — ⁵ Us, 12.

⁶ Us. 39. Il existe un acte exploité, de 1372, assez curieux pour être rapporté :

« Comme vous, Honoré Vidal-Grimaud, bourgeois et bailli de la ville de Perpignan, tenez en votre pouvoir, dans vos prisons, Antoine Copliura, maçon, et Evarnaud Forgues, fourbisseur, et ce pour voies de faits, et excès commis contre moi, Laurent Batlle, maçon de Perpignan, et vous ai re-

La liberté individuelle, ce premier bien de l'homme et du citoyen, était sous la protection des consuls. Ils avaient le droit de se faire ouvrir les portes des prisons, même royales, pour arracher l'habitant à l'arbitraire du bailli ou du viguier¹, qui avaient juré l'observation des usages et coutumes².

Enfin, il ne pouvait être jugé que par les juges du pays, dans le pays et par les lois du pays³.

Pendant que Perpignan grandissait en population, en prospérité, sous l'heureuse influence de ses lois, ses habitants, comme ceux des autres communes, après avoir conquis leur franchise personnelle et la juridiction communale, arrivaient au moment où ils allaient entrer dans la vie politique⁴.

CORTS. — § 2. Avant l'émancipation de la commune, les hauts seigneurs, les ecclésiastiques en dignité, les barons qui relevaient de la couronne directement, composaient seuls les grands conseils des nations.

Les villes, sous la dépendance de leurs seigneurs

quis bien des fois des les forcer à me donner des garanties; et principalement, comme nonobstant ce, ils m'ont gueté et menacé en plusieurs occasions, j'ai voulu faire ce que je vous fais.

Et pour ce, par cette écriture, je vous requiers de me faire donner promptement lesdites garanties, attendu qu'il y a péril à la demeure.

Si vous ne le faites, je proteste contre vous et vos biens, de votre déni de justice, me réservant mes recours à l'autorité supérieure, à la vôtre, en son temps et lieu.

Et de ceci, je requiers qu'il soit dressé acte ou actes, par vous, notaire (Jacques Moliner), pour qu'il en conste en temps et lieu. (SAINT-MALO, *Cartulaire roussillonnais*, tom. 1, p. 48.)

¹ Usages, 59; *Livre vert min.*, fol. 334. — ² Usages, 52. — ³ *Idem*, 56.

⁴ Voir, sur l'organisation de la commune roussillonnaise, *l'Essai sur les anciennes Institutions municipales de Perpignan*, brochure in-8°. Perpignan, ALZINE, 1855.

particuliers, n'avaient ni un titre légal, ni une existence politique qui pussent leur donner le droit d'intervenir dans les affaires du gouvernement.

Libres et affranchies, elles devinrent des parties de la constitution de l'État, et leurs habitants acquirent tous les droits attachés au titre de citoyens.

Le Roussillon qui, depuis 1174, faisait partie du royaume d'Aragon, devint, en 1262, par le partage de ses provinces entre les deux héritiers du roi Jayme, une dépendance du royaume de Majorque, qui échut à Jayme, le plus jeune de ses fils.

Ce nouveau royaume n'exista qu'environ soixante ans. Les provinces qui l'avaient formé revinrent à Pierre IV, roi d'Aragon, et ce royaume fut reconstitué tel qu'il était avant le partage de 1262.

La principauté de Catalogne qui n'avait pas cessé d'en faire partie, étant entrée dans le lot de Pierre, fils aîné du roi Jayme, ses communes furent admises vers la fin du XIII^e siècle, dans le gouvernement national; et leurs députés siégèrent dans une assemblée nationale, à qui fut confiée la confection des grandes lois qui devaient régir le pays? A qui avait-il été donné, jusque-là, de délibérer sur ses intérêts? Capmany nous le dira: *Mémoires historiques de Barcelone*, tom. 2, p. 15, aux notes.

« Ce fut en 1068, que fut réuni le premier congrès solennel, dans
 « lequel furent fixés différents points de législation. Il y eut d'au-
 « tres, depuis, présidés par le souverain, pour traiter des subsides
 « et des services féodaux dans les guerres de la couronne, et pour
 « régler quelques mesures sur la police intérieure de la province.
 « Mais ces Juntas aristocratiques, composées seulement de membres
 « du clergé ou de la haute noblesse, ne formèrent jamais un Parlement
 « national, puisque le peuple n'y trouvait pas sa représentation et son

« existence politique. Les choses ne changèrent que lorsque Pierre III, « dans les Corts de 1283, admit à ces assemblées les syndics des « villes royales¹. »

En effet, une constitution de cette année porte :

« Une fois l'an, nous (Pierre) et nos successeurs, à l'époque qui « sera jugée plus utile, célébrerons en Catalogne, Cort générale, dans « laquelle, avec nos prélats, les religieux, les barons, les nobles, les « chevaliers et les hommes de ville, il sera traité de la bonne admi- « nistration, de la réforme de la terre, laquelle Cort nous serons « tenus de célébrer, à moins que nous n'en soyons empêchés légitime- « ment. »

Par la reconstitution du royaume d'Aragon, la Catalogne et le Roussillon se retrouvèrent sous le même sceptre; ils furent réunis sous le même gouvernement politique. Les constitutions de Catalogne devinrent des lois communes aux deux provinces; et leurs députés réunis formèrent la Cort générale de la principauté de Catalogne et des comtés de Roussillon et de Cerdagne, à dater de 1344².

Des territoires contigus, une communauté de caractère, de mœurs, de langage; quelque analogie peut-être entre beaucoup de leurs usages et coutumes, justifiaient cette réunion. Les temps étaient d'ailleurs venus où les villes du Roussillon devaient entrer dans le gouvernement national.

Dans le XIX^e siècle, lorsque les assemblées nationales ont une part si large dans le gouvernement des nations les plus nombreuses et les plus éclairées, quelques-uns savent à peine, beaucoup ignorent qu'au-delà des Pyrénées, au fond de l'Europe méridionale, une de ces assemblées existait dans le

¹ *Const. de Catalogne*, titre 15, p. 56.

² Pragmatique du roi Pierre III, datée de Perpignan, du 12 des calendes d'août 1344. (Bosch, fol. 574.)

xiv^e siècle, à la tête d'un peuple de quelques cent mille citoyens; et cependant cette assemblée mérite plus qu'un souvenir : elle a des droits, même dans nos jours de lumière, aux méditations de ceux qui sont appelés à l'honorable mandat de représenter leurs concitoyens. Elle commande le plus vif intérêt pour la sollicitude, la noblesse, le patriotisme avec lesquels elle soutenait les intérêts nationaux. Je dis plus, quelques pages rapides sur la sévérité de ses formes, sur quelques-uns de ses actes, en nous montrant l'esprit qui y régnait, les sentiments dont elle était animée, ne seront pas sans quelque instruction pour les législateurs de notre époque.

La Cort générale de la principauté de Catalogne et des comtés de Roussillon et de Cerdagne, ne pouvait être composée que de naturels de la principauté et des comtés, pris dans leur clergé, dans leur noblesse, dans les citoyens de leurs villes. Ils formaient trois ordres, le bras ecclésiastique, le bras militaire, le bras royal¹.

Le premier, le bras ecclésiastique se composait des hauts dignitaires de l'Eglise, des évêques, des abbés, portant mitre, des présidents des chapitres des cathédrales, des prieurs des couvents qui n'avaient pas de supérieur dans la province, et ayant des vassaux avec juridiction de haute et moyenne justice, des commandeurs de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem, possédant les commanderies de la province.

Le bras militaire était formé des ducs, et de tous les comtes, marquis, vicomtes, barons, nobles et *cavallers* des deux provinces².

¹ PEGUERA, fol. 17, *Const. de Catalogne*.

² CAPMANY, même histoire, tome 2, aux notes, p. 12.

Les syndics des villes qu'on appelait royales, parce qu'elles étaient sous la seigneurie du roi, étaient le bras royal.

Les villes royales du Roussillon qui avaient le droit d'envoyer des syndics ou députés aux Corts, étaient au nombre de huit : Perpignan, Salses, Thuir, Argelès, Prats-de-Molló, Collioure, le Voló, Villefranche. Le roi était encore seigneur de vingt-sept autres localités qui n'étaient que des villages royaux ; ils n'avaient pas le même droit.

Trente-trois villes des deux provinces étaient représentées à la Cort, par un ou plusieurs syndics¹. Aussi, voyons-nous trois syndics de Perpignan signés au bas du procès-verbal de la Cort de 1599² : André de Réart, Jérôme Cort et Joseph Blanch ; mais les votes des syndics de la même ville ne comptaient que pour une voix.

Il est bien difficile aujourd'hui qu'il n'existe plus d'anciennes archives, de connaître le nombre des députés que le Roussillon donnait au bras ecclésiastique, au bras militaire de la Cort ; mais il est de tradition, que plus de quatre-vingts Roussillonnais y siégeaient. Cela peut et même doit être, puisque, dans le procès-verbal de la Cort de 1599, que nous avons cité, on compte 488 députés signataires en cette qualité.

Chaque bras avait son président-né.

Le bras ecclésiastique était présidé par l'archevêque de Taragone.

Le bras militaire par le duc de Cardona :

Le bras royal par la ville de Barcelone.

¹ *Const. de Catalogne*, CAPMANT, tome 2, p. 12, aux notes.

² *Cap. de Cort*, imprimé à Barcelone, en 1635, d'ordre de la députation.

Le roi seul pouvait convoquer et présider la Cort ¹. Ce principe absolu n'admettait que deux exceptions.

Lorsque le roi était à la tête des armées, hors du royaume, la reine pouvait la convoquer et la présider, après avoir reçu du roi des pouvoirs spéciaux à ces fins.

Dans les mêmes circonstances, après avoir lui-même convoqué la Cort, le roi pouvait en déléguer la présidence au prince héréditaire.

Mais il ne faut pas croire qu'un acte de la volonté du souverain suffit pour faire, de ces délégations, une loi pour la Cort.

Sa convocation, sa présidence étant particulièrement attachées à la personne du roi, un des attributs de sa puissance royale, un de ces droits de régale majeure qu'il ne pouvait exercer que par lui-même, il était forcé, pour le transmettre à la reine ou au prince héréditaire, de demander et d'obtenir le consentement de la Cort qui était la nation représentée ¹.

Le roi convoquait la Cort par lettres closes, adressées aux présidents des trois bras et à chacun de leurs membres. Elles leur étaient portées et remises personnellement par des officiers spéciaux ². Ces lettres étaient ainsi conçues :

« Pour l'intérêt de la religion, de notre service, pour la conservation de notre royal domaine, pour l'avantage et la tranquillité
« de nos royaumes de Valence et d'Aragon, de la principauté de
« Catalogne, et des comtés de Roussillon et de Cerdagne, pour la
« bonne administration de la justice envers leurs habitants, présents
« et futurs, nous avons résolu de célébrer Cortes générales le... pour
« lesquelles nous avons désigné la ville de... »

¹ *Const. de Catalogne*, fol. 36. *Quia celebrare curias generales; est una de regalibus principalibus et prerogativis regis, quam rex debet presentialiter expedire.* (MIÈRES, col. 44.) — ² *PEGUERA*, fol. 30.

Le dispositif de la lettre changeait dans ses expressions suivant que la personne à qui elle était adressée, appartenait à tel ou à tel autre bras.

Le roi disait à l'archevêque de Tarragone, président du bras ecclésiastique : « C'est pourquoi nous « vous prions et avertissons »; au président du bras militaire : « Nous vous ordonnons d'être rendu, le dit « jour au dit lieu , pour intervenir en ladite Cort. » Il disait aux villes : « Nous vous ordonnons, en vertu « de notre autorité royale, de constituer parmi vous « un syndic, ou un procureur qui, pour vous et en « votre nom, intervienne en ladite Cort, ledit jour « et audit lieu¹. »

Lorsque le roi avait écrit aux villes pour leur demander un syndic ou député à la Cort, elles s'occupaient de son élection; et de l'acte que nous allons transcrire, résultera la preuve que la simplicité et la brièveté des formes accompagnaient ce grand acte politique chez nos bons aïeux.

« Qu'il soit notoire à tous, que l'universalité des habitants de Man-
« résa, ayant été convoquée à son de trompe et par les cloches, pré-
« sents, l'honorable bailli de ladite ville et les particuliers formant
« ladite universalité et la représentant;

« Considérant que cette même universalité est citée par Sa Majesté
« Catholique et Royale, notre roi Philippe, heureusement régnant, à
« intervenir, le 10 mai prochain, en la Cort générale que ledit roi
« a convoquée, et qu'il a résolu de célébrer dans la ville de Montço;
« c'est pourquoi ladite universalité et les particuliers d'icelle ou du
« moins la plus grande et la plus saine partie de ceux qui la compo-
« sent, l'honorable Sala ayant déclaré accepter la charge de Syndic
« d'icelle, l'ont fait et constitué Syndic de ladite universalité, et l'ont
« nommé et constitué leur député, pour comparaître et intervenir
« pour eux en ladite Cort.

¹ PACHECO, fol. 29.

« Fait dans la ville de Manrésa, le 18 avril 1518. Signés.....
 « membres du conseil de ville; et en suite viennent les signatures
 « ou les signes de tous ceux qui ont concouru à l'élection. »

L'acte se termine par la signature du bailli qui, pour et au nom de Sa Majesté Catholique et Royale, interpose son décret, par les signatures du notaire, et de deux témoins, notaires comme lui, et par la déclaration du notaire rédacteur, que l'acte a été dressé par lui et qu'il a assisté à tout ce qui a été fait.

Avant de passer outre, remarquons la différence qui existe entre les élections qui touchent au gouvernement intérieur des communes, et celles qui touchent au gouvernement national.

Le suffrage universel est resté, en principe, commun aux deux élections. Mais si, dans les petites communes, et pour les élections municipales, il est resté dans le domaine de tous, dans les villes peuplées et importantes comme Perpignan, il a pu être déferé par tous à un petit nombre d'entr'eux. Il ne s'agissait que de transférer à des tiers les droits que donnait le titre d'habitant et de membre d'une association communale.

Il n'en était pas ainsi des droits politiques, qui avaient surgi de ce même titre d'habitant, devenu membre de l'État. L'habitant devait acquitter sa dette envers l'État, et exercer par lui-même ses droits de citoyen. Aussi avons-nous vu qu'à Manrésa, ville considérable, et verrons-nous qu'à Salses, chétive localité, mais l'une et l'autre villes royales, l'universalité des citoyens concourait, par elle-même, à l'élection des députés aux Corts.

Quelques actes relatifs aux élections des syndics des villes, ou des députés du clergé aux Corts, ont

été découverts sous la poussière de nos anciennes archives domaniales par une main laborieuse et savante¹. Parmi eux est un acte d'élection de la commune de Salses². Il n'apprend rien sur les formes de l'élection, que nous ne sachions par l'acte de Manrésa ; mais il détaille les pouvoirs qui étaient donnés aux syndics, les différents mandats généraux et particuliers qui devaient ou pouvaient leur être conférés dans les droits et les intérêts des communes qu'ils représentaient. Il nous apprend enfin que la même élection pouvait pourvoir à la nomination d'un syndic et à celle d'un procureur fondé, par qui il serait remplacé, le cas échéant. Quelques mots sur cet acte.

Les consuls de Salses et l'universalité de ses habitants dont quelques-uns sont nommés, déclarent qu'après avoir appelé le notaire et les témoins voulus pour la rédaction et la validité de l'acte, les habitants convoqués au son des cloches, suivant l'usage, par ordre de leurs consuls, se sont réunis dans la maison de Michel Garby, l'un d'eux, où ils ont coutume de traiter leurs affaires communales.

« Que le sérénissime roi Charles et la reine Jeanne, ayant résolu
« de célébrer Cort générale pour le service de Dieu, pour leur ser-
« vice, pour les intérêts et la tranquillité de la principauté de Cata-
« logne et des comtés de Roussillon et de Cerdagne, avaient adressé
« à l'universalité de Salses des lettres écrites de leurs mains royales
« et scellées de leurs sceaux, par lesquelles il leur était demandé un
« syndic ou député et un procureur fondé, pour intervenir, pour elle
« et en son nom, en dites Corts, qui se célébreront à Barcelone, le
« 16 avril prochain (1519), à cinq heures du soir, le...

« En conséquence, ayant longuement conféré entre nous, et traité,

¹ M. Renard de Saint-Malo. — ² Arch. du Domaine, Masdamont, notaire.

« tous, unanimement et d'accord, sans opposition aucune, avec une
 « profonde connaissance, dans les formes de droit, et celles que nous
 « avons jugé plus utiles, nous avons fait, constitué, ordonné, de
 « nous et de l'universalité de Salses, syndics, agents, économes,
 « procureurs, messagers généraux et spéciaux, sans que la spécialité
 « déroge à la généralité, au contraire : Antoine Fages et Michel
 « Garby, présents, et tous deux solidairement, de manière que la
 « condition du premier n'existant plus, l'un puisse conduire, conti-
 « nuer, achever ce que l'autre aura commencé.

« Il est ensuite donné pouvoir à l'un et à l'autre de comparaître,
 « au nom de ceux qui les ont constitués et de l'universalité, devant
 « le roi et la reine, pour y prêter serment de fidélité ou tout autre
 « serment nécessaire dans leurs mains ou dans les autres formes que
 « lesdits syndics et procureurs trouveront justes et admissibles;

« D'intervenir au nom de ladite universalité des habitants de Sal-
 « ses, au nom de chacun d'eux et pour eux, soit aux Corts convo-
 « quées, soit aux Corts à convoquer par le Roi, la Reine ou par l'un
 « des deux, qui se célébreront, soit dans la cité de Barcelone, soit
 « dans les autres villes de la principauté ou du royaume où elles
 « peuvent être célébrées, partout enfin où besoin sera, en intervenant,
 « traitant, faisant, déclarant, approuvant, concordant et défendant,
 « au nom de l'universalité et de chacun de ses membres, ensemble
 « avec le bras ecclésiastique, le bras militaire et les syndics des au-
 « tres villes, tout ce qui sera utile au Roi et à la Reine, et avanta-
 « geux au pays;

« De concourir à toutes les constitutions, chapitres de Cort, or-
 « donnances, statuts, provisions qu'ils jugeront justes et nécessaires.»

Enfin, il leur était donné pouvoir spécial, par une clause particulière, d'accorder ou de refuser au roi le don gratuit que dans chaque session la Cort votait pour l'aider à supporter les dépenses nationales, et pour soutenir l'éclat du trône. A ces mandats généraux et explicites donnés au député et au procureur comme hommes nationaux, succédait un mandat spécial comme hommes de la commune, comme les procureurs fondés de leurs commettants.

Les deux élus étaient chargés :

« De demander, d'exiger, de faire rentrer, de recouvrer, pour et au nom de l'universalité de Salses, dont ils étaient membres, tant du Roi et de la Reine, actuellement et heureusement régnants, que des hauts seigneurs, manumisseurs et exécuteurs testamentaires de feu le roi Ferdinand, d'immortelle mémoire, les sommes qui lui sont dues, à raison des subsides que les habitants de Salses avaient fournis pour la construction d'une église ou partie d'église, quand se bâtissait le fort de Salses, avec toute espèce de pouvoirs pour en obtenir le remboursement, en agissant devant la Cort, devant la commission des juges des griefs, et devant toute autre juridiction, par toute voie de droit et de rigueur, jusqu'après avoir obtenu justice. »

On trouve encore dans les archives du domaine, un autre acte d'élection de député du bras ecclésiastique par le chapitre d'Elne, en 1563. L'élu était Michel de Ulmy, chanoine de la cathédrale et abbé commanditaire de l'église et du monastère de Sainte-Marie d'Arles ¹.

Les pouvoirs généraux donnés par le chapitre sont à peu près les mêmes que ceux contenus dans l'acte d'élection de Salses; mais il ne contient pas de mandat particulier.

Mably, dans ses observations sur l'histoire de France ², parle de ce que quelques-uns de nous ont vu pratiquer, en 1789, des cahiers qui étaient remis, dans les vieux jours de la monarchie, par les provinces à leurs députés aux États-Généraux : ils contenaient les vœux de leurs commettants et des instructions sur leur mandat, dans l'intérêt national, dans l'intérêt particulier de leur province. Est-ce qu'il ne faut pas induire, de l'acte d'élection de Salses, que

¹ Archives du Domaine : pratique de Botet, notaire, 1565.

² MABLY, *Observations sur l'Histoire de France*, aux preuves, chapitre 5.

ce qui était dans les cahiers du député français était, pour le député du Roussillon, dans l'acte qui constatait son élection? N'est-il pas d'ailleurs évident qu'il devait recevoir des instructions écrites, avant son départ, sur les affaires existantes, puisqu'il est prouvé que, pendant la session de la Cort, il recevait des mandats particuliers et des instructions pour suivre les affaires qui surgissaient et dans lesquelles étaient intéressées les communes qu'il représentait?

En effet, on trouve dans les archives de la ville de Perpignan une instruction envoyée à Louis Tarrène et à Jérôme Bardo, syndics de la ville aux Corts de Montço, en 1585, et dressée par les consuls, en ces termes (Arch. de la ville de Perpignan, *Livre vert mineur*):

« Comme la prison communale et royale est une maison appartenant au Roi, et qui a été concédée et établie sous la prestation annuelle de vingt-cinq livres, et qu'elle est actuellement possédée par messire Traginer qui la laisse dépérir; vu qu'elle se dégrade tous les jours davantage par la faute et négligence dudit sieur Traginer; que les locaux et appartements de ladite prison sont mal sains, en mauvais état et peu sûrs; de manière que beaucoup de prisonniers, tant de ceux qui sont déjà condamnés, que de ceux qui attendent leur jugement, s'échappent de ladite prison, et parviennent à se soustraire à la justice, pour commettre des crimes plus grands que ceux pour lesquels ils avaient été condamnés;

« A raison de tout ce, il est formé une demande à la Cort, afin qu'elle statue et ordonne que ladite maison, servant de prison, soit incorporée dans le domaine royal et améliorée sur ses fonds suivant que le procureur royal et les consuls l'auront reconnu nécessaire; et qu'elle sera ensuite affermée à une personne ayant un caractère légal, qui sera geôlier de ladite prison; et que du prix de la ferme, qui sera versé entre les mains du procureur royal, se fera, de cette maison, l'entrée de la prison, par laquelle sera en-

« tretenir le bon état d'icelle ; sans l'indemnité à donner audit sieur
« Traginer. »

Continuons. Le suffrage universel faisait, nous l'avons vu, l'élection des députés aux Corts, comme celle des magistrats des communes. Mais reconnaissons, de plus en plus, combien était sage et éclairée l'œuvre de nos aïeux, la loi du pays.

Si, par cette loi, tous étaient appelés à conquérir, s'il était libre à tous de mériter les honneurs de l'élection et de l'éligibilité, elle allait plus loin qu'à repousser de l'urne électorale, ceux qu'avait flétris la main de la justice : elle repoussait les hommes qui, vivant sous la protection des lois sociales, traînaient dans les vices et l'oisiveté leur vie qui devait être une vie de vertus publiques et privées, honorable par un travail utile, non pas à eux seuls, mais encore à leurs familles, à leurs concitoyens, à la patrie. Les élus devaient exercer la plus heureuse ou la plus funeste influence sur l'avenir de la commune, de la nation entière. Dès lors, le jugement solennel du grand juri communal, qui, représentation vraie de tous, effaçait des listes électorales les noms des indignes, comme ceux des pervers, loin de porter atteinte au grand principe du suffrage universel, en était la consécration. Les exclusions qu'il prononçait étaient la sauvegarde, la garantie, la conséquence des institutions, qui formaient le gouvernement particulier et intérieur du Roussillon ; et tout le monde sait que plus les institutions d'un peuple sont larges et libérales, plus elles doivent être soutenues par la moralité privée et les vertus civiques de ceux qu'elles régissent.

Quel que fût le nom du gouvernement sous lequel

le Roussillon vécut pendant plusieurs siècles, il fournit la preuve que ce n'est ni le nom, et ajoutons ni la forme donnés à un gouvernement qui font les peuples heureux ou malheureux, riches ou pauvres, libres ou esclaves, mais bien ses lois et ses institutions; et celui du Roussillon, qui, dans ses principes, réalisait l'alliance de l'autorité et de la liberté, fit, pendant de longs jours, le bonheur de nos aïeux, la prospérité et la gloire de leur patrie.

Le roi pouvait réunir la Cort dans toutes les localités, pourvu qu'elles fussent de 200 feux¹. Ces assemblées générales se tenaient, même à Barcelone, dans une église.

Le jour fixé pour l'ouverture de la session, d'abord annuelle, plus tard triennale², ses trois bras venaient occuper les bancs qui leur avaient été préparés dans la nef.

Dans le sanctuaire, et sur un plan plus élevé que celui où se tenait la Cort, le trône avait été dressé. Le roi venait l'occuper; les grands dignitaires de l'État, les officiers de la couronne, en occupaient les degrés.

Une constitution ou loi nationale³ défendait à qui que ce fût de se tenir sur la plate-forme qui portait le trône, et au niveau du roi, pendant qu'il prononçait le discours par lequel il devait ouvrir la session, et qui était l'exposé des lois dont la Cort aurait à s'occuper, et qu'il proposait. Nul ne devait occuper auprès du roi une place plus élevée que celles de la Cort. Nous trouverons dans ce qui se passa en 1477, la preuve du respect que le roi et la Cort avaient pour la loi et de leur obéissance à ses prescriptions.

¹ *Const. de Cat.*, fol. 46. — ² *Idem.*, de 1449, fol. 44. — ³ *Idem.*, fol 44.

Jean II faisait l'ouverture de la Cort dans la cathédrale de Barcelone. Pendant qu'il prononçait son discours, son petit-fils, fils du comte de Foix et infant de Navarre, se tenait à côté du trône du roi, son aïeul.

Le discours terminé, la Cort faisait attendre la réponse qu'elle devait à la communication royale, suivant l'usage. Elle avait décidé qu'il ne serait pas répondu tant que l'infant serait là.

Cette décision fut communiquée à voix basse au vice-chancelier, mais en termes généraux : « il ne « pouvait y avoir de réponse, tant qu'il y aurait à « côté du trône, des personnes qui ne devaient pas y « être. » Chargé de la transmettre au roi, le vice-chancelier s'acquitta de son mandat, et le roi le renvoya près de la Cort pour lui faire observer que la présence d'un enfant était sans conséquence, et ne devait pas retarder sa réponse. Malgré l'opinion du roi, la Cort persista dans son silence, et Jean II, fléchissant devant une insistance fondée sur la loi, donna ordre à l'infant de descendre.

A peine avait-il quitté sa place, qu'un prélat, désigné par la Cort, s'avança respectueusement jusqu'au pied du trône. Dans un discours aussi fleuri que louangeur, dit le chroniqueur des Corts, il témoigna au roi combien ses propositions avaient été accueillies avec amour et reconnaissance. Il pria ensuite sa majesté d'agréer l'assurance que la Cort, dans les matières qui lui seraient soumises, se ferait un devoir de décider ce qu'elle croirait le plus conforme au service de Dieu, et le plus utile à la nation¹.

¹ PEQUERA, fol. 33. Cort de 1477.

Dans toutes les circonstances comme dans celle-ci, nous trouverons la preuve des sentiments intimes et des sentiments nationaux qui animaient nos antiques Corts.

Toujours respectueuses envers le roi, toujours dévouées, mais s'inspirant de la susceptibilité la plus ombrageuse dans leurs rapports politiques avec le pouvoir souverain, elles étaient inflexibles sur ce qui tenait à leur position dans l'État, aux prérogatives attachées à l'un des grands pouvoirs nationaux, à la représentation d'un peuple qui lui avait donné la haute mission de défendre ses droits et ses franchises, et avait déposé entre ses mains une partie de sa souveraineté en lui conférant le pouvoir de faire ses lois.

Ainsi, tout en conservant envers le chef de l'État les plus hautes convenances, la Cort veut l'observation de la loi, qui défendait à tous d'occuper devant elle, auprès du roi, une place au-dessus de la sienne. Mais si elle veut soutenir ses droits, ce n'est pas du haut d'une tribune qu'elle fait descendre sa juste réclamation; et lorsqu'elle pourrait en individualiser la cause, elle n'articule que des généralités. « *Il est à côté du trône des personnes qui ne devraient pas s'y trouver.* » Ensuite, ce n'est que par un des grands dignitaires de l'État, et par une voix qu'il connaît, qu'elle fait parvenir au roi les motifs de son silence; et quand le roi dans sa justice les a reconnus bien fondés, pour effacer de l'esprit du monarque l'impression et jusqu'au souvenir de ce qui vient de se passer, elle s'empresse de lui offrir, par un de ses plus brillants orateurs, l'expression de ses sentiments d'amour et de reconnaissance pour la sollicitude avec laquelle il protège les intérêts nationaux et la prospérité de ses peuples.

Mais, s'agit-il de répondre au discours du souverain ? L'orateur disparaît, le député se montre. Il se garde bien de promettre que les propositions royales seront acceptées ; il se borne à déclarer, au nom de la Cort, qu'elles seront scrupuleusement examinées, et qu'elle décidera ce qu'elle croira être le plus utile à tous.

Dès que cette séance royale était terminée, la Cort ne se réunissait plus tout entière que le jour où le roi venait clôre la session ; chaque bras s'assemblait séparément dans un local particulier. Avant de les suivre dans leurs travaux, disons comment le roi, à qui seul appartenait la présidence de la Cort, pouvait se substituer le prince héréditaire.

Ce ne pouvait être qu'avec le consentement de la terre, c'est-à-dire, de la nation représentée par la Cort. Elle était juge souveraine de la légitimité des motifs qui justifiaient l'absence du roi, et qui devaient faire admettre le prince héréditaire à présider à sa place, à exercer un droit de régle attaché à la personne du roi. Citons un exemple.

Charles Quint avait convoqué la Cort générale à Montçco. Forcé, pendant la session, de se rendre à Perpignan assiégé par une armée française, il fit demander à la Cort d'admettre le prince héréditaire don Philippe à la présider. Cette demande fut l'objet d'une délibération solennelle. La Cort, après avoir posé le principe que, non seulement sa convocation, mais encore sa présidence, étaient un des attributs de la royauté, qui ne pouvaient être transmis à des tiers, et avoir fait vu des circonstances qui exigeaient la modification du principe, s'exprime ainsi :

« Partant, la Cort, sous les protestations plus bas écrites, et non

« sans elles, pour cette fois seulement, consent et il lui plaît, qu'habilitant, comme par le présent acte elle habilite le haut seigneur, prince héréditaire de Léon, de Castille, d'Aragon, constitué par Sa Césarienne et Catholique Majesté son lieutenant-général, *alter ego*, à pouvoir, en vertu des pouvoirs qu'il a reçus d'elle, célébrer, continuer et clôre les Corts générales de la Catalogne dans l'absence et l'empêchement de Sa Césarienne et Catholique Majesté, et dans les lieux où elles peuvent être convoquées d'après les constitutions de Catalogne, et sous l'observation des pratiques, coutumes et usages ; l'habilite encore à pouvoir célébrer lesdites Corts au lieu et place de Sa Majesté Césarienne et Royale, avec faculté suffisante pour faire, statuer constitutions, chapitres de Corts et tous autres actes, et enfin à faire personnellement tout ce que pourrait faire sa majesté.

« Néanmoins, se réservent les membres de la Cort présents et la composant, que le présent acte ne puisse en aucun temps tirer à conséquence, parce qu'il n'est que de leur propre volonté et pour cette fois seulement ; car ni lui, ni les choses qu'il contient, n'ont été faits et créés et ne doivent pas être considérés comme faits et créés au préjudice, dérogation, lésion aucune des usages de Barcelone, constitutions de Catalogne, chapitres de Cort et autres actes, usages, styles, coutumes, privilèges, libertés, dont elle est en possession, et auxquels il n'a été dérogé jusqu'à ce jour par aucun acte contraire. »

La Cort, on le voit, si elle savait fléchir devant des nécessités, savait aussi conserver les garanties légales contre tout ce qui pouvait être un acte de la seule volonté du roi, et contraire à la loi.

Dès le lendemain de la séance royale, chacun des trois bras procédait à l'élection d'un notaire qui était chargé de rédiger les procès-verbaux de ses séances, des résolutions qu'il aurait à prendre, des actes qu'il avait le droit de faire. Sa signature, son scel, et les autres formalités des actes publics devaient leur donner le caractère de l'authenticité. A ce notaire était adjoint un écrivain, aussi nommé par le bras,

et chargé principalement de la partie matérielle des fonctions attribuées au notaire.

L'un et l'autre étaient tenus de prêter, entre les mains du président du bras auquel ils appartenaient, le serment « de remplir bien et loyalement leurs fonctions. » Le notaire d'un autre bras dressait l'acte de la prestation de ce serment.

Plus tard, les écritures de ces trois notaires étaient remises au protonotaire¹ chargé, par ses fonctions, comme notaire de la couronne, hors la Cort, d'expédier les rescrits, les commissions, les lettres de grâce, après qu'ils avaient été signés par le roi, le chancelier, ou le régent de la chancellerie, et scellés du grand scel. Pendant la session des Corts, le protonotaire était chargé d'authentifier leurs actes, de les transcrire sur le grand registre des lois, quand ils étaient complets et achevés, d'en faire les expéditions demandées, quand ils avaient été déposés par lui dans les archives du royaume.

Chaque bras procédait encore à la nomination de son massier, des messagers, des huissiers, des promoteurs, des avocats qui lui étaient attachés particulièrement ; et tous devaient prêter serment, entre les mains du président de leur bras, « de remplir bien et loyalement leurs fonctions et de garder le silence le plus absolu sur tout ce qu'ils pourraient voir et entendre dans l'exercice de leurs fonctions. »

Une assemblée nationale aussi ombrageuse pour tout ce qui pouvait porter atteinte à ses droits, à ses prérogatives, au grand pouvoir qu'elle exerçait dans le gouvernement, et compromettre sa dignité ; qui s'en-

¹ Voir, pour les attributions du protonotaire, les constitutions de 1409 et autres. *Const. de Cat.*, fol 56.

tourait de tant de mesures pour assurer le règne de la loi, pour sauvegarder les libertés et les droits de tous, ne pouvait faillir à elle-même. Elle avait à repousser de son sein des membres qui n'auraient pas eu la capacité personnelle, et des titres légaux pour partager ses honneurs et sa noble tâche. Aussi, la Cort, avant toute œuvre, provoquait l'examen de cette capacité, de ces titres; ils devaient être soumis aux plus sévères investigations.

A ces fins ¹, elle sollicitait du roi, par une requête, la formation d'une commission de dix-huit membres, dont neuf étaient nommés par le roi lui-même, et trois par chacun des trois bras de la Cort. Ils prenaient le nom d'*habilitadors*, c'est-à-dire, de personnes chargées de prononcer si ceux qui se présentaient pour entrer dans la Cort, étaient ou n'étaient pas habiles à en faire partie par leur capacité, par leurs titres, par la régularité de leurs mandats.

Dès que cette requête était entre les mains du roi, il en ordonnait la transcription sur les registres de la Cort, et procédait à la nomination des neuf membres qu'il devait donner à la commission. Il ne les prenait que parmi les personnages les plus éminents qu'il avait autour de lui, comme le chancelier, les régents du conseil suprême d'Aragon, le régent et les docteurs du conseil royal de Catalogne, et autres grands dignitaires de la couronne. Il faisait connaître officiellement à la Cort les sujets qu'il avait nommés, et la Cort avait le droit de les refuser.

La Cort nommait à son tour ses neuf commissaires que le roi pouvait aussi admettre ou rejeter.

¹ PEGUERA, 44. *Const. de Cat.*

Lorsque la commission était formée, ses membres, avant d'entrer en fonctions, prêtaient serment, ceux du bras ecclésiastique, « d'agir dans les actes que leur « commandait leur mandat, loyalement, suivant la loi « de Dieu et leur bonne conscience, sans amour, sans « haine, sans faveur, sans mauvais vouloir et sans avoir « égard aux sollicitations et à l'intérêt personnel. »

Les commissaires nommés par le bras royal et par le bras militaire, devaient ajouter à ce serment la prestation de foi et hommage.

Le serment principal et commun était prêté entre les mains du chancelier; le régent de la royale audience de Barcelone recevait la prestation de foi et hommage.

Après l'investigation la plus sévère de la capacité et des titres, la commission devait faire l'application d'une infinité de règles, toutes écrites dans les lois du pays. Nous ne citerons que les principales.

« Les naturels des deux provinces de la juridiction de la Cort, « pouvaient seuls en faire partie ; — tout étranger en était exclu ; — « aucun ne pouvait être admis avant l'âge de vingt ans ; — ceux qui « n'ayant pas été légalement cités, se présentaient, en justifiant de « leur capacité, de leurs titres, devaient être admis ; — les prélats, « les abbés élus, mais n'étant pas encore en possession de leur abbaye, « de leur prélature, devaient être ajournés ; — les militaires devaient « justifier de leur position dans l'armée ; — les nobles devaient pro- « duire leurs titres de noblesse ; — les militaires servant à l'étranger, « mais ayant baronie dans la juridiction de la Cort, avaient le droit « d'y siéger comme barons ; — les syndics des villes devaient faire « partie de l'universalité des habitants qu'ils représentaient.

« Les membres de la Cort pouvant s'y faire représenter par des « procureurs fondés, ceux-ci devaient avoir la même capacité que « leurs mandants. »

Les causes qui faisaient admettre les procureurs

fondés étaient un empêchement légitime, accidentel et dommageable, un empêchement honteux.

Les empêchements légitimes pouvaient être si divers, devaient être si évidents, que la loi ne les articulait pas; ils ne pouvaient échapper à l'appréciation, aux lumières, à la conscience des membres de la commission. — Les empêchements accidentels, regardés comme dommageables au député, devaient être jugés par eux-mêmes et par les circonstances. — Quant aux empêchements honteux, inutile de chercher ceux qui étaient regardés comme tels.

Les premiers empêchements devaient être articulés dans les actes de procuration, fournis aux substituts. Leurs causes devaient être soutenues par le serment du mandant, prêté entre les mains du notaire. L'acte devait constater que ce serment avait été prêté. — La cause de l'empêchement honteux, il n'était pas exigé qu'elle fût coarctée dans l'acte. Elle était justifiée par le serment qu'avait prêté, de sa vérité, celui qui en excipait.

Après que la capacité et les titres de ceux qui se présentaient, pour faire partie de la Cort, avaient été sévèrement examinés, la commission des *habilitadores* prononçait solennellement ses décisions souveraines, et la Cort était constituée. Chacun de ses trois bras n'avait plus qu'à s'occuper, réuni dans son local particulier, des matières soumises à ses discussions. Mais, avant toute chose, chaque membre avait à prêter un serment entre les mains du président du bras auquel il appartenait.

La formule de ce serment était lue au bras réuni, par son notaire assisté de son écrivain, et chaque député, successivement appelé, jurait :

« De donner bon et loyal conseil, en âme et conscience, dans
 « l'intérêt du bien public, sur toutes les questions qui lui seraient
 « soumises ; — de garder le secret sur tout ce qui lui serait dit sous
 « le secret, et sur tout ce qui serait dit en secret pour tous ou pour
 « la majeure partie des membres de la Cort ; — de ne révéler à per-
 « sonne rien de ce qui serait dit dans la Cort et qui pourrait être pré-
 « judiciable à la Cort, rien de ce qui est secret pour la Cort ; — de
 « ne rien révéler de ce que la Cort traiterait en secret, en rapport à
 « des personnes étrangères, si ce n'est à des membres de son bras
 « ou des autres bras qui auraient le droit d'en connaître, et sans
 « nommer les personnes qui auraient dit lesdites choses, mais seu-
 « lement après qu'ils auraient prêté serment de ne pas les répéter ;
 « de n'admettre sciemment personne aux délibérations de la Cort
 « avant la prestation du même serment ; — enfin, les syndics et les
 « procureurs fondés des absents devaient jurer de ne rien révéler
 « de ce qui se traiterait en secret dans la Cort, à leurs mandants,
 « avant qu'ils eussent juré qu'ils ne le communiqueraient à per-
 « sonne. »

Il existait une institution dont nous parlerons particulièrement plus tard, qui avait une grande importance dans le gouvernement intérieur, politique et administratif de la Catalogne et des Comtés, et qui, émanation de la Cort, la représentait lorsqu'elle n'était pas en session.

C'était une commission de six personnes, dont deux appartenaient à chacun des trois bras. Son siège était à Barcelone; elle s'appelait la députation *del General*. Ses membres portaient le titre de députés *del General de Catalunya*, c'est-à-dire de la généralité, tandis que les députés des Corts n'étaient que les députés d'un ordre de citoyens, ou d'une universalité d'habitants. La juridiction de la députation s'étendait à la fois, et sur tout ce qui touchait à l'administration provinciale, et sur tous les actes des officiers royaux, contraires aux lois nationales,

aux libertés, aux franchises, aux privilèges des communes et des citoyens.

Dès que la Cort était en session, tous les pouvoirs de la députation étaient suspendus. La Cort en était saisie : aussi les insignes de ses hautes fonctions, les trois masses d'argent que ses massiers portaient relevées devant la députation quand elle sortait de son palais, étaient portées et remises, sur reçu, aux présidents des trois bras par le régent des comptes, comme aux chefs du corps administratif suprême des deux provinces¹ ; c'était eux qu'elles devaient précéder.

A ce titre, et par une conséquence nécessaire de ses hauts pouvoirs, avant d'entrer dans sa tâche administrative, la Cort procédait à la formation d'une commission dont les membres prenaient le titre de *Jutges de Greuges*, de Juges de Griefs. Elle demandait au roi les neuf sujets qu'il devait lui donner ; elle nommait les neuf autres membres². Cette commission jugeait sommairement, mais souverainement tous les griefs qui lui étaient dénoncés et portant sur les dettes qu'avaient contractées le roi et ses prédécesseurs, sur les atteintes portées aux lois et aux coutumes, sur la révocation des libertés et des privilèges qui aurait été prononcée par le roi, par les rois ses prédécesseurs, par leurs gouverneurs généraux et les autres officiers de la couronne³.

Elle avait encore un pouvoir absolu et irrévocable qui lui avait été donné par le roi lui-même, sur la demande de la Cort⁴, « pour instruire et juger sou-

¹ CAPMANY, *Mém. hist.*, tome 2, aux notes, p. 44.

² PEGUERA, fol. 73, n° 4.

³ CAPMANY, *Loc. cit.*

⁴ Pragm. de 1349, *Const. de Cat.*, Livre des Pragm., in *fine*, éd. de 1588.

« verainement tous les torts et dommages causés aux
« membres des trois bras, aux communes, aux parti-
« culiers, par le fait des autorités royales. Elle
« devait se réunir à Barcelone et juger, dans les dix
« mois qui suivaient la clôture de la session de la Cort,
« tous les procès qui avaient commencé dans son
« cours. »

Suivons actuellement la Cort, et parcourons quelques-uns des incidents qui devaient ou pouvaient s'élever dans chacune de ses sessions triennales.

Le roi, pendant la session, pouvait avoir à faire un acte de Cort, c'est-à-dire un acte qui, pour être légal, avait besoin du concours du roi et des trois bras. Il n'était pas tenu de se rendre auprès de deux dans les locaux particuliers qu'ils occupaient. Les trois bras n'étaient pas tenus de se rendre au palais, résidence particulière du souverain. Dès lors le local où se réunissait la Cort générale, était le terrain commun où devaient avoir lieu les communications entr'eux, et la réunion des deux parties qui la constituaient.

Lorsque le roi avait à faire un acte de Cort, et qu'il était assez gravement malade pour qu'il y eût danger, pour lui, à quitter ses appartements, il faisait prier la Cort de se réunir dans son palais par députation; mais la Cort n'obtempérait à cette prière qu'après s'être assurée, par elle-même, de la vérité de la maladie.

Elle nommait trois commissaires, pris dans ses trois bras, pour aller prendre des renseignements certains sur la santé du roi, dans l'intérieur du palais, soit auprès des médecins de Sa Majesté, soit auprès des officiers de son service. Ce n'est qu'après avoir acquis

par eux la certitude que le roi ne pouvait venir sur le terrain commun, que les trois bras se rendaient auprès de lui dans son palais. Les actes de Cort se faisaient alors dans sa chambre royale dont les portes s'ouvraient devant tous les membres de la Cort qui voulaient y suivre la députation, spécialement nommée pour recueillir la proposition royale.

Ainsi des actes de Cort furent faits dans la chambre royale, à la Cort générale, célébrée à Montçó, en 1477, et à une autre Cort, célébrée en 1534.

Pour justifier que pour faire acte de Cort le roi devait se rendre dans le lieu où se tenaient les assemblées générales de la Cort, Peguera cite Charles-Quint qui se rendit à l'église de Sainte-Marie de Montçó où il présidait la Cort générale, pour la proposer. J'ai vu, moi-même, ajoute-t-il, venir Sa Majesté, en 1599, à l'église de Saint-François, à Barcelone, pour y faire acte de Cort.

Disons, en finissant, que, lorsque la Cort était instruite que le roi était malade, non-seulement elle accueillait tout ce qui pouvait conserver ses rapports officiels, entre elle et le chef de l'État, mais encore elle nommait, avec empressement, un membre de chaque bras qui devait se rendre, deux fois par jour, au palais, pour visiter le royal malade et rapporter aux trois bras le résultat des visites.

Ainsi, la Cort, comme représentant la nation, se montre à la fois toujours digne dans ses rapports avec le souverain, toujours affectueuse et pleine de respect dans ses rapports avec la personne du roi. Elle croit ne pas pouvoir descendre jusqu'à un acte qu'on aurait pu regarder comme adulateur, en venant chercher le roi jusque dans son palais, lorsque sa santé lui

permettait de se rendre avec elle sur le terrain commun comme le veut la loi. Mais, a-t-elle la conviction qu'il en est légitimement empêché? elle se rend dans son palais; bien plus, la santé du roi devient pour elle un objet de sollicitude continuelle. Deux fois par jour, trois de ses membres sont chargés de lui en offrir les expressions, et de rapporter à la Cort les informations qu'ils auront recueillies de la santé royale. Ainsi, hors du terrain froid et sévère de la légalité, des relations officielles s'établissent entre le roi et la Cort, des rapports de confiance et d'affection mutuelles, qui ne peuvent que servir les intérêts nationaux, en fondant une harmonie de tous les moments entre les grands pouvoirs à qui la nation a confié ses destinées.

Quand le roi avait à faire des communications à la Cort et un acte de Cort, des officiers de son service, qu'on appelait *tractadors*, c'est-à-dire chargés de traiter pour lui et en son nom avec les trois bras, et de s'entendre avec eux, venaient leur demander des commissaires à qui le roi lui-même pût faire connaître sa royale volonté, en indiquant, d'ores et déjà, le jour et l'heure qu'il avait fixés pour faire acte de Cort sur sa proposition. Les procès-verbaux de la Cort de 1585, nous feront connaître les formalités suivies dans cette circonstance.

Les commissaires que nommait chaque bras prenaient le titre d'ambassadeurs, et étaient, avec son président, deux de ses membres des plus éminents et des plus distingués par leur savoir.

Lorsque sa majesté était arrivée dans l'église, la sacristie ou toute autre dépendance de l'église où se réunissait la Cort générale, l'ambassade, qui atten-

daît dans un appartement voisin, était prévenue, par un grand officier de la couronne, que le roi était prêt à la recevoir.

Elle se mettait aussitôt en marche, précédée par les massiers attachés aux trois bras de la Cort, et sur trois rangs. Au centre du premier marchait le président du bras ecclésiastique, ayant à sa droite le président du bras militaire, à sa gauche celui du bras royal. Les députés qui formaient le second et le troisième rang marchaient dans le même ordre vers l'appartement où le trône avait été dressé.

Ce qui se passait ensuite, nous le trouverons dans le rapport que fit, dans la circonstance que nous relatons, le président du bras ecclésiastique aux bras réunis, à sa rentrée de la conférence royale. Il dit :

« Qu'à l'entrée de l'appartement où se tenait le roi, les massiers
« avaient abaissé leurs massés, que, jusque-là, ils avaient porté levées;
« que l'ambassade avait trouvé sa majesté assise sur son trône, sous
« un dôme de velours; que les ambassadeurs l'avaient respectueuse-
« ment saluée; qu'ayant bien voulu les engager à s'approcher du
« trône, ils s'étaient fait un devoir d'obéir; que sa majesté s'était
« exprimée en ces termes :

« Le comte de... et les autres personnes que j'ai nommées pour
« traiter avec les trois bras de la Cort, se rendront auprès d'eux,
« pour leur communiquer, de ma part, des choses utiles à mon ser-
« vice; et sur lesquelles *je veux* qu'il y ait acte et conclusion, *vous*
« priant de prononcer sur elles le plus tôt possible, comme *j'ai le*
« droit de l'attendre de vous. »

Suspendons un moment pour remarquer combien cette prière, à côté de la seule énonciation du droit d'exiger, montre la grande confiance et la haute considération que la Cort inspirait au roi, et combien il aime à répondre aux sentiments, qu'en toute occasion, elle ne cesse de lui témoigner.

Le président du bras ecclésiastique rapporte ensuite que, comme président de l'ambassade, il a répondu :

« Chacun de nous rapportera aux bras réunis ce qu'ordonne « votre majesté, et nous baisons ses royales mains, pour la grâce « qu'elle nous a faite en nous appelant, afin que nous puissions mieux « connaître sa volonté. »

Dans ces formes minutieuses et sévères, nous trouvons une nouvelle preuve de l'importance que la Cort attachait à ses rapports avec le pouvoir souverain, de la hauteur à laquelle elle savait se tenir au niveau du trône, dans tout ce qui touchait aux mesures législatives qui devaient être l'œuvre commune de la nation et du roi. « Les lois de la Catalogne, dit « Capmany, étaient un contrat entre le souverain et « la nation assemblée dans les Corts¹. Le roi devait « les proposer, les sanctionner, la Cort devait les dis- « cuter et les créer. »

Nous verrons actuellement le respect que la Cort voulait inspirer au peuple pour la loi en vigueur, en mettant en harmonie avec elle la loi nouvelle, qui lui était proposée, et avec quelle scrupuleuse fidélité tous ses membres se renfermaient dans les limites du mandat qu'ils avaient reçu.

Jean II avait demandé à la Cort son serment de fidélité au prince héréditaire.

Les commissaires nommés par la couronne pour traiter de la proposition de ce serment avec les trois bras, pour développer et soutenir les motifs graves sur lesquels elle était fondée, se présentèrent là où les trois bras étaient réunis. Avec ces commissaires

¹ *Las lleys constitucionals de Catalunya eran un contracto entre lo rey y la naci6n congregada en Corts.* (CAPMANY, tome 2, in fine, aux notes, p. 14.)

étaient tous les membres du conseil suprême d'Aragon, du conseil de Catalogne, et les plus hauts dignitaires de l'État. Ils étaient suivis du protonotaire.

Le président du bras ecclésiastique, à la tête d'une nombreuse députation, alla recevoir la députation royale à la porte de l'appartement où les trois bras étaient réunis. Le chef de la députation vint s'asseoir à la droite du président du premier bras ; après lui, s'assirent, par ordre de dignités et de titres, les autres commissaires.

Lorsque tout le monde fut placé, le président de la commission royale dit :

« Que sa majesté serait heureuse et se croirait bien servie si, avec le consentement des trois bras, elle voyait s'accomplir ce que contenait la proposition dont le protonotaire allait donner lecture. »

Et le protonotaire assis, mais tête nue, lut la proposition faite par le roi.

Quand il eût achevé, le président du bras ecclésiastique répondit :

« Que la proposition de sa majesté étant juste, et les trois bras désirant lui obéir, et imiter les Catalans des temps passés dans leur amour et leur fidélité pour les rois d'Aragon, d'immortelle mémoire, les bras ne désiraient rien tant que de complaire au roi et d'obéir à sa volonté après en avoir fait l'objet d'une sérieuse délibération. »

Et la réponse sur le fond, convenue et arrêtée entre les trois bras, fut celle-ci. Après avoir exprimé leur reconnaissance pour les bienfaits dont le roi comblait ses peuples, et les regrets qu'ils éprouvaient toutes les fois que des obstacles légaux les arrêtaient, et s'opposaient à des délibérations aussi promptes que la Cort le désirerait, venant à la proposition, elle dit :

« Que, quant au serment de fidélité au prince héréditaire, les sentiments d'amour et de fidélité que leurs ancêtres avaient toujours

« gardés à leurs rois, et qu'eux mêmes gardaient à sa majesté, leur
 « feraient un devoir de répondre sur le champ, conformément à ses
 « désirs et aux désirs de chacun des membres de la Cort; mais que
 « le bras ecclésiastique ayant plusieurs procureurs-fondés de
 « prélats absents, et tous les membres du bras royal ayant besoin
 « de pouvoirs spéciaux pour traiter une affaire si importante et d'un
 « si grand intérêt pour les villes, ils avaient été obligés de les ré-
 « clamer; qu'ils ne pouvaient dès lors répondre sur la proposition
 « royale avant d'avoir reçu la réponse de leurs commettants, espérant
 « toutefois qu'elle ne se ferait pas attendre, et qu'elle serait conforme à
 « leurs désirs, aux désirs de sa majesté et aux intérêts de sa famille. »

Ce ne fut qu'après que cette réponse eût été reçue que la proposition fut discutée et accueillie.

Cet épisode d'une Cort du ^{xv}^e siècle porte avec lui une double leçon, qui ne doit pas être perdue pour notre siècle que l'on proclame plus éclairé.

Il rappelle l'importance du serment politique, et la religion avec laquelle il doit être tenu par les citoyens, dans l'intérêt de la patrie, dans leur intérêt personnel. Sa violation entraîne des malheurs publics qui ne peuvent se former que d'une masse de malheurs privés. Il doit rappeler à ceux qui ont reçu du peuple l'honorable mandat de le représenter dans le gouvernement de l'État qu'ils ne peuvent, sans flétrir leur titre de citoyens, sans se rendre coupables du crime de lèse-nation, dépasser les limites du mandat qui leur a été confié.

La diversité des opinions doit, de toute nécessité, porter avec elle dans une réunion nombreuse, des solutions différentes sur les questions qui lui sont soumises. Alors même que les cœurs sont unis dans les mêmes sentiments, dans le conflit des opinions, les passions et l'erreur trouvent autant d'échos et de défenseurs, que la raison calme et la vérité.

La Cort était composée de trois classes de nationaux; séparées par des barrières politiques qu'aucune d'elles ne pouvait franchir. Ces classes tenaient sans doute l'une à l'autre par des liens moraux et communs, l'amour de la liberté, de la patrie, de l'autorité; tous leurs membres étaient attachés aux institutions qui protégeaient si largement leurs droits civils et politiques. Mais tous placés dans une position sociale différente, tous sous l'influence d'intérêts personnels et de classe, ils ne pouvaient embrasser les matières légales dont ils avaient à s'occuper sous le même point de vue.

Ainsi se produisaient dans le sein de la Cort des difficultés qui devaient être aplanies, des dissenti-ments qu'il fallait faire cesser. La Cort devait être protégée contre elle-même pour qu'elle pût accomplir sa tâche principale, la confection des lois générales et nationales, sa tâche secondaire, la proposition des lois organiques et réglementaires qu'elle avait le droit de présenter au roi par tous ses bras, par chacun de ses bras. Son régime intérieur, ses rapports entre elle et le souverain, des prétentions opposées entre les différents bras étaient aussi parfois des sujets de contestations dont la chose publique aurait eu à souffrir, si elles se fussent prolongées.

Ces perturbations, ces désordres, là où l'ordre devait essentiellement régner, il était de nécessité de les faire cesser en leur donnant des juges; et c'était tantôt le roi seul, tantôt le roi et une commission de la Cort qui les finissaient par une décision écrite et motivée.

D'après une loi nationale, tout ce qui tenait aux réformes à introduire dans la législation générale et

nationale du pays, était dans la juridiction de la Cort, qui se formait de la réunion du roi et de ses trois bras. Il avait été réglé que toutes les questions qui s'élèveraient de près ou de loin dans les débats, ou à raison des débats, qu'ouvriraient les réformes de cette législation, resteraient dans le jugement de la Cort. Le motif de ce règlement était pris dans le droit qui a établi que le juge du fond devait être aussi le juge de l'incident.

Aussi en 1358, une partie de la Cort, ayant soutenu que sa convocation était nulle, parce qu'elle n'avait pas eu pour motif des mesures d'utilité générale, le roi Pierre décida, avec douze commissaires, nommés par la Cort, que la convocation avait une cause légale, et était obligatoire pour les cités.

Aux Corts de 1441, une partie du bras militaire soutenait illégale l'élection faite par le même bras, de six commissaires pour traiter avec le roi, tandis qu'une autre partie du même bras en soutenait la légalité. La reine Marie voulut prononcer seule sur cet incident; mais les autres bras protestèrent contre sa décision, et la reine dut la révoquer. Elle reconnut qu'elle ne pouvait pas prononcer seule et que la Cort devait être appelée.

Dans les occasions où chaque bras avait une opinion particulière à soutenir, dans une question où tous étaient intéressés, les trois bras étant en opposition les uns aux autres, c'était le roi qui la jugeait seul.

Aux Corts de 1512, le bras militaire soutenait qu'il pouvait se diviser en deux bras. Dans le premier auraient été les ducs, les barons, les nobles titrés; dans l'autre, les chevaliers et les damoiseaux. Les deux autres bras s'opposaient à cette division.

Le roi seul devait être et fut le juge de la question. Les deux autres bras, ayant pris parti et s'étant opposés à cette division, le roi la jugea contre les prétentions du bras militaire.

Ainsi se terminaient, dans le sein même de la Cort, et on pourrait dire en famille, les débats qui pouvaient entraver ses travaux et troubler l'harmonie qui devait régner entre elle et le roi, entre les membres d'un corps nombreux, constituant un des grands pouvoirs de l'État, et sur lequel reposait en partie le gouvernement du pays.

Un des premiers devoirs que s'imposèrent, dans tous les temps, nos antiques Cortès, fut de commander, par leur exemple, le respect à la loi et d'en poursuivre la violation, même contre la puissance royale. Comme il ne nous est pas permis de produire les preuves de cette assertion qui se trouvent dans cent pages de leur histoire, nous nous bornerons à une seule citation.

Les lois nationales avaient prononcé que les biens du domaine royal pouvaient être aliénés par le souverain. Ces biens étaient dès-lors dans le commerce ; ils pouvaient être acquis par des tiers à titre incommutable. Une loi générale voulait encore qu'une possession de quatre-vingts ans sans titre écrit, mais paisible et publique, eût autant de force qu'un titre écrit¹, et mît les possesseurs des biens, autrefois du domaine, à l'abri de toute poursuite, de toute demande. Contrairement à cette loi nationale, Alphonse V avait déclaré et ordonné, par une pragmatique, que les biens du domaine royal, pourraient être dans tous les temps rachetés.

¹ *Const. de Cat.*, liv. 7, titre 2, *Const.* 3, page 397.

Cette pragmatique détruisait une aliénabilité et une prescription, consacrées par les lois nationales, qui, œuvres de la Cort, ne pouvaient être abrogées que par la Cort. Deux bras protestèrent contre elle dans les termes suivants :

« Attendu que le sérénissime Don Alphonse, par sa pragmatique du 8 mai 1447, déclara que toutes choses aliénées du domaine royal pourront être en tout temps rachetées ;... laquelle pragmatique est contraire à tout droit... lesdits bras ecclésiastique et militaire vous supplient de la révoquer et annuler, en ordonnant qu'elle ne pourra être citée en jugement ni hors jugement. »

A la suite de cette protestation, la main royale écrivit la décision suivante, qui n'est qu'une pragmatique réformatrice de celle dont l'annulation avait été demandée :

« Il plaît à sa majesté qu'il en soit ainsi, en ce qui la concerne, et que la présente pragmatique soit valable jusqu'à la décision de la prochaine Cort. »

Et la Cort de 1501 confirma la loi qu'Alphonse avait méconnue.

Le cadre étroit dans lequel nous sommes enfermé, ne nous a permis que d'indiquer combien nos antiques Corts, pleines de respect pour l'autorité royale et d'affection personnelle pour leurs rois, méritaient ces preuves de haute estime et de confiance que, dans tous les temps, leurs rois leur donnèrent. Nous avons vu comme, par leur dignité, elles s'attachaient à refléter la dignité nationale, la sage mesure avec laquelle elles savaient conserver leur indépendance et la liberté de leurs décisions, soutenir leurs prérogatives, faire respecter les lois. Quelques mots, quelques faits, suffiront pour prouver que notre représentation nationale, orgueilleuse autant que digne de marcher à la tête

du peuple, savait défendre ses droits, ses franchises, achetées du sang de ses aïeux, de son sang et conquises par les vertus et le courage héréditaires chez le Roussillonnais.

L'habitant de Perpignan n'était ni taillable ni imposable de par le roi. En vertu de ses lois privées, et de ses privilèges, c'est par des offrandes que ses magistrats de cité, ses conseils de ville acquittaient le tribut qu'il devait au trésor royal, pour que celui-ci pût subvenir aux dépenses nationales et gouvernementales; il en fut de même pour tous les habitants du comté.

Le libre impôt était encore un principe de droit public dans tout le royaume d'Aragon.

Cependant surgissaient des circonstances graves qui réduisaient le roi à la nécessité de recourir à ses peuples pour subvenir à des charges que de mauvais jours lui avaient imposées, pour acquitter des dettes que l'État avait été forcé de contracter.

C'est à la Cort qu'il devait s'adresser; et la Cort, tout en subissant des nécessités devant lesquelles son patriotisme, le patriotisme des peuples qu'elle représentait, ne pouvaient, ne devaient, ne voulaient pas reculer, nous laisse admirer, d'un côté, avec quelle justice elle répondait aux demandes royales, de l'autre, avec quelle scrupuleuse sévérité elle savait, en fléchissant devant des circonstances impérieuses, sauvegarder les franchises nationales et les intérêts de tous.

Philippe II, à la suite de longues guerres, fut forcé de demander à ses peuples une somme assez considérable pour acquitter les dettes que l'État avait été forcé de contracter. Il demanda à la Cort générale réunie à Barcelone que les Catalans et les Roussillon-

nais s'imposassent extraordinairement ; et la Cort , répondant au roi dans l'acte qui constatait l'offrande qu'elle lui faisait le jour où il faisait la clôture de la session, s'exprime ainsi :

« La Cort qu'il a plu à votre majesté de convoquer, considérant
 « le grand amour et les sentiments de bienveillance que vous mon-
 « trez à vos peuples de cette principauté et des comtés de Roussillon
 « et de Cerdagne, en prévoyant tout ce qui est juste, afin qu'ils
 « puissent vivre en paix, repos et tranquillité ; — considérant les
 « grands travaux, frais et dépenses que votre majesté a soutenus
 « pour les choses et actes contenus dans sa proposition, — ladite Cort
 « et les trois bras d'icelle, obéissant à ces sentiments de fidélité qui
 « sont innés dans le cœur des Catalans, imitant leurs ancêtres, qui n'ont
 « jamais failli au service de leurs rois, vos prédécesseurs, d'immortelle
 « mémoire; non qu'ils y soient tenus et puissent y être obligés, d'aucune
 « manière, par l'exemple des autres peuples soumis au sceptre de votre
 « majesté, dans ce qu'ils auront pu faire, parce que les habitants de
 « cette principauté et de ces comtés sont un peuple franc et libre
 « de toute exaction ou impôt forcé ; avec expresse protestation que
 « par le présent acte et choses y contenues, qui ne pourront tirer à
 « conséquence pour l'avenir, ils ne puissent, en général et en parti-
 « culier, être tenus ou obligés au-delà de ce à quoi ils veulent s'o-
 « bliger ; — ladite Cort et les trois bras d'icelle, de leur propre et
 « bonne volonté, pour les causes susdites et pour cette fois seulement,
 « sous les réserves et sauvegardes de coutume insérées en dits actes, et
 « qu'ils veulent voir dans celui-ci répétées et insérées; de leur propre
 « et spontanée volonté, offrent et font volontairement don à votre
 « majesté d'un million cent mille livres, monnaie de Barcelone ¹ ;
 « payables à votre majesté ou à son trésorier, ou à toutes autres per-
 « sonnes qu'elle désignera, savoir : 300.000 livres sur le champ, et
 « 700.000 livres en cinq égaux paiements, d'année en année. — Ce
 « million, la Cort le met à la disposition de votre majesté, sous la
 « condition que les 100.000 livres restantes seront réservées aux
 « créanciers de l'État, liquidés ou à liquider. Elle veut et ordonne
 « qu'elles soient payées dans un an, des deniers de la province, par

¹ Environ 2.750.000 fr. d'aujourd'hui ; la livre barcelonaise était à peu près 2 francs 50 centimes.

« la députation de la généralité (*volem et ordanam*), sur le seul vu
 « des jugements qu'ils auront obtenus des juges des griefs, sans avoir
 « besoin de l'intervention ni d'un ordre du roi ; elle veut et ordonne
 « encore que si cette somme ne suffit pas pour les remplir de leur
 « dû, elle soit répartie entr'eux, au marc le franc, tous les droits sur
 « les biens du roi réservés, pour parvenir à recouvrer leurs entières
 « créances ; enfin, les députés et les auditeurs des comptes de la gé-
 « néralité ne pourront faire sortir cette somme des caisses provinciales,
 « que pour la verser directement entre les mains des créanciers de
 « l'État, à qui elle est dévolue.

« Et le roi, donnant acte à la Cort de cette offrande, déclare ac-
 « cepter le don gracieux à lui fait par les trois bras de la Cort, sous
 « les conditions par elle apposées, et l'en remercie. »

Cet acte de notre antique Cort atteste la justice qu'elle rend au peuple dont elle est la représentation et dont elle ne craint pas de froisser les intérêts en lui imposant, peut-être sur son nécessaire, après de longues guerres, de nouveaux sacrifices pour éteindre les dettes nationales. Il atteste encore cette justice prévoyante qui protège les créanciers de l'État dans leur passé, afin que dans l'avenir ils ne refusent pas à l'État de nouveaux services. Il nous fait connaître un langage parlementaire, dont la franchise n'exclut pas la convenance, et qui devrait être dans tous les lieux, dans tous les temps, celui des représentants, des organes de tout peuple qui connaît à la fois la vérité et l'étendue de ses droits et les exigences de ses devoirs.

Combien cet acte est encore un texte de sérieuses réflexions ! Dans ces temps-là, le peuple offrait ce que les pouvoirs gouvernementaux exigent impérieusement dans les nôtres. En méditant sur les causes de cette différence, nous les trouverons dans ces institutions morales qui ne livraient pas l'enfance de

l'homme à l'école de l'égoïsme; qui lui apprenaient à respecter les liens qui unissent le ciel à la terre, l'homme à Dieu, à former les liens qui doivent unir, par des dévouements, des sacrifices mutuels, tous les enfants d'une grande famille humanitaire ne pouvant vivre qu'en société, et vivant sur le même sol, sous l'empire des mêmes lois, sous le sceptre des mêmes autorités. Nous les trouverons dans ces institutions politiques qui créaient des citoyens, et faisaient, de l'amour de la patrie, un sentiment commun à tous.

Le roi était pour le peuple l'autorité suprême à qui il avait confié ses destinées et l'exécution des lois qui étaient son œuvre; il était pour lui la patrie personnifiée, sa loi vivante. Sous l'influence d'un sentiment commun, sous le drapeau d'un principe adopté par tous, l'esprit de parti n'existait pas; l'esprit national était l'esprit universel; l'intérêt particulier disparaissait devant l'intérêt général, l'offrande était assurée, le pouvoir d'exiger l'impôt était inutile dans les pouvoirs du souverain.

Au niveau de ce qui est aujourd'hui, il est peut-être des hommes qui croiraient que le vieux Roussillonnais, s'imposant librement, renfermait ses libéralités envers l'État dans les calculs les plus étroits; et tout au plus en rapport avec sa position et sa fortune? Eh bien! son offrande, il la mesurait, non pas sur son avoir, sur ses convenances, mais sur la gravité des circonstances politiques, sur les besoins du trésor, du pays. C'est un roi de Majorque qui en fournira la preuve.

Le roi Martin vint, en 1406, à Perpignan pour y présider la Cort générale.

Son discours d'ouverture de la session; que l'his-

toire a recueilli ¹, fut un éloge du peuple Catalan ; et ce discours, véritable sermon, était divisé en deux parties. Chaque partie avait ses points ; dans un de ces points, il voulait prouver que parmi les qualités morales du Catalan, était la générosité. Prenant pour texte ce passage de l'Ecriture, *compleverunt honorem Domini in donis suis*, il dit :

« En effet, quel est dans le monde le peuple qui jouisse de tant de franchises et de libertés, et qui soit aussi généreux que vous ? Lorsque tous sont imposés par leurs maîtres, vous seuls ne pouvez être imposés et ne concourez aux charges nationales que par vos dons gratuits ; mais votre générosité est telle que jamais nos prédécesseurs n'ont éprouvé de besoins auxquels vous n'ayez pourvu.

« Faut-il le prouver ? Nous citerons l'aide que vous prêtâtes au saint roi Jayme pour la conquête de Majorque, en lui donnant la cinquième partie de vos biens ; l'aide que vous donnâtes à notre aïeul dans la guerre contre les Français, en lui donnant vos vies, en engageant vos domaines, afin qu'il trouvât les moyens de soutenir l'honneur de ses armes ; au roi notre père, principalement dans la guerre de l'union et celle de Castille, puisque dans les Cortes qui furent célébrées à Tortose vous lui fîtes offrande de dix-sept millions d'argent monnayé. »

Nous avons esquissé ce qu'étaient nos anciennes Cortes, indiqué, par les formes qu'elles avaient adoptées, par quelques-uns de leurs actes, les sentiments et l'esprit dont elles étaient animées. Suivons-les actuellement dans leur première, dans leur plus noble tâche, la confection des lois nationales.

Les lois écrites dans le code catalan avaient une double origine : elles étaient l'œuvre du roi et de la Cort réunis ; elles étaient l'œuvre du roi et des trois bras de la Cort, ayant séparément concouru à leur

¹ CAPMANY, *Mémoires historiques sur l'Espagne*, tome 2, aux notes, p. 57.

confection ; elles avaient un double caractère d'utilité générale, d'utilité particulière.

Les lois nationales et d'utilité générale, étaient l'œuvre de la Cort formée par ses trois bras et par le roi. Le roi les proposait, les trois bras les discutaient, les formulaient ; le roi les approuvait et les sanctionnait. La première loi sur les Corts portait :

« Nous voulons , statuons et ordonnons , que , si nous et nos successeurs voulons faire une constitution générale , ce ne puisse être qu'avec le concours , l'approbation et le consentement des prélats , des barons , des chevaliers , et des citoyens des villes , dûment appelés , ou du moins de la majorité d'iceux¹. »

Ces lois étaient promulguées au nom du roi régnant en ces termes : Pierre-Martin, *en Cort* de... Elles ne pouvaient être révoquées que par les pouvoirs réunis dont elles étaient l'œuvre.

Les autres lois appelées *capitols de Cort* avaient leur origine dans la proposition que les bras de la Cort réunis ou séparés avaient le droit de faire au roi de lois organisatrices ou réglementaires sur les différentes matières dont le principe était dans les lois nationales².

¹ *Constitutions de Catalogne*, fol. 46.

² D'où vient à ces lois le nom de *Chapitres de Corts* ?

Le mot *capitol*, en catalan, se traduit en français par *chapitre* ; en latin par *capitulum*. Mais au pluriel, *capitols*, il exprime aussi pactes, conventions.

Ainsi pour exprimer que deux époux sont mariés avec contrat, on dit : *Has fet capitols* ; et l'acte qui contient leurs conventions matrimoniales prend le nom de *capitols* ?

Les pactes et les conventions faites entre un ou plusieurs bras de la Cort et le roi, qui étaient dressés en lois provisoires pour suppléer à l'insuffisance des lois nationales, ne furent-elles pas à raison de ce appelées *Capitols* ?

Ou bien, comme cette même espèce de lois qui, en France, sous le règne de Charlemagne, de Charles-le-Chauve, de Louis-le-Débonnaire, étaient appelées *Capitulaires*, du mot latin *Capitulum*, parce qu'elles étaient divisées en chapitres, ne furent-elles pas appelées *capitols de Cort* par le même motif ?

La proposition de ces lois se formulait le plus souvent par une requête du bras ou des bras qui la présentaient, commençant par ces mots : « Vu..., les bras de la Cort supplient votre majesté de statuer et ordonner que.... » Elle finissait par ces mots, quand elle était accueillie : « Il plaît à sa majesté qu'il en soit ainsi. » Quand elle était rejetée, la seule réponse était : « Le roi avisera. » Ces lois n'étaient en principe que temporaires ; elles étaient révocables par le roi seul. Lorsque leur utilité était reconnue, le roi en faisait l'objet d'une proposition de loi à la Cort ; et, proposées par le roi, adoptées par les trois bras, sanctionnées par le roi, elles étaient écrites dans le code des lois nationales.

La proposition d'une loi nationale appartenait au roi seul ; ses motifs étaient exposés dans le discours qu'il prononçait en ouvrant la session de la Cort.

Lorsque la proposition avait été remise à chacun des trois bras, il nommait dans son sein six commissaires pour examiner et rapporter s'il y avait lieu à adopter la loi, à la modifier, à la rejeter.

Cette commission était composée de dix-huit membres ; et dans ce temps où le mérite des hommes ne se mesurait pas sur leurs opinions, sur leur influence politique, mais sur leurs vertus et sur leur science, elle était choisie avec soin parmi les membres les plus éminents de chaque bras, par leur science, ou les plus spéciaux.

La modestie et la défiance de soi-même accompagnent le vrai mérite. Aussi cette commission s'entourait-elle des lumières des jurisconsultes attachés aux trois bras de la Cort, et demandait-elle à la couronne quelques membres de ses conseils pour éclairer sa

discussion et donner à ses décisions une plus grande garantie.

Elle se réunissait dans un local séparé. Après avoir longuement et profondément étudié, discuté la proposition de loi, elle rédigeait la nouvelle constitution comme elle l'avait conçue et arrêtée.

Les commissaires, leur œuvre achevée, rentraient dans leur bras pour la leur communiquer et en faire la remise.

L'original de la constitution qu'ils avaient rédigée restait au bras ecclésiastique ; les autres bras en avaient une expédition prise par leurs notaires.

Alors, commençait, pour la proposition de loi, une autre épreuve.

Telle qu'elle était sortie de la bouche et de la main du roi, telle qu'elle était sortie de la discussion des dix-huit commissaires, elle devenait le sujet d'un second débat qui présentait d'autant plus de garanties qu'il se répétait dans trois réunions nombreuses d'hommes qui, appartenant à divers ordres de citoyens, devaient examiner la loi sous un point de vue différent.

Après cette discussion, l'acte ou procès-verbal dressé par le notaire de chaque bras, constatait le projet de constitution tel qu'il avait été arrêté.

Mais il arrivait quelquefois qu'un bras, tous les bras y avaient ajouté, retranché, l'avaient modifié, étendu dans ses dispositions, que des mots avaient été remplacés par d'autres mots.

Dans ces circonstances, chaque bras nommait trois nouveaux commissaires, chargés de concilier les opinions divergentes par une nouvelle rédaction, afin que la nouvelle constitution pût obtenir, dans chaque

bras, la majorité des votes dont elle avait besoin pour être adoptée.

Lorsqu'enfin les commissions étaient parvenues à obtenir trois procès-verbaux conformes, les trois notaires rédigeaient l'acte qui constatait que la loi était passée.

Les bras en faisaient prévenir le roi en le suppliant de l'approuver et sanctionner, afin qu'elle pût être exécutée comme loi du royaume.

Le protonotaire venait retirer les trois actes ou procès-verbaux dont les notaires des trois bras ne conservaient qu'une copie. C'est lui qui devait les déposer dans les archives du royaume, comme la preuve que la loi avait été écrite avec fidélité sur le registre des lois, signées par le roi et revêtues du grand scel qui était déposé dans les archives.

La loi qui devait être l'œuvre de la Cort, n'était pas, on le voit, dans les vieux jours du Roussillon, le jet d'une pensée, la fille de la circonstance, l'œuvre de quelques moments. Sa pensée, sa proposition, sa discussion, sa rédaction, son acceptation, sa sanction étaient soumises à de longues épreuves, à des méditations sérieuses, à un examen lent et réfléchi.

Et d'abord sa proposition, avant d'être présentée à la nation qui se résumait dans ses Corts, par la bouche du souverain, avait été préparée par la sagesse, le savoir et l'expérience.

Les rois d'Aragon alors même qu'ils allaient célébrer les Corts, loin de leurs résidences, et dans une chétive localité de deux cents feux, avaient auprès d'eux une grande institution, formée des hommes les plus éclairés de leurs États, et parmi ces hommes, étaient les plus savants légistes, les magistrats les

plus haut placés sur les sièges de leurs justices. Ceux-ci composaient le conseil suprême d'Aragon, qui était présidé par le chancelier du royaume, le conseil de Catalogne, sous la présidence du chancelier de la principauté.

C'est le conseil de Catalogne qui secondait le roi dans sa tâche législative envers les peuples de la principauté et des comtés de Roussillon et de Cerdagne. Il préparait les éléments de la proposition royale. Lorsque la loi était tombée dans la juridiction de la Cort, et devenue un sujet de discussion dans le sein de ses commissions, les membres de ce conseil, s'ils ne l'étaient pas eux-mêmes, accompagnaient les commissaires royaux qui, avec les commissaires de la Cort, les avocats qu'elle s'était attachés, devaient éclairer les débats; et à l'étude qu'ils avaient faite de la loi à proposer, ils venaient joindre l'étude de la loi proposée; et cette étude était d'autant plus utile qu'elle était contradictoire.

Ensuite, sortie du sein de ces commissions et de ces deux premières épreuves, la loi proposée tombait dans la discussion de trois réunions nombreuses, parties du même corps, mais composées d'hommes qui n'occupaient pas la même place dans l'organisation politique du royaume, et qui représentaient chacune un ordre de citoyens. De toute nécessité, chacune de ces réunions devait mesurer les avantages et les inconvénients de la loi dans l'intérêt de l'ordre dont elle exerçait le mandat.

Les changements, les modifications qu'amenait cette discussion, dans le projet de loi, dans sa rédaction, étaient encore soumis à de nouveaux commissaires, lorsqu'ils n'étaient pas généralement adop-

tés par les trois bras. Parvenir à concilier les diverses opinions, à les rallier sous le drapeau de la justice et de l'intérêt public et national, ce n'était pas une tâche difficile dans ces temps où l'opinion politique n'influait pas sur l'opinion que la loi seule devait former, où l'esprit de parti n'étouffait pas l'esprit national, où le triomphe des intérêts généraux était seul dans la pensée et dans le cœur de tous.

Enfin l'œuvre de la Cort ne pouvait devenir une œuvre nationale que lorsque, après tant d'élaborations, de si longs débats, était sortie une loi que chacun avait contribué à faire, une œuvre de tous, composée exclusivement d'éléments qui ne fussent nuisibles à aucun; et encore cette loi, sans nul doute, avant d'être approuvée et sanctionnée par le roi, était étudiée au flambeau des mêmes lumières qui avaient éclairé son berceau.

On pensait alors que, dans le silence et la méditation, le savoir et l'expérience devaient concevoir la loi; que ses éléments devaient être jetés au creuset d'une discussion large, mais calme et sévère, mais concentrée dans les palais des législateurs; que l'étude, la discussion de la loi par la loi, étaient, pour les députés nationaux, un devoir de conscience à remplir envers Dieu, envers leur patrie, leurs concitoyens; que ce devoir leur commandait le sacrifice de leurs opinions, de leurs intérêts personnels, des intérêts particuliers d'une classe de nationaux, aux intérêts de tous. On pensait que le citoyen qui avait accepté un mandat législatif ne devait attendre d'autre récompense que la satisfaction d'avoir répondu dignement à la confiance de ses concitoyens, de pouvoir marcher au milieu d'eux, le front haut pendant

sa vie, et de vivre après sa mort dans ses œuvres. Tels étaient la doctrine, l'esprit, les sentiments de nos députés aux Corts.

Ces hommes des anciens jours sont inconnus par ces couronnes de tribune qui ne brillent qu'un moment, par cette popularité de quelques heures, par cette célébrité qui ne vit qu'un jour, tristes et frivoles distinctions si vivement poursuivies, si follement prodiguées dans notre siècle. Mais ne vivent-ils pas dans ces lois, qui firent plus de quatre cents ans les glorieuses destinées de notre patrie, dans ces lois qu'ont écrites dans leurs Codes plusieurs nations modernes, et dont quelques-unes ont servi à la rédaction de plusieurs de ses articles, dans le Code qui illustra la France du XIX^e siècle ? Et n'est-ce pas la plus belle récompense pour leurs auteurs ?

Lorsqu'il avait été répondu par la Cort aux propositions des lois nationales qui lui avaient été faites par le roi, que ces lois avaient été sanctionnées ; lorsque les chapitres de Cort avaient acquis force de loi par la sanction royale, les travaux de la Cort étaient achevés, sa session devait être close. C'est le roi qui présidait la séance dans laquelle cette clôture devait être prononcée.

Il envoyait à tous les bras des officiers de sa cour, pour les prévenir qu'ils eussent à se rendre et à se réunir, tel jour et à telle heure là où se tenaient les assemblées de la Cort, où il se rendrait lui-même pour jurer les nouvelles constitutions, clore la session et autoriser les députés à rentrer chez eux.

¹ Les observations de M. Ribes, rousillonnais, conseiller à la Cour d'appel de Montpellier, sur notre législation sur les eaux, servirent à la rédaction des art. 444 et 445 du Code civil.

Le jour prescrit, les trois bras s'y rendaient les premiers, et allaient occuper les bancs qui avaient été placés comme dans la séance d'ouverture de la session sur un plan moins élevé que le trône qui attendait le roi.

Lorsque tous les députés avaient pris leurs places, le protonotaire en faisait l'appel et prenait note des absents.

Je me suis demandé pourquoi cette formalité dans une séance qu'on regarde aujourd'hui comme insignifiante. Quoique le serment que le roi devait prêter, et l'acte d'offrande de la part de la Cort me paraissent justifier cette mesure, il m'a semblé qu'elle pouvait être appuyée par un autre motif. Quiconque, dans le gouvernement intérieur de la Catalogne, était attaché à un service public, ne recevait pas les émoluments de sa charge, le jour où il n'avait pas rempli sa tâche, à moins qu'il n'eût été légitimement empêché ; et les quelques florins quotidiens que recevaient les députés à la Cort, étaient sans doute sujets à cette retenue au profit du trésor de la province, lorsque leur absence dans ses réunions n'était pas justifiée.

Poursuivons. Bientôt arrivait sa majesté précédée par ses huissiers, par ses hérauts d'armes, entourée et suivie de tous les grands dignitaires de la couronne, de tous les officiers de sa Cour.

Monté sur son trône, dont les degrés étaient occupés par les personnages les plus éminents, le roi faisait prévenir la Cort qu'il était prêt à l'entendre.

Les présidents des trois bras quittaient alors leurs places ; et, suivis d'une nombreuse députation, ils s'avancèrent jusqu'au pied du trône.

Après les saluts d'usage, le président du bras ecclésiastique élevait dans ses mains le registre des lois, dans lequel, après les anciennes constitutions, avaient été écrits les constitutions, les chapitres de Cort et les autres actes de la session ; et il prononçait ce peu de mots à haute et intelligible voix : il devait être entendu de tous :

« Nous présentons à votre majesté, de la part de la Cort, les constitutions, les chapitres de Cort et les autres actes de la présente session de la Cort ; la Cort supplie votre majesté de les jurer, comme vos prédécesseurs ont juré, comme votre majesté est dans l'usage de le faire. »

Son discours achevé, il déposait le livre de la loi entre les mains du protonotaire.

A l'instant, le roi descendait de son trône, et se rendait auprès d'une table placée à sa gauche ; et sur cette table, couverte d'un riche tapis, étaient un missel ouvert et une relique de la vraie Croix.

Le roi à genoux, la main sur le missel, devant la Cort, debout et tête nue, le protonotaire prononçait à haute voix la formule du serment dont le roi répétait les expressions, baisait la relique de la vraie Croix, et remontait sur son trône.

Après que la Cort avait repris ses places, les présidents des trois bras se levaient encore ; et, avec le même cérémonial, celui du bras ecclésiastique apportait et remettait au roi l'acte de la Cort qui constatait le montant de l'offrande qu'elle avait décidé de faire à sa majesté pour la part contributive des deux provinces aux dépenses nationales, en la suppliant d'en ordonner la lecture et de lui en donner acte.

Le protonotaire recevait cet acte des mains du roi et en donnait lecture.

Le roi remerciait la Cort, et les présidents et la députation allaient reprendre leurs places.

Cette seconde cérémonie achevée, le protonotaire debout à la gauche du trône, s'adressant à l'assemblée, disait : « Sa Majesté permet aux députés de « rentrer chez eux. » Et les membres de chaque bras, leur président en tête, venaient prendre congé du roi, en lui baisant la main ; et la session était close, et la Cort était dissoute.

PARLEMENT.—§ 3. La tâche des Corts était la législation dans tous les temps, dans toutes les circonstances, de toutes les matières d'ordre public et d'utilité générale pour les deux provinces qui vivaient sous le même gouvernement politique et distinct de celui des autres provinces, tandis que les unes et les autres étaient sous le sceptre du même roi.

Dans ces temps, la centralisation n'avait pas tout envahi, et amené dans un centre commun tout ce qui aurait dû rester toujours séparé, l'administration de toutes les provinces. La Catalogne et le Roussillon, provinces réunies sous le même gouvernement politique et administratif, avaient des droits particuliers à exercer, des intérêts à défendre qui étaient étrangers aux autres provinces, quoique concourant, les unes et les autres, à la constitution du même royaume.

La principauté de Catalogne et les comtés de Roussillon et de Cerdagne avaient à subir des circonstances exceptionnelles, une position particulière, et contre lesquelles Majorque, Valence, l'Aragon, ne devaient pas lutter par des sacrifices personnels et pécuniaires. Ils avaient des biens dont les autres provinces ne devaient pas partager les bénéfices et les charges.

Comme chef politique, comme souverain, comme régulateur suprême, le roi devait à toutes les provinces son intervention, son concours pour protéger leurs intérêts, pour combattre ces circonstances, alors que, compromettant les droits, le bien-être, le repos d'une partie de ses peuples, elles pouvaient nuire à l'éclat de la couronne, aux intérêts nationaux.

Ces intérêts, ces circonstances commandaient des mesures, exigeaient des lois qui ne devaient être que des conventions privées entre le roi et les provinces, à qui seules elles étaient profitables, et auxquelles d'ailleurs les autres provinces n'auraient pas voulu concourir par défaut d'intérêt.

Dès lors fut reconnue, dans chaque province, la nécessité, d'une assemblée provinciale dont les décisions seraient des lois particulières pour le roi et pour elle, et les parlements furent institués.

Aussi la Catalogne et le Roussillon eurent une assemblée provinciale, sous le nom de parlement.

Le roi avait seul le droit de convoquer le parlement, non pas, comme on l'a vu, pour s'occuper de lois d'utilité générale qui ne pouvaient être faites que par la Cort, mais de lois sur un objet unique et particulier, sur une question exceptionnelle qui ne regardait que le roi, dans l'intérêt général du royaume, et la province, dans son intérêt privé; et que dès lors le roi et la province, seuls, avaient le droit de décider.

Les conseils de ville étaient la représentation de la commune; la Cort, la représentation de la nation; le parlement, celle de la province.

Le parlement était convoqué et présidé par le roi;

il pouvait être présidé par la reine ou par le prince héréditaire, munis des pouvoirs royaux.

Le parlement, comme la Cort, avait ses trois bras.

Dans les lettres de convocation, le roi se bornait à faire connaître qu'il avait résolu d'assembler le parlement dans telle ville; et il y appelait les ecclésiastiques, les nobles, les citoyens des villes qui devaient en faire partie.

Dans le discours d'ouverture de la session parlementaire, le roi posait la question unique dont le parlement aurait à s'occuper.

Les formes et les pratiques des Corts étaient celles des parlements; les décisions de ce dernier étaient des lois pour la province, dès qu'elles avaient été sanctionnées par le roi.

Quelques souvenirs historiques sur notre ancien parlement, nous montreront, dans leurs membres, les mêmes sentiments, le même esprit national, le même respect pour le souverain et pour la loi, le même dévouement à la personne du roi, que nous avons trouvés dans les membres des Corts. Mais ils nous montreront aussi avec la même indépendance, peut-être plus en relief, cette liberté d'opinion, cette franchise de langage qui ont été, de tous les temps, le caractère distinctif du Catalan et du Roussillonnais.

Alphonse, à peine roi, convoqua, en 1416, le parlement à Barcelone.

N'étant pas arrivé le jour qu'il avait fixé, il délégua le chancelier de Catalogne pour le proroger. Le parlement ne trouva pas les causes de l'absence du roi suffisamment justifiées; il s'opposa à la prorogation.

Enfin le roi se présenta pour ouvrir la session.

Dans son discours, il demanda des secours contre les Génois qui, en temps de trêve, avaient outragé la couronne et commis des violences, des vols, et, par suite, avaient occasionné des dommages à la province. On le voit, le roi présentait la couronne et la province comme intéressées dans la question.

Les trois bras du parlement, au lieu de répondre catégoriquement à sa proposition, firent solliciter le roi de porter la question devant la Cort; le roi refusa. Il exigea une réponse et une décision. Chaque bras se borna à répondre individuellement :

« Qu'il y avait eu accord entr'eux pour faire la même réponse ;
« que chaque bras espérait qu'il plairait à Dieu de lui inspirer une
« réponse qui serait à sa louange, qui relèverait la splendeur du
« trône et serait utile au pays. »

Enfin il résulte du procès-verbal de ce parlement, qu'après une session de plusieurs jours, le bras ecclésiastique et le bras royal accueillirent la proposition royale; mais le bras militaire déclara que rien ne l'obligeait à accorder ce qu'on lui demandait; et comme il fallait, ainsi que dans les Corts, la majorité des voix dans chacun des trois bras pour qu'il y eût décision, le parlement fut sans résultat.

Mentionnons une de ces assemblées dans des circonstances plus graves :

C'était en 1412 : le roi Martin était mort sans postérité. Trois prétendants se disputaient la couronne d'Aragon : le comte d'Urgel, Don François d'Aragon, comte de Luña, et Ferdinand, prince de Castille. Il fut de nécessité que Valence, l'Aragon, la Catalogne, le Roussillon nommassent des commissaires pour prononcer sur la question de successibilité.

Système gouvernemental, système parlementaire,

système administratif étaient communs à la principauté de Catalogne et à nos comités.

Dans la vacance du trône, le gouverneur de la Catalogne, en vertu des pouvoirs attachés à sa charge, exerçait sur les deux provinces les pouvoirs royaux. Il convoqua leur parlement à Tortose pour nommer les commissaires qui, réunis à ceux des autres provinces du royaume, devaient juger le procès entre les prétendants, et proclamer le nouveau roi.

Les commissaires nommés se réunirent à Casp, sur les bords de l'Ebre, point à peu près central entre Valence, l'Aragon et la Catalogne.

Après la vérification des titres qu'ils avaient reçus des divers parlements, ils entendirent les ambassadeurs des trois prétendants, se livrèrent à une longue instruction sur le mérite des prétentions, des droits que chacun d'eux faisait valoir, écoutèrent de longues plaidoiries, et enfin rendirent un jugement qui décernait la couronne d'Aragon à Ferdinand, prince de Castille.

Ce jugement devait être prononcé devant la nation, au nom de qui il avait été rendu. Les détails de la solennité de cette prononciation sont assez curieux pour être rapportés.

La commission demanda à toutes les villes du royaume des députés pour y assister. Les députés envoyés par la ville de Perpignan furent au nombre de neuf¹.

Le 28 juin 1412, l'église de Casp était parfaitement décorée et éclairée. Une foule immense remplissait sa nef.

¹ Livre vert mineur, fol. 406.

Vincent Ferrer, célèbre orateur chrétien pendant sa vie et canonisé par l'église après sa mort, un des commissaires nommés par la province de Valence¹, comme un Çagarriga l'était pour la Catalogne, commenta au peuple les motifs du jugement rendu par la commission, et proclama Ferdinand, roi d'Aragon, aux cris mille fois répétés de vive notre roi Ferdinand, pendant qu'on arborait, auprès du maître-autel, le drapeau royal d'Aragon. Ensuite, Vincent Ferrer, à genoux, entonna le *Te Deum* qui fut continué par la foule aussi agenouillée, au bruit extérieur des cloches et des instruments.

La loi nationale avait été exécutée, le peuple avait parlé par ses parlements, ses parlements avaient parlé par leurs commissaires; et les provinces acceptèrent avec enthousiasme leur nouveau roi. Et nous, reconnaissons, dans cet épisode des vieux jours, combien les institutions vraiment nationales peuvent éviter de malheureux conflits! Combien les œuvres de tout un peuple, ont de puissance et sont une sûre garantie pour ses heureuses destinées, tandis que les œuvres des partis, sans cesse attaquées, souvent renversées par les autres partis, ne traînent après elles que haines et divisions, que ruines et malheurs!

Une troisième et dernière citation pour prouver que le Catalan était le fidèle observateur de ses lois, le défenseur dévoué de ses institutions politiques. Alors même qu'élevé aux premières fonctions publiques du pays, il y aurait eu pour lui plus de faveurs à espérer, plus d'avenir à se faire le serviteur complaisant de la volonté royale, il préférait conserver

¹ La chaire de Saint-Jean, à Perpignan, a été occupée par Vincent Ferrer.

son indépendance, exercer ses droits de citoyen dans toute leur étendue et n'avoir pour protecteurs que des devoirs complètement obéis. Amat, célèbre légiste catalan, rapporte qu'en 1494, la crainte d'une invasion du pays, par une masse d'étrangers armés qui infestaient ses frontières, était répandue dans les principales villes de la Catalogne ¹.

La reine Marie, au lieu de convoquer le parlement comme elle en avait le droit, si cette crainte eût été fondée pour elle, se borna à réunir autour d'elle les hommes les plus éminents de la province pour prendre leurs opinions et leurs conseils sur les mesures qu'il y avait à prendre dans les circonstances.

Elle convoqua les membres de la députation *del General* que nous saurons plus tard être les chefs de l'administration provinciale, les membres du conseil de Barcelone, l'archevêque de Tarragone, des hommes les plus éminents du pays, et enfin l'archevêque de Saragosse qui ne tenait à rien dans la province.

L'archevêque de Saragosse, au nom de la reine Marie, demanda aux convoqués réunis, les mesures politiques et financières qui pourraient protéger la province contre l'invasion dont elle était menacée.

Tous les membres de l'assemblée n'eurent qu'une opinion. Les députés de la généralité, les premiers dirent :

« Que d'après les constitutions, les *capitols* de Cort, simples dépositaires des deniers provinciaux, ils ne pouvaient en disposer
« que pour la destination que la loi leur avait donnée; qu'ils ne les
« détourneraient des allocations qu'ils avaient reçues, des services
« auxquels ils devaient pourvoir, que sur une décision de la Cort ou
« du parlement; que la reine ne pouvait en disposer; que si elle

¹ AMAT; *Repertori, verbo curia.*

« voulait agir arbitrairement, ils seraient forcés de défendre contre elle la loi du pays ; que la voie du parlement lui était ouverte, etc. »

D'un autre côté, les membres du conseil de Barcelone se dirent sans mandat et sans pouvoir pour voter ou rejeter la convocation du parlement.

Un peu plus tard, ils firent connaître à la reine par l'archevêque de Tarragone :

« Que l'opinion publique ne croyait pas à l'invasion ; que le peuple ne voyait dans ce qu'on en disait qu'un prétexte pour convoquer le parlement. Ils chargèrent l'archevêque d'examiner par lui-même les motifs sur lesquels la reine voulait s'appuyer pour soutenir la nécessité de sa convocation, et de faire observer à sa majesté que si elle voulait s'appuyer sur des dommages éprouvés par les habitants, il fallait qu'il y eût des plaignants, et que les plaintes devaient être débattues et justifiées. »

Sur l'insistance du président demandant qu'ils approuvassent la convocation, ils déclarèrent hautement et publiquement qu'ils ne voulaient ni y consentir, ni l'improver.

Nous ne devons pas chercher s'ils étaient dans leur droit, s'ils étaient dans l'erreur. Mais n'est-il pas vrai que dans la discussion parlementaire qui nous occupe, nous voyons le Catalan défendant, dans toute sa liberté, dans toute son indépendance, ce que dans son opinion il croit être son droit devant la loi suivant lui violée, et se disant, même en présence de la puissance, de la volonté royale : fais ce que dois, advienne que pourra !

JUSTICE. — § 4. Le gouvernement le plus en harmonie avec les mœurs, les intérêts d'un peuple, la législation la plus sage, la plus large ne suffisent pas pour garantir sa vie de corps social, pour la maintenir dans sa prospérité actuelle, pour la protéger

dans les voies d'un plus grand avenir. Et ce gouvernement et ces lois doivent être soutenus par deux grandes institutions : la justice, l'administration.

La justice est le bouclier du corps social contre les passions de chacun de ses membres. Elle défend l'homme contre l'homme, l'homme contre lui-même. Mais ses balances et son glaive, attributs de sa puissance souveraine devant qui tout doit fléchir, ne doivent être confiés qu'à la science la plus éclairée, qu'aux consciences les plus pures, qu'aux vertus les plus universellement reconnues et honorées.

L'administration, dans sa tâche, doit associer, autant qu'il est en elle, tous les citoyens à la jouissance des avantages sociaux ; les charges sociales elle doit les partager entre tous, suivant la position et les facultés de chacun, avec la plus sévère justice. Elle doit pourvoir à tous les besoins publics, répartir sur eux les revenus que la commune, la province, l'État sont forcés, sous peine d'atonie et de mort, de se créer, par des prélèvements sur les produits de la propriété, du commerce, de l'industrie, sur toutes les œuvres du père de famille qui doivent être d'abord son pain, le pain de ses enfants, la récompense de sa vie laborieuse.

Dans les siècles où les nations modernes tâtonnaient leurs premiers pas dans les voies d'une nouvelle civilisation, où elles puisaient leurs lois dans les codes des anciens peuples, la Catalogne et le Roussillon s'étaient fait un code national de lois politiques et civiles, aussi remarquable par la pureté, l'élégance de son langage, la clarté de sa rédaction, que par la sagesse, la profondeur de ses dispositions et la haute portée de ses prévisions ; un code adminis-

tratif dont la simplicité portait avec elle l'ordre et l'économie.

L'exécution du premier de ces codes, était confiée à des hommes de science et de probité, qui distribuaient au peuple ses richesses morales. L'exécution de l'autre était livrée à des mains pures, qui y puisaient les éléments de la fortune publique, fondés par les mandataires du peuple, et la distribuaient sur tous les services et les besoins publics; et la loi financière, et la loi administrative se réunissaient pour atteindre le moins possible la fortune privée du propriétaire, du commerçant, de l'ouvrier, l'œuvre et la récompense du travail et l'aliment de la famille.

A la tête de la magistrature des deux provinces réunies sous le même gouvernement intérieur, marchait un conseil souverain qui était présidé pour le roi et au nom du roi, par leur gouverneur général, et, en son absence, par son portant voix, premier président de fait et pris parmi les légistes les plus honorables et les plus savants. Sous lui, des présidents de chambre, une compagnie nombreuse, un parquet éclairé. Il jugeait, sur appel, toutes les affaires criminelles et les affaires civiles importantes.

Suivant les besoins de l'organisation sociale d'alors, chaque classe de nationaux avait ses tribunaux et ses juges particuliers : il y avait des bailliages, des vigueries, des juges bannerets. Beaucoup de matières, comme le domaine, les eaux et forêts, les monnaies, le commerce, avaient leurs juges spéciaux. Chaque tribunal, qu'on appelait *Cort*, avait ses juges, ses assesseurs, son greffier, ses huissiers, ses alguazils. Les juridictions étaient tracées par les lois; les frais judiciaires étaient taxés et réduits à leur plus simple

expression suivant l'importance du litige. Quand la contestation roulait sur un objet de peu de valeur, sur une somme minime, la loi avait été jusqu'à prohiber toute écriture.

Dans l'organisation militaire, le commandement de l'armée, quand le roi ne marchait pas à sa tête, et celui de nos châteaux, ne pouvaient être confiés qu'à des Catalans ou à des fils de Catalans, qui, nés hors la province, y étaient venus et y avaient pris domicile: tous les magistrats de la province devaient être ses fils ¹.

Toutes les causes des hommes du pays, devaient être jugées dans le pays ²; nul ne pouvait être distrait des juges que lui donnait la loi ³.

Nul ne pouvait exercer les fonctions de juge, d'assesseur, d'avocat, dans les vigueries, les bailliages, et les autres tribunaux, qu'après cinq ans d'études du droit civil et du droit canonique dans une université, et justification d'un minimum d'âge de vingt-cinq ans. Il fallait encore qu'il fût pourvu d'un diplôme de docteur en droit, ou tout au moins de licencié ⁴.

Pour occuper un siège dans la royale audience ⁵, il fallait encore que le postulant eût soutenu des thèses en public, dans lesquelles les conseillers titulaires étaient admis à argumenter; il était encore soumis à un examen sévère et secret par le chancelier et les membres du conseil royal.

La capacité des procureurs devait être constatée par des examens sérieux et par une pratique de plusieurs années. Les notaires devaient être examinés

¹ Cort de Monço, 1545; *Const. de Cat.*, fol. 146. — ² *Const. de Cat.*, fol. 198. — ³ *Const.*, fol. 194. — ⁴ *Const. de Cat.*, fol. 118. — ⁵ *Const. de Cat.*, fol. 47.

par le conseil des notaires et avoir quatre ans de stage; ils ne recevaient leur diplôme que sur le rapport des examinateurs, et sur les preuves acquises de leur moralité ¹.

Le code catalan, qui consacrait avec tant de sollicitude les droits de tous, n'avait pu oublier le pauvre. Sous ses haillons, luttant, trop souvent sans succès, contre la misère, plus que tout autre, il avait besoin que la loi protégeât ses intérêts et ses droits. Aussi, une loi nationale avait-elle institué des avocats et des procureurs ² spécialement chargés de plaider ses causes, d'en suivre la procédure. Un seul avocat, un seul procureur des pauvres, furent d'abord créés par une constitution; un second avocat, un second procureur leur furent donnés par une autre constitution de 1534.

Tout ce que prescrit à l'avocat l'honneur de sa noble profession, tout ce que le zèle pour la défense des clients qui l'ont choisi doit lui inspirer, la loi en fait plus qu'une dette d'honneur, qu'une obligation morale pour l'avocat du pauvre. Elle en fait pour lui une dette qu'il peut être forcé, malgré lui, d'acquitter, puisqu'elle a attaché des émoluments au mandat qu'il a accepté. Aussi lui ordonne-t-elle de se rendre chaque jour de conseil avec les juges *de Cort*, dans les prisons pour suivre les poursuites dirigées contre ses pauvres, et aux audiences du portant voix du gouverneur général, pour leur prêter son ministère dans les instances où ils seront parties, soit comme demandeurs, soit comme défendeurs. Enfin elle veut que les procureurs à qui elle a aussi donné

¹ Const. fol. 42.

² Const. fol. 447.

des émoluments, se rendent, l'un chaque matin, l'autre chaque soir, dans les prisons, sous peine de trois jours de prison pour eux-mêmes, pour demander à qui de droit les pièces signifiées à leurs prisonniers, pour s'informer d'eux, s'ils n'ont pas à conférer avec leurs avocats. Ils doivent encore surveiller leur santé, et transmettre à leurs avocats les pièces qu'ils auront reçues ¹.

Sur cette notice qui ne peut être qu'un sommaire de notre ancienne organisation judiciaire, ne serait-on pas autorisé à se demander si, sur quelques points, quoiqu'à peine indiqués, la législation du ^{xix}^e siècle n'aurait pas quelque chose à emprunter à celle du ^{xvii}^e.

Avant de terminer ce paragraphe, disons comment, lorsque la loi présentait des doutes, des obscurités, il était procédé à son interprétation.

Les pouvoirs qui seuls ont le droit de fonder, de construire, ont seuls le pouvoir de détruire, de renverser. Notre ancienne législation appliquait ce principe de droit à l'interprétation des lois.

La loi était l'œuvre de la nation représentée dans ses Corts. Son interprétation n'était pas laissée à l'opinion d'un corps judiciaire ou administratif, d'une réunion de citoyens, appartenant à un seul des trois ordres dans lesquels les nationaux s'étaient classés. C'était une réunion de citoyens, pris dans les trois ordres, qui était chargée d'interpréter la loi, l'œuvre de tous, au nom de tous, mais aussi avec le roi qui avait concouru à faire la loi.

Une Constitution de 1299² avait ordonné :

¹ *Const. de Cat.*, fol. 141.

² *Const. de Cat.* fol. 145.

« Que si une Constitution ou tout autre loi avait besoin d'être interprétée, elle le serait, les parties appelées par le roi et ses successeurs, par une commission, composée de quatre personnes considérables de la Catalogne, de quatre nobles et chevaliers, et de quatre citoyens des villes qui s'ajointraient les légistes les plus savants du pays; et pour le cas où il serait reconnu qu'une amélioration devait être apportée à la Constitution, à la loi, cette constitution voulait encore que la décision de la commission fût exécutée sur-le-champ, sans attendre la réunion de la prochaine Cort qui, en la sanctionnant, pourrait changer cette décision en loi de l'État. »

Plus tard, quatre prélats furent appelés dans cette commission, lorsqu'elle n'avait pas à prononcer sur une loi en matière criminelle¹.

A ces quelques mots ajoutons, sur les justices de l'ancien Roussillon, que tous les magistrats, depuis les degrés les plus infimes de l'échelle judiciaire jusqu'aux degrés les plus élevés, les officiers, les agents de toutes les justices, avant d'entrer en fonctions, devaient jurer « d'observer toutes les constitutions et lois du pays, de ne rien faire contre les coutumes, les usages, les privilèges, les franchises des villes, les libertés des citoyens². »

ADMINISTRATION. § 5. — Deux grands pouvoirs constituaient le gouvernement politique de la Catalogne et du Roussillon, le Roi et la Cort.

Dans la juridiction royale étaient la proposition et la sanction de la loi nationale et d'utilité générale, le pouvoir de faire, sur la proposition de l'un ou de plusieurs bras de la Cort, des lois réglementaires et temporaires d'intérêt privé; l'exercice et la jouissance des droits de régale, l'administration de la justice, le

¹ Cort de Girone, 1324; *Const. de Cat.* fol. 44.

² Cort de Montgo; *Const.* 1343.

commandement des armées, la nomination des officiers royaux, tous les actes enfin de l'autorité royale en harmonie avec les lois constitutives des deux provinces. Le roi était l'administrateur suprême des biens dont se composait le domaine royal.

A la Cort, représentant tous les ordres des citoyens qui constituaient la nation, le pouvoir législatif soumis seulement à la proposition de la loi, par le roi, à la sanction, par le roi, de la loi qu'elle avait rendue; à elle l'administration des deux provinces.

Mais la Cort n'avait qu'une existence temporaire et périodique; tous les trois ans, elle ne vivait que quelques mois. Son action gouvernementale était suspendue dans l'intervalle de ses sessions; la législation nationale n'aurait pas eu des protecteurs permanents. La nation n'aurait eu d'autres garanties, pour l'exécution de ses lois, que la conscience du souverain. L'administration publique, qui a des nécessités de tous les moments, eût été en souffrance, et la direction des intérêts nationaux, moraux et matériels, aurait appartenu à des autorités que la nation n'aurait pas établies, et sans mandat de ses représentants; et il fallait maintenir ce principe du droit public des deux provinces: l'administration du pays par le pays.

Aussi dès l'origine de la Cort, voyons-nous se lever avec elle une institution à la fois politique et administrative pour remplir le vide que son absence aurait laissé dans le gouvernement et dans l'administration du pays: la députation *del General*.

Corps politique, cette députation avait dans sa tâche de veiller à l'exécution des lois nationales, de les faire observer, de les défendre contre toute violation.

Corps administratif, elle était chargée de régir pour la Cort les biens, meubles et immeubles des deux provinces, de pourvoir à tous leurs besoins, d'assurer tous leurs services publics sur le produit de leurs biens, sur leurs revenus, sur les recettes des droits qu'elles avaient établis, des impôts auxquels elles s'étaient soumises. Dépositaire de leurs finances, elle les distribuait conformément aux allocations que les lois de la Cort, les décisions du parlement leur avaient données, pour éteindre les besoins et servir les intérêts généraux.

La députation jouait un grand rôle dans le gouvernement du pays. Emanation de la Cort générale, elle était, comme la Cort, entourée d'honneurs et universellement vénérée.

Les membres de la Cort n'étaient que les députés d'un des trois ordres de citoyens qui concouraient à sa formation; les membres de la députation qui prenaient le titre de députés *del General*, étaient les députés, les mandataires des trois bras réunis, pour être, aux termes de la loi, « les procureurs, les administrateurs de la généralité (*del General*) aux fins d'expédier toutes les affaires, de faire tous actes et autres choses qui touchaient aux intérêts et à l'utilité de tous ¹. Mais ce ne pouvait être, comme nous le démontrerons plus tard, qu'en exécution des lois »

Bosch, un de nos anciens chroniqueurs, qu'il ne faut pas toujours suivre comme un guide fidèle dans les voies historiques, mais à qui on ne peut refuser une connaissance profonde de l'ancien droit public du pays, donne, d'après les écrivains qui l'avaient

¹ Const. de Cat. de 1415, Cap. 1.

précédé, aux membres de la députation, le titre de principaux, de magnats du royaume et de tribuns du peuple, *Proceres del regno y tribuns del poble* ¹.

La députation fut établie et successivement organisée par des lois particulières et révocables, par des *capitols de Cort*.

Une première loi nationale, magistrale et organique sur sa composition, sur ses attributions comme corps politique, comme corps administratif, surgit d'une Cort célébrée à Barcelone, en 1413, par le roi don Ferdinand ².

Composée de dix-neuf chapitres de Corts successivement mis en vigueur depuis 1283, cette loi codifia tout ce qui se trouvait dispersé dans des lois isolées. Organisatrice du présent, elle fut la règle d'un long avenir. 219 ans après, elle fut imprimée par ordre de la députation avec un commentaire pour l'instruction de ceux qui devaient l'exécuter. C'est de ce volume et sur son édition officielle, que nous extrairons quelques documents qui suffiront pour nous faire connaître sommairement ce qu'était la députation *del General* ³.

La loi de la Cort générale de 1413, fit entrer dans les institutions nationales une commission déjà existante et connue sous le nom de députation *del General* et la laissa telle qu'elle était, composée de six membres.

Les trois premiers, dont l'un appartenait au bras ecclésiastique, le second, au bras militaire, le troi-

¹ Bosch, fol. 377.

² Const. de 1413.

³ *Llibre dels quatre senyals del General de Catalunya estampat en Barcelona, any 1634, de manament de llurs senyorias.*

sième, au bras royal, avaient, seuls, le titre de députés; les trois autres, pris également dans les trois bras, avaient le titre d'auditeurs de comptes.

La loi appelle les députés et les auditeurs de comptes réunis, la députation de la généralité. Elle voulut qu'avant d'entrer en fonctions, elle se complât par la nomination de son notaire, de ses écrivains et de deux jurisconsultes choisis par elle parmi les plus probes et les plus savants des deux provinces : la loi les lui annexa à titre de conseils.

Dans la loi même de 1413, la Cort nomma, pour la première fois, les députés et les auditeurs de comptes; elle régla ensuite le mode de leur élection pour l'avenir. Mais ce mode fut changé par une autre constitution de 1455, qui devint, pour un demi-siècle, la loi de la matière ¹.

De la singularité du mode d'élection établi par cette dernière loi, il résulte évidemment qu'il devait être dressé par la Cort générale des listes de candidats, dans lesquelles les électeurs devaient prendre ceux qu'ils voudraient appeler à la députation. Ou bien, il faut supposer que les lois et les chapitres de Cort dont les électeurs devaient jurer l'observation, outre les qualités requises dans les députés à la Cort générale, soumettaient les candidats députés et auditeurs de comptes de la députation à des conditions d'éligibilité si sévères, si excentriques, qu'il était impossible de faire de mauvais choix. Sans cela, il faudrait dire que rien n'eût plus ressemblé à une loterie que l'élection des chefs de l'administration d'un pays dont toutes les institutions étaient si bien organisées.

¹ *Llibre dels quatre senyals*, fol. 240.

Dans le trimestre après lequel expiraient leurs fonctions, les trois députés et les trois auditeurs de comptes qui composaient la députation, se réunissaient dans son hôtel. Ils appelaient son notaire, ses écrivains et six témoins, pris par tiers dans le bras ecclésiastique, dans le bras militaire et les citoyens des villes.

Les trois députés et les trois auditeurs sortants, procédaient à l'élection d'une nouvelle députation en commençant par celle du député du bras ecclésiastique, et en finissant par celle de l'auditeur des comptes du bras royal.

Lorsque ces six électeurs avaient successivement, en présence des témoins, donné secrètement et fait écrire par le notaire le nom du candidat que chacun d'eux proposait pour député du bras ecclésiastique, ils se réunissaient autour du notaire, qui faisait connaître à tous, les noms des candidats proposés. Si l'un d'eux avait été proposé deux fois, l'électeur qui, le dernier, avait fait inscrire son nom, devait retirer son vote et choisir un autre sujet.

Dès que six noms différents étaient obtenus, les six électeurs se réunissaient encore pour examiner et décider si les six candidats proposés réunissaient toutes les conditions de science, de probité, de position exigées par les lois; les chapitres de Cort, pour exercer les fonctions auxquelles ils pouvaient être appelés.

Ces questions jugées en faveur des six candidats proposés, le notaire, en présence des électeurs et des témoins, inscrivait leurs noms sur des bulletins séparés; et chacun de ces bulletins il l'enfermait dans une boule formée avec de la cire.

Ces six boules, toutes du même volume et du même poids, étaient jetées au fond d'un vase plein d'eau; un enfant de moins de dix ans, pris au hasard, était appelé. Après avoir ballotté les boules, il en extrayait une : le nom qu'elle renfermait était celui du député élu pour le bras ecclésiastique.

Cette opération était six fois répétée, et les trois députés et les trois auditeurs de comptes, qui devaient constituer la nouvelle députation, étaient nommés.

Ce mode d'élection fut changé en 1509. Bosch a écrit qu'à dater de cette époque, l'élection des députés se faisait sur des listes de candidats dressées par la Cort générale et composées, pour le député du bras ecclésiastique, de trente sujets, de trente-six pour celui du bras militaire, de quatre-vingt onze pour celui du bras royal. Des listes de candidats auditeurs de comptes étaient aussi dressées, mais sur une plus grande échelle; et l'élection se faisait au sort, par extraction, suivant l'ancien usage.

Le siège de la députation était à Barcelone; son existence, ses pouvoirs duraient trois ans. Après ce terme, elle devait être entièrement renouvelée. Ses anciens membres ne pouvaient être réélus que douze ans après qu'ils avaient cessé d'en faire partie. La juridiction s'étendait sur la Catalogne et sur les comtés de Roussillon et de Cerdagne.

La Cort générale était la nation représentée; ses attributions législatives, elle ne pouvait les transmettre parce qu'elle ne pouvait les exercer qu'en concours avec le roi. Mais administrant souverainement le pays, sans le concours de tout autre pouvoir, elle était autorisée par les lois nationales à confier son ac-

tion administrative à des mandataires, lorsqu'elle ne pouvait l'exercer par elle-même.

La députation n'étant pas un pouvoir suprême et souverain, mais étant seulement un pouvoir secondaire et supplétif, mandaté par la Cort générale, ne pouvait être en plein exercice de ses fonctions que lorsque la Cort générale ne pouvait agir par elle-même, n'étant pas en session. Mais lorsque la Cort était constituée, la députation ne pouvait conserver la direction des affaires qui lui étaient confiées que sous le patronnage et avec le consentement de la Cort. Aussi, avons-nous vu que, dès les premiers jours de son existence, le régent des comptes de la députation portait et remettait aux présidents des trois bras les insignes de ses honneurs et de ses pouvoirs, les masses d'argent qui la précédaient dans sa marche, et qui devaient les précéder pendant la durée de la session.

Avant de faire connaître sommairement l'action politique, l'action administrative de la députation, quelques mots sur le système administratif de cette époque.

La couronne, la province, la commune, avaient l'administration de leurs biens et revenus. Le domaine royal était administré par les officiers royaux; la députation régissait les biens des provinces. Chaque commune régissait ses biens et administrait ses revenus, par ses consuls et ses conseils de ville.

L'administration n'était pas dans ces temps-là, ce que la centralisation l'a faite dans les nôtres.

Chaque commune libre et indépendante des autres communes, avait un compte ouvert avec elle-même, avec la province, avec le trésor royal.

Hors la juridiction des pouvoirs gouvernementaux, chaque commune comptait parmi ses devoirs, celui de mesurer ses besoins ; parmi ses droits, celui de se créer les moyens de les éteindre. Dans leur patriotisme, les habitants avaient encore celui de s'imposer, sans contrôle, sans opposition, toutes les charges qui devaient ajouter aux utilités, aux jouissances de l'association communale.

Alors les travaux publics urgents n'avaient pas besoin d'être autorisés, comme aujourd'hui chez nous, par des autorités administratives et financières étrangères à la connaissance des intérêts et des nécessités de la commune, et qui, placées à une distance de deux cents lieues, n'y consentent qu'après un long délai, au mépris de toute opportunité et de toute économie.

Alors la loi fiscale permettait aux communes de s'imposer des sacrifices pour soutenir leurs établissements de bienfaisance et d'utilité publique, sans avoir à subir, en faveur du gouvernement, une prime d'un dixième du produit de l'impôt que les habitants prennent aujourd'hui sur leurs besoins.

Alors, la matière de l'impôt, en passant de main en main, de caisse en caisse, de la commune au chef-lieu de l'arrondissement, de ce chef-lieu au chef-lieu du département, ne perdait pas de son poids, comme les eaux de la source que le travail du pauvre a recueillies pour féconder son champ, perdent de leur volume en parcourant des terres sablonneuses.

Et la commune n'était pas traitée comme une interdite, dépouillée de toute volonté. Seulement, dans son intérêt, considérée comme mineure, elle vivait, grandissait, prospérait sous la tutelle de ses

enfants les plus probes, les plus aimants, sous la sauvegarde et le dévouement de tous.

La régie des biens, l'administration financière de la commune étaient entre les mains de ses magistrats consulaires, de ses conseils de ville. Ces pères de la famille communale, dignes et orgueilleux de la confiance de leurs concitoyens, sans contradicteurs dans des pouvoirs au-dessus de leurs pouvoirs, mesuraient avec sagesse et justice les besoins de la localité, l'agrandissement des institutions qui devaient ajouter à son bien-être moral et matériel.

D'autre part, ils calculaient, avec une sévère économie, les moyens de subvenir par ses revenus ou par l'impôt à ses dépenses particulières et ordinaires de chaque jour, à la part qu'elle devait subir dans les dépenses provinciales, au tribut que la Cort, le parlement, la représentation municipale avaient trouvé juste que la commune versât dans le trésor royal, pour concourir à la splendeur du trône, à la défense du royaume, et à celle des intérêts nationaux.

Des experts, des répartiteurs, des collecteurs communaux, nommés par le corps de ville, et pris dans le corps de ville ou parmi les habitants les plus honorables et les plus aptes, estimaient les propriétés, fixaient la part contributive de chaque habitant et en opéraient la perception. Les fonds, provenant des revenus des biens communaux, des droits, et enfin de l'impôt que les administrateurs de la commune avaient été forcés d'établir, étaient déposés dans les banques communales. Les délégués de la députation, sur les mandats délivrés par les consuls, retiraient sur ces fonds ceux qui devaient couvrir les dépenses provinciales; les trésoriers du roi, ceux qui devaient

être versés dans le trésor royal. Les autres étaient distribués selon les besoins et les intérêts de la commune, d'après les délibérations prises par son corps municipal.

Ainsi, recherche et constatation des besoins moraux et matériels de la commune, création de l'impôt, demande de fonds, répartition, collecte, emboursement, comptabilité des recettes et des dépenses, apurement des comptes, ce n'étaient là que les phases successives d'une affaire de famille qui se commençait, se traitait, se consommait dans le sein de la commune, entre les mandants et leurs mandataires, entre les administrateurs et les administrés, disons mieux, entre les enfants de la même patrie. Et, pour confirmer de plus en plus cette vérité, ajoutons que les consuls et les autres magistrats municipaux, dépositaires de la fortune communale sous leur responsabilité personnelle, n'en devaient compte qu'à leurs successeurs.

La province avait aussi, sur une plus grande échelle, des biens à régir, des revenus à percevoir, des rentes à recouvrer, des charges à supporter, des dettes à éteindre, des services publics à soutenir, et une part à subir dans les dépenses qui intéressaient à la fois, et la couronne, et le royaume, et elle-même.

L'administration provinciale, posée sur le principe, l'administration du pays par le pays, n'avait pas, comme celle de la commune, une juridiction restreinte dans les murs d'une enceinte; elle embrassait un grand territoire. Elle n'avait pas seulement à protéger un certain nombre de familles qui, pour se rendre mutuellement utiles, et vivre les unes par les autres, avaient réuni leurs foyers domestiques

autour d'un centre commun ; elle avait à s'occuper d'une nombreuse population. Elle devait en diriger les intérêts industriels et commerciaux, l'instruire, la moraliser, en créant pour elle des établissements d'instruction publique, l'approvisionner pour les jours de paix comme pour les jours de guerre. Elle devait enfin créer et cimenter des rapports entre elle et les autres provinces, afin que tous leurs habitants concourussent, par le même esprit, les mêmes sentiments, les mêmes intérêts, à la constitution du royaume, à sa défense, à ses prospérités.

Telle était la tâche administrative de la députation d'*el General*, dont la juridiction s'étendait, nous l'avons dit, sur la Catalogne et sur tout le Roussillon, réunis sous le même gouvernement administratif, comme sous le même gouvernement politique. Elle exerçait ses pouvoirs dans toutes les vigueries, dans toutes les localités où besoin était, par des délégués qui étaient à sa nomination et qui relevaient d'elle. Leurs pouvoirs avaient la même durée de trois ans que les siens. Ils portaient, les premiers, le titre de députés locaux ; et, sous eux, et sous d'autres titres, étaient ses employés subalternes.

Comme pouvoir administratif supérieur, la députation, en vertu des lois nationales, avait le droit de faire des statuts, des ordonnances, des règlements d'administration publique, sur tout ce que commandaient les intérêts publics des deux provinces, mais seulement, en se conformant aux lois existantes et pour leur exécution.

Par les attributions que la loi lui avait données, la députation avait le droit d'exiger la remise dans ses mains de tous les biens meubles et immeubles, de

tous les droits des deux provinces; celui de traiter, de soutenir, de décider souverainement et administrativement toutes les questions que soulevaient ces biens et ces droits; elle assurait l'exécution des lois financières sur les matières ouvrées ou fabriquées, sur les produits du sol, à l'entrée ou à la sortie des provinces. Elle faisait les baux des biens provinciaux; elle traitait à forfait du produit des contributions; elle était chargée de la perception des deniers provinciaux; elle en centralisait les recettes dans les banques qu'elle avait choisies comme les plus sûres; elle ordonnait les dépenses, les paiements des pensions et salaires, et tous autres auxquels les provinces étaient obligées. C'est elle qui veillait à ce qu'elles fussent munies d'approvisionnements de toute nature, à ce que ses forts, ses vaisseaux fussent pourvus de vivres, d'armes et de munitions. Elle régissait en un mot tous les intérêts publics des deux provinces; et, dépositaire de leurs finances, elle était chargée de les appliquer aux destinations que les lois de la Cort, les décisions du Parlement leur avaient données.

Mais autant étaient larges et étendus les pouvoirs administratifs de la députation sur tous les points du pays, qu'elle les exerçât par elle-même ou par ses représentants, autant la loi était sévère pour lui interdire l'acte le plus insignifiant qui eût pu compromettre la moindre parcelle des biens provinciaux.

« La loi avait donné à la députation le droit, non pas seulement
 « de retenir dans ses mains, mais encore de revendiquer contre leurs
 « injustes possesseurs ou détenteurs, tous les biens et droits des provinces, de les gérer, de les faire gérer, de les affermer pour trois
 « ans à telles personnes qu'elle jugerait convenable, par tels actes, et
 « sous telles conditions, pactes et sûretés qu'elle jugerait le plus en leur
 « cas, et le plus utiles, et dans telles formes qu'elle aurait adoptées. »

Mais sous quelles conditions?

« D'abord, la loi exigeait le serment individuel de chacun de ses
 « membres de régir bien et loyalement autant qu'il serait en lui la
 « province; de garder, de conserver ses biens comme s'ils étaient ses
 « biens personnels, de ne les vendre, prêter, engager et de n'en re-
 « tenir pour lui la moindre partie, sans commandement de la Cort
 « ou du parlement; d'ordonner ou faire, contre leurs fermiers ou
 « tous autres, les poursuites auxquelles leurs actes auraient donné lieu. »

Ensuite la loi sage et prévoyante avait mis, entre les mains des membres de la députation, une arme légale qui protégeait leur serment et les obligations qu'ils s'étaient imposées, contre des influences toutes puissantes sur beaucoup d'hommes.

« Par une disposition expresse, elle défendait aux députés seuls,
 « où réunis aux auditeurs des comptes, même en cas de nécessité ab-
 « solue, de prêter non seulement aux particuliers, aux universités,
 « aux congrégations religieuses, mais encore au prince héréditaire,
 « à la reine, au roi lui-même, quoique avec toutes garanties et sùre-
 « tés, les fonds provinciaux déposés dans les banques; elle leur dé-
 « fendait de disposer des biens meubles des provinces, de s'en dessaisir
 « par voie de donation, subvention ou prêt pour quelle cause que ce
 « fût, avec le consentement de la reine, du prince héréditaire, du roi
 « lui-même, et encore alors que les trois bras de la Cort y auraient
 « consenti; ils ne devaient céder que devant une loi de la Cort gé-
 « nérale ou une décision du parlement.

« Et la loi prononçait contr'eux, pour peine de leur désobéissance
 « à sa volonté, l'obligation de garantir et de remplacer sur leurs
 « biens personnels les sommes illégalement retirées des banques pro-
 « vinciales, et les biens meubles, dont ils auraient disposé; ils pou-
 « vaient encore être déclarés incapables d'exercer à tout jamais les
 « fonctions de députés et être poursuivis comme fraudeurs, dissipa-
 « teurs et usurpateurs des biens de la généralité, suivant le degré de
 « criminalité qui avait accompagné leurs actes. »

Si par sa loi, le catalan ne permet pas à la députation de verser entre les mains de la reine, du prince héréditaire, du roi lui-même les deniers de la pro-

vince qu'ils auraient exigés, c'est qu'il veut que la puissance royale reste toujours renfermée dans les limites de ses droits et de la légalité. Il craint que les finances de la province ne soient demandées que pour servir les intérêts personnels du souverain. Mais le roi a-t-il besoin de fonds dans l'intérêt commun de la couronne et du pays, sa représentation nationale, son parlement provincial, s'empresseront de les lui offrir. Quant aux biens meubles des provinces, la loi est moins sévère. Parmi ces biens, sont des approvisionnements, des armes, des munitions de guerre, dans ses villes et dans ses châteaux, des vaisseaux dans les ports de la Catalogne et du Roussillon ; elle autorise la députation à les prêter au roi, au prince héréditaire, s'ils veulent s'en servir contre les ennemis de la couronne et du pays, nommément de la principauté de Catalogne et des comtés de Roussillon et de Cerdagne. Mais jamais ils ne seront prêtés que sous des garanties qui assurent leur rentrée dans les biens de la province, ou l'indemnité à laquelle elle aura droit en cas de perte ou de dégradations.

La députation, purement administrative, ayant dans sa juridiction l'exécution des lois sur les droits d'entrée et de sortie des matières ouvrées et fabriquées, des produits du sol, les rentrées des fermages des biens provinciaux, la perception des revenus publics, ne pouvait manquer d'avoir à poursuivre des délinquants et des retardataires. Elle ne pouvait être juge et partie dans sa propre cause. Aussi n'avait-elle que le mandat et le pouvoir de dénoncer et de livrer à la justice du pays les fraudeurs et les débiteurs de la fortune publique. Mais pour qu'elle ne fût pas exposée à se livrer à des poursuites inutiles

ou injustes, toutes les actions en justice qu'elle voulait ou devait intenter, elle devait les soumettre à un premier jugement, à l'opinion des deux jurisconsultes dont la loi, dans sa sagesse, avait fait son conseil privé.

Les membres de la députation avaient pour émolument trois florins par jour ; les auditeurs de compte 3.000 sols barcelonnais par an. Tous étaient sujets à résidence ; ils devaient assister tous les jours aux séances de la députation. Leurs appointements ne couvriraient pas les jours où ils s'absentaient sans cause légitime. Ils jouissaient tous les ans d'un congé de deux mois, avec l'approbation de leurs collègues.

A l'expiration de leur administration triennale, les députés étaient obligés d'en déposer les comptes entre les mains du notaire et de l'écrivain chargés des archives de la députation. Ces comptes, qui ne pouvaient sortir de l'hôtel qu'elle occupait, étaient à la disposition des auditeurs, qui, avec le concours du notaire et de l'expert qu'ils avaient nommés, devaient les examiner le plus tôt possible dans l'intérêt des provinces, « sans amour, haine ou faveur envers ceux qui les rendaient. »

Ils avaient d'abord à discuter les comptes des députés locaux, formés de leurs propres comptes et de ceux de leurs délégués ; ces états faisaient eux-mêmes partie de la comptabilité des membres de la députation qui leur étaient soumis.

Si ces écritures ne donnaient lieu à aucune discussion, ils étaient approuvés, et ils devaient l'être à l'unanimité ; et le quitus était délivré aux comptables. S'il y avait des articles contestés, ils étaient débattus entre les auditeurs nouvellement nommés, et

les anciens membres de la députation, et ceux qui en avaient fourni les éléments; et de ce débat sortaient ou leur approbation, ou les poursuites auxquelles ils donnaient lieu.

Les anciens comptables, députés ou autres, retardataires et en débet, étaient poursuivis à la requête de la nouvelle députation, et les rentrées obtenues étaient versées dans les banques où étaient déposés les fonds de l'année à laquelle elles appartenaient.

La députation, comme mandataire du pays et administrant les biens particuliers des deux provinces, n'était, ni de près, ni de loin, sous la juridiction royale pour l'exécution de son mandat. Mais cette exécution devait se conformer aux constitutions et aux lois nationales qui régissaient tous les citoyens, tous les contrats.

Le roi s'était engagé par son serment à faire observer ces lois; aussi, en vertu de ses pouvoirs souverains, avait-il le droit de faire surveiller leur exécution par la députation, comme par toutes les autres autorités, comme par tous ceux qui devaient s'y conformer. De plus, le roi Ferdinand, ayant¹ classé, en 1509, les membres de la députation de la généralité parmi les officiers de la couronne, sur le motif qu'ils étaient créés par des lois nationales, les commissaires royaux, qu'on appelait visiteurs, comprenaient la députation parmi les institutions qu'ils étaient chargés d'inspecter, pour constater que, tant dans les formes que dans leurs actes, tout s'y faisait suivant la loi.

La députation, comme corps politique, avait un

¹ *Liber diversorum*, fol. 559.

mandat bien plus honorable, que la régie, l'administration des biens des deux provinces.

Le code des lois qui régissaient la Catalogne et le Roussillon, le roi l'avait voulu déposé, comme sous sa garde, dans les archives du royaume.

La nation avait aussi ses archives dans l'hôtel de la députation; elle voulut que le code de ses lois y fût déposé.

La loi magistrale de 1413, qui organisa son institution, voulut :

« Que la députation fît colliger les lois générales, les usages, les privilèges communs aux trois bras, en double original et dans deux beaux volumes, sur beau parchemin, l'un écrit en latin, l'autre en langue romane; que sous la main et à la disposition de tous, ils fussent déposés dans l'hôtel de la députation, et conservés sous clef tant qu'ils ne seraient pas demandés par tous ceux qui voudraient s'instruire de la loi par la loi. »

Mais ce n'était pas seulement pour la conservation de ses tables que la loi s'était confiée à la députation; elle lui avait confié l'exécution de ses volontés; et pour lui rappeler sa sainte tâche, elle avait voulu être sans cesse sous ses yeux et dans ses mains.

La loi lui avait dit par la Cort qui était la nation et le roi :

« Les lois ne portant leurs fruits qu'autant qu'elles sont observées¹, « voulant que les constitutions de Catalogne, chapitres de Cort et autres lois de cette terre et encore les privilèges généraux et communs aux trois bras, soient protégés et défendus à la diligence de la députation ;

« Nous voulons et ordonnons que si, nous, par inadvertance, le roi, le prince héréditaire, nos gouverneurs généraux, leurs portants voix, ou tout autre de nos officiers royaux, pour tout autre motif, font quelque chose de contraire et de dérogoire aux pri-

¹ *Const. de Cat.*, fol. 46.

« viléges généraux, aux constitutions, aux chapitres de Cort, par
 « ordonnances, rescrits, provisions, et tous autres actes, les députés
 « de la Catalogne, généraux et locaux, s'ils le jugent nécessaire, s'y
 « opposent par voie de prières, remontrances, protestations, et enfin
 « par appel à justice, et que leurs poursuites continuent jusqu'à con-
 « clusion en faveur des constitutions, chapitres de Cort, etc. »

Quand les pouvoirs souverains d'un peuple se réunissent pour s'imposer à eux-mêmes, comme pour imposer à tous les nationaux, l'obéissance à la loi, qui, expression de la volonté générale, doit être la règle de tous, la stabilité du gouvernement est assurée, la prospérité des peuples marche sous la plus grande et la plus précieuse des garanties.

L'esquisse rapide du gouvernement politique, des principales institutions de l'ancien Roussillon est achevée. Il ne reste plus qu'à indiquer l'influence que ce gouvernement, ces institutions exercèrent sur le caractère, les mœurs, les opinions, les sentiments du peuple qu'ils régirent pendant plusieurs siècles.

Le Roussillonnais a marqué sa place dans l'histoire des peuples, par des destinées qui ne furent pas les destinées de beaucoup d'autres peuples. Et d'abord : la nature semblait avoir voulu former, entre de vastes territoires, un territoire à part et peu étendu, limité par la mer, entouré de hautes montagnes, pour une population peu nombreuse, aux mœurs simples, sachant enfermer ses ambitions dans le cercle de ses besoins ; sa fécondité promettait à ses habitans une existence modeste et heureuse. Mais ce peuple avait à se dévouer au travail, à défendre ses foyers, à faire respecter son indépendance par son courage, par ses vertus, à défaut

de sa force numérique. Cette contrée, l'intelligence de ses premiers habitants sut en découvrir les inconvénients et les avantages; leur raison les accepta; leur cœur la chérit; ils en firent le berceau et le domaine de la famille Roussillonnaise.

Nulle réunion d'hommes se groupant autour d'un centre commun pour y partager les bénéfices de la vie sociale, et s'en alléger mutuellement les charges, ne put exister dans aucun temps, dans aucun lieu, sans des règles acceptées par tous, ou imposées à tous, comme la loi de tous.

Sans remonter au-delà des premiers siècles de l'ère chrétienne, époque à laquelle l'histoire romaine inscrivit, pour la première fois, dans ses annales le nom d'une cité roussillonnaise, que de peuples ont perdu leurs titres de peuples, ont vu s'éteindre sous la main du temps, se briser sous le glaive de la conquête, sous le sceptre de fer de la tyrannie et du despotisme, disparaître ensevelis sous la lave des révolutions, les codes des lois premières qu'ils s'étaient données, et ont subi des lois imposées par un maître!

Plus heureux le Roussillonnais! Depuis ses plus anciens jours jusqu'aux jours qui éclairèrent les premiers pas de nos vieillards d'aujourd'hui, il a vécu sous les mêmes lois que ses premiers pères, toujours agrandies, toujours rendues meilleures par l'expérience des siècles, par les lumières toujours croissantes de ses nouvelles générations. Et il n'a jamais cessé de trouver en elles des garanties de plus en plus précieuses pour sa liberté, pour son indépendance. Et, lorsqu'il y a plus de deux siècles, il devint à jamais français, ses lois restèrent encore ses lois. Enfin, plus tard, lorsqu'il dut faire à sa nouvelle patrie le sacri-

fice de son code privé, il en retrouva sinon toutes les conséquences, du moins les grands principes dans la législation nouvelle que la révolution de 1789 promettait à la grande famille française, dont il était heureux et fier de faire partie.

Cette tour, debout, depuis plusieurs siècles, là où furent les ruines de Ruscino, nous montre combien les œuvres sorties des mains de l'homme attestent par leur longévité, la bonté des matériaux qui servirent à leur construction, la solidité des fondements sur lesquels elles furent assises; les lois qui ont traversé les siècles, en agrandissant la vie d'un peuple, attestent à la fois la justice et la vérité de leurs principes, la sagesse, la science, l'expérience de ses législateurs, autant que sa haute raison et son vrai patriotisme.

Nous l'avons vu, le Roussillonnais vécut, jusqu'à la fin du XII^e siècle, sous ses usages, sa coutume, conventions verbales ou écrites, législation première des peuples dans l'enfance de la nouvelle civilisation; des lois étrangères n'étaient que son droit supplétif.

Tout en restant un peuple à part et sous un gouvernement politique particulier dans son intérieur, le Roussillonnais passa sous le sceptre des rois d'Aragon et de Majorque. A côté de ses intérêts d'État particulier, surgirent pour lui des intérêts nationaux. Ses nouveaux rapports avec les autres peuples qui appartenaient à la même monarchie, le rendirent tributaire de lois communes à tous, dans l'intérêt de tous.

Il concourut à la discussion, à la confection de ses lois nationales, par ses concitoyens de toutes les classes; et ces lois faites par des hommes libres pour des

hommes libres, respectant dans toute leur intégrité les anciens usages et coutumes, les lois qui régissaient l'homme, la famille, l'habitant de la commune, le citoyen, lui imposèrent sans doute de nouveaux devoirs, de nouvelles obligations, un nouveau tribut d'obéissance et de sacrifices; mais aussi, donnèrent-elles plus de garanties à la jouissance de ses droits et de ses libertés, à son existence politique, à ses prospérités sociales.

Les lois font les peuples, les peuples sont le reflet de leurs lois; mais les mœurs, le caractère, les qualités, les défauts, les vices, les vertus d'un peuple, il ne faut pas les chercher, les étudier, sur quelques-unes de ses individualités, parce qu'on pourrait tomber sur des organisations exceptionnelles. Il ne faut pas non plus les chercher, les étudier, quand passent ces jours ternes et nébuleux que produisent, pour lui, des opinions diverses, des discussions, des intérêts opposés entre ses classes; pendant ces jours malheureux de tempêtes politiques, dont les ombres égarent la raison de l'homme, dont les foudres allument dans son cœur le flambeau de ses passions. Pour connaître et juger ce qu'est un peuple en lui-même, il faut l'étudier dans les faits, les actes de sa vie les plus communs à l'immense majorité des hommes de toutes ses classes, quand dorment les passions humaines, dans des jours calmes et sereins pour tous, sous les mêmes principes, sous le même drapeau politique.

Homme, ce que fut le Roussillonnais, sujet de la loi divine, des lois morales, dans sa vie intime, dans sa vie privée, dans ses rapports fraternels avec les autres membres de la famille Roussillonnaise, dans le sein de laquelle il aima toujours à concentrer son

existence, l'exposé complet de cette situation est trop étendu pour notre cadre; il suffira de la résumer dans quelques mots.

La bonté du cœur, c'est-à-dire l'amour, est à la fois le principe, la preuve, la garantie des vertus de l'homme. Résumant le jugement prononcé sur nos pères par tous ceux qui les avaient connus, devant le jugement de ceux qui devaient les connaître plus tard, un célèbre étranger les montrait, en 1659, ce qu'ils étaient dans toute sa vérité, dans toute sa justice : *Boni viri, si se amari intelligant; duri et asperi, si se contemni noverint*¹. Bons et aimants, quand ils savent qu'on les aime, durs et peu maniables, quand ils ont reconnu qu'on les méprise, qu'on les dédaigne; et les motifs et la justification de ce jugement, si elle était nécessaire, la voici.

Le sentiment religieux fut de tous les temps dans le Roussillonnais, un sentiment profond et vrai.

Avec la prière, ses devoirs, ses affections de famille, le travail, les chants, les jeux, partageaient ses jours et reflétaient la pureté et la simplicité de ses mœurs.

Dans le foyer domestique, il était bon père, bon fils, bon époux; au dehors, il était, pour ses frères, ami fidèle, dévoué; pour tous, bienfaisant et hospitalier.

Sous des formes sévères et qu'au premier moment il pouvait appeler acerbes, l'étranger trouvait en lui un juge froid, sévère, mais juste, qui, plus tard, répondait à ses vertus par une affection fraternelle, à

¹ MARCA, *De Concordia etc.*, *Vita Marca*, fol. 48. Marca fut le commissaire nommé par Louis XIV, pour fixer les limites entre la France et l'Espagne. Il était archevêque de Paris.

ses mérites par l'estime et la vénération, à ses défauts par son indifférence ; à ses vices par son éloignement.

Si on le considère dans sa vie civile, les vieillards d'aujourd'hui peuvent encore rendre témoignage de ces temps où sa parole rédigeait ses contrats qu'un serrement de mains rendait inviolables ; de ces jours, où les conditions verbales, entre le cultivateur et le colon, étaient le seul acte qui réglait leurs droits, leurs obligations et leurs intérêts. Dans ces jours encore, le Roussillonnais de l'extrême frontière, pauvre, mais laborieux et probe, était le porteur intègre de l'or étranger que le commerce donnait à la France. Succombant sous un poids sur lequel il n'avait pas mesuré ses forces, en présence de ceux qui partageaient sa tâche, en présence d'étrangers, il abandonnait, sur le sentier de la montagne, une partie du dépôt qui lui avait été confié, avec la certitude de le retrouver le lendemain pour accomplir son mandat.

Avec tous ces éléments de bonheur, de paix et de moralité, le Roussillonnais n'en portait pas moins en lui les ferments de ces tristes passions qui font les tourments et les malheurs de l'homme, et contre lesquelles il doit continuellement lutter. Il était condamné, victime de la faible organisation de l'homme, à succomber dans quelques-unes de ces luttes.

La défense de ses affections intimes, de ses droits de propriété, l'injure qu'il croyait avoir reçue, troublerent souvent les jours paisibles et joyeux de sa vie intime, de sa vie privée. Sa susceptibilité ombrageuse pour tout ce qui touchait à ses droits politiques, à ses libertés, à ses franchises d'habitant, de citoyen, faisait, mais dans de rares circonstances,

éclater un orage sous le ciel de sa patrie, ordinairement si serein, et il se trahissait en croyant se servir.

Mais disons-le, sans crainte d'être démenti, sous le toit domestique, sur le champ de ses querelles privées, ses pensées coupables n'avaient pas de passé, ses colères surgissaient du moment, ses vengeances n'avaient pas d'avenir. Victime de son imagination de feu, de ses sentiments exaltés et profonds, il tombait sous la puissance irrésistible de son premier mouvement que des armes hontuses et illégales ne servirent jamais. Mais il se relevait bientôt sous une main qu'il respectait, aux accents d'une voix amie, et le plus souvent aux seules inspirations de son cœur un instant égaré, au flambeau de sa raison un instant éteint, au seul souvenir de son Dieu; et, le repentir d'une part, le pardon de l'autre, resserraient, entre l'offenseur et l'offensé, les liens, un instant rompus, de la vraie fraternité dont il ne suffit pas de porter le nom sur ses lèvres, mais dont les saintes lois doivent être gravées dans tous les cœurs.

La négligence du cultivateur a laissé l'ortie et l'ivraie déparer et appauvrir le front du champ, qui assurait heureuses son existence, celle de ses enfants. Mais la main laborieuse du père de famille, soutenue par la pensée de ses intérêts les plus précieux, peut lui rendre sa couronne de fruits et de fleurs. Sous des sillons arrosés de ses sueurs de tous les jours, les principes intérieurs d'un sol riche et fécond reproduiront toutes leurs conséquences.

Le temps, qui couvre tout de sa rouille, les changements de dominations, des institutions faussées, des besoins nouveaux, des intérêts devenus plus égoïstes à l'école du siècle, des rapports plus étendus.

avec l'étranger, des mœurs moins régulières, l'indifférence pour le principe religieux, il faut le dire, ont sans doute altéré à sa surface le type du caractère Roussillonnais. Mais les principes de son organisation morale sont restés les mêmes ; les œuvres du temps, les œuvres des hommes changent et périssent, les œuvres de Dieu ne périssent jamais. Sa main souveraine ne retira jamais à l'homme les dons que lui fit sa bonté paternelle. Le Roussillonnais sera dans tous les temps le Roussillonnais des anciens jours, si, comme ses aïeux, doté d'un cœur aimant, d'une imagination féconde, d'une haute raison, comme eux, il fait de l'amour de Dieu, de l'amour de ses frères, les principes de sa vie intime et morale, de l'observation de ses devoirs d'homme, les éléments de sa vie privée.

Mais citoyen, quels sont les sentiments que ses lois civiles et politiques devaient faire naître en lui avec plus de force et de grandeur, et qui ont éclaté dans sa vie historique par de plus nobles dévouements, par de plus grands sacrifices ? Les voici :

L'amour de la liberté.

L'amour de la patrie.

Le respect, disons plus, l'amour de l'autorité.

Les dernières générations des peuples qui ont traversé de longs siècles dans les langes de l'ignorance, dans la servitude, traînent avec elles les chaînes que traînèrent leurs premiers aïeux. Le peuple de Mahomet, le bandeau de la fatalité sur les yeux, le glaive du fanatisme dans les mains, depuis le ^{vi}e siècle jusqu'à nos jours, n'a eu d'autre volonté que celle d'un maître, et végète dans la vie de l'esclave.

Le Roussillonnais, sujet fidèle de sa loi, soldat de

sa loi, protégé par sa loi, n'a eu pour maître que sa loi. Cette loi, son œuvre, était le code de ses droits, mais aussi le code de ses devoirs d'homme et de citoyen. Elle consacrait sa liberté, et par elle il était d'autant plus libre, qu'elle renfermait sa liberté dans les limites au-delà desquelles il aurait déchiré de ses propres mains son titre de citoyen, et n'aurait fait de lui que l'homme dégradé. Une liberté illimitée, absolue, le pouvoir de tout faire entre les mains de chacun et de tous, n'eût été que l'esclavage de tous, organisé en faveur des plus forts et des plus criminels.

Aussi la liberté dans les limites légales, posées par l'intérêt de l'homme, par l'intérêt de sa famille, par des nécessités sociales invincibles, fut un culte pour nos aïeux; elle eut tout leur amour; et cet amour, leurs fils l'ont transmis d'âge en âge à leurs fils. Il est pour le Roussillonnais de nos jours l'héritage le plus précieux que lui aient légué ses pères; il le porte gravé dans son cœur, en caractères ineffaçables; il remplit sa pensée, il est écrit sur son front, ses yeux le reflètent, il est dans sa voix, il parle par son langage dont la franchise ne s'arrête qu'aux limites de la rudesse.

C'est cet amour qui l'a fait dans tous les temps résister aux exigences de ses premiers besoins, s'il doit les éteindre dans des travaux serviles. C'est lui qui lui fait repousser la main que lui tend un pouvoir ambitieux pour acheter son indépendance, lorsqu'il presserait cette main sur son cœur, si elle se levait pour protéger ses droits.

C'est enfin cet amour de la liberté qui lui fit toujours préférer le pain du travailleur à la fortune du courtisan et le laissa toujours pauvre. Pour prix de

ses biens mille fois dévastés, de son sang mille fois versé pour la défense de sa patrie, qui ne put jamais être qu'une frontière du royaume dont elle faisait partie, le vieux Roussillonnais ne demanda jamais à ses rois que de protéger son indépendance, que d'ajouter une liberté à ses libertés.

Si la sagesse, la justice de ses lois, en faisant connaître au Roussillonnais tout le prix de la liberté, lui avaient inspiré tant d'amour pour elle, des motifs tout puissants devaient l'attacher à sa patrie par des nœuds indissolubles.

Et d'abord, un penchant secret rapproche, une répulsion involontaire éloigne l'homme des êtres, des choses qui l'entourent, des diverses natures qui se déroulent sous ses yeux. Aux accents d'une voix intérieure, aux inspirations d'un sentiment qu'il ne peut pas définir en le subissant, il poursuit les harmonies, il fuit les antagonismes qui existent pour lui, entre son organisation morale, et la constitution physique de ces êtres, de ces choses, de ces natures.

Le Roussillonnais aima de tous les temps à vivre de la vie de famille. Ses travaux, ses affections, ses jeux, ses chants, tous ses plaisirs, tous ses chagrins, il n'aime à les partager qu'avec le Roussillonnais. Ses besoins ont toujours été la mesure de son ambition. Son intelligence s'éveille à la voix de la vérité qu'il ne connaît pas, et qu'on lui montre. Sa raison adopte tout ce qu'il reconnaît utile et que la force voudrait en vain lui imposer. Son imagination s'exalte devant tout ce qui est grand et beau, son cœur s'ouvre à tout ce qui est noble et généreux.

Un pays à part, qui, entouré de hautes montagnes lorsqu'il n'est pas limité par la mer, répondait à ses

désirs de vivre isolé; un sol qui, en promettant à ses travaux les fruits nécessaires aux besoins de l'homme, répondait à toutes ses ambitions; un ciel doux, un soleil brillant et fécond qui semblait être en harmonie avec la sérénité de son âme et la chaleur de ses sentiments; le spectacle continuel d'une nature privilégiée qui donnait plus de charmes à ses jeux, plus de vie, plus de joie à ses chants, devaient lui faire aimer le coin de terre sur lequel il s'était établi.

Homme, il aima toujours sa patrie, plus que ses biens, plus que sa vie, puisqu'il lui sacrifia mille fois ses biens et sa vie. Il l'aima comme la terre promise qui portait les autels de son Dieu, comme le chantier de ses travaux, le théâtre de ses jeux; comme la ruche dont une cellule abritait et nourrissait sa famille. Elle fut pour lui une tendre mère qui avait accueilli son berceau, nourri, protégé son enfance, comblé de bienfaits et de jouissances, ses années d'homme, et lui gardait dans son sein une tombe à côté de la tombe des aïeux.

Citoyen, il l'aima comme il l'aime encore. Elle fut toujours pour lui la gardienne de ses droits, le paladium de ses libertés, l'arche sainte descendant majestueusement le fleuve des siècles à travers les orages et les écueils, en portant dans ses flancs le code des lois qui fondèrent sa liberté civile, sa liberté politique et firent, pendant plusieurs siècles, de la famille Roussillonnaise, un peuple de frères, sous le drapeau de la liberté, sous le sceptre de l'autorité.

En effet, ouvrons l'histoire, et nous y chercherons en vain un peuple qui, sous quelle forme de gouvernement qu'il ait vécu, ait trouvé, dans ses institutions politiques, plus de garanties pour ses libertés

publiques, dont le citoyen ait joui de plus de droits que l'habitant de nos Pyrénées!

Suffrage universel, droit d'élection ou d'éligibilité, pour tous ceux qui ne s'étaient pas exclus eux-mêmes par leurs méfaits, ou qui, d'après un grand jury communal, prononçant au nom de tous et par mandat de tous, étaient généralement reconnus pour appartenir à ce petit nombre d'habitants qui, loin d'acquitter leurs dettes de citoyens, étaient un scandale ou un impôt pour leur patrie; libre changement de domicile, libre disposition des biens, libre port d'armes, droit de voyager dans le royaume sans passeport, exemption de la dîme sur les produits du sol les plus nécessaires à la vie de l'homme, presque partout ailleurs soumis à ce droit; exemption du service militaire hors des frontières de la province, liberté individuelle garantie, sauf les cas prévus par la loi criminelle, protection contre l'arbitraire de tous les pouvoirs, jugement par les lois du pays, dans le pays et par les seuls juges du pays; instruction publique, large, gratuite, complète, s'élevant par degrés des bancs de l'école primaire jusqu'au dôme d'un vaste palais universitaire, enfin libre impôt. Et, si ces institutions, ces libertés, ces franchises, ces privilèges ne furent d'abord que la dotation de sa capitale, celle de quelques localités, de Thuir, de Vinça¹, qui étaient, comme Perpignan, sous la seigneurie du roi et qui avaient pris le titre de rues de Perpignan, ils n'en formèrent pas moins l'esprit public de toute la province, par l'influence morale qu'elles exercèrent sur les opinions, les sentiments de tous ses habitants.

¹ Registre 28 de la procuration royale. (*Archives du Domaine.*)

L'amour de la patrie devait donc être pour les Roussillonnais plus qu'une dette sacrée que ses plus grands intérêts lui faisaient un devoir, une nécessité d'acquitter. Aussi fut-il un sentiment que son imagination de feu, son cœur aimant et généreux identifiaient avec son existence et portèrent de tous les temps jusqu'à l'exaltation.

Mais qu'un peuple qui, pour prix de ses biens mille fois saccagés, de son sang le plus précieux mille fois versé pour la défense de ses libertés et de ses franchises, n'aspirait qu'à des libertés plus larges, quand ses lois et ses institutions étaient démocratiques, ait eu, pour son autorité souveraine, pour ses rois, qui n'étaient pour lui que les successeurs de ses comtes dont ils avaient conservé le titre, un dévouement, un amour au-dessus du dévouement et de l'amour des peuples vivant sous des principes et des institutions purement monarchiques, ce fait paraît être une anomalie, un problème insoluble.

La solution de ce problème, nous ne la cherchons pas dans l'examen des divers systèmes d'organisation gouvernementale qui, dans tous les temps, ont divisé les esprits les plus éclairés.

C'est une tâche au-dessus d'un travail de quelques pages. C'est encore la tâche d'un publiciste profond; et nous en déclinons le fardeau. Mais ce dévouement, cet amour, nous chercherons à les expliquer par des causes, suivant nous naturelles, et que nous livrons d'ailleurs à l'appréciation du Roussillonnais qui parcourra ces lignes.

Que les philosophes, les penseurs, les publicistes de la Catalogne et du Roussillon, sous les inspirations de leur science politique, et sous un point de vue

pour eux rationnel, vissent dans la royauté une institution qui devait servir de contre-poids aux institutions démocratiques, entrées si nombreuses, si puissantes dans le gouvernement du pays; que le roi fût pour eux le chef héréditaire de l'État; qu'il occupât au faite de l'édifice social du gouvernement une place inaccessible à l'ambition de tous, même dans le plus lointain avenir; qu'il fût là comme le régulateur suprême des intérêts nationaux, comme l'arbitre souverain entre le peuple et sa loi, cela pouvait être; mais telle n'était pas la royauté pour les Roussillonnais de toutes les classes, qui constituaient le peuple.

Dans ces temps-là, le principe religieux était dans toute sa force. Les sentiments qu'il inspirait étaient profondément gravés dans les cœurs. Le peuple, les yeux levés vers le Ciel, y voyait, au flambeau de sa foi, l'auteur de toutes choses, son Créateur, le dispensateur de ses félicités, le consolateur de ses peines dans sa vie mortelle, son souverain juge et le maître de ses destinées dans un monde à venir. L'autorité royale était pour lui une émanation de la puissance divine, la première de ces puissances pour lesquelles la loi divine lui demandait soumission et respect; et le Roussillonnais éminemment religieux fut soumis à son roi, respecta son roi. Il est dans la nature de l'homme d'aimer bientôt ce qu'il commence par respecter; et le Roussillonnais aima ses rois.

Mais descendons des hauteurs du monde moral, pour nous placer sur le terrain humanitaire. D'autres principes, d'autres causes, justifieront peut-être pour tous le dévouement et l'amour que nos pères avaient voués à leurs rois.

La loi imposée par un conquérant, par un despote,

n'est le plus souvent que le symbole d'un pouvoir tyrannique, que l'expression d'une volonté absolue, que l'organisation de la servitude de tous en faveur d'un maître dont elle sert les intérêts et les ambitions. Le peuple, que cette loi a dégradé, traîne sa chaîne avec l'apathie de l'esclave; le peuple, dont elle n'a fait que refouler au fond des cœurs les sentiments généreux, la subit avec indignation, et sa haine poursuit la loi jusques dans son auteur.

Au contraire, les lois qu'un peuple s'est données lui-même sous l'inspiration de ses mœurs, de ses besoins, de ses intérêts, de ses droits, avec le concours et la sanction du pouvoir qu'il a placé à sa tête comme son pouvoir souverain, il les suit comme des guides fidèles et sûrs; il les respecte comme des garanties contre l'usurpation de ses pouvoirs, contre les passions individuelles de ses membres, les prétentions de ses classes, les ambitions de ses sommités. Il aime son œuvre dans la loi; et le pouvoir souverain, dont elle est aussi l'œuvre, qui s'en fait le premier sujet, qui en poursuit les violateurs sous le dôme du palais comme sous le chaume de la cabane, agrandit sa position par l'accomplissement de ce devoir, et recueille de la reconnaissance du peuple le même respect, la même affection que la loi elle-même.

Les rois d'Aragon, les rois de Majorque ne mirent jamais leur volonté au-dessus des lois dont le Roussillonnais avait fait son code. Ces lois étaient l'œuvre de ses magistrats de cité, de ses conseils de ville; plus tard, de ses assemblées provinciales, de ses assemblées nationales. Plus tard encore, les rois d'Espagne furent pour lui des rois d'Aragon et de Majorque; et enfin les rois de France qui, par le traité

des Pyrénées, firent du Roussillon une province à jamais française, lui laissèrent la plupart de ses libertés, de ses franchises et ses lois privées. Leurs ordonnances n'eurent pour lui force de lois qu'après avoir été enregistrées, disons mieux, acceptées par son conseil souverain, cour suprême de justice que Louis XIV avait instituée pour remplacer son Audience Royale.

Ensuite, la royauté des anciens jours n'était pas pour le Roussillonnais une toute puissance qui dictait, imposait ses ordres souverains, n'ayant pour règles que ses intérêts, d'autres limites que sa volonté. Ce n'était pas, ce que fut pour bien des peuples la royauté des derniers siècles, toujours renfermée dans ses palais, invisible pour tout ce qui n'était pas ses serviteurs, ses privilégiés. C'était la royauté patriarcale des premiers temps de la nouvelle civilisation, encore empreints de la simplicité des premiers âges, la royauté aimant à se confondre avec le peuple, pour retremper sa puissance à sa source, la royauté assise sous le chêne de Vincennes pour prodiguer l'amour du père de famille aux enfants de la même patrie; au peuple, le plus grand des bienfaits, les arrêts d'une justice exacte et paternelle.

Si ses anciens rois n'avaient pas brisé pour le Roussillonnais les chaînes de la servitude qui ne l'étreignirent jamais, il savait qu'ils l'avaient délivré des entraves du servage, qu'ils avaient fondé ses communes, qu'il leur devait sa liberté civile, ses droits politiques. Si plus tard, ils n'eussent fait qu'étendre sur ses institutions un sceptre protecteur, son dévouement, son respect, n'eussent été qu'une dette acquittée, un devoir accompli. Mais ses rois avaient

fait pour lui, de la royauté, une providence populaire, en le protégeant par les lois qu'il s'était données; ils l'avaient associé au gouvernement de l'État, ils traitaient avec ses communes comme de puissance à puissance ¹. Le roi marchait à la tête du peuple sur le champ de bataille; il accourait à la défense de ses villes; il descendait avec lui sur la place publique pour partager les fêtes, les jeux de ses jours de joie, pour partager les douleurs et consoler les misères de ses mauvais jours. Faut-il donc s'étonner que le peuple, toujours bon, toujours juste, quand il n'obéit qu'aux seules inspirations de son cœur, aimât véritablement ses rois? Et comment contester la sincérité de son amour, lorsqu'il parlait plus haut que les plus vives passions, lorsqu'il allait jusqu'à les dominer!

Dans sa vie privée, sous une injure, sous une offense, le Roussillonnais cessait d'être son maître; il s'échappait à lui-même avec la rapidité de la pierre lancée par la fronde. Dans sa vie politique, à la seule pensée de ses lois faussées, de ses droits méconnus, de ses libertés déchirées, il se jetait sur la place publique, armé, et sous le drapeau de l'émeute. Mais ses colères, bien différentes de celles du Catalan Barcelonnais qui montaient jusqu'au roi, ne

¹ Perpignan avait le droit, par un privilège, de traiter ses grandes affaires communales directement avec le roi. Le député qu'il lui envoyait était nommé par les consuls et les conseils de la ville, et devait prêter, entre leurs mains, serment de ne demander, solliciter, accepter, aucun rescrit ou privilège du souverain ou de toute autre puissance, pour lui, pour sa famille, pour ses amis, à moins qu'il n'y eût été autorisé par une délibération du corps de ville, consignée dans ses instructions. Ce n'était qu'après son retour qu'il recevait des émoluments et une indemnité, pour les frais de voyage. (ARCH. DE LA VILLE, *Sent. de 1449, Liv. vert min., f. 469.*)

grondèrent jamais que contre des officiers de la couronne, qui, suivant lui, avaient agi contre les intentions et la volonté royales en le dépouillant de ses droits, en attaquant ses franchises et ses libertés. Dans ses querelles avec eux, dans ses émeutes, il laissait toujours le roi hors de cause; ses affections pour lui restaient les mêmes; jamais il n'eut la pensée de trahir son serment politique. Bien plus, sa cause, c'est au roi qu'il la confiait; c'est à lui qu'il appelait des actes illégaux de ses mandataires : justice lui était rendue; et le roi trouvait dans le cœur du Roussillonnais le même respect, le même dévouement, le même amour, que dans les jours qui avaient précédé une malheureuse collision.

L'histoire a cent fois consigné dans ses annales les preuves de ce triple amour qui fut la vie de nos aïeux : amour de la liberté, de la patrie et (qu'elle s'appelât comte¹ ou roi) de l'autorité. Nous les trouverons résumées dans la page où elle a écrit un événement mémorable, qui vers la fin du xv^e siècle illustra notre patrie.

Jean II avait engagé le Roussillon à Louis XI, roi de France, en garantie de trois cent mille écus d'or qu'il en avait reçus.

Les trois ordres des habitants de Perpignan s'étaient levés comme un seul homme, pour protester contre l'occupation de leur ville par les Français.

¹ Ce n'était pas comme rois d'Aragon ou de Valence, plus tard comme rois d'Espagne, que les Pierre, les Jean, les Jayme, les Ferdinand, etc., exerçaient sur le Roussillon un pouvoir souverain. C'était à titre de comtes de Roussillon; et ce titre était toujours écrit en tête de leurs chartes. Les rois ne furent jamais pour les Roussillonnais que les représentants et les successeurs de leurs anciens comtes.

Jean crut qu'il pourrait obtenir par lui-même ce que les Roussillonnais avaient refusé aux autorités royales, aux ordres écrits de sa main. Il savait que leur protestation, ils avaient juré de la défendre par leurs armes, par le sacrifice de leurs biens et de leur vie, et que le Roussillonnais savait tenir ses serments.

Il vint à Perpignan, et y rassembla le peuple sur la place de l'Hôtel-de-Ville. Dans un discours paternel mais habile, disent les historiens, il fit tout ce qui était en lui pour le disposer à exécuter les engagements que des circonstances impérieuses l'avaient forcé de contracter. Un noble, au nom de tous, lui fit entendre ces nobles paroles que l'histoire a recueillies :

« Ce que je vous dirai, prince, est la résolution inébranlable prise par tous les habitants de cette ville, je dirai plus de tout le comté.

« Je suis du petit nombre de ceux, peut-être le seul, dont le peuple suit les conseils, non-seulement dans les affaires publiques, mais encore dans ses affaires privées. Il n'est pas, dès-lors, un seul habitant dont je ne connaisse le caractère et les opinions ; et sur ce que vous nous demandez, je connais depuis long-temps la pensée et les sentiments de tous.

« Tous sont irrévocablement résolus à souffrir toute espèce de mort avant de se soumettre un seul jour à la domination française.

« Accoutumés à vivre sous le sceptre de votre majesté, excellent prince, nous ne pouvons pas même supporter la pensée de nous asservir à des coutumes sauvages, et de vivre courbés sous une servitude que nous n'avons jamais subie. Cependant, si votre majesté préfère, ce que nous ne voulons pas croire, l'amitié du roi de France à notre affection, et qu'elle désire le mettre en possession de notre ville, qu'elle nous désigne une autre contrée où nous irons nous établir, ou qu'elle nous permette de la chercher nous-mêmes.

« Si votre majesté désire s'éloigner ; si d'autre côté elle craint de nous laisser sous les coups de l'armée française, elle ne peut nous faire de faveur plus signalée que de mettre en sûreté sa royale personne ; dans son absence, nous défendrons avec liberté, et plus

« de liberté, son royal honneur, nos foyers, nos femmes et nos enfants ¹. »

Un siège de huit mois, une famine horrible, une capitulation honorable exigée par Jean II lui-même, justifiaient ce discours si patriote. Sur les ruines de sa patrie, sur les tombeaux de plusieurs milliers de ses frères tombés sous le feu des ennemis, de nombreuses familles éteintes par la maladie et la faim, l'habitant reçut la double couronne qu'avaient méritée son courage et ses vertus civiques; son roi lui conféra des titres d'honneur, de nouveaux privilèges, à titre de récompenses nationales; son tyran, Louis XI, lui voua d'implacables persécutions.

Jean, qui n'avait trouvé que le silence de son émotion pour répondre au discours du noble Perpignanais, voulut que Perpignan prît à tout jamais le titre de Très Fidèle Ville ². Par une autre charte, il ordonna que tous ses habitants qui viendraient chercher un asile dans l'intérieur de ses États, y fussent traités comme des sujets dont un roi peut le plus s'honorer et y jouissent des libertés, des avantages des habitants les plus favorisés ³.

Le courage, les vertus civiques du Perpignanais sont aussi écrits dans l'histoire de la main de Louis XI lui-même. Les restes de cette population héroïque, à peine de quelques mille âmes qui avait résisté si long-temps à une armée française, qu'elle avait failli vaincre, il les redoutait encore. Il écrivait à Dubouchage qu'il avait fait gouverneur d'une province

¹ BOSCH. *Títols y honors de Cat.*, fol. 46; MARCILLO. *Crisis de Cat.*, fol. 593; LUCIUS MARINEUS. *De Reb. Hist. Hisp.*, tome 2. Ce discours se trouve, en latin, dans Bosch et dans Marineus; en castillan, dans MARCILLO.

² Priv. de Gironne du 22 février 1475. — ³ Priv. de Castello du 16 mars 1475.

dont il voulait, dans ses rêves d'ambition, et contre la foi des traités et les vœux de ses habitants, faire une province de sa monarchie :

« Chassez de Perpignan tant de gens, que cent lances puissent maîtriser la ville... Ne leur laissez pas une seule arme... Essayez de faire la ville maigre de vivres, afin qu'il s'en aille beaucoup de gens... Prenez la garde des portes... Bâissez une citadelle... Faites abattre tous les forts, excepté Perpignan, Salses, Elne, Collioure, Bellegarde et Laroque... Défaites tous les officiers de la ville, ôtez-leur leurs pouvoirs ; ne conservez que le lieutenant de justice... Chassez tous les nobles qui se sont armés pour le roi... Donnez leurs héritages, quelles conditions qu'on leur ait faites... Faites écrire sur un beau papier rouge le nom de tous ceux qui m'ont été traîtres ; et quand ils seront sur ce beau papier rouge, laissez-le à Boffile ou à celui que vous aurez fait gouverneur, afin que si, d'ici à vingt ans, il en revient aucuns, on leur fasse couper la tête ¹. »

Quand un roi de France est réduit à ces moyens tyranniques pour soumettre à son autorité une ville veuve du plus grand nombre de ses défenseurs et épuisée par les fatigues et les privations d'un long siège, il faut dire, que la vie de cette cité est dans le cœur de chacun de ses habitants, et que ses défaites de la veille sont la garantie de ses victoires du lendemain.

Que cet épisode de la vie de nos pères ne soit pas seulement pour nous le sujet momentanément d'une douce émotion, d'un noble orgueil ! Il a des droits à nos méditations profondes et de tous les instants. C'est une page qu'il ne faut pas détacher de notre livre historique. Ce livre tout entier nous apprend, et puissions-nous ne l'oublier jamais, que si tous les enfants de la même patrie unis de mains, d'esprit et de cœur sous ses drapeaux, font ses gloires pendant ses jours de guerre ; unis autour de ses saints autels,

¹ *Mém. de l'Hist. de France ; DE BARANTE, Hist. des Ducs de Bourg., tome 9.*

ils font dans tous les temps ses félicités de famille, ses prospérités intérieures. Un principe vrai porte partout et sur tout les mêmes conséquences. Et notre intelligence, et notre raison poursuivront les conséquences de l'union des esprits et des cœurs au-delà du cercle étroit dans lequel nos annales les ont enfermées. Visitions le foyer de la famille; élevons-nous par degrés pour embrasser l'horizon politique, l'horizon social, et nous trouverons toujours cette union faisant les destinées nationales et humanitaires des peuples.

Comme la famille, la cité, sont heureuses et prospères dans l'union de leurs enfants, un peuple uni ne redoute pas les armes de l'étranger. En paix avec lui-même, il jouit des conquêtes de son passé, des travaux de son présent; lui seul peut marcher avec confiance, je dis plus, avec certitude, vers un plus grand avenir de gloires et de prospérités. Un peuple divisé est à moitié vaincu; il est toujours à la veille de tomber victime de ses plus cruels ennemis, victime de ses propres égarements.

L'édifice social de notre ^{xix}^e siècle repose sur des fondements qui n'ont pas fléchi sous le poids de vingt siècles, et qui seuls peuvent, dans son plus lointain avenir, braver la main du temps, sous qui tout s'écroule.

Ces fondements sont la loi divine, les préceptes de la loi naturelle, les lois de la morale publique et privée, tous éléments constitutifs de l'ordre, qui, seul, peut faire vivre, grandir et prospérer les sociétés humaines.

Ces bases sont consacrées et par le respect, toujours croissant des générations des peuples, à mesure qu'au flambeau des lumières, toujours croissantes, elles ont

avancé dans les voies de la civilisation et par le progrès dans lequel n'a cessé de marcher le monde humanitaire.

Sur ces saintes bases, l'expérience, la raison, la sagesse, les vertus, les génies de tous les lieux et de chaque siècle ont élevé progressivement ce vaste et majestueux édifice, à l'ombre duquel l'homme de nos jours vit dans toute sa dignité, dans toute sa liberté.

L'œuvre est-elle achevée, est-elle parfaite? Non : la perfection n'appartient qu'à Dieu. L'homme ne peut l'atteindre dans ses œuvres; mais dans la tâche de travail que la loi divine, ses besoins personnels, ses devoirs sociaux lui imposent, il doit se consacrer à s'en rapprocher autant qu'il est en lui.

A chaque génération, assise ainsi sur les bases de l'ordre social, dans la paix des cœurs et le calme des esprits, le soin de préparer, si elle ne peut la poser elle-même, dans la sphère de ses institutions qui sont du domaine de l'homme, une nouvelle pierre qui ajoute aux bienfaits, à la grandeur, à la majesté de l'édifice. C'est une gloire qu'elle doit se conquérir, une dette de sa reconnaissance envers les générations éteintes dont elle recueille les travaux, une obligation sainte envers les générations à venir.

Mais cette œuvre immense ne peut être l'œuvre de toutes les mains. Ce n'est encore que par l'union des esprits et des cœurs, exprimée par ce que le corps social possède de hautes sagesse, de cœurs nobles, d'esprits éclairés, et surtout, d'éminentes vertus, qu'elle doit s'accomplir pour la gloire, le bonheur, le mieux être moral et matériel de tous, sans danger ni pour eux, ni pour l'édifice lui-même....

Ainsi nous l'avons dit : notre livre, dans son cadre

étroit, nous montre la puissance et la vérité d'un principe partout où notre intelligence et notre raison pourront atteindre, comme dans nos champs le moindre brin d'herbe, nous montre la vérité du principe divin qui est l'âme de l'univers.

C'est assez ; hâtons-nous de terminer la tâche que nous avons osé entreprendre.

Vers la fin du dernier siècle, un profond juriconsulte¹ avait réuni de nombreux matériaux pour écrire l'ancien droit public de la Catalogne et du Roussillon. La mort ne lui permit pas d'achever cette œuvre de science et des veilles d'une longue vie. Les feuilles de ce grand travail dispersées par les vents d'une longue révolution, sont à jamais perdues pour le pays. Le portefeuille de l'un de nos concitoyens les plus honorables et les plus honorés, aussi distingué par sa profonde érudition que par son patriotisme, promet au Roussillon son histoire complète dans un avenir que tous les vœux voudraient voir finir demain.

Entre ce passé de regrets et cet avenir d'espérances, il ne m'était pas permis, même en suivant les traces d'un étranger ami² qui consacra plusieurs années à l'étude de nos vieux jours, de prétendre à consoler ma patrie de ce qu'elle a perdu, à lui donner ce qu'elle attend, l'œuvre d'un publiciste, l'œuvre d'un historien. Mais au flambeau de mes sentiments patriotiques, j'ai pu, Roussillonnais de cœur et d'âme, fouiller quelques jours les annales de ma patrie ; et

¹ M. Fossa, avocat, professeur de droit à l'Université de Perpignan, auteur de plusieurs mémoires qui faisaient autorité dans la jurisprudence du conseil souverain du Roussillon, chevalier de l'ordre de Saint-Michel.

² M. Henry, ancien bibliothécaire de la ville de Perpignan, auteur d'une histoire du Roussillon.

j'ai été assez heureux pour découvrir sous la poussière des siècles, quelques unes des voies que parcoururent nos aïeux pour conquérir leur émancipation politique, parvenir à faire partie d'un gouvernement national, et vivre, pendant plusieurs siècles, de la vie d'un peuple libre et heureux sous le drapeau de ses lois.

Ces fragments de mosaïques, ces débris de statues que le hasard arrache des profondeurs du sol, à une obscurité vingt fois séculaire, suffisent pour nous montrer avec quel éclat les arts régnèrent dans la Grèce et dans Rome. Quelques pages détachées du livre de notre histoire, de notre vieux code, suffiront pour indiquer à nos jeunes générations la vérité, la justice, l'ampleur qui distinguaient nos institutions, nos lois, dans des temps si loin des nôtres. Et dans la vie historique et politique de leurs aïeux, elles trouveront des leçons à méditer, des exemples à suivre, des modèles à imiter. Et nous, si nous voulons étudier et connaître les sources où ils puisèrent leurs vertus civiques qui firent la gloire et la grandeur de notre patrie, il nous sera facile d'y parvenir.

L'intelligence, le cœur et la raison furent les dons suprêmes que Dieu fit à l'homme pour que l'homme pût le comprendre, l'aimer, le servir; ensuite, pour qu'il pût s'éclairer, se guider, se soutenir lui-même dans les épreuves qu'il avait à subir tous les jours et dans toutes les circonstances de sa vie.

Ces nobles facultés, la servitude, la tyrannie, l'oubli de soi-même dans l'abrutissement des passions humaines ne les flétrirent, ne les altérèrent jamais dans le Roussillonnais; elles lui inspirèrent, dans la vie politique, l'amour de la liberté, l'amour de la patrie, le respect, bien plus, l'amour de l'autorité.

Ils s'étaient dit : Sans patrie, un peuple ne serait qu'une agglomération d'individualités, sans unité, sans drapeau. Sans l'amour de la patrie qui est l'amour de tout ce qui nous entoure, cette chaîne de rapports, d'affections, de secours, de dévouements que doivent former toutes les mains, tous les cœurs, depuis le degré le plus inférieur jusqu'au degré le plus élevé de l'échelle sur laquelle la société a dû, de toute nécessité, être construite, ne pourrait faire, d'un grand nombre de familles, une famille nationale, et le Roussillonnais aimait sa patrie de tout son amour.

Il s'était dit encore : la liberté sans l'autorité, c'est l'anarchie; l'autorité sans la liberté, c'est le despotisme. L'alliance de la liberté et de l'autorité forme dans le gouvernement des sociétés humaines, quels qu'en soient la forme et le nom, un principe de force et de durée; elle est pour les peuples, une garantie de paix, de grandeur, de félicités. Elle cimente, elle féconde dans les cœurs l'amour de la patrie, et le Roussillonnais aimait la liberté et l'autorité, comme il aimait sa patrie.

Que ces principes soient les nôtres ! ils sont de tous les temps, de tous les lieux ; ils ne naissent pas de telle ou telle autre forme de gouvernement ; ils ne tiennent pas au nom dont l'autorité a été revêtue ; ils ne surgissent pas de l'arrêt d'un pouvoir absolu, du décret d'une assemblée nationale, d'un plébiscite du forum. Ils sont inhérents à l'existence de toute société ; ils vivent par eux-mêmes ; ils sont le code moral de la religion politique dont les tables, comme celles de la loi divine, de la loi naturelle, doivent être gravées dans l'esprit, dans le cœur de tous, par la raison de tous.

A. JAUBERT-CAMPAGNE, avocat.

AUTEL DE PÉZILLA.



A l'occasion des fouilles qui furent faites en 1816, sur les ruines de Ruscino, par ordre de l'autorité administrative, les habitants de Pézilla se souvinrent qu'ils possédaient dans leur église un monument de sculpture antique, et le signalèrent aussitôt à l'attention des curieux. Voici la description qu'en fit alors un homme de l'art, juge compétent, le sculpteur Boher :

« Dans la commune de Pézilla, on vient de faire
« une découverte très intéressante. C'est un autel
« antique du plus beau marbre statuaire d'Italie, de
« forme cylindrique, chargé d'ornements sculptés si-
« non avec toute la perfection du travail de la main,
« du moins avec bon goût et une disposition des plus
« heureuses.

« Cette composition offre d'abord une lyre de forme
« élégante, et que les anciens ont reproduite plu-
« sieurs fois sur les plus beaux monuments; puis un
« carquois, rempli de flèches, orné dans toutes ses
« parties. Successivement une biche, un chien et deux
« oiseaux. Des branches de laurier, disposées avec
« beaucoup de grâce et sans confusion, remplissent
« tous les espaces de ce fond cylindrique.

« Ces branches de laurier qui font partie de cette
« élégante composition, seraient sans doute rendues
« de nos jours, avec plus de délicatesse, de précision
« et de vérité; mais les anciens, comme on le sait, ne

« fixaient pas leur principale attention sur les parties
« d'ornement.

« Le monument en question porte, dans toutes ses
« parties, l'empreinte du style et de la manière des
« anciens. C'est ce que les connaisseurs peuvent re-
« marquer sans peine. Dès qu'il s'offrit à ma vue, je
« fus saisi de respect. » (Voir le *Journal des Pyrénées-
Orientales*, 24 août 1816.)

Cet antique est appelé communément *l'autel de Diane*. Toutefois il est bon d'observer que si l'on y retrouve les attributs de la déesse, son carquois, le chien qui marchait à ses côtés, la biche qui traînait son char, on ne saurait en même temps y méconnaître la lyre d'Apollon, le laurier à l'ombre duquel il est quelquefois représenté, ou dont il se couronne lui-même, comme vainqueur de Marsyas, et l'un des oiseaux qui lui étaient consacrés, la corneille par exemple. Il ne faut qu'ouvrir les annales religieuses de la Grèce pour justifier cette simultanéité des deux cultes : ainsi, tandis qu'Apollon à Delphes, Diane à Éphèse, avaient leurs solennités spéciales, Egialée honorait également le frère et la sœur dans ses fêtes annuelles, connues sous le nom d'*Apollonies*.

« Comment cet objet précieux (nous continuons
« de citer) sous le rapport de l'art, se trouve-t-il dans
« la commune et dans l'église de Pézilla, qui n'exis-
« tait certainement pas dans les temps antiques ?

« Voici mes conjectures simples et naturelles. Ce
« monument porte la preuve d'un talent et d'un goût
« qu'on ne retrouve en Roussillon dans aucun reste
« de l'antiquité romaine. Je pense donc qu'il fut fait
« à Rome, après le temps d'Adrien, et transporté par
« mer à Ruscino, ancienne capitale du Roussillon,

« pour y servir à l'usage du culte ; que, par la suite, « il échappa au fer des Barbares, destructeurs de « Ruscino, dont les restes servirent à la construction « de Perpignan. En suivant ma conjecture, je sup- « pose que cet autel, regardé peut-être comme l'ob- « jet le plus précieux qu'on possédait alors dans ce « pays, fut transporté dans la nouvelle capitale et « successivement à Pézilla, où, depuis des siècles, des « maisons distinguées de Perpignan possèdent des « biens. Comme qu'il en soit, l'autel existe ; il a été « conservé fort heureusement dans l'église, en servant « d'appui, selon l'usage gothique, à un tombeau « d'autel. Il a été conservé peut-être sans que per- « sonne se fût aperçu de son rapport avec le culte « profane. » (*Ibidem.*)

Les conjectures de l'auteur sont basées sur la fausse hypothèse de l'origine moderne de Pézilla. Son erreur fut combattue, dès le principe, par des arguments solides tirés, soit du grand nombre de médailles impériales, consulaires et éponitaines, trouvées sur différents points du territoire, soit des restes encore apparents de constructions romaines. La plus connue de ces ruines se voit à quelques centaines de mètres du village, au bord du chemin de Villeneuve-de-la-rivière. C'est un bloc de *cæmentum* qui provient sans doute d'une voie de l'époque ; on l'appelle dans le pays *pedra ferral*, et c'est ainsi qu'on la trouve déjà désignée dans les chartes, dès le *xiv^e* siècle. (Voir dans le *Journal* déjà cité les observations de M. P. Puiggari sur l'article de M. Boher.)

Mais si le sol de Pézilla est un sol gallo-romain, son nom même donne lieu à des rapprochements que le lecteur appréciera.

Les monuments du moyen-âge appellent indifféremment Pézilla, *Pecilianum* ou *Pedilianum*, nom assez semblable à *Petilianum* (aujourd'hui Petigliano, bourg du Siennois), pour qu'il soit permis de conclure à l'homonymie. Les Etrusques; dans le territoire desquels le moderne Siennois se trouvait compris, provenaient, selon Strabon, d'une colonie *Lydienne*, au moyen de laquelle Tyrrhenus, qui en était le chef, fonda douze cités. (STRABON, tome 2, p. 145, imp. impér. 1809.)

D'autre part, le nom de *Petilianum* semble avoir une origine commune avec celui de *Petilia* que portaient deux villes d'Italie. Or, l'une d'elles était évidemment d'origine grecque, puisque la fondation en est attribuée à Philoctète, après qu'il eût abandonné la ville de *Mélibée*. Elle était située dans le pays des *Brutiens*, à peu près sur le point occupé aujourd'hui par Strongoli. C'est d'elle que parle Virgile au livre III de l'Énéide :

*Hic illa ducis Melibœi
Parva Philottete subnixâ Petilia muro.*

La seconde *Petilia* dépendait de la *Lucanie*. Strabon la considère comme la métropole de cette contrée. Elle était située près du Cap *Posidium* (Capo della Licosa) au voisinage de Casalicchio et de Cilentio. Personne ne dit, il est vrai, d'une manière positive, que cette ville fût d'origine grecque; mais d'après son nom et le grand nombre de colonies établies par les Grecs sur ce littoral, il n'est pas déraisonnable d'en attribuer la fondation au même peuple qui avait fondé l'autre *Petilia* dans le pays des *Brutiens*.

En rapprochant, de ces analogies frappantes, l'identité non moins remarquable du culte, constatée

par l'existence de l'autel qui nous occupe, nous serait-il permis d'en inférer la communauté d'origine de notre *Pedilium* avec ses homonymes? nous pensons que cette hypothèse peut être soutenue.

Les horreurs de la guerre sociale et les proscriptions de Marius et de Sylla, qui ensanglantèrent l'Italie et la grande Grèce, au dernier siècle de la république, forcèrent un grand nombre de citoyens romains à chercher sur nos côtes le repos et le bien-être qu'ils ne trouvaient plus au sein des commotions civiles. Et si l'on supposait que, vers cette époque, une émigration de *Petili* vint planter ses tentes fugitives sur les bords de la Tet, y bâtit un temple à ses dieux protecteurs, et donna le nom de la mère patrie à ce nouvel établissement, où serait l'absurdité?

Mais il est temps de clore une discussion à laquelle nous n'avons ni le droit, ni la volonté de donner une couleur dogmatique. En exposant nos idées, nous nous sommes étudié avant tout à rester dans les limites du possible, si non du probable, et à ne rien avancer de contraire aux affirmations positives de l'histoire. Notre unique ambition est d'avoir fidèlement observé cette réserve.

Nota. Les dimensions de l'autel de Pézilla sont :

Hauteur totale : 0^m. 90^c.

Hauteur du cylindre : 0^m. 70^c.

Base : 0^m. 20^c.

Diamètre du cylindre : 0^m. 50^c.

La planche n° 1 représente le cylindre développé. Le dessin en est dû à l'habile crayon de M. Delpach.

L. DE BONNEFOY.

ÉTAT DES PRIMES ET MÉDAILLES

distribuées dans la Séance publique du 26 novembre 1848.



PRIMES ALLOUÉES PAR LE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.

1^o Pour l'exploitation la mieux dirigée.

A M^{me} d'Uston, propriétaire à Alénia, arrondissement et canton de Perpignan.

Nota. La prime était de 500 fr. M^{me} d'Uston ayant accepté l'honneur et refusé l'allocation, on n'a délivré que celle due à l'agent principal de l'exploitation, le sieur Philip. 200 fr.

2^o Pour défrichements de terrains et introduction de nouveaux instruments de culture.

A M. le marquis d'Auberjon au domaine de St-Nicolas, près de Ponteilla, canton de Perpignan. 200

*3^o Pour la culture fourragère des Aspres.
(Terrains secs.)*

A M. Fouxonnet, fermier du domaine de Puigsoutre près de Castel-Rosselló. 200

4^o Pour l'essai de graines fourragères, les plus convenables au sol du Roussillon.

A M. de Bordas, propriétaire à Clairas, canton de Rivesaltes. 200

TOTAL. . . 800

PRIMES ALLOUÉES PAR LE MINISTÈRE ET LE DÉPARTEMENT.

Primes pour l'amélioration de l'espèce bovine.

TAUREAUX.

Canton de Latour.

MM. Dabat, François, propriétaire à Cassagnes,	100 fr.	} 175 fr.
De Ginestous Roger, id. à Bélesta,	75	

Canton de Millas.

MM. Vidal, Étienne, propriétaire à Neffiach,	100	} 240
Boy, Joseph, id. à Corneilla-de-la-Rivière,	75	
Ronde, Joseph, id. à Millas,	65	

Canton de Thuir.

MM. Cuillé, Germain, négociant à Perpignan	100	} 240
Cubry, Jean, propriétaire à Thuir,	75	
Utzy, Jacques, id. à idem,	65	

Canton d'Argeles-sur-Mer.

MM. Surjus, Antoine, prop. à Argeles-sur-Mer,	100	} 275
Tura, Hyacinthe, id. à idem,	75	
Pagès, Bonaventure, idem au mas de la Grange, commune de Villelongue-dels-Monts,	55	
Bouix, Jean, id. à Palau-del-Vidre,	45	

Cantons d'Arles et de Céret.

MM. Alday, François, propriétaire à Céret,	75	} 140
Comails, François, id. à Arles,	65	

Canton de Prats-de-Mollé.

MM. Bourrat, Joseph, prop. à Prats-de-Mollé,	75	} 190
Matillo, Bonaventure, id. à idem,	65	
Guisset, Pierre, id. à idem,	50	

Canton de Mont-Louis.

MM. Vergés, Sébastien, prop. à Fontrabieuse,	100	} 290
Boure, Bruno, id. à St-Pierre-dels-Forcats	75	
Fondere, Raymond, id. à Matemale,	65	
Barnole, François, id. à Bolquère,	50	

A reporter. 1.550 fr.

Report. 1.550 fr

Canton d'Olette.

MM. Manaut, Paul, propriétaire à Serdinya,	100 fr.	} 260
Félip, Antoine, id. à Oreilla,	75	
Galiay, Michel, id. à Railleu,	45	
Clastrès, Bapt., id. à Joncet, com. de Serdinya,	40	

Cantons de Prades et de Vinça.

MM. Solère, Jean, propriétaire à Marqueixanes,	100	} 300
Gleize, Gaudérique, id. à Prades,	75	
Raymond, François, id. à Fillols,	65	
Romeu, François, id. à Fuilla,	60	

Canton de Saillagouse.

MM. Azéma, François, propriétaire à Err,	100	} 290
Fabre, François, id. à Egat,	75	
Bertrand, François, id. à Saillagouse,	65	
Puig, François, id. à Caldégas,	50	

Cantons de Sournia et de St-Paul.

MM. Fillol, Jean, propriétaire à Vira,	100	} 290
Carol, Jean-Pierre, id. à Rabouillet,	75	
Gazé, fils, Jean, id. à Tarerach,	65	
Gandou, Guillaume, id. à Felluns,	50	

GENESSES.

Canton de Mont-Louis.

MM. Aldebert, Côme, propriétaire à Mont-Louis,	45	} 90
Aspiró, Laurent, id. à la Llagonne,	45	

Cantons de Prades et de Vinça.

M. Cathala, Pierre, propriétaire à Estohér,	50
---	----

TOTAL. 2.830 fr.

Primes pour plantations sur les terrains en pente.

A M ^{me} Estrade, propriétaire à St-Laurent-de-Cerdans,	400 fr.
A MM. Denamiel, Augustin, idem à idem,	150
d'Adhémar, ancien capitaine de gendarmerie à id.	150

A reporter. 700 fr.

<i>Report.</i>	700 fr.
Serra, Joseph, propriétaire à Costouges,	150
Roca, François, id. à Monferrer,	150
Guitard, Jacques, id. à Palalda,	100
Llense, Joseph, id. à St-Marsal,	150
Barnèdes, Jacques, propriétaire à St.-Marsal,	70
Bracquemart, id. à Prades,	400
Jaubert-de-Passa, François, id. à Finestret,	200
Pla, Martin, id. à Casefabre,	150
Total.	2.070 fr.

MÉDAILLES ALLOUÉES PAR LE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.

A M. Joseph Thorrent, cultivateur-propriétaire à Oms, arrondissement et canton de Céret, pour la découverte de la greffe du Chêne Liège sur le Chêne vert, une médaille d'or du prix de 300 fr.

MÉDAILLES DÉCERNÉES PAR LA SOCIÉTÉ DES PYRÉNÉES-ORIENTALES.

1° A M. Oliva de Saillagouse, dans la Cerdagne, pour ses compositions en plâtre, et ses sculptures, une médaille d'argent, grand module.

2° A M. Comte, briquetier à Perpignan, pour l'amélioration des briques fines et ses ouvrages de plastique ornementale et statuaire, une médaille en argent, grand module.

3° A M. Philipot, marbrier à Perpignan, pour le poli du travail des marbres et la perfection du sciage des surfaces courbes, une médaille en argent, grand module.

4° A M. Sarda, meunier à Baho, arrondissement et canton de Perpignan, pour un système de pont en charpente aisément démontable, une médaille en bronze.

FIN DE 1848.



Année 1849.



Séance publique du 26 Décembre.



M. Guiraud de Saint-Marsal, président de la Société, ayant à sa droite et à sa gauche M. le Préfet et le Maire de Perpignan, a ouvert la séance et s'est exprimé en ces termes :

MESSIEURS,

Lorsqu'au milieu d'une mer pleine d'écueils, un vaisseau assailli par la tempête, en butte à la fureur des vents, est menacé de faire naufrage, il ne peut se soustraire au danger que par l'habileté du capitaine, l'intelligence et le dévouement de l'équipage.

Ainsi, la France toujours agitée par nos dissensions, ébranlée par des secousses réitérées, le vieux édifice social prêt à crouler, réclament de tous les bons citoyens une entière confiance dans le chef de l'État, et de chacun d'eux, une action individuelle, forte, énergique pour conjurer l'orage et sauver la société.

Ce n'est pas encore assez pour l'homme que l'étude,

l'observation, la capacité placent au-dessus du vulgaire. Il doit chercher, indiquer les causes du mal, remonter à sa source, pour la tarir, ou pour opposer une digue au torrent. Ces causes, après tant d'épreuves, tant de révolutions, on peut aisément les signaler : une ambition désordonnée, le manque de travail pour les classes pauvres, la disproportion toujours croissante entre les produits du sol et les besoins de la population. C'est au gouvernement à modérer, à contenir la première par de sages mesures, à la circonscrire dans de justes bornes, par l'éducation populaire ; la seconde, exagérée, exploitée par les partis, ne cessera qu'avec le retour du calme, de la confiance. Espérons que les sacrifices que saura s'imposer la classe fortunée, et le bon sens du peuple, les ramèneront. Il appartient aux hommes instruits, aux sociétés savantes de résoudre le problème qui peut satisfaire à la troisième : l'augmentation des produits. La solution est complètement du domaine de l'agriculture. Aussi préoccupe-t-elle vivement les associations, les comices agricoles, qui y concourent avec ardeur.

A un demi siècle de combats, de gloire, de revers ; au bruit incessant des armes, à une période toute militaire, succède une tendance bien prononcée vers les études, les travaux qui ne fleurissent que dans la paix. Favorisons-la, Messieurs ; entrons largement dans cette voie qui a pour issue la prospérité du pays. Récompensons avec discernement les améliorations, les découvertes ; encourageons tous les essais à quelque classe qu'appartienne l'auteur, dans quelque position qu'il se trouve ; j'ajoute à dessein, quelle que soit son opinion : principes naguère méconnus, et qui

maintenant, nous le proclamons hautement, sont le guide et la règle de tous les actes de la Société des Pyrénées-Orientales. Dans son impartiale justice, elle se plaît à faire ressortir tous les mérites; elle prône l'œuvre du simple travailleur, avec plus de satisfaction qu'elle ne publie les brillants résultats d'une riche exploitation.

Un simple cultivateur, à peine possesseur d'un lopin de terre, invente et applique avec succès un procédé qui faisait, depuis trente ans, l'objet des recherches des silviculteurs, la transformation du chêne-vert en chêne-liège. Le ministère, les sociétés savantes en sont bientôt instruites; vivement sollicitée par nous, la récompense arrive. Deux grandes médailles en or, une indemnité pécuniaire sont le prix de cette importante découverte.

Ce ne sont pas les exploitations des plus vastes domaines, des propriétés les plus fécondes, sur lesquelles s'arrête le choix des commissions; là, comme pour les défrichements, les plantations, on n'a pas pris pour base l'étendue et la quantité de sujets plantés; mais la difficulté vaincue, mais la proportion entre le domaine et le terrain acquis à la culture.

Le meilleur moyen de faire prospérer l'industrie sétifère, serait de la populariser. Nous avons alloué des primes à de modestes éleveuses qui ne s'attendaient guère à voir récompenser leur travail sous l'humble réduit, tandis que non loin d'elles s'élevaient des magnaneries de luxe.

C'est là, Messieurs, de l'égalité telle qu'on doit la comprendre, et non telle que la voudraient de prétendus régénérateurs! Nous la voulons aussi, mais dans son application sage, utile; ici, par exemple, comme

puissant mobile de l'émulation ; nous la voulons comme élément indispensable de morale, de législation ; nous la voulons enfin comme l'a voulue l'immortel fondateur du christianisme. Et n'est-ce point sur sa bannière, que, dès son origine, apparut cette inscription d'un immense avenir : « Liberté, Égalité, Fraternité ? » Trois mots alors si grands, si purs ! Proclamés aux bords du Jourdain, ils retentirent d'écho en écho jusqu'aux rives du Tibre ; ils montèrent au Capitole. Les nations s'en émurent et les répétèrent avec enthousiasme ; l'esclave, considéré comme un animal domestique, une machine, reprit sa place, sa dignité d'homme, et la religion du Christ, protectrice du faible, s'étendit sur le globe et y jeta de profondes racines. A une époque néfaste de notre révolution, un énergumène osa dire, avec le cynique langage de 93 : « Jésus-Christ fut le premier sans culotte, » et de nos jours le Saint-Simonien, le communiste, les coryphées du socialisme, n'ont-ils pas hypocritement reproduit en d'autres termes cette pensée, pour couvrir d'un manteau sacré leurs folles doctrines ! Mais la loi divine les reprouve ; elle a dit : « Ne faites pas aux autres ce que vous ne voudriez pas qu'il vous fût fait. » Elle a dit : « Le bien d'autrui tu ne prendras. Rendez à César ce qui est à César. » Prescriptions admirables de cette religion sainte, qui pourtant, la première, avait posé, consacré le principe de l'égalité devant Dieu et devant la justice des hommes. Repoussons toute autre acception par laquelle d'audacieux novateurs s'efforcent de soulever les masses, en flattant leurs passions, en abusant de leur crédulité. Quand il est impossible de trouver dans la nature deux

êtres, deux grains de sable égaux, n'est-il pas absurde de prétendre à une autre égalité que celle de la loi fondamentale de toute association?

Nous irons plus loin dans cette question, aujourd'hui plus que jamais palpitante d'intérêt. Nous soutenons, contrairement à l'utopie du plus célèbre antagoniste de la civilisation, que l'inégalité des fortunes et des conditions est indispensable au mouvement industriel, commercial et agricole. C'est dans une mécanique, la grande roue qui transmet l'action, qui donne la vie à une foule d'engrenages. A chaque degré d'élévation de la prospérité des classes supérieures, répond naturellement, forcément, l'amélioration du sort des inférieures; car alors arrivent : le travail, l'augmentation des salaires, l'extension de la consommation, les débouchés, l'accroissement des produits, le bien-être de tous. Ainsi s'établit une liaison intime d'intérêts, qui tend à rapprocher l'ouvrier de l'industriel, le prolétaire du grand propriétaire. Ainsi doit légitimement disparaître, par l'intelligence et le travail, l'inégalité des positions. Mais à cette voie légale, ouverte à l'honnête travailleur, les apôtres du nivellement en préfèrent une plus prompte, plus commode. S'il était possible de réaliser les philanthropiques projets de ces prôneurs d'une égale répartition des terres, nous doutons que, satisfaits du très modeste lot qui leur reviendrait, ils se livrassent sans répugnance à la pénible tâche que leur imposerait une exploitation personnelle. Nous doutons qu'à l'instar de ces héros de la Grèce ou de Rome, qui passaient tour à tour du timon des affaires publiques au manche de la charrue, ils se vouassent avec ardeur aux travaux des champs, et que l'agri-

culture, fit entre leurs mains les immenses progrès dont on attend le salut du pays.

Mais laissons l'imaginaire, l'impossible, pour rendre compte de la marche réelle, positive du progrès agricole dans le département.

Le premier et le plus considérable objet que nous signalerons, c'est que l'important résultat obtenu par l'arrosage de la rive droite du Tech va s'accroître prochainement d'un nouveau canal. La valeur des terres y deviendra au moins quadruple. La Société se félicite d'avoir appelé l'attention du gouvernement sur la culture du chêne-liège. La greffe n'est pas la seule amélioration récemment introduite; la transplantation était un problème insoluble, avec la condition de conserver intact le pivot regardé comme indispensable : de nombreux essais ont prouvé qu'on pouvait le remplacer par les racines collatérales. Elle s'opère ainsi avec succès sur les revers des Albères et les versans du Tech. La belle végétation des micocouliers, dans l'étroite vallée de Sorède, accroît notre conviction qu'il faut encourager par des primes l'extension dans tout le département, de cette culture d'un produit facile et lucratif. De belles plantations d'oliviers ajoutent sans cesse à la richesse du territoire. Les défrichements des terrains en pente n'ont plus uniquement pour objet les semis de châtaigniers; des portions notables sont destinées au chêne-liège. La coupe des céréales, à la faux, est trop lentement mise en pratique. L'adoption de plants de vigne propres à la fabrication de l'eau-de-vie, facilitera l'écoulement d'un produit dont regorgent les propriétaires. De nombreuses distilleries, parmi lesquelles se distingue celle de M. d'Auber-

jon, près de Ponteilla, fonctionnent sur tous les points du département. On paraît comprendre enfin que dans l'élève des bestiaux et la culture fourragère est l'avenir de l'agriculture. Malheureusement on néglige un troisième objet de haute importance : l'amendement des terres par des combinaisons qui leur donnent les qualités dont elles manquent, ou par les engrais naturels perfectionnés. C'est en vain qu'une prime annuelle pour la confection mieux entendue des fumiers est annoncée. Cette allocation reste sans emploi. Nous compléterons ce tableau succinct en faisant connaître que, parmi les végétaux apportés de la Chine, nous avons cultivé avec succès un chanvre gigantesque et une autre plante textile, de laquelle on tire une très fine batiste. Plusieurs légumes farineux ont parfaitement réussi, et prendront rang sans doute dans notre culture maraîchère.

Telles sont les améliorations auxquelles la Société des Pyrénées-Orientales a puissamment contribué. On sait qu'elle provoqua l'établissement d'un enseignement agricole. Nous sommes heureux de faire connaître qu'après un an d'existence, la ferme-école justifie les espérances que nous avions conçues. Un prochain concours va doubler le personnel des élèves, et, par conséquent, lui donner plus d'extension et d'importance. Nous attendons d'elle un grand résultat. Que tout préjugé, toute présomption de supériorité sur les autres contrées de la France disparaissent ! Acceptons d'elles les procédés, les instruments dont une longue pratique a déjà consacré les avantages. Ne sommes-nous pas assez riches en moyens d'échange ? Par la communication de tout ce qui se rapporte à l'irrigation, nous leur

rendrons, avec usure, tout ce qu'elles nous auront prêté.

Si nous nous occupons ainsi presque exclusivement de l'agriculture, c'est que sur elle reposent toute la fortune, toutes les espérances des habitants du Roussillon où l'industrie n'est que très secondaire. Ses progrès ne sont-ils pas d'ailleurs, pour l'Europe, pour le monde entier, une nécessité, une question de vie ou de mort? Il semble donc qu'il faudrait que tout tendît à ce but. Il n'en est pas ainsi. D'une part, l'émigration des campagnes vers les villes perdra tout, si on ne parvient à l'arrêter. D'autre part, les gouvernements, les assemblées législatives, se composent de discoureurs plutôt que d'industriels et surtout de propriétaires fonciers, d'hommes attachés au sol. Les premiers absorbent, les seconds produisent, alimentent. Le choix ne devrait pas être incertain; et cependant 25 millions de cultivateurs, aveugles sur leurs intérêts, compromettent, par leur vote, le salut de la France.

C'est avec une vive satisfaction que nous avons trouvé, dans le compte-rendu des séances de la Société centrale et nationale d'agriculture, l'honorable mention faite par M. Héricart de Thury, du mémoire de M. Jaubert-Campagne, sur l'arrosage dans le département des Pyrénées-Orientales. Au moment où se compose un code d'irrigation, l'ouvrage d'un juge éclairé aussi compétent sera très certainement le meilleur guide, le Roussillon offrant des documents de tout genre qu'on chercherait vainement ailleurs.

La même Société a récompensé d'une médaille d'or la découverte de M. Thorrent, et d'une médaille d'argent, un mémoire de M. Félip, notaire à Prades,

sur les arrosages du département. On connaît le succès de l'ouvrage de M. Jaubert-de-Passa, sur l'irrigation chez les anciens peuples, et l'accueil qu'il a reçu de la Société qui tient en France le premier rang. Nous ajouterons que, tout récemment, deux de nos confrères, MM. Béguin et Mattes, ont obtenu chacun une médaille d'argent, honorable récompense décernée par la Société pour l'instruction élémentaire. Ainsi la patrie des Rigaud, des Dom Brial, des Arago, soutient sa réputation, et figure avec avantage dans le concours toujours ouvert à l'intelligence.

Mais il ne faut point s'endormir quand on veille partout ailleurs; et nous avons à exprimer le regret de voir, tous les jours, diminuer le nombre de nos collaborateurs. Je fais un appel au légitime orgueil qui doit animer les Roussillonnais pour ne pas déchoir du rang que la Société occupe, et que le peu de zèle de ses membres pourrait lui faire perdre. Nous avons de beaux exemples à suivre. Montrons-nous dignes de nos devanciers et acquérons des droits à la reconnaissance de nos successeurs.

Après ce discours remarquable, plusieurs membres de la Société ont fait des rapports sur les diverses exploitations et sur des essais importants. Les belles-lettres n'ont pas été oubliées; et nous sommes fâché de ne pouvoir qu'indiquer bien succinctement tout ce qui s'est passé dans cette séance à laquelle assistait un public nombreux, que la salle du Musée pouvait à peine contenir.

M. Charles Lazermé a fait un rapport sur la culture fourragère et les exploitations de domaines.

M. Companyo a parlé sur le champ d'essai, et plus particulièrement sur les végétaux de la Chine, parmi lesquels il faut distinguer le chanvre gigantesque, (Lo-ma) et le chorchorus (Tzing-ma), plante textile dont on tire une fine batiste.

M. Falip a fait connaître le rapport de la commission sur une nouvelle mécanique appliquée au moulin à farine de M. Pratz, près de Sainte-Eugénie, qui peut être employée partout où, avec une forte chute, on a une faible quantité d'eau.

M. Caffé a donné communication d'un rapport concernant la transplantation du chêne-liège, pratiquée avec succès par M. Laurent Coste, de Montauriol; cette opération rendra d'immenses services à la silviculture.

M. Fabre, professeur au collège de Perpignan, a lu deux pièces de vers, que les spectateurs ont accueillies avec des applaudissements réitérés. L'une est l'imitation d'aphorismes ruraux, composés en catalan par M. de Roma, inspecteur général d'agriculture dans la province de Girone; ce sont des préceptes utiles et faciles à retenir par les agriculteurs. L'autre est la traduction d'un extrait de la Pharsale de Lucain : le discours de César à des soldats mutinés.

M. Morer, secrétaire de la Société, a fait ensuite l'appel des primes et des médailles décernées par la Société.

PRIMES ALLOUÉES PAR LE MINISTÈRE.

1^o *Pour la meilleure exploitation.*

A M. Abdon Xicoy, propriétaire à la Manère, arrondissement de Céret. 250 fr.

Report. 250 fr.

A M. Boixéda, propriétaire à Prats-de-Molló, arrondissement de Céret, canton de Prats-de-Molló. 250

2° Pour la culture fourragère dans les Aspres.

A M. Sébastien Pagès, à Palau et à Cabanes, arrondissement de Céret, canton d'Argelès. . . 300

3° A l'industrie sétifère populaire.

A la veuve Marthe,	33 fr.	} 100
A M ^{me} François Bonnet,	33	
A M ^{me} Baptiste Conte,	34	
Toutes les trois de Latour, chef-lieu du canton.		

4° Pour la greffe du chêne-liège.

A M. Joseph Thorrent, d'Oms, arrondissement et canton de Céret, en dédommagement de sa découverte livrée à la publicité. 400

A M. François Marill, de Maureillas, arrondissement et canton de Céret. 60

A M. Jean Simonet, de Sorède, pour l'essai de la greffe en couronne. 40

TOTAL. 1.400

PRIMES DU MINISTÈRE ET DU DÉPARTEMENT.

Primes pour les taureaux et vaches.

TAUREAUX.

Canton de Latour.

MM. Pignaud, Félix, propriétaire à Montalba,	85 fr.	} 170 fr.
Baudet, Pierre, id. id.	85	

Report. 170fr.

Canton de Millas.

ine, propriétaire à Ille,	85fr.	} 150
ace, id. à Nefliach,	65	

Canton de Thuir.

Germain, directeur de la ferme-		} 150
de Germainville,	95	
Jaubert, à Castelnau,	55	

Canton d'Argelès-sur-Mer.

M. Surjus, Antoine, prop. à Argelès-sur-Mer,	95
--	----

Cantons d'Arles et de Céret.

(Aucun taureau n'a été présenté au concours).

Canton de Prats-de-Molló.

MM. Sicre, Joseph, propriétaire à Prats-de-Molló,	95	} 215
Guisset, Pierre, id. id.,	65	
Coste, André, id. id.,	55	

Canton de Mont-Louis.

MM. Salvat-Bergère, propriétaire aux Angles,	95	} 305
Aldebert Côme, id. à la Cabanasse,	65	
Commes, Antoine, id. à Formiguères,	55	
Blanc, Jean-Martin, id. à la Cabanasse (prime supplémentaire),	45	
Pascal, Bonaventure, id. à Riutort (sec- tion de Puyvalador),	45	

Canton d'Olette

MM. Félix, Antoine, propriétaire à Oreilla,	95	} 260
Giralt, Bonaventure, id. à Serdinya,	65	
Manaut, Paul, id. id.,	55	
Bordes, Joseph, id. à Thuès (prime supplém.),	45	

Cantons de Prades et de Vinça.

MM. Mir, François, propriétaire à Estohér,	95	} 235
Vergès, Félix, id. à Fillols,	75	
Fabre, Martin, id. à Prades,	65	

A Reporter. 1.580

Report. 1.580 fr.

Suite des cantons de Prades et de Vinça.

MM. Ruffiandis, Isidore, propriétaire à Mosset,	60 fr.	} 105
Sicard, Mathieu, id. à Codalet (prime supplémentaire),	45	

Canton de Saillagouse.

MM. Fabre, François, propriétaire à Egat,	95	} 335
De Pastor, Pierre, id. à Enveitg,	75	
Coll, Jacques, id. à Sainte-Léocadie,	65	
Girvès, Sauveur, id. à Err,	55	
Barnole, François, id. à Estavar (prime supplémentaire),	45	

Cantons de Sournia et de Saint-Paul.

MM. Carol, Jean-Pierre, propriétaire à Rabouillet,	95	} 150
Goudon, Guillaume, id. à Felluns,	55	

VACHES.

Canton de Millas.

MM. Jammes, Jacques, prop. à Saint-Félin-d'Avail,	75	} 120
Vidal, id. à Neffiach,	45	

Canton d'Argelès-sur-Mer.

M. Surjus, Antoine, propriétaire à Argelès,	75
---	----

Canton de Mont-Louis.

MM. Vilalte, Pierre, et Bourre, Jacques, propriétaires à Saint-Pierre dels Forcats (prime à partager),	75
--	----

Canton de Prades.

M. Raymond, Jacques, propriétaire à Fillols,	75
--	----

Canton de Saillagouse.

M. Puig, Fr., prép. à Bajande (section d'Estavar),	75
--	----

TOTAL. 2.590

NOTA. — Ces primes ne sont acquittées qu'à l'époque du concours suivant, sur la production de certificats de l'autorité constatant l'accomplissement de toutes les obligations prescrites.

Primes pour plantations sur les terrains en pente.

MM. Sicre, Michel, propriétaire, à Prats-de-Molló,	150 fr.
Sourribes, Laurent, id. à Montalba (canton d'Arles),	100
Guitard André, id. à Montboló.	100
Xène, Jean, id. à Sorède,	100
Perpignane-Gabis, Mathias, id. à Collioure,	50
Pujade, Jean, docteur-médecin à Amélie-les-Bains,	150
Coste, Laurent, propriétaire à Montauriol,	150
Bosch, Michel, id. à Saint-Genis,	100

(Ces deux dernières primes représentent la valeur de médailles en or, qui seront décernées.)

Rómeu, Jean-Baptiste, propriétaire à Sonanyas,	60
Soumain, Honoré, id. à Sahorre,	200
Couderc, Jean, id. à Vernet,	150
Nicolau, Louis, id. à Taurinya,	60
Padrexe, Bonaventure, id. à Estoher,	80
Nicolau, Invenis, id. à Codalet,	100
Lacroix, Ferdinand, id. à Prades,	200

(Cette dernière somme représente une médaille en or, de la valeur de 150 fr. Le surplus est destiné aux agents principaux, dont la fidélité et l'activité méritent une récompense.)

Blanc, Pierre, propriétaire à La Cabanasse,	25
Ségui, François, id. à Réal,	25

(Ces deux dernières primes consistent en médailles d'argent, de la même valeur.)

TOTAL. 1.800

MÉDAILLES DÉCERNÉES PAR LA SOCIÉTÉ.

1° A M. Joucla aîné, mécanicien, pour une machine à moudre avec une grande chute et peu d'eau, une médaille en argent, grand module.

2° A M. Farrail chef d'atelier de la manufacture Vimort-Maux, pour la fabrication d'un tapis avec le métier à la Jacquart dont il a fait les cartons, une médaille en argent.

3° A M. Piquemal, pour la réorganisation d'une scierie à placages minces, une médaille en argent.

4° A M. Mir, teinturier, pour la solidité et le bas prix de ses couleurs sur laine, une médaille en bronze.

5° A M. Chappé, lithographe, pour de notables améliorations de son art, une médaille en bronze.

6° A M. Philippe Massot, pour l'application de machines ingénieuses à la fabrication des fouets dits des Perpignan, une médaille en bronze.

La musique de la ville, sous la direction de M. Verginis, qui à l'amour de son art joint un dévouement désintéressé, et celle du 60^e régiment, ont exécuté plusieurs morceaux, qui ont contribué à l'éclat de cette réunion.

RAPPORT DE M. C. LAZERME

SUR LES EXPLOITATIONS DES DOMAINES PRIMÉS.



MESSIEURS,

Aux témoignages nombreux de sollicitude qui nous sont donnés par le gouvernement pour tout ce qui se rattache à l'agriculture, votre Société a répondu par de nouveaux efforts accomplis dans les limites qui lui sont assignées. Des commissions sorties de son sein ont sillonné le département pendant une année, pour y chercher l'humble cultivateur dont les travaux méritent récompense, constater aux yeux du pays d'utiles améliorations et leur donner une

juste publicité. Chacune de vos commissions avait une branche spéciale de l'agriculture à explorer. Celle dont j'ai l'honneur d'être le rapporteur avait pour mission spéciale de vérifier l'état et la situation de quelques exploitations rurales, d'apprécier dans chacune d'elles les développements que leurs propriétaires ont donnés aux bonnes méthodes de culture, et surtout la part faite par eux aux plantes fourragères en général, afin d'atteindre le but que vous nous aviez marqué, c'est-à-dire, la distribution des primes de 500 et de 300 francs qui nous sont accordées par le ministère de l'agriculture.

Les concurrents, il faut le dire, n'ont pas été nombreux. La routine exerce depuis trop long-temps son influence fatale, surtout dans le 2^{me} arrondissement, où d'ailleurs les plantations en châtaigniers ont absorbé avec de grands succès et aussi de grands profits presque toutes les forces des propriétaires. La culture y est en général négligée. Deux obstacles sérieux s'opposent à un développement rapide des bonnes améliorations : d'abord le personnel qui, dans ce pays, est rare, ignorant et cher ; ensuite le défaut d'émulation. Avec le temps, on peut parvenir à corriger le premier ; avec de nombreux encouragements, il est possible de faire disparaître, en grande partie, le second. Mais, pour que ces encouragements produisent l'effet que nous attendons, il est indispensable de les entourer de la plus grande publicité ; et c'est précisément cette publicité qui jusqu'à ce jour a fait défaut au 2^{me} arrondissement comme aux deux autres.

En effet, dans les quatre cinquièmes des communes du département, les travaux de notre Société

sont inconnus; on ignore les concours établis, et c'est presque par hasard que quelques concurrents se présentent. Votre commission est unanime dans le vœu qu'elle émet que notre programme soit affiché désormais jusque dans les plus petites localités; car il ne faut pas oublier que la publicité donnée à vos encouragements, fera indubitablement germer dans toutes les têtes des idées d'amélioration. Ce sera déjà un premier progrès réel, général, qui ne peut manquer de se produire par des faits particuliers que vous saurez vous approprier : vos publications encourageront les timides cultivateurs. Les plus pauvres ambitionneront pour leurs travaux une récompense pécuniaire; les plus riches, une récompense honorifique : l'émulation sera partout et avec elle un véritable progrès.

Votre commission, tout en portant un jugement sévère sur la situation générale de l'agriculture du 2^{me} arrondissement, est cependant heureuse de pouvoir constater plusieurs honorables exceptions. Elle doit citer entr'autres MM. Boixéda, de Prats-de-Molló, Xicoy, de la Manère, et Sébastien Pagès, de Palau, comme les propriétaires les plus zélés parmi ceux qu'elle a visités, et dont les exploitations lui ont paru réunir les conditions imposées par M. le ministre, pour mériter les primes de 500 et de 300 francs. Ces exploitations ont été vérifiées avec les soins les plus minutieux. Votre commission s'est assurée par elle-même que les contenances soumises aux cultures fourragères, correspondaient aux états présentés par ces propriétaires accompagnés, du reste, d'un certificat du maire de leur commune respective. Sans entrer dans l'énumération du nombre d'hectares de

prairies, de terres arables ou de bestiaux, je me bornerai à vous faire part de ce qui nous a paru le plus saillant dans les améliorations déjà faites comme dans celles qui sont en voie d'exécution.

M. Boixéda cultive son patrimoine selon l'ancienne méthode du pays; mais ce qui le distingue de ses voisins, c'est qu'il a agrandi ses étables et augmenté depuis long-temps le nombre de ses bestiaux. Soumis au régime de la montagne, ses troupeaux passent six mois dans les pacages communaux, deux mois dans les regains de ses prairies, et vivent quatre mois d'herbes sèches dans les écuries. Pendant les six mois d'été, M. Boixéda fait ses récoltes de grains, accumule des provisions de foin et apporte au champ les engrais produits de l'hiver. Cette méthode simple et économique pourrait être utilement modifiée s'il parvenait à abrégier le séjour de ses bestiaux dans la montagne, surtout dans les mois d'octobre et de novembre. Les engrais seraient plus abondants et les bestiaux y gagneraient, parce qu'en général ils perdent à l'arrière saison ce qu'ils ont gagné au printemps. M. Boixéda a établi son assolement d'une manière fort intelligente : l'un des premiers, il a fané de grandes quantités de blé sarrasin pour augmenter ses approvisionnements d'hiver. Sa résolution est de suivre le conseil que nous lui avons donné sur l'entretien de ses bestiaux. Il a déjà commencé l'exécution de ce système en construisant au sommet d'une vaste prairie arrosée en partie des eaux du Tech, un grand local parfaitement disposé pour recevoir des fourrages dans sa partie supérieure, tandis que sa partie inférieure est réservée au bétail qui doit le consommer sur place. C'est avec ce nouvel établisse-

ment que M. Boixéda pourra diminuer le temps du pacage et augmenter celui de l'hivernage.

La propriété de M. Xicoy est divisée en trois métairies : deux sont établies sur le sommet de la montagne qui domine le village de la Manère ; la troisième, sur les bords de l'un des affluents principaux du Tech. Cette dernière offre l'aspect le plus riant et le plus pittoresque. Cachée sous des ombrages épais, arrosée par des sources nombreuses d'une eau limpide, on la dirait disposée tout exprès pour servir de refuge à quelque existence rêveuse ou mélancolique. Mais la présence d'un personnel nombreux, occupé à divers travaux agricoles, fait bientôt reconnaître au visiteur son véritable caractère.

Des étables vastes et bien aérées reçoivent un nombreux bétail : plus de trente-cinq bêtes à corne et six cents bêtes à laine y passent l'hiver. M. Xicoy suit la culture ordinaire du pays, mais avec l'adjonction de prairies artificielles qui lui permettent de doubler la somme de fourrage que lui donnent sept hectares de prairies naturelles. Ces chiffres élevés prouvent suffisamment que la quantité d'engrais est parfaitement en rapport avec les terres cultivables, bien réduites d'ailleurs par de vastes plantations de châtaigniers.

La vie toute patriarcale que M. Abdon Xicoy mène avec sa famille dans ce joli séjour, centre de son exploitation, lui permet de consacrer son temps, ses soins et son intelligence aux améliorations qu'il comprend et qu'il sait très bien exécuter. Ses écuries sont bien tenues, ses approvisionnements pour l'hiver sont abondants ; tout respire chez lui le parfum de la bonne agriculture.

M. Sébastien Pagès, dont l'habileté comme cultivateur est reconnue dans la commune de Palau et des environs, exploite le beau domaine de Cabanes de manière à prouver que les principes que votre Société cherche à vulgariser sur l'utilité des cultures fourragères, sont les seuls qui puissent vraiment faire prospérer l'agriculture et augmenter le revenu de la terre. M. Pagès est allé jusqu'aux dernières conséquences de ce système si bien présenté et simplifié par M. Dézeymeris. Il a couvert de prairies artificielles toutes les parties de son terrain qui sont susceptibles de les produire. Il n'a pas hésité à faire construire d'immenses et belles écuries pour recevoir un grand nombre de bêtes à corne : tout doit être consommé sur place et converti en engrais ; car dans cette exploitation il n'est pas question d'émigration annuelle sur la montagne. Les pailles même trouvent place sous de vastes hangars, à côté des foins de prés, des trèfles et des luzernes, pour être, de là, distribuées au bétail. Nous avons remarqué plus de vingt bœufs de travail et trente autres élèves de la race bovine de la plus belle espèce. Ce nombre est encore faible quand on songe que plus de cent-vingt têtes peuvent vivre et croître dans le local qui est préparé pour les recevoir cet hiver avec les approvisionnements déjà faits.

M. Pagès nous a énuméré avec détail les améliorations qu'il a faites, et indiqué celles qui sont en cours d'exécution. Il a réduit son assolement qui, mieux travaillé et surtout abondamment fumé, lui a donné des rendements qui doivent augmenter chaque jour. Les produits qu'il a mis sous nos yeux sont tous de belle et bonne qualité. Dans cette exploita-

tion la question agricole peut se traduire en peu de mots : couvrir en herbages le plus de terre possible ; avec ces herbages produire beaucoup d'engrais ; par l'élevage diminuer la quantité des terres soumises à la culture qui, fortement couvertes d'engrais, donnent par conséquent des rendements considérables. Espérons que son exemple sera suivi.

Votre commission vous propose donc de partager la prime de 500 francs entre MM. Xicoy et Boixéda, et de réserver à M. Sébastien Pagès celle de 300.

NOTES SUR L'INDUSTRIE SÉTIFÈRE

DANS LE CANTON DE LATOUR (Pyrénées-Orientales),

PAR

M. le marquis de GINESTOUS, membre résidant.

8233

« Si le petit propriétaire joint à la culture du
 « mûrier l'industrie sétifère, il trouvera les
 « moyens d'occuper sa famille, sans crain-
 « dre la concurrence des grandes éducations,
 « toujours plus coûteuses. »

(Bulletin de la Société, 6^e vol., 1^{re} partie.)

Convaincu par une pratique déjà ancienne de l'importance que pouvait acquérir l'éducation fractionnée des vers à soie, j'ai appelé, il y a cinq ans, dans mes domaines de Latour et de Caladroit quelques habitants des Cévennes, habiles et expérimentés,

et j'ai débuté sur une assez grande échelle, dans les bâtiments de mon exploitation rurale, avec le concours de M. Barthe, directeur de mes travaux. Il a fallu tout agglomérer une première fois, sauf à moins entreprendre à l'avenir, afin de familiariser les gens de la localité avec tous les détails d'une opération, qui est devenue une ressource pour un grand nombre de familles. Nous leur avons donc assidûment inculqué les préceptes d'où dépend une bonne éducation ; et, quoique cette tentative trop étendue ait assez faiblement réussi, nous avons atteint notre but, puisque nos élèves ont acquis assez de pratique pour pouvoir se livrer eux-mêmes à des essais. Les œufs de vers à soie leur ont été alors distribués par lots de de 30 à 60 grammes, et les bons résultats qu'ils ont obtenus de prime-abord ont encore une fois justifié le système des petites éducations. Des femmes, à peine apprenties, en fractionnant une éducation, ont obtenu un produit double au moins de ce qu'avaient pu réaliser, à Latour, les gens du métier, qui avaient concentré leur opération. Aussi la question est-elle jugée dans ce canton ; et nous voyons adopter presque partout le principe pratique, mis en avant depuis long-temps par l'un de nous : *petite magnanerie, grande filature.*

Le développement de nos mûriers vient de nous permettre un nouvel essai assez important à Bélesta, commune d'où dépend Caladroit. Les faits sont venus à l'appui de cette théorie que l'exposition de Bélesta est plus favorable à une éducation que celles de Latour, Millas et de toute autre localité située dans la plaine. Les cocons s'y sont trouvés supérieurs en qualité, comme en quantité. Cela se conçoit faci-

lement, en présence de deux considérations : d'abord les mûriers du territoire montagneux de Caladroit, n'étant pas arrosés, végétant dans un sol léger et n'ayant pas autant à redouter les gelées et les rosées blanches (deux des plus fortes causes d'altération pour la feuille du mûrier), produisent, pour les vers à soie, une nourriture moins grasse, moins chargée de substances aqueuses non sétifères laquelle est, par ce fait même, moins indigeste.

En second lieu, Bélesta, étant sur un point élevé, loin et au-dessus de tout cours d'eau, à l'abri du vent de mer par les montagnes qui l'en séparent, bien aéré sur les autres points, les miasmes du dehors et de l'intérieur des salles s'y trouvent à peu près annulés. Dans les autres magnaneries il faut, (et ce n'est pas partout et toujours facile,) se procurer une aération convenable. Bélesta jouit naturellement de cet avantage, grâce surtout à sa position topographique. Les habitants de ce village, qui ont été dressés à ce genre d'industrie, maintiennent, de même que ceux de Latour, la plus grande propreté dans leurs chambrées. Aussi le résultat d'un premier essai a-t-il été très remarquable, aux deux points de vue de la qualité et de la quantité des cocons. M. Mérou, maire de Bélesta et M. Pommès, ont obtenu chacun 45 kil. de magnifiques cocons jaunes, avec 30 gr. d'œufs; chez Baptiste Dauriac, 15 gr. ont rendu 27 kil. de cocons, non moins beaux; preuve nouvelle que, moins on opère en grand, mieux on réussit. La comparaison de ce résultat avec celui qui a été constaté à Latour, ne saurait encore s'établir d'une manière bien exacte.

Les éducateurs du chef-lieu de notre canton ont eu des succès très divers. Tel d'entr'eux a pu réaliser

de 47 à 48 kil. de cocons avec 39 gr. d'œufs; tel autre, dans les mêmes conditions, n'a pu recueillir que 14 kil. En moyenne (1847-1848) 30 gr. ont rendu 29 kil. de cocons beaux et bons.

Cet état de choses ne peut que s'améliorer. Une réussite complète dépend absolument de l'intelligence et des soins minutieux, donnés à une éducation. L'exposition des locaux doit sans doute entrer en considération; mais une surveillance de tous les instants, la propreté, la ventilation, le choix de la feuille et l'intervalle régulier, mis entre les repas des vers à soie, sont des moyens infaillibles de succès. M^{me} veuve Marthe, et en seconde ligne MM. Bonnet et Conte leur ont dû l'avantage le plus marqué sur leurs concurrents. Un appartement de ville n'est pas mieux tenu que les locaux de ces éducateurs, et surtout que la modeste habitation de la pauvre Marthe.

Il serait très essentiel de déterminer la proportion qui existe entre la feuille consommée et la quantité des cocons recueillis; mais nos observations à cet égard n'ont pu encore se compléter. Nous avons bien essayé quelques éducations à mi-fruit; mais, en cueillant la feuille de nos mûriers, on a négligé de la peser. Cette partie essentielle du service d'une magnanerie sera régularisée à l'avenir; et c'est alors que nous pourrons établir la différence qui existe entre les éducations de Latour, pays où la feuille des mûriers est grasse et chargée d'une matière aqueuse, et celles de Bélesta où cette même feuille plus légère ne recèle pas de liquide nuisible aux vers à soie.

Nous persistons à croire que Bélesta doit l'emporter. Le résultat, en 1848, a réellement été immense. Dans le département du Gard, le quartier par excel-

lence de l'art séricicole, on ne saurait guère mieux faire pour le rendement, en proportion de la graine. Le vrai moyen d'en juger, c'est moins le coup-d'œil que la filature. Forcé, cette année, par suite de la crise commerciale, de filer à Latour, nous pourrions apprécier, avec une certaine précision, le mérite des cocons de la campagne de 1848, en faisant d'ailleurs la part de l'inexpérience des fileuses, de l'imperfection de l'outillage, et de la mise en mouvement des métiers, montés presque à l'improviste. Le résultat ne serait-il pas à la hauteur de celui des Cévennes, la soie n'atteindrait-elle pas le même degré de perfection, qu'il ne faudrait pas se décourager pour cela. Il importe plus que jamais de profiter des conditions avantageuses que le Roussillon offre à l'industrie sétifère. La situation de certains cantons les met, à cet égard, au-dessus des communes les plus privilégiées du midi de la France, et même de quelques-unes des vallées des Apennins. Le département des Pyrénées-Orientales, dans un grand nombre de localités, est en effet tellement favorisé de la nature, qu'il a peu de chose à demander à l'art; il n'a qu'à le vouloir pour devenir, par l'extension de la culture du mûrier et par l'observation des préceptes que nous allons indiquer, un des premiers départements séricicoles de France.

La zone du mûrier n'est pas, comme celle de l'olivier, limitée à une assez petite distance de la mer. Le climat le plus favorable à sa végétation s'étend non-seulement jusqu'à la zone du chêne blanc, mais encore jusqu'à celle où se plaît le châtaignier. Les terrains schisteux ou granitiques, ceux principalement où croissent les bruyères et les fougères sont ordinairement ceux qui donnent la feuille la plus

propre à la production de la soie. Jetez de la graine de mûrier sur ces terrains; et, dès que l'âge des arbustes que vous obtiendrez vous permettra d'y faire une éducation, vous serez sûr d'avance de pouvoir livrer de beaux produits aux fabriques de Nîmes et de Lyon.

Sans doute l'art, enfant de l'observation, peut ici, comme en tout autre cas, venir en aide à la nature, et les résultats ne sont pas subordonnés d'une manière absolue au sol et au climat. Dans plusieurs contrées, on a réussi, au moyen de certaines modifications, à se procurer de riches cocons. Sous des températures bien différentes, les Français, établis à Berlin depuis la révocation de l'édit de Nantes, et M. Camille Beauvais à Paris, ont également bien réussi, de sorte qu'on peut dire qu'il se produit de la soie dans une grande partie de l'Europe; mais, nous le répétons, le département des Pyrénées-Orientales est dans les meilleures conditions de succès. Nous sommes d'autant plus fondé à soutenir cette opinion que nous y avons remarqué l'absence d'un grand nombre de maladies, qui atteignent ailleurs les vers à soie; notamment de la *muscardine*, ce choléra de l'espèce bombycienne, que nous avons eu le bonheur de ne jamais constater dans le canton de Latour.

Les affections morbides, qu'on remarque généralement en Roussillon, sont celles qui dérivent des feuilles trop aqueuses ou fermentées, des litières trop considérables, des vers tenus trop serrés, des transitions de température trop brusques, causes qui donnent quelques sujets malades, connus sous le nom de *tripcs*, de *gras* et de *porcs*. Nos éducateurs,

pour maintenir leur rang de supériorité, ne doivent employer que les œufs qu'ils ont recueillis eux-mêmes; ceux de provenance étrangère les exposent à perdre le fruit de leurs travaux, par l'introduction de quelque maladie inconnue parmi nous. Ils peuvent tout attendre de leur industrie, s'ils observent fidèlement les précautions suivantes, qui ne craignent pas le grand jour de la discussion; car elles ont été confirmées par l'expérience. Nous les avons appliquées avec précision dans une pratique déjà ancienne et nous n'avons eu qu'à nous en applaudir. Les mêmes préceptes sont préconisés comme d'infaillibles moyens de réussite dans les départements du Gard, de l'Hérault et de l'Ardèche, comme dans les Etats-Sardes, à Novi, et dans les environs de Milan.

Les éducateurs devront en conséquence :

1° Ne greffer sur les terrains riches que des mûriers à feuille mince, fine, peu serrée, telle que celle de la *blanquette* et des espèces analogues;

2° Sur une terre plus ingrate, on peut greffer les qualités à feuille plus nourrie, telle que la feuille rose, etc.;

3° Point de fumier dans les bons terrains, surtout non arrosés : fumer peu les autres terrains;

4° Tailler avec modération, principalement sur les bons fonds, ouvrant bien l'arbre, et laissant toujours plus de force aux branches du côté exposé au vent de Nord-Ouest, ou *tramontane*. Les grands courants d'air et les gelées blanches du printemps, sont deux grands obstacles à la prospérité des mûriers dans notre contrée. On peut y obvier en plaçant dans des lieux abrités les espèces les plus propres à s'y dévelop-

per. La taille que nous indiquons peut favoriser aussi le développement d'une grande quantité de feuilles petites et serrées, qui offrent moins de prise à la gelée et à la violence du vent;

5° Planter toujours des sauvageons et ne greffer que sur place, un an ou deux après la plantation, employant de préférence la greffe en sifflet;

6° Prendre chez les éducateurs les plus renommés les œufs de vers à soie, ou mieux encore faire usage de ceux qu'on aura préparés soi-même, si on connaît les minutieux détails de cette délicate opération;

7° Partout où la culture de l'olivier est naturelle ou dominante, ne produire que des cocons jaunes, surtout de ceux qui sont déprimés sur le milieu, (connus sous le nom de *Milanaïs*); n'exploiter les cocons blancs qu'au-dessus de la zone de l'olivier;

8° Les éducations divisées étant à nos yeux le gage d'une réussite plus assurée, nous conseillons de fractionner l'entreprise par chambrées de 90 à 150 grammes d'œufs, chacune sous une direction particulière. Ce point est capital, quoiqu'il s'éloigne des préceptes de l'illustre Dandolo. Nous le considérons comme la pierre angulaire du succès;

9° Avant de commencer une éducation; laver les claies et tout ce qui doit servir, dans une dissolution de sulfate de cuivre, analogue à celle qu'on emploie pour le chaulage des blés. On combat ainsi le développement de la *muscardine*, qui paraît toujours à la fin d'une éducation, dont elle emporte tout le fruit;

10° Soigner par-dessus tout l'incubation et l'éclosion des vers. Ne jamais perdre de vue que ceux qui ne naissent pas bien, n'arrivent même pas au cocon imparfait; et que de ceux qui sont nés dans de bonnes

conditions, plusieurs ne vont pas jusqu'au cocon parfait. Pour réussir, l'essentiel est de maintenir la température d'un minimum de 19 degrés Réaumur, à un maximum de 22 degrés, pour le moment de l'éclosion et les deux ou trois jours suivants, ayant soin de renouveler l'air pour éviter l'asphyxie;

11° Ne pas tenir sur la même claie un trop grand nombre de vers, surtout quand ils sont petits, quoiqu'on fasse généralement le contraire;

12° Par le calorique ou la ventilation, conserver la température entre 16 et 21 degrés Réaumur. Rien n'est plus funeste que la brusque transition du froid au chaud et réciproquement, si commune pendant une éducation;

13° Suivant les indications de l'hygromètre, tantôt augmenter l'humidité des locaux en arrosant le sol, d'eau chlorurée de préférence, tantôt leur rendre la siccité par des feux légers;

14° Chasser l'excès d'acide carbonique et rétablir la pureté de l'air par l'enlèvement fréquent des litières et par des soins incessants de propreté, par l'introduction de l'air extérieur aux moments favorables, et, au besoin, par l'emploi de l'appareil désinfectant de Guiton-de-Morveau;

15° Laisser reposer quelques jours en magasin la feuille du mûrier, qui ne doit être ni trop amoncée, ni trop aérée, et, avant de la distribuer, la remuer soigneusement. Si la fermentation se déclarait, la feuille secréterait une liqueur, qui est un poison mortel pour les vers.

Les essais de Latour et de Caladroit ont été faits d'après ces données depuis cinq à six ans. Les encouragements que la Société des Pyrénées-Orientales a

cru devoir accorder aux éducateurs de cette commune, disent assez haut quel a été leur succès. Si pour cette fois nous ne sollicitons qu'une mention honorable pour Bélesta, c'est qu'une première victoire n'est pas suffisante pour se placer au premier rang; mais d'aussi brillants débuts ne seront certainement pas perdus de vue.

Nous devons insister, en terminant, sur le soin qu'on doit apporter à la reproduction de la graine. Il faut d'abord être attentif au choix des cocons et ensuite rejeter impitoyablement tout papillon, si peu défectueux qu'il soit; ne pas laisser épuiser les mâles en leur laissant monter plusieurs femelles; le choix même de l'étoffe sur laquelle les œufs doivent être déposés n'est pas une chose indifférente pour bien réussir.

L'espèce des cocons jaunes du pays est bonne: chez quelques éducateurs elle a perdu son type primitif, et elle est mélangée, ce que nous attribuons à la négligence qu'on a mise dans le choix des cocons de reproduction. Un minutieux triage les ramènera promptement à leur état normal.

Nous aurons soin de faire connaître plus tard, s'il y a lieu, la suite de nos essais. Nous n'avons pas voulu tarder plus long-temps à apporter notre tribut à la Société, dont la sollicitude pour l'industrie séicifère s'est constamment manifestée. Notre ambition serait de faire suite, par ce modeste travail, à l'important rapport publié par la Société, en 1843, rapport dont un grand nombre d'exemplaires, distribués par les soins de M. le ministre la guerre, ont contribué à l'extension et à l'amélioration de l'art séricicole dans notre colonie d'Afrique.

REBOISEMENT DES TERRAINS EN PENTE.

MÉMOIRE DE M. PUJADE,

Docteur-Médecin à Amélie-les-Bains, ancien Médecin des armées,
Chevalier de la Légion-d'Honneur.

L'arrondissement de Céret était autrefois un des plus boisés du Midi. Les hautes et belles montagnes dont la nature l'a doté, offraient à l'observateur de vastes forêts de chênes, hêtres, sapins, châtaigniers, tandis que les collines et les bas-fonds étaient garnis d'oliviers et d'arbres fruitiers de toute espèce. Alors, le territoire de cet arrondissement qui, à toutes les époques, a dû être essentiellement agricole, fournissait d'abondantes récoltes. Les bois couronnaient les hauteurs, et les nombreux bouquets d'arbres, çà et là disséminés, devaient adoucir le climat, garantir les récoltes de l'influence des météores malfaisants, entretenir enfin la salubrité de cette délicieuse vallée.

C'est en considération de ces avantages, que nos pères avaient respecté leurs rustiques forêts. Ils ont donc été sages et prévoyants plutôt qu'imbus de préjugés, ainsi qu'on ne cesse de le leur reprocher tous les jours.

Les défrichements et abattages de bois commencèrent vers le milieu du ^{xviii}^e siècle. Exécutés avec

lenteur et quelques ménagements d'abord, ils prirent une grande extension ensuite, au point que l'autorité crut devoir prendre des mesures pour empêcher ces sortes de dégradations forestières qu'elle regardait avec raison comme nuisibles à l'agriculture.

C'est en 1787 que la Société agricole, fondée par M. de St-Sauveur, intendant à Perpignan, chargea le docteur *Costa-Serradell* de rédiger une instruction sur la culture du châtaignier, instruction qui devait être imprimée et distribuée aux habitants qui possédaient des terrains favorables à la plantation de cette essence forestière.

Cette Société ne se borna pas à propager et à répandre au loin les connaissances qu'on avait alors sur la culture du châtaignier, elle chercha aussi à exciter l'émulation des planteurs, en fondant un prix annuel pour celui qui se distinguerait le plus dans ce genre de plantations.

Les agriculteurs s'empressèrent de répondre à l'appel bienveillant qui leur était fait; ils remplaçaient les arbres manquant, remplissaient les vides, se disposaient enfin à réaliser des travaux de reboisement plus complets, propres à faire disparaître les dégradations forestières précitées, lorsqu'ils se virent forcés de suspendre leurs utiles travaux pour arrêter et prévenir des dégâts plus funestes encore.

La mémorable révolution de 1789 avait éclaté : parmi les nombreuses causes de reboisement de nos montagnes, qu'on vit naître et se succéder après cette époque néfaste, on peut signaler l'invasion des armées espagnoles, la vente des biens nationaux, le plus souvent acquittés avec le produit de l'abattage des bois, l'extension que prit tout-à-coup la culture de

la pomme de terre et le développement donné à notre industrie métallurgique.

En peu de temps, on vit disparaître les plus belles forêts de notre vallée; les vastes surfaces des montagnes étaient dénudées; aussi les dévastations eurent-elles les plus tristes résultats; les sources vives ne donnaient plus les mêmes quantités d'eau, et certaines d'entr'elles avaient cessé de couler; nos rivières étaient devenues insuffisantes pour les besoins agricoles et métallurgiques. Des vents autrefois inconnus ravageaient nos montagnes. L'inclémence toujours croissante des saisons faisait perdre tous les ans à notre fertile vallée quelque'un des éléments de sa fécondité; enfin l'entraînement des terres des régions supérieures par les eaux pluviales, en comblant les ravins et les lits des rivières, donnait lieu à des débordements fréquents, qui ravageaient les champs fertiles de la plaine.

Ces maux incessants attirèrent l'attention de l'administration. Des moyens furent pris aussitôt pour y mettre un terme. Le gouvernement lui-même, sous l'influence des calamités qui venaient d'affliger tour à tour les différents départements montagneux, prit l'initiative, soit en chargeant les préfets de favoriser les travaux de reboisement, soit en décernant des prix aux planteurs qui s'en étaient rendus dignes.

L'administration n'avait pas fait tout ce qui était désirable et nécessaire; aussi son but ne fut pas complètement atteint. Cependant les propriétaires reconnurent l'urgence du reboisement immédiat des terrains en pente. Mais avant de procéder à ces importants travaux, ils voulurent examiner quelle était parmi les essences forestières de la contrée, celle qui s'ap-

propriait le mieux au sol, et qui pouvait par conséquent offrir de plus grands avantages au planteur. Le chêne parut trop lent à venir; le châtaignier, beaucoup plus hâtif et d'un plus grand rapport agricole, fut préféré. C'était aussi une œuvre utile, une bonne action que de prendre une part active à des travaux ayant pour but de redonner à nos montagnes dénudées leur ancienne parure végétale, de prévenir et d'atténuer les maux qui affligeaient les populations riveraines. Il y avait aussi quelque mérite à tenter des travaux de reboisement sur des sites escarpés, abruptes, incultes et ayant au moins 85 degrés centigrades d'inclinaison, terrains qu'on avait regardé jusqu'alors comme tout-à-fait impropres à toute plantation.

Ce terrain est situé sur l'un des revers de la chaîne centrale des Pyrénées, au sud-est de la petite ville d'Arles-sur-Tech. Sa contenance est d'environ 50 hectares; mais, comme les pentes sont très déclives et les ravins profonds, que les rochers y forment des crêtes et des précipices plus ou moins inaccessibles, l'étendue de cette surface paraît beaucoup plus restreinte qu'elle ne l'est réellement.

On comprend que sur un versant aussi accidenté et aussi rapide, les expositions doivent être extrêmement variées, de même que la température. Il fallait tenir compte de ces variations pour le mode de plantation à établir. Ce terrain fut divisé en trois zones.

Le pied de la zone inférieure est à environ 260 mètres au-dessus du niveau de la mer, et la limite supérieure de la 3^e se trouve à 1030 mètres au-dessus du même niveau. Il existe donc une différence de 770 mètres entre le niveau supérieur et le niveau

inférieur d'un terrain qui, néanmoins, n'occupe, sur un plan horizontal, qu'une superficie d'environ 50 hectares. Dès lors, on doit comprendre la déclinaison des pentes et la diversité des expositions ou climatures dont il s'agit.

Nous l'avons dit au premier aspect, la zone inférieure était un vaste rocher taillé à pic et inabordable, offrant des précipices ou *singlas*, des déchirures, des cavernes, des moraines ou clapisses, et au milieu desquels on distinguait des paliers, des encaissements, des fissures et crevasses remplis de terreau végétal.

La zone moyenne, plus étendue, d'une pente moins déclive que la précédente, offrait çà et là des blocs granitiques, et était lacérée par des ravines plus ou moins profondes. La végétation s'y montrait assez vigoureuse, à raison sans doute des dépôts terreux que les eaux pluviales y avaient déposés.

La zone supérieure est plus vaste que les deux précédentes : d'une pente plus douce, ce terrain était en partie couvert d'une pelouse chétive ; on y voyait néanmoins çà et là des dépressions et des encaissements, remplis d'une terre sableuse, garnis d'arbustes et clair-semés de chênes dont la vigueur végétative indiquait ce que le planteur devait attendre d'un terrain tout-à-fait vierge.

On le voit, ce ne fut qu'après avoir mûrement étudié la nature du terrain, la position et la climature des lieux, qu'on procéda aux défrichements. Le semis, devant former la base des travaux de reboisement, on s'occupa d'abord de la confection de nombreuses pépinières ; à celles-ci succédèrent les travaux de plantations et de culture. Le reboisement s'effectuant sur un mauvais sol, il fallait nécessaire-

ment trouver un mode de plantation qui lui fût approprié. Celui qu'on avait suivi jusqu'alors était vicieux, même inapplicable. Il ne suffit pas de planter de jeunes arbres, il faut aussi leur donner les soins nécessaires à leur conservation et à leur développement. Il ne suffit pas de planter un terrain escarpé, déclive et inculte, il faut raffermir et préserver ce terrain, afin de prévenir les effets des éboulemens sur les terrains inférieurs, le danger des terrains supérieurs d'être entraînés à leur tour, et enlever ainsi à la culture des sols de la plaine successivement encombrés par leurs débris.

Ces trois conditions, nous croyons les avoir remplies. Nous avons défriché et planté des terrains inférieurs, et par parcelles, en établissant au fur et à mesure des barrages solides, tels que murs de soutènement, fragments ou éclats de roches, placés dans des ravines, et partout où il était nécessaire de contenir le terrain ou de diviser les eaux pluviales. Puis, ont eu successivement lieu les travaux préparatoires dans les moraines (*clapisses*), les trous ou fosses, l'emploi des déblais, c'est-à-dire les transports de terre auxdits trous, aux fissures rocheuses, aux paliers ou plates-formes, pratiqués par la disposition des rochers, aux creux et excavations, encaissements, etc. ; à ces travaux enfin ont succédé les soins donnés à la plantation, variant selon la zone ou la température du site, consistant en cultures, irrigations, élagage, recépage et autres travaux de réparation et d'amélioration.

Voilà, Messieurs, le résumé des travaux de reboisement exécutés dans une région montagneuse des plus escarpées et déclives. Nous avons eu de grands

obstacles à surmonter pour mener ces travaux à bonne fin ; ils ont été longs et dispendieux ; il ne pouvait en être autrement. Leur durée a été de 18 à 20 ans. Le résultat final de tous ces travaux difficiles est une belle plantation, c'est-à-dire une forêt composée de plus de cent mille châtaigniers, bien venus, en plein rapport, couvrant une montagne jadis dénudée, inculte et sans valeur agricole ; plantation type qui, nous l'espérons, sera utile au pays, en ce que les planteurs y verront la possibilité de boiser les plus mauvais sols de nos montagnes, et de prévenir les désastres causés par les débordements de nos rivières.

Nous reviendrons sur cette question importante d'économie rurale.



LES VOLCANISATIONS OCCITANIQUES, ET LES VOLCANISATIONS DU PAYS DE BAS, EN CATALOGNE*.



Sommaire : Volcanisations Cis-Pyrénéennes. — Volcanisations Trans-Pyrénéennes. — Description. — Identités et contrastes. — Vaines conjectures sur l'âge. — Diverses époques volcaniques. — Point de présages. — Accidents modernes. — *Desideranda*.

Volcanisations Cis-Pyrénéennes.

Une ancienne plaie volcanique montre sa noire cicatrice depuis le cap d'Agde jusqu'aux sommités

* C'est une partie du diocèse de Girone qui, sous le titre de vicomté, fut l'apanage des comtes d'Ampurias et successivement de l'illustre maison de Cabrera. (Zurita.)

de l'Auvergne, au Nord; par Lodève, jusqu'à Sorèze, à l'Ouest; par Pézenas, jusqu'à Béziers, au Midi.

A ces derniers vestiges, le mouvement ignivome semble avoir expiré devant la barrière des Pyrénées; car quoique la région thermale de ces monts permette de supposer dans l'hypogée le voisinage de quelques ignitions, le phénomène toutefois ne s'y est point autrement manifesté. Gensanne a cru trouver des échantillons volcaniques dans le pays de *Sault*, là où Du Mége n'a cru voir qu'un grès noirâtre.

Volcanisations Trans-Pyrénéennes.

D'autre part une congrève souterraine perça à l'opposite sous les contreforts catalans de la chaîne, en la vicomté de *Bas*.

Description.

L'oasis de flamme fut le terrain compris entre Castel-Folli, Argelaguer, Cellent, Amer, Batet, Las Presas et Olot, ville importante sur les vastes cavités des élaborations volcaniques, et combien d'édifices en recouvrent les soupiraux même?

Gérard Mercator, géographe du *xvi^e* siècle, appelle ces événements, fontaines aérées, à raison des courants d'air qui en émanent.

Au Vésuve on voit aussi des amfractuosités cavernueuses d'où s'échappe un zéphyr glacial, ce qui a fait dire de ce mont qu'il exhalait le froid et le chaud.

Primitivement assise à la rive droite du *Clodianum*, et substituée à la ville Ibérienne de *Basi*, selon Marca (Col. 188-189), Olot est déjà sous Charles-le-Chauve, le lieu du nom actuel (*Ibid.*, titre 32). Transféré de 1427 à 1428 à la rive gauche de la Flu-

monts son pendant, et de plus, de chaque côté de la chaîne, deux cratères affectent une identité de forme qui leur a valu l'acclamation de l'homonymie.

Dé part et d'autre la nature affectionna, pour ses explosions, les contiguités fluviales, savoir : les bords de l'Hérault, du Gard, de l'Ardèche, du Rhône, d'Entraïgues (*inter aquas*), dans les Cévennes.

Outre-monts, elle a côtoyé la Fluvia; le Ter, Ridaura, et les Sources (*las Deus*) de Coni.

Or ici, les vallons volcanisés ruissellent d'eaux limpides et bénignes, soit à découvert, soit sous des cryptes qui n'exhalent que des zéphyr salutaires, et conformes aux besoins de la saison.

Dans le Vivarais, au contraire, ce sont les ondes méphitiques de l'Érèbe, accompagnées des miasmes délétères de la Grotte du Chien (*Du Mége*).

Exceptionnellement, et par un accident plus bas signalé, apparut aux rives du Ter, une fois seulement, le même phénomène.

Au pays de Bas, le sol volcanique semble avoir conservé un souvenir des temps anciens. En effet, d'après les renseignements soumis au Comité des Monuments et des Arts, on parviendrait à établir que le lieu, dit les Sources (ou *Deus*) de Coni, tient cette dénomination du langage primitif, si une dissertation de linguistique n'était ici un hors d'œuvre.

Mais, comme au Pérou, et comme aux Cévennes, les populations, victimes des paroxismes volcaniques, semblent en avoir reçu des impressions traditionnelles.

L'oratoire de Sainte-Marguerite, élevé sur le cratère de ce nom, doit avoir servi à purger le terrain de vieux restes de Fétichisme qui y auraient signalé

quelque dragon vomissant des flammes; car tel est l'ennemi que foule aux pieds l'image patronale.

Un autre cratère voisin est appelé *Saint-Michel*, pour y réduire probablement au silence, l'écho d'une légende populaire analogue.

Enfin, quant au cratère de *Mont Olivet*, a-t-on fait autre chose qu'emprunter pour lui aux environs de la cité de David une appellation probatique?

Vaines conjectures sur l'âge.

De ces derniers errements on n'entend pas plus conclure l'âge des vieux volcans de la vicomté de *Bas*, qu'on ne déduirait du latin la date des cratères occitaniques.

Quant à ceux-ci, l'histoire est tout à fait silencieuse.

Quant à ceux du revers catalan, a-t-elle réduit à sa juste valeur la fameuse conflagration des Pyrénées (MARCA, col. 46)?

Que l'évènement ait eu lieu dans l'intérêt des peuples pasteurs, rien d'improbable, d'autant que les besoins du parcours attisent encore l'incendie. On pourrait même ajouter que l'éclaircie ayant mis à nud des affleurements métalliques, de premiers fourneaux s'élevèrent, d'où les métaux fluèrent, pour ainsi dire, du sein de la roche, à la suite de l'embrasement; et tel serait le mythe, soit de l'introduction de l'art des mines par les Orientaux sur les côtes Ibériennes, selon M. Jules-François, soit des produits de cette industrie que symbolisaient à leur retour vers les rives de Tyr, des navires aux ancres d'argent.

Mais il y a bien aussi quelque peu de tremble-

ment de terre mêlé à ces fictions du livre *de mirandis auscultationibus*, d'Aristote (MARCA, col. 46). Des coulées de lave ressemblent assez, dit-on, à des métaux en fusion ; et certains n'attribuent-ils pas à l'influence du feu central la sublimation des métaux dans leur gîte actuel ?

Diverses époques volcaniques.

Quoi qu'il en soit de ces conjectures, elles ne seraient, avons-nous lu, applicables qu'aux cratères encore apparents, réputés de récente origine, n'avoir brûlé que quelques instants ou fourni que peu d'éruptions.

Alors donc les nappes de Basalte qui leur servent de base, les roches de même nature qui donnent issue aux sources de Goni, les chaussées de Castel-Folli, les colonnades de Fluvia et de Ridaura ne seraient pas de la même époque !

Les fragments Basaltiques distincts et séparés des pierres ponces parmi les landes de la *Tosca* annonceraient-ils de ces cratères que Humbolt appelle *dynamiques*, ou qui ont tout bouleversé ? et le cahos de ce triage se rapporterait-il aux phénomènes de soulèvement dont les Pyrénées ont offert un échantillon le 14 mars 1850 (*Dict. d'Hist. naturelle*) ? Entr'autres déjections de la localité, des tessons coquilliers, dit Bolo, qui accuse des renvois de spath calcaire mélangé de schorl au cratère de *Mont sa Còpa*, et à celui de *Mont Olivet*, promiscuité de zéolithe et de Pyrites ferrugineuses. Or, à pareilles enseignes, ne reconnaîtrait-on point des formations intermédiaires chassées, par l'effort des premières fusées qui se firent jour ?

Attribuer les explosions d'Olot au travail d'un dépôt quelconque de sulfures, à l'incendie de quelque appendice du bassin houillier qui se trouve à peu de distance, ce serait circonscrire à la Boule d'Emery l'immensité des agents Plutoniens. Les tourbières et les calcaires bitumineux, renfermant une si grande mortalité végétale et animale, ne sont point, nous dit-on, de plus forts éléments d'ignition.

Point de présage.

A Dieu ne plaise que de sinistres probabilités s'élèvent des intermittences volcaniques ci-dessus présumées, ni généralement de celles advenues, tant au bord, qu'à distance des côtes!

Point par conséquent de ce que le *Santorin* passe pour un vieil *Aphrodite*, tandis que le *Jorullo* a poussé de nos jours ses cônes méditerranés à trente lieues du littoral mexicain.

Point enfin de ce que le Vésuve, assoupi de temps immémorial et recouvert de forêts, se réveilla subitement, l'an 79, pour ensevelir trois villes, et reprendre, depuis le *xvii^e* siècle, une activité croissante. Faute de données, une voix de *Cassandre* pourrait être plus raisonnablement traitée d'importune qu'au sein de la ville de *Catane*, qu'une éruption inopinée de l'*Etna* détruisit en partie, pendant qu'on y raillait des fournaises du Cyclope.

Puisqu'il n'est point d'*Aruspice*, consultant les entrailles de la terre, pourquoi l'habitant d'Olot ne se livrerait-il pas à la même sécurité que ses consorts occitaniques, dont telle peuplade est comme nichée dans la coupe d'un cratère, selon Du Mége?

Le *Liparote* ne trouve-t-il pas au berceau de ses trem-

blants rescifs plus d'attraits qu'à nul autre pays du monde ?

D'ailleurs l'énergie volcanique ne paraît-elle pas dans nos environs à peu près anéantie au bout d'une décroissance, désormais impuissante à renouveler ses jets de feu ?

Accidents modernes.

C'est ce dont on pourra juger d'après une série d'accidents qui n'ont pas laissé que d'amener leurs dangers, mais qui ne confirment pas moins que le fléau a fait son temps, selon toute apparence. C'est forcément et à regret que nous ne présentons point ces faits sous une meilleure forme littéraire que celle d'une chronique.

1214. (17 des calendes de mars), tremblement de terre à Barcelone (*Chr. de Barcelone*, MARCA, col. 755).

1321. (Jour de Noël). Très fort tremblement de terre à Perpignan, court et sans conséquence (MICHEL LLOT, liv. 2; pag. 184).

1370. Autre semblable (*Ibid.* p. 185), à Perpignan.

1373. (Fin de février). Tremblement de terre dans le pays de Ribagorça, frontière de haut Aragon et de haute Catalogne (ZURITA).

1373. (2 mars). Tremblement de terre à Barcelone, vers minuit. (*Chronique d'ULLA*, MARCA, Col. 753).

1373. (3 mars), vers minuit. Autre à Perpignan, signalé ainsi aux marges du Calendrier de notre *Livre vert mineur* :

« *Magnus terremotus sine vento, et duravit per quartam partem unius hore.* »

Le 18, même mois, *hora dels lums*, autre, *modicus*, à Perpignan (*Livre vert mineur*).

Le 19, même mois, après le coucher du soleil, secousse à Barcelone (*Chronique d'ULLA, MARCA, col. 759*).

Le 3 mai suivant. Autre tremblement de terre à Perpignan, *per pausam unius Ave.* (*Livre vert mineur*). Llot s'exprime de même pour celui du 18 mars.

Le 22, même mois, *horâ circa squillam vesperorum*, autre à Perpignan comme celui du 3 mai (*Livre vert mineur*).

1374. (2 février). Selon La Penya, plusieurs de nos tours spéculatoires dont le romantisme ferait volontiers les camps volants des paladins de l'Arioste, succombèrent à de profonds ébranlements. Les unes sont aujourd'hui abattues. D'autres montrent leurs verticales lézardes, ou leurs sections elliptiques d'un effet pittoresque à travers les ruines de leurs voûtes, et le jeu de quelques arbustes, parasites accélérateurs de leur décrépitude. Des châteaux élevés à pic, et et des baumes élancées, furent renversés de fond en comble; et le passant n'y voit que des débris *Acro-cérauniens*, où l'aigle, roi des airs, a remplacé le vautour féodal.

1376 ou 1380 (21 février). *Ante galli cantum*, autre, *modicus* (*Livre vert mineur*), à Perpignan.

1381. (27 avril). *Post cimbalum latronis*, autre, *modicus*, à Perpignan.

1396. (18 décembre). Depuis l'heure de tierce jusqu'à celle de complies, trois tremblements de terre sur les contiguités des royaumes de Valence et de Castille envoyèrent des contre-coups jusqu'à Tortose.

Des volcans de boue jaillirent; des églises furent englouties. (ZURITA, tom. 2, fol. 421, verso.)

1404. (2 mai). L'immense tour de *Gironella* à Gi-

rone, s'écroula subitement, au grand déplaisir de l'Israélite qui en prenait la durée pour celle de ses usuraires placements. Aucun accident vimaire n'en ayant provoqué la chute, à quoi l'attribuer, si ce n'est à quelque trépidation du sol, puisque le tremblement de Lisbonne surprit la population par le temps le plus calme?

De 1421 à 1428, car les dates de Baluze (MARCA, col. 189.) sont d'un siècle trop récentes, de terribles secousses renversèrent deux fois Olot et Castel-Follit. Ridaura, Santa-Pau, Mallo, les maisons sporadiques du pays de *Bas*, et du *Val de Bianya* n'eurent pas besoin d'une itérative. D'Olot, il ne resta que deux édifices. La Réal, Campredon, Nùria, Puycerda et Prats-de-Mollo (*Cart. Communal.*) furent maltraités. Selon Mariana, la terre mugit et trembla de Tortose à Perpignan. Cette ville et Barcelone comptaient, depuis 1410, des mouvements avant-coureurs. Mais vers 1428, les commotions se succédèrent si fréquemment deux années de suite à Barcelone, que la population se répandit dans la campagne, d'où elle ne regagna ses foyers qu'après avoir conjuré le Ciel par toute sorte d'expiations religieuses (*Arch. de Fich.*).

L'annotateur de notre *Livre Vert mineur* signale ainsi le tremblement du 2 février 1428; entre huit et neuf heures du matin : *maximus, terribilis*.

C'était le jour de la Purification (MICHEL LLOR), et le cérémonial liturgique avait attiré un immense concours à Saint-Jean. Les vibrations de va et vient s'étendirent à toute la Catalogne. La basilique de Sainte-Marie-la-Mer, à Barcelone, fut démantelée en partie, avec perte de vingt-deux personnes. Notre

annotateur y accuse la chute de la rosace (*la O*). Chez nous (*Mém. de la communauté de Saint-Jacques*), la plus profonde consternation accompagna la grand-messe de la Bénédiction des cierges.

Le clocher de Saint-Martin de Canigó avec partie de l'église s'écroulèrent; et les murs des lieux réguliers furent ébranlés jusqu'aux fondements, au point d'exiger une réparation évaluée à sept cents florins.

1428 (14 juillet). Le monastère de Fontclara fut momentanément réuni à celui *del Camp*, dont les revenus s'étaient fort amoindris, vu la dispersion des serfs de *Casalage*, par suite des mortalités, et surtout de tremblements de terre qui avaient abattu les habitations de leur lot emphytéotique (*Arch. de l'Université*).

Ainsi fut postérieurement déserté le territoire de Sansa, en Conflent (*Ibidem*).

1433 (10 mars). Quelques ponts aux environs d'Arles n'eurent pas d'autre cause de destruction (*Ibidem*).

Franchement, de pareilles raisons nous parurent d'abord quelque peu banales. Mais nous nous sommes rendu à la coïncidence de la tourmente volcanique.

1448 (25 mai). A une heure après minuit, notre annotateur déjà cité qualifie de *maximus* un tremblement de terre ressenti à Perpignan.

1450 (16 septembre). Encore ici un *maximus*, dont une maison s'écroula. Dans le courant de l'année, même événement abattit plusieurs métairies en Cerdagne (*Reg. 27 de la Procur. Roy.*, fol. 181, verso).

Lorsqu'Olot s'engloutit dans le gouffre béant de ses profonds abîmes, deux bouches de feu s'ouvrirent au bois de la *Tosca*, momentanément, dit-on,

mais de manière à faire présumer que c'étaient des volcans d'hydrogène inflammable, c'est-à-dire, le phénomène en grand des fontaines et terres ardentes.

L'année précédente, deux foyers plus terribles se manifestèrent près d'Amer; car on ne pouvait sans risque en approcher à la distance de deux jets de pierre.

Une troisième crevasse vomit un *nilo d'aqua*, volcan de boue, ou l'onde noire d'un nouveau Cocyte, accompagnée d'une fétidité qui empoisonna les poissons de la rivière, où elle afflua, qui écarta les oiseaux d'alentour à l'instar des exhalaisons de Stymphale, et porta l'infection jusqu'à quatre lieues loin, sous Gironne.

Amer et son monastère ne purent résister à la violence des ébranlements du sol.

Cette phase calamiteuse se prolongea plus de vingt ans au-delà dans le diocèse de Vich, et sur les *Marches* de Manresa.

Une douzaine de chapelles rurales, et l'église monastique *del Estany* tombèrent en ruine.

Le Missel d'Ausone, imprimé à Barcelone l'an 1496, et surtout l'office *terra tremuit* propre à saint Just, natif et évêque de Vich, dépose par toute sorte de textes bibliques, des vœux ardents qu'inspirait la terreur pour obtenir du médiateur indigène une intercession si nécessaire, qu'on n'osait relever qu'en charpente, comme le tabernacle du désert, les sanctuaires démolis (*Arch. de Vich*).

La période paisible postérieure à 1450 ne fut faiblement troublée, à Barcelone, que le 23 décembre 1511, à six heures du matin; à Perpignan, que le

15 février 1560, entre huit et neuf heures de la matinée encore, car l'annotateur dit de l'agitation souterraine : *ha durat poch moment*, et, définitivement, à Barcelonne, le 6 janvier 1703, de sept à huit heures du matin aussi.

Depuis lors, en Catalogne, point d'interruption du calme, même de la part du fameux tremblement de 1755, qui détruisit Lisbonne, souleva Madrid, et contourna presque la péninsule.

Du vivant de Boloz, c'est vers le royaume de Valence et de Murcie que se portait l'ardeur fébrile, s'y étant décélée par deux éruptions qui n'étaient point sans analogie avec les derrières du pays de *Bas*. Mais postérieurement, à peine avait-on éprouvé une légère oscillation à Olot, le 12 août 1798.

Il y aurait donc déviation du courant, ce qui paraît d'autant plus vraisemblable qu'aux événements déjà signalés en dehors de cette région, il faudrait ajouter ceux dont la *Comilla de Cadiz*, avec les montagnes de Burgos et de Portugal, présentent des monuments incontestables, et en prolongement, ou par reprise; l'irruption toute récente qui se manifeste à l'autre extrémité des Pyrénées.

Desideranda.

Serait-il possible de suivre plus loin qu'on ne l'a fait le tatouage volcanique, soit vers le Midi, soit à l'Est vers Gironne, soit au Nord vers Costoja, où des fragments erratiques incrustés d'olivine et des strates en apparence torréfiés semblent indiquer l'atteinte de quelqu'accident plutonien?

Une carte régionale, signalant les formations par coupes ou profilements, les éjections isolées de ponce,

boules, roches empâtées, scories, cendres et sables, déposés quelquefois au loin, boues de sables durcies en tuf.

Enfin l'intensité des eaux thermales, pendant les agitations du sol, et jusqu'aux traditions populaires même, tous ces errements n'intéresseraient-ils pas, au plus haut degré, l'observateur, et celui-ci n'en retirerait-il pas les utiles services d'un guide?

Ce serait couronner l'œuvre que de relier l'épisode du pays de Bas à l'imminence de la révolution volcanique dont toute l'Ibérie, grâce à sa forme péninsulaire, a couvé des agents déjà trahis à l'expérience, tendant à la miner, ainsi que l'Italie, l'Écosse, l'Islande, et à la fractionner en Archipel, selon l'ordre de ses bassins fluviatiles, si les forces de l'Hercule souterrain n'eussent trouvé plus à faire que de percer le détroit des Colonnes.

Aux géognostes indigènes la tâche, et surtout aux héritiers ou disciples de feu le docteur Bolozi qui, le premier, a planté sur le *Monte Nuovo* de la terre natale le pavillon de la science!

Ici, par bonheur, des Spallanzani peuvent approfondir à froid la Genèse volcanique sans avoir à craindre le sinistre du naturaliste latin.

RENARD DE SAINT-MALO.

Correspondant du Ministère de l'Instruction publique
pour les Etudes Historiques.



NOTICE

SUR LES EAUX THERMALES ET MINÉRALES

Du département des Pyrénées-Orientales *.



Le Mémoire de M. de Saint-Malo sur l'action volcanique dans la partie orientale des Pyrénées, ou plutôt dans le parallélogramme compris entre le Ter, la Méditerranée, la Montagne Noire et les Corbières, offre un grand intérêt historique; car il constate des faits ignorés même des habitants du pays les plus instruits, et dont on avait à peine conservé la tradition. Nous tirerons de ces faits des conséquences importantes sous le point de vue hydrologique, pour le Roussillon, contrée aussi privilégiée par l'abondance des thermes et des eaux minérales qu'elle renferme, que pour la douceur de son climat qui double en quelque sorte l'existence active.

On trouve sur le versant espagnol des traces non équivoques de volcans éteints; et des deux côtés, non loin de la crête de la chaîne, des vestiges incontestables de produits volcaniques. Aux éruptions dont ils proviennent, et qu'on doit faire remonter à une haute antiquité, succédèrent, par l'affaiblissement des causes physiques, des tremblements de terre quelquefois très forts. Sans aller au-delà du *xiv^e* siè-

* Voir la planche n° 4, Carte du Département.

cle, on sait qu'ils renversèrent les tours, signaux du sommet de nos Pyrénées, en 1374. Les villes de Barcelone et de Perpignan éprouvèrent de grands désastres en 1431. Souvent renouvelés, de cette époque à 1450, ils engloutirent les populations d'Olot et de Castel-Follit. Depuis lors, ils déclinerent et, pour la dernière fois, en 1798, on ressentit à Olot une faible oscillation. Le tremblement de terre qui fut si fatal à Lisbonne, en 1755, n'eut en Catalogne que des effets insignifiants. En considérant l'échelle descendante de ces phénomènes : éruptions antiques, tremblements de terre violents qui leur succèdent, affaiblissement progressif de leur intensité, n'est-il pas rationnel de conclure qu'il y a déviation du courant? Et c'est d'autant plus probable que des ébranlements ont été signalés tout récemment encore dans la partie occidentale de la péninsule et des Pyrénées! On doit être rassuré contre le retour du fléau. Les villes de la Cerdagne et du l'Ampourdan, deux fois reconstruites sur leurs ruines; Campredon, Puycerdà, Prats-de-Molló, Perpignan, fortement ébranlés jadis, n'éprouvent plus rien de sérieux depuis quatre siècles. De cette action volcanique, il nous reste un grand nombre d'eaux thermales; et nous ne craignons pas d'émettre l'opinion, que l'expansion des gaz cause des tremblements de terre, quand ils sont comprimés, s'opère sans effort par les cent bouches, donnant issue aux eaux hydrosulfatées, qui jaillissent des flancs de la roche granitique de nos montagnes avec un degré de chaleur bien supérieur à celui des thermes connus. Si l'énoncé de cette quotité paraît empreint du cachet méridional, nous avons une réponse irrécusable : le tableau de l'ouvrage du

docteur Anglada datant déjà de vingt années; il porte l'énumération précise, détaillée de soixante-seize sources. Combien d'autres moins saillantes auraient pu être enregistrées alors, combien d'autres ont paru depuis! Ainsi, ce tableau en indique quatre à Thués; on en compte jusqu'à vingt-six. M. Bouillon Lagrange estimait, il y a quelques années, qu'il existait quatre cents sources d'eaux minérales dans toute la France. Notre département, l'un des plus petits, aurait un cinquième de ce nombre. Sur deux cent vingt-sept communes, quarante ont des thermes ou des eaux minérales. Quelle contrée peut être mise en parallèle? Et cependant, à peine il en est fait mention dans les traités hydrologiques! il n'en est pas dit un seul mot, par exemple, dans l'ouvrage de M. Alibert, sur les maladies de la peau.

Pour la première fois, en 1756, le docteur Carrera fit connaître la nature et les propriétés des eaux minérales du Roussillon. Soixante-quinze ans plus tard, une analyse rigoureuse, prescrite par le conseil général, fut confiée au docteur Anglada qui, secondé par M. Bouis notre honorable collègue, s'acquitta de cette mission avec les lumières d'une savante théorie et d'une longue pratique. Rien ne fut oublié : description fidèle des lieux, composition exacte des eaux, leur volume, leur température, leurs effets. Nous ne pourrions que copier si nous voulions donner à cette notice les proportions d'une œuvre complète. Restreignons notre cadre à l'indication du progrès, depuis cette époque, des établissements thermaux les plus importants. C'est d'autant plus nécessaire d'ailleurs que le traité de Carrera a presque disparu et que celui d'Anglada est peu répandu.

Ce que déplorait avec raison ce dernier, dans l'ouvrage publié en 1833, c'était : la difficulté des communications, la mesquinerie, l'insuffisance des bâtiments, le manque d'appareils à pratique moderne. Il réclamait qu'on procurât aux baigneurs une existence plus commode; que, pour les distraire, on embellît l'intérieur; qu'on créât aux alentours des promenades, des jardins. Eh bien! tout cela est effectué maintenant. Nous devons tenir à le faire connaître, pour lever un obstacle très naturel à la fréquentation de nos établissements qui, par la variété de la température et des propriétés thermales de leurs eaux, méritent d'être classés au premier rang.

Soit qu'on arrive par Foix, Limoux ou Narbonne, des routes nationales aboutissent à Perpignan. On trouve là quatre grandes communications : celle du littoral; celle d'Espagne par le Perthus; la route de la vallée du Tech jusqu'à Arles; enfin la magnifique route d'Espagne par Prades, Mont-Louis et Saillagouse. Ainsi tous nos thermes sont accessibles aux transports de tout genre, à l'exception d'une partie : d'Arles à la Preste, au reste singulièrement améliorée. Déjà même la route nationale de Toulouse en Catalogne, par l'Ariège, atteint l'Hospitalet et franchira bientôt le col pour descendre dans la vallée de Carol.

Quant aux améliorations opérées dans chaque localité, différant essentiellement d'importance, de nature, d'extension, il est indispensable de consacrer à chacune d'elles un article, simple aperçu tel que le comporte une notice. On réunira, dans un tableau général, l'indication de la température et du volume des sources.

Vallée du Tech.

On trouve, avant de s'engager dans la gorge des montagnes, les bains d'Amélie, jadis bains d'Arles. L'ancien bâtiment dont l'existence remonte incontestablement à la domination romaine, a éprouvé de notables changements sous la direction intelligente de M. Herma-Bessièrès. La réunion des sources peut donner quatre-cent cinquante mètres cubes, en vingt-quatre heures. Douze cents mètres de tuyaux, fournis d'eau à 60^{oc}, maintiennent, dans les appartements, une douce température, qui permet l'usage des bains pendant l'hiver. Des appareils à douches : descendante, ascendante, horizontale, jumelle ; un *vaporarium* à divers degrés d'intensité, un vaste promenoir couvert chauffé à 18^o, créations récentes, offrent aux malades tout ce qu'on peut désirer de moyens curatifs. Une table abondamment servie, des salons de réunion bien tenus, complètent le confortable de cet établissement.

Un second, formé par le docteur Pujade, est adossé à la montagne. Ses constructions élégantes se présentent en amphithéâtre, et dominent la vallée ; plusieurs sources fournissent en vingt-quatre heures, un volume d'eau qu'on peut évaluer à trois cent-soixante mètres cubes, dont le tiers alimente une piscine de quarante mètres cubes de capacité. Des jardins parfaitement entretenus, établis par ressauts, sur la pente rapide de la montagne, procurent aux malades un agréable exercice. Un *vaporarium*, la caléfaction des galeries et des appartements, des douches à toute inclinaison, rendent ce moderne établissement le digne pendant de celui construit sur les anciens thermes.

En face et sur la rive droite du ruisseau, profondément encaissé, du Mondoni, le gouvernement a depuis trois ans entrepris de vastes constructions, propres à recevoir trois cent soixante-quinze soldats et cent vingt-cinq officiers. Les projets s'élèvent à près de douze cents mille francs. Un tiers est déjà dépensé. La situation, le volume des eaux (cinq cents mètres cubes en vingt-quatre heures) et leur haute température donneront à cet établissement militaire une supériorité non douteuse sur celui de Baréges. Il sera surtout préférable pour les malades provenant d'Afrique, à cause de la proximité de la mer et du climat différant peu de celui de notre importante colonie. On se dispose à y pratiquer un appareil général de caléfaction.

Au volume d'eau considérable dont jouissent les trois établissements, il faut ajouter quatre cent soixante mètres cubes, fournis par le petit Escaldadou, source mère qui sert principalement à l'arrosage.

En remontant la vallée jusqu'aux sources du Tech, on arrive, après six heures de marche, à dos de mulet, mais par un sentier large et sans danger, à la Preste, cinq kilomètres plus haut que Prats-de-Molló. Ici la scène change. Un site très aspère, la roche granitique à nu, et souvent de bonne heure la neige au sommet des pics, forment un grand contraste avec les établissements d'Amélie. Mais cette fraîcheur, qu'on recherche précisément de mai en septembre, et surtout la spécialité des eaux, contre les douleurs des reins et des voies urinaires, attirent les malades dont il n'est pas rare de voir opérer la guérison tentée en vain dans les thermes les plus renommés. Il faut que le propriétaire continue d'opérer les améliorations

commencées. Déjà, au lieu d'un simple bassin, sans abri, seule piscine commune dans le siècle dernier, et qui remontait au temps des Léprieux, dont il porte encore le nom, on trouve un établissement qui satisfait parfaitement aux exigences. Aux bâtiments existants va s'annexer une construction récente considérable. Des plantations, des promenades pittoresques dédommagent de l'austérité des lieux. Sur quatre sources, dont la principale fournit trois cent quarante-cinq mètres cubes en vingt-quatre heures, deux servent à l'usage des bains et de la buvette. La pesanteur spécifique des eaux est inférieure à celle de l'eau distillée. Un *vaporarium*, un appareil de douches déjà établi, d'autres importantes améliorations en voie d'exécution, compléteront le système thérapeutique de ces bains.

Vallée de la Tet.

Nous devons d'abord mentionner les bains de Nossa, près de Vinça. Vingt-deux mètres cubes fournis à peine en vingt-quatre heures ne constituent point l'élément d'un grand succès. La nécessité de chauffer les eaux, enlève en le volatilisant partie du principal agent, le soufre; mais les principes alcalins restent. L'établissement est situé sur la rive gauche de la Tet, qu'il faut traverser sur une passerelle, quelquefois emportée par les crues. Il serait à désirer, vu l'excellence de ces eaux, particulièrement efficaces comme les suivantes contre les maladies cutanées, que le département consacraît des fonds à la sûreté des communications et à l'amélioration de ces thermes.

A une lieue au-delà de Prades, sur la rive gauche de la Tet, les bains de Molitg d'une date récente,

car elle ne remonte pas au-delà d'un siècle, sont renommés à juste titre pour leurs vertus curatives des maladies de la peau. Leurs nombreuses sources donnent trois cent vingt-cinq mètres cubes en vingt-quatre heures. Il n'existait naguère de logement qu'au village, et les baigneurs devaient franchir à pied, quelque temps qu'il fit, une longue distance à pente rapide. De belles constructions se sont élevées sur l'emplacement même des bains. Une large route relie Molitg à Prades. Les eaux de Molitg ont la précieuse propriété de conserver leur caractère sulfureux dans les transports lointains.

Plus haut, une belle route départementale conduit de Villefranche à Vernet. Là, où, suivant M. Anglada, il n'existait en 1830 qu'un petit nombre de chambres dans un bâtiment délabré, faisant partie de l'établissement thermal, se sont élevées comme par enchantement des constructions nombreuses, vastes, élégantes, parfaitement appropriées à leur destination.

La première, située à gauche, appartient à M. Mercader. Les sources qui alimentent les bains donnent soixante-dix mètres; leur température ne s'élevant pas au-delà de quarante degrés centigrades, le propriétaire s'occupe d'établir un tuyau de conduite, qui prendra la principale source à sa naissance. Il complètera sous peu les moyens curatifs par des appareils à vapeur et un système de tuyaux calorifères.

En face sont les bains primitifs, dits maintenant des Commandants : (MM. Couderc et de Lacvivier.) On y trouve réunis dans trois immenses bâtiments, non seulement tout ce qu'on peut désirer sous le

rapport du confortable, mais encore toutes les ressources de l'art et les appareils les plus ingénieux pour le traitement thermal. C'est là qu'Ibrahim Pacha, depuis vice-roi d'Egypte, vint rétablir une santé délabrée par les fatigues de la guerre. Un pavillon meublé avec un luxe oriental fut mis à sa disposition. On doit à cette circonstance toute particulière la supériorité de l'ameublement de ce bel établissement. Là, pour la première fois dans le département, ont été placés des *vaporarium*, des tuyaux de caléfaction, les appareils de douche les plus complets. Indépendamment des bains fournis par cent trente-sept mètres cubes d'eau en 24 heures, d'autres sources, récemment exploitées, vont être appliquées à l'organisation d'une piscine de natation.

On trouverait difficilement une vallée plus agréable et mieux cultivée que celle de Vernet. Des prairies sillonnées de ruisseaux d'arrosage, des vignes, des châtaigneraies en amphithéâtre sur les côtes; au fond, les ruines du vieux monastère de saint Martin, et l'imposant Canigou avec ses cîmes blanchies, ses forêts de pins séculaires et ses profonds ravins, composent un paysage auquel nul autre dans le département ne saurait être comparé.

En remontant la vallée jusqu'en Cerdagne par la belle route nationale qui débouche à Puycerda, un large chemin, qu'on prend sous Mont-Louis, aboutit aux Escaldes, village situé à plus de mille cinq cents mètres au-dessus du niveau de la mer. Les malades des contrées voisines, en France et en Espagne, venaient depuis des siècles, malgré l'extrême difficulté des communications, chercher un soulagement à leurs maux en se plongeant dans un bassin

commun sans couvert. Le propriétaire a construit un bâtiment considérable. On n'emploie qu'une faible partie des sources dont l'abondance dépasse huit cents mètres cubes en vingt-quatre heures. On a vu la grande, qui à elle seule fournit sept cent quatre-vingt-quinze mètres cubes, mettre en mouvement la roue d'une usine à foulon.

A ces établissements organisés et en progrès constant depuis la publication du traité Anglada, ainsi que nous venons de l'indiquer, nous nous contenterons d'annexer les noms de quelques sources thermales dont, partout ailleurs, on tirerait grand parti : Dorres, Lló, Quès, dans la Cerdagne; Nyer, Canaveillas, Saint-Thomas, dans la vallée de la Tet. Il est fort à regretter que ces dernières, qui forment en jaillissant un vrai ruisseau d'eau bouillante, à cinquante-huit degrés centigrades, capable de donner, en vingt-quatre heures, huit cents mètres cubes, ne soient utilisées que par les habitants de la localité.

Nous ne saurions enfin nous dispenser de faire une mention spéciale d'un groupe qui dépasse en puissance tout ce qui existe de ce genre. A trois kilomètres au-dessus d'Olette, une infinité de sources se font jour au travers des roches granitiques de la rive droite de la Tet. Établies en amphithéâtre du niveau de la rivière à la hauteur de quatre-vingt mètres, les unes sourcillent, s'échappent par de nombreuses crevasses; les autres s'élancent en jets et retombent en cascades. Leurs vapeurs, qu'on découvre de loin, exhalent une forte odeur sulfureuse. Pourquoi n'a-t-on pas formé sur ce point un établissement que rien n'aurait égalé? Comment a-t-on cherché à utiliser de faibles sources, quand on pou-

vait disposer de pareils volumes? Car il s'agit ici de vingt-six orifices * bien distincts fournissant environ mille huit cents mètres cubes en vingt-quatre heures.

* SOURCES THERMALES SULFUREUSES D'OLETTE, PLACÉES ENTRE LES GRAUS ET LE RAVIN DE LA CASCADE.

DIVISION par groupes	NUMÉROS D'ORDRE.	DESIGNATION des SOURCES.	VOLUME et litres par minute.	VOLUME par vingt-quatre heures.	TEMPÉRATURE au thermom. centigr.	DÉGRES au anhydomètre.	RÉACTION avec l'acétate de plomb.	DIFFÉRENCE de niveau avec la rivière de la Tet.
GROUPE SAINT-ANDRÉ.	1	St.-André.	540	777600	75°	150	Brun noir.	4
	2	St.-Jules.			73	150	Id.	4
	3	St.-Louis (pl. jets).	75	108000	48,2	54	Bl. brunât.	15
	4	de l'Hortel.	7	10800	55°	63	Bl. brun.	20
	5	du bain Gaureanne.	10	14400	60	90	Brun.	22
	12	St.-Joseph.	19	27360	45	64	Bl. brunât.	30
	13	St.-Victor.			45	64	Id.	50
	22	de la Prairie.	50	72000	42	50	Id.	2
	23	de Natation.	23	36000	50	42	Blanc.	2
	6	de l'Exalada.	50	72000	62 à 56	90	Br. au bl.	30
		(trois jets).					brunâtre.	
	7	du bain d'En.	44	15840	64	95	Brun.	58
GROUPE DE L'EXALADA.	7 b.	supérieure d'En.			52	40	Blanc.	60
	8	Carrère.	26	57440	64,5	106	Brun.	50
	9	Anglada.			63	115	Br. noirât.	50
	10	Mailly.	7,5	10800	65	115	Id.	48
	11	du Sentier.			64	110	Brun.	43
	14	de la Cascade	220	516800	77,8	160	Brun noir.	45
		(plusieurs jets).						
	14 b.	du ravin de la Cascade	150	216000	75	"	Id.	80
		(les sources réunies).						
	15	du Rocher	8	11520	45	"	Brunâtre.	40
		(plusieurs réunies).						
	16	St.-Etienne.	8	11520	60	88	Id.	65
GROUPE DE LA CASCADE.	17	de las Aygues Calent.	7	10080	55	65	Bl. brun.	70
	18	du Bosquet.	6	8640	45	60	Bl. brunât.	70.
	19	du Chêne.	8	11520	44	52	Blanc sale.	75
	19 b.	de la Cime.	5,5	5040	27	55	Blanc.	78
	20	Buvette des Voyag.						10
	21	Buvette du Pont.						5.
	26							

La température parcourant l'échelle de vingt-sept à soixante et dix-huit degrés centigrades rendrait faciles toutes les modifications. On y trouverait à la fois : Barèges, Plombières, Bagnères-Adour. La situation jadis inabordable de ce point, donne les motifs du délaissement. L'étranglement du lit du torrent, un resaut du terrain qui avait fait nommer cette partie du sentier *los graus* (les degrés), des talus rapides, en quelques endroits le rocher d'aplomb, aucune communication d'une rive à l'autre, telles sont les puissantes raisons qui ont effrayé les spéculateurs et les hommes les plus convaincus de l'admirable concours, des moyens curatifs, qu'aurait offerts un établissement en ce lieu. Mais depuis un an la superbe route de Perpignan à Mont-Louis et en Espagne est en pleine activité. On a jeté un pont précisément en face des sources. La principale difficulté est aplanie. Les déblais à opérer fourniront les matériaux de construction. Le projet est dressé, le terrain acquis; on a lieu de penser que l'exécution suivra. Malgré l'aspect austère de la localité, des plateaux boisés couvrent la cime granitique. Les environs ne sont point dépourvus d'agrément. Des vues pittoresques embellissent des sites variés; la position, à moitié hauteur du point culminant de la vallée rendrait en été le séjour agréable quand des chaleurs intolérables règnent dans la plaine. Elle est abritée dans les autres saisons.

De nouvelles analyses ont reconnu la présence de l'iode dans ces eaux d'Olette, et dans leurs dépôts de Glairine. Probablement un semblable résultat s'obtiendra avec les autres eaux sulfureuses du département.

**Tableau des Températures et du Volume des Eaux Thermales
du Roussillon.**

LOCALITÉS.	NOMS des établissements.	NOMBRE de sources.	DÉSIGNATION des principales.	TEMPÉRATURE centigrade.	VOLUME par 24 heures.	VOLUME total.
Amélie-les-Bains.	Herma-Bessières....	6	Bassin de réfrigération.....	64°	350	mc. 400
	Commune...	3	L'Escaldadou, source mère...	63	200	460
	Pujade.....	6	Source Vilaseca..	64	400	500
			S. de la Grotte...	56	40	
	Bains Militaires.....	4	Le gros Escaldadou, acquis...	64	500	540
La Preste.	Hortet.....	4	S. d'Appollon...	44	345	960
Nossa.	Escanyé.....	4	Unique.....	22	22	22
Molitg.	Llupia.....	4	Grande source...	40		323
	Massia.....	8	Grande source...	39		
Vernet.	Mercader....	3	S. du Thorrent..	40		70
	Les Commandants.....	4	Source du Vaporarium.....	56	400	
		2	S. du Griffon...	41	29	457
		2	Elisa.....	53	8	
Les Escaldes	Les Escaldes.	7	Source Colomer...	44	793	8 à 900
S.-Thomas.	"	5	Grande source...	50	600	800
Olette.	"	26	Source St.-André.	75	777	
			S. de la Cascade..	78	507	4775
			S. de Natation...	50	36	

On voit, d'après la colonne des températures, que les eaux thermales du Roussillon, passent par tous les degrés que la médecine peut appliquer : depuis la chaleur naturelle jusqu'à l'eau bouillante. Quant à leur composition elle est à peu près la même partout.

Suivant Anglada les bases sont : l'hydro-sulfate de soude, associé au carbonate alcalin. Dans toutes

aussi une forte proportion de silice. Les modifications ne proviennent que de la température, qui se maintient constante quel que soit l'état météorologique. Cette similitude de composition, le peu de distance entre les nombreuses bouches des eaux, ont fait naître la présomption naturelle d'un foyer d'élaboration commun. L'uniformité des résultats ne peut provenir que de l'uniformité des causes. La diversité des effets thérapeutiques est due aux distances qui diminuent la chaleur et affaiblissent l'intensité des combinaisons sulfureuses.

A la nomenclature de ces eaux, nous aurions pu ajouter celle des thermes simples au nombre de quatre, des eaux minérales salines au nombre de cinq, et celle bien plus nombreuse des ferrugineuses, dont il existe vingt sources. Mais nous sortirions de notre sujet quelque succincte qu'en fût la mention spéciale. Nous devons toutefois dire un mot de la plus importante de ces dernières, autant parce qu'elle servira de type pour les autres, que dans l'obligation de signaler les changements effectués depuis la publication du traité de M. Anglada.

On s'occupe en ce moment de la création d'un établissement à peine ébauché, à Saint-Martin de Fenouillar, près du Boulou. Le caractère des eaux est acidule, alcalino-ferrugineux. Elles sont analogues en tout à celles de Spa et de Vichy. Des constructions considérables s'élèvent. Elles recevront les malades, obligés maintenant de loger au Boulou, à plus d'un kilomètre de distance. On a déjà fait un bassin couvert, des plantations, des dispositions d'agrément. La spécialité de ces eaux est précieuse, et ce sera un puissant auxiliaire de l'établissement

thermal militaire d'Amélie-les-Bains. On ne manquera pas sans doute d'organiser un service de transport des eaux, ce qui permettra d'y réunir les moyens thérapeutiques de Baréges, Aix, Plombières, à ceux de Spa, de Pyrmont, du Mont-d'Or.

Ce rapide exposé suffira pour qu'on reconnaisse qu'il n'existe nulle part, sur une égale surface, des masses aussi considérables d'eaux minérales, jouissant en outre d'énergiques propriétés thérapeutiques. A cet immense avantage, joignons celui de la douce température du climat, dont la moyenne n'a pas atteint quinze degrés centigrades dans la plaine, pendant six années d'expériences, ayant eu pour ses deux extrêmes, trente degrés centigrades et le terme de la glace. Ne perdons pas de vue enfin que le Roussillon est favorisé par deux puissants mobiles d'une belle végétation : le soleil et l'irrigation. On a donc lieu de s'étonner que ses établissements thermaux ne jouissent pas d'une plus grande vogue. Nous en avons signalé les causes ; nous sommes heureux de publier qu'elles n'existent plus. Le gouvernement a ouvert des routes. Les propriétaires des bains ont parfaitement compris qu'ils devaient porter leurs établissements au niveau de ceux des autres contrées ; qu'il était nécessaire de rendre sain, commode et agréable le séjour où par ordonnance du médecin le malade venait chercher, sinon des plaisirs, au moins le repos et des distractions : remèdes souvent plus efficaces que l'action du soufre, des acides, des alcalis. Ici, comme à l'occident des Pyrénées, comme aux frontières de la Suisse, et aux bords du Rhin, on trouvera autour des établissements, des jardins, des plantations, des promenades, et dans l'intérieur,

avec une table délicate, d'élégants salons de réunion; mais ce qu'on trouvera de plus, ce qu'il est impossible de donner ailleurs, c'est une saison d'hiver : immense privilège singulièrement apprécié par les hommes de l'art les plus capables, et dont l'expérience constate les effets merveilleux.

Le baron GUIRAUD DE SAINT-MARSAL.

CONSIDÉRATIONS SUR DES OSSEMENTS FOSSILES,

Trouvés dans le bassin du Roussillon,

ET SUR DEUX TÊTES HUMAINES *.

Les naturalistes ont souvent à déterminer les diverses parties des corps organisés, qu'on découvre en fouillant les entrailles de la terre, et auxquels on a donné généralement le nom de fossiles.

Les géologues entendent par le mot fossile, non-seulement les corps qu'on désigne spécialement sous le nom de pétrification, mais encore, tout débris de corps qui fut organisé, tout vestige de ces mêmes corps qu'on rencontre dans les dépôts de matières minérales, dont le sol est constitué.

Trois degrés caractérisent les dépôts de fossiles

* Voyez planche 5,

qu'on trouve dans l'intérieur de la terre : ceux de la partie supérieure des terrains tertiaires sont les plus récents. Les bancs du bassin du Roussillon en renferment de nombreuses espèces. Ils datent du dernier cataclysmé, et se composent ordinairement de parties d'animaux ou de végétaux, conservés en nature, ou peu altérés.

Le second degré est celui qui nous donne les mêmes parties dans un état parfait de pétrification; ici les molécules des corps organisés ont été détruites et remplacées par des matières minérales qui ont conservé la forme des corps primitifs, au point de pouvoir les reconnaître au premier aspect. Nos marbres, nos brèches nous en fournissent des exemples.

Le troisième état est celui où la nature n'a conservé que la forme des moules plus ou moins grossiers, et ceux-ci se subdivisent en moules complets, moules de surfaces extérieures, et moules de cavités intérieures. Témoins les pétrifications que nous trouvons sur les montagnes d'Opoul, de Coustouges, de Saint-Antoine de Galamus. Si nous avions à parler des fossiles que les divers terrains du Roussillon fournissent, nous devrions entrer dans des considérations générales sur la formation du globe : mais cela nous entraînerait trop loin; nous nous arrêterons à ceux récemment découverts dans les terrains tertiaires.

L'état actuel du globe n'est que la suite des grands changements opérés jadis à la surface. Notre contrée a dû subir la loi commune; elle a eu aussi ses révolutions; les faits les plus positifs sont là pour l'attester. Les rochers les plus escarpés offrent encore des traces nombreuses de l'existence primordiale d'une foule de races, de genres, d'espèces qui ont péri dans des

cataclysmes antiques. Les entrailles de la terre fournissent une quantité d'objets qui viennent confirmer les faits avancés par les géologues. Nos brèches, nos marbres recellent beaucoup de corps organisés, qui sont plus ou moins avancés dans leur état de pétrification; nos grès rouges nous donnent les dépôts de l'époque de leur formation. Les couches carbonifères présentent les empreintes des familles végétales contemporaines de cette période; mais rien n'est comparable aux matières appartenant aux terrains tertiaires supérieurs, et qu'on doit attribuer aux dernières révolutions du globe. Les bancs épais du Boulou, de Trouillas et de Neffiach en sont les témoins irrécusables. Il paraît certain qu'à la profondeur du gisement où reposent les coquilles que l'on remarque dans ces bancs, une grande partie du Roussillon en est couverte: certains forages exécutés sur divers points nous en donnent des preuves.

Les eaux du Tech rongéant les rives du lit qu'il s'est creusé à la hauteur de Saint-Martin, près du Boulou, mettent tous les jours à découvert une immense quantité de corps organisés. On en trouve un certain nombre qui n'ont pas leurs analogues vivants, tandis qu'une grande partie est encore représentée par les mêmes espèces qui vivent dans nos mers; il est à regretter seulement que ces coquilles s'altèrent aussitôt qu'elles sont exposées à l'air, et par ce motif leur conservation est très difficile.

Le Réart qui traverse le territoire de Trouillas, n'a pas rongé la terre à une aussi forte profondeur que le Tech. Le banc qu'il a laissé à découvert, dans les environs du village, ne nous a pas offert un grand nombre de coquilles; probablement, si l'on sondait

l'intérieur, il fournirait les mêmes espèces que les deux autres. On y trouve quantité d'huîtres, et tout fait croire que c'est une espèce voisine de celle qui vit encore sur nos parages et que nous mangeons.

M. Pomayrol fils, officier de santé, nous a donné quelques fragments d'os fossiles trouvés au banc de Trouillas; l'extrémité inférieure d'un fémur, d'une dimension peu ordinaire, quelques autres portions d'os indéterminables et une côte de 0^m,68 de long, dont le genre de l'animal, auquel elle a appartenu, ne peut être désigné. Il est fâcheux qu'en faisant les terrassements de la grande route, près du lit de la rivière, on n'ait pas mis en réserve une quantité d'ossements qu'on y découvrit. Suivant le rapport de M. Pomayrol, ils devaient appartenir à quelque grand mammifère antédiluvien.

Le plus considérable de nos bancs coquilliers, celui qui présente la plus grande étendue, et quantité d'espèces variées se trouve entre Neffiach et Millas sur la rive gauche de la Tet. Chaque inondation approfondit son lit et met à découvert un nombre considérable de corps organisés. On y rencontre des débris de grands animaux dont les espèces sont tout-à-fait éteintes. La base de la montagne de Forçeréal qui est longée par la rivière, et les vignes situées sur les flancs jusqu'à une certaine hauteur fournissent des coquilles et des productions marines de toute espèce.

En 1846, faisant une excursion dans cette localité après de fortes pluies, survenues à la suite des gelées d'un hiver assez rigoureux, nous visitâmes les escarpements des ravins latéraux de la montagne où l'on trouve souvent de grandes coquilles (entr'autres : le

Pecten Laticostatus). Le hasard nous conduisit sur une route vicinale qu'on venait d'ouvrir; et comme le pays est très accidenté, on devait opérer de grands terrassements. Dans les déblais nécessaires, on découvrit des os de fortes dimensions. Nous avons eu le bonheur d'en recueillir un que nous devons à l'obligeance de M. Fourcade, maître d'école de la commune de Neffiach.

Cet os était entouré d'une gangue qui avait acquis une telle dureté qu'il fut impossible de l'en séparer sans briser quelques morceaux. Après avoir examiné attentivement la forme de cet os, ses dimensions et sa texture, nous acquîmes la conviction qu'il appartenait à un hippopotame fossile, qu'il faisait partie de l'extrémité antérieure de l'avant-bras de l'animal, et nous avons reconnu le *radius* du côté droit, auquel manquait une partie de la tête, et surtout l'apophyse qui l'articule avec le cubitus. (Voyez pour la forme et les dimensions, planche 5, figure 3.)

Des os non moins extraordinaires furent trouvés à deux kilomètres de Perpignan, dans les briqueteries de MM. Blandinières, père et fils, situées au sud-est du monticule, appelé Puig Jouan. Des ouvriers occupés à enlever de la terre, mélange d'argile et de sable vert, qui sert à la composition de la brique, découvrirent, à la profondeur de trois mètres de la terre végétale, des ossements qu'ils brisèrent d'abord sans y faire attention; mais surpris de leur forme, ils cherchèrent à les retirer avec précaution. Appelé alors par M. Blandinières, je pus, en rassemblant ces débris, constituer un os d'une grosseur gigantesque.

En portant toute mon attention sur sa forme, ses dimensions et sur tout son ensemble, j'eus la convic-

tion intime qu'il appartenait à un grand mammifère antédiluvien. Sa tête fracassée manque en partie, et j'eus beaucoup de peine à rassembler et mettre en place les parties brisées. L'articulation radiale a été aussi endommagée; malgré cela il m'a été facile, en comparant ces fragments avec les figures que Cuvier a reproduites dans son ouvrage sur les ossements fossiles, d'arriver à reconnaître parfaitement que cet os appartient au genre *Mastodonte*, et que c'est l'humérus du côté droit. (Voyez planche 5, figure 4.)

Un autre os fort long qu'on prenait pour la queue de l'animal était couché sur le même terrain : la portion la plus mince, rencontrée la première par la bêche, était brisée en plusieurs morceaux; je fis faire une tranchée pour le dégager et l'extraire. L'argile qui l'entourait s'était durcie au point qu'il a fallu employer le marteau et le ciseau; et malgré beaucoup d'attention, la secousse seule l'a fait casser en plusieurs endroits.

L'examen le plus attentif sur la texture de ce corps, ses formes et dimensions, nous ont donné la certitude que c'est la défense d'un animal qui appartient aussi au genre *Mastodonte*.

Sa forme est elliptique, dès sa sortie des os incisifs; mais elle s'arrondit à mesure qu'elle s'en éloigne, de sorte qu'à 0^m,40 de la naissance elle est déjà ronde. L'ellipse a un diamètre de 0^m,10 dans sa partie la plus étroite; dans la plus large, 0^m,15; la circonférence est de 0^m,41. Cette défense est tout-à-fait ronde à un mètre du point de la naissance; elle mesure 0^m,12 dans tous les sens. La partie inférieure est aussi ronde, et mesure 0^m,09 de diamètre. Il lui man-

querait, d'après nos probabilités, au moins 0^m,60 de longueur.

Elle est formée de couches concentriques d'un blanc bleuâtre, le milieu est noirâtre. A mesure qu'on s'éloigne de la portion elliptique, les couches paraissent plus serrées, et la partie noire du centre disparaît; son ivoire est presque pétrifié; il est blanc parsemé de points bleus, avec des zones circulaires qui ont une couleur bleuâtre, et il part aussi des lignes du centre à la circonférence qui sont de la même couleur. Les lignes observées à l'extrémité inférieure, ainsi que les points, sont un peu plus prononcés; le reste de la couleur est la même.

Avec les débris d'os que j'ai ramassés, j'ai trouvé une portion de dent mamelonnée et un peu usée; sa forme, jointe à la forme elliptique du commencement de la défense, sa grosseur et son inflexion, ne laissent plus de doute que ces os appartiennent au genre Mastodonte : il est difficile d'établir l'espèce n'ayant point les autres os de l'animal.

Quels changements ont dû s'opérer dans les continents pour que les restes d'animaux aussi extraordinaires se trouvent dans le bassin du Roussillon! Le Mastodonte, genre qui n'existe plus, et dont l'espèce vivait probablement dans des contrées bien différentes; et l'hippopotame qui, cependant, n'est pas un genre éteint, car la Haute-Egypte en nourrit encore une espèce.

Je vais maintenant faire connaître deux têtes humaines d'une époque plus récente. La première a été extraite d'une caverne à ossements du bassin de Saint-Paul-de-Fenouillet, que les eaux ont laissée en se retirant. Les restes humains les plus anciens que

l'on ait rencontrés jusqu'à présent, se trouvent dans les brèches osseuses du littoral et des îles de la Méditerranée. L'homme est le contemporain des races actuelles d'animaux; et tout porte à croire que, depuis son apparition, il n'est survenu d'autre grand cataclysme que l'inondation qui a formé le dépôt diluvien. Il est présumable que ces objets gisaient dans la caverne depuis cette époque. Ainsi la race humaine n'aurait point existé au milieu des diverses populations qui ont été signalées; rien ne le prouve, et aucun vestige n'a été trouvé dans les recherches qui ont été faites, en fouillant les terrains de ces périodes; aucune observation n'a ébranlé la loi que G. Cuvier a établie. En effet, si l'homme avait existé à ces époques reculées, ses restes se seraient conservés comme ceux des autres espèces : leur structure est la même, et, enfouis avec les mêmes circonstances locales, ils auraient résisté aux mêmes influences; car on ne remarque pas de différence entre les os des momies humaines et ceux des autres mammifères dans les mêmes catacombes; et, parmi les fossiles, on voit des animaux aussi petits que des rats, parfaitement conservés. Il est donc hors de doute que chaque époque géologique, chaque période a fourni ses agrégations organiques, dont les débris se trouvent comme autant de jalons dans les couches profondes du sol.

En cherchant parmi une infinité d'ossements de divers mammifères qui se trouvent amoncelés dans l'intérieur de la grotte de Saint-Paul, agglomérés avec une argile compacte excessivement dure, où se trouvent quelques fragments de marbre bleuâtre, nous découvrîmes une portion d'os sphérique, qui nous

fit présumer qu'il pouvait appartenir à un crâne : il fut très difficile de le dégager ; nous y parvinmes pourtant, mais non sans le dégrader, car il tenait fortement à la terre qui l'entourait.

Cette tête, une fois dégagée, nous parut avoir été comprimée ; toutes les cavités étaient remplies de cette même terre argileuse compacte mêlée de divers ossements. Le tiers du frontal du côté droit ayant été brisé, manque ; le pariétal et tout l'occipital ont été aussi brisés, en cherchant à extraire la tête ; l'os de la pommette, ainsi que la moitié de l'os maxillaire supérieur du même côté ont été aussi mutilés. Le côté gauche est assez bien conservé ; et il reste à la mâchoire supérieure une dent incisive très saine. La mâchoire inférieure avait disparu ; car la partie qu'elle devait occuper, est remplie de divers os brisés, mêlés à la gangue qui tapisse tout l'intérieur de la caverne. Nous avons recueilli à quelque distance une portion de mâchoire inférieure du côté droit avec les trois dernières molaires parfaitement conservées : la terre qui s'y trouve attachée, est aussi parsemée de débris d'os de mammifères et paraît encore plus dure que celle qui remplit la tête¹.

Le second objet dont nous ayons à parler, est une tête éburne trouvée dans le cimetière d'Oms.

¹ Nous saisisons cette occasion pour rapporter un fait assez curieux.

Dans le même bassin de Saint-Paul et près du pont de La Fou, les deux montagnes se resserrent et laissent un peu d'espace au passage de l'eau de la Gly. La montagne de la rive droite est assez élevée, elle est calcaire, et on en extrait des blocs pour la construction. Un ouvrier découvrit dans l'intérieur de la montagne une grande caverne ; la curiosité l'entraîna, et, après avoir allumé une lampe, il y pénétra. Après un assez long trajet dans un corridor étroit, il entra dans un grand emplacement ; mais quelle fut sa surprise, de voir dans ce lieu une vingtaine de squelettes humains en

M. Massina, officier de santé à Oms, recueillit cette tête d'une conformation très extraordinaire, qu'on venait d'extraire du cimetière de ce village, en creusant une fosse. Il nous l'a envoyée pour la déposer au musée de Perpignan.

Elle a de très fortes dimensions, dues à une exostose générale : l'individu à qui elle appartenait devait avoir un facies bien hideux. Il paraît qu'elle était enfouie depuis très long-temps; car les gens les plus âgés du village ne se souviennent pas d'avoir connu quelqu'un qui eût une tête semblable; et certes, des contemporains vivants se seraient rappelé un phénomène aussi remarquable.

Nous n'essayerons pas de décrire la forme bizarre de cette tête; nous nous contenterons d'en donner le dessin, les dimensions et le poids. (Voyez planche 5, figures 6 et 7.)

EXPLICATION DE LA PLANCHE CINQUIÈME.

Figure 1 et 2.—Tête humaine trouvée dans la brèche à ossements du bassin de Saint-Paul-de-Fenouillet, vue de face et de profil.

Figure 3.—*Radius* droit d'un hippopotame fossile, trouvé au banc coquillier de Neffiach sur la rive gauche de la Tet.

A B, longueur de l'os, mesurant 0^m,65.

très bon état. Chacun d'eux avait à côté un petit pot de terre plus ou moins bien conservé. Dans un de ces pots ont été trouvés une portion de couronne ducale en métal et un étui en argent, qui renfermait un morceau de parchemin roulé sur lequel était très bien peinte une pensée. Beaucoup de curieux allèrent visiter cette caverne qui fut remplie d'eau de l'Agly, lors de la trombe du mois d'août 1842. M. le maire de Saint-Paul fit murer le trou qu'on avait fait, afin d'empêcher la dégradation des squelettes que cette grotte renfermait.

C D, tête de l'os, sa circonférence 0^m,65.

E F, ligne qui désigne la section de l'os au tiers inférieur.

G H, articulation métacarpienne ou inférieure ayant une circonférence de 0^m,51.

Figure 4.—Humerus droit d'un Mastodonte fossile, trouvé aux briqueteries de M. Blandinières, près Perpignan.

A B, longueur de l'os, 1^m,00.

C D, partie supérieure de l'os où manque une portion de la tête ; sa circonférence est de 0^m,75.

E F, partie moyenne de l'os qui a été cassé, où manquent quelques petits fragments ; sa circonférence est de 0^m,50.

G H, ligne qui désigne que l'os a été brisé en cet endroit.

I J, partie inférieure de l'os ou articulation *radio-cubitale*.

Figure 5.—Défense d'un Mastodonte fossile, trouvée aux briqueteries de M. Blandinières, près Perpignan.

A B, longueur totale, mesurant 2^m,40.

1,2,3,4,5,6,7,8,9, signes qui désignent les diverses cassures.

Figures 6 et 7.—Tête éburne, trouvée dans le cimetière d'Oms.

Pour mieux faire apprécier la différence qui existe entre cette tête et celles qui sont dans un état normal, nous avons pris des dimensions sur trois têtes, et nous en donnons la moyenne.

DIMENSIONS PRISES SUR

	Une tête ordinaire.	La tête éburne.
Diamètre occipito-frontal.....	0 ^m ,17.	0 ^m ,21 ^c 1/2.
Diamètre transversal.....	0 ^m ,14.	0 ^m ,16 ^c 1/3.
Hauteur prise de la partie inférieure de la machoire à la partie supérieure du frontal.	0 ^m ,18.	0 ^m ,23 ^c 1/2.
Poids.....	0,750 gr.	5 kil. 00.
Différence qui dépasse toute prévision.		

COMPANYO, docteur-médecin.

NOTICE HISTORIQUE

SUR LE RÉTABLISSEMENT DE L'UNIVERSITÉ DE PERPIGNAN

Sous la domination Française.



Lorsque, vers le milieu du **xvii^e** siècle, la France s'empara du Roussillon, l'Université de Perpignan, fondée par une ordonnance du roi Pierre IV d'Aragon, à la date du 12 avril 1349, avait perdu tout son éclat. C'est dans le préambule de cette charte célèbre que se trouvent ces paroles qu'il faut citer : « Le Roussillon est remarquable, non seulement par la fertilité du sol, mais aussi par les hommes de mérite qu'il produit. » De longs malheurs causés par les guerres qui s'étaient appesanties sur cette province, avaient fait presque entièrement disparaître le goût des sciences et des lettres. Les esprits, incessamment préoccupés de luttes sanglantes qui mettaient en question la fortune et l'avenir de leur pays, oubliaient dans le bruit des armes les beaux arts, enfants de la paix. Le peuple, ruiné et forcé de se battre, n'avait plus le temps de se livrer à l'étude; et les hommes d'élite se retiraient bien loin du tumulte, ou cherchaient dans l'enceinte du cloître le calme nécessaire à leur bonheur et à leurs travaux.

Après l'occupation, la France devait surmonter de grands obstacles pour ramener à elle l'esprit des habitants; car il ne faudrait pas croire, par une vaine

illusion, que, dès les commencements, les Roussillonnais aient embrassé avec ardeur la cause des Français : ils restaient toujours Catalans au fond du cœur, et vaincus, mais non soumis, leurs secrètes pensées étaient pour l'ancien gouvernement. On en trouve la preuve dans cette série de conspirations toujours menaçantes, que les Français eurent l'adresse de découvrir, et la force de comprimer. Ce n'est que peu à peu, et lorsque les usages et les mœurs de la nouvelle patrie s'implantaient par le contact au cœur du Roussillon, que la France put être assurée de posséder réellement cette province.

Pour hâter cet heureux résultat, le moyen le plus simple était de rétablir l'Université et de familiariser ainsi le peuple, par l'enseignement, à une nouvelle langue. Louis XIV le comprit; et, peu de temps après la conquête, il ordonna aux consuls de la très-fidèle ville de Perpignan, et autres villes de la province, *d'établir des écoles royales en chascune des dites villes pour apprendre aux enfants la langue françoise, la doctrine chrestienne, à lire et à écrire.* Cet enseignement devait être gratuit; et c'était aux villes et communautés à pourvoir au logement et au *salaire* des professeurs.

L'Université fut en même temps réorganisée pour les hautes études. On y enseignait la philosophie, la théologie, le droit canon, le droit civil et la médecine. On y ajouta successivement plusieurs autres chaires; mais, il faut bien en convenir, ses professeurs étaient fort mal rétribués. Les revenus de l'Université ne s'élevant qu'à environ trois mille livres, les appointements de quelques uns d'entr'eux étaient à peine de deux cents livres.

Bientôt l'existence même de l'Université fut mise en péril. En 1710, le gouvernement, ayant besoin d'un local pour y établir l'hôtel de la monnaie, on jeta les yeux sur l'emplacement qu'elle occupait depuis longues années; et peu de temps après elle fut dépossédée. A un établissement vaste et commode, on substitua une maison obscure et humide : elle était même insuffisante pour que toutes les branches des sciences y fussent enseignées. On sépara les classes de philosophie et de théologie; les consuls de Perpignan fournirent dans la maison de ville une salle pour la classe du droit, et on supprima la classe de médecine, soit parce qu'on ne trouvait pas de local convenable, soit aussi faute d'honoraires pour les professeurs. C'est ainsi que déjà l'Université dépérissait quelque temps après son rétablissement. En 1720, le recteur et les professeurs adressaient leurs plaintes au ministre; ils disaient : « Vous connaissez mieux que personne la nécessité qu'il y a pour la province que cette Université se maintienne; cependant, sans un secours considérable, elle est à la veille de sa ruine fatale. » Quelques années après, le chef de l'Université écrivait au gouvernement : « L'Université se trouve aujourd'hui sans aucun revenu pour l'entretien d'une vieille maison à la place de l'ancienne où l'on a bâti l'hôtel de la monnaie; et cette nouvelle Université tombe en ruines malgré les sommes qu'on y a employées en des réparations aussi minces que mal entendues. »

Malgré le désir réel, mais impuissant du gouvernement; malgré plusieurs déclarations et arrêts de son Conseil, le mal empirait tous les jours; car, occupée de guerres qui dévoraient toutes ses ressources, la

France faisait encore peu pour l'amélioration morale d'une province dont la conquête lui avait assez coûté. Signalons cependant le noble désintéressement de l'homme savant et dévoué à son pays, de ce recteur qui, en 1743, parlant en son nom et au nom de tous les professeurs, disait au ministre du roi Louis XV : « Je ne vous demande rien, ni pour moi, ni pour les professeurs: nous serons contents, pourvu que nous ayons un bâtiment convenable pour y faire nos exercices littéraires, et que nous puissions voir notre Université rétablie. »

Ce désir ne fut pas si vite exaucé. Il fallut attendre que l'homme bienfaisant, et qui a laissé de si longs souvenirs dans le cœur des Roussillonnais, je veux parler de M. de Mailly, vînt gouverner notre province.

Cet homme remarquable et qui s'était identifié avec les intérêts du pays, en fut nommé, en 1749, gouverneur particulier. (Le comte de Noailles en était le gouverneur général; mais il avait résidé constamment à Paris). M. de Mailly, toujours actif et vigilant comme un père pour tout ce qui concernait le Roussillon, intercédâ : grâce à cette puissante intervention, l'Université fut entièrement reconstituée; on répara et l'on embellit le local qu'elle devait occuper. En 1759, pour éterniser à perpétuité sa réorganisation, et prouver sa reconnaissance au chef de l'Etat, elle fit graver une médaille d'or représentant d'un côté le buste du roi avec cette inscription : *Ladovicus decimus quintus rex christianissimus*; et au revers, la plaine du Roussillon terminée d'un côté par les Pyrénées et de l'autre par la mer, présentant au centre une colonne détruite et à côté une autre de-

bout chargée des attributs des arts, ayant au pied une figure assise et couronnée, appuyée d'une main sur la base de la colonne, et de l'autre sur l'écusson des armes de Perpignan avec ces mots : *regi remuneratori*, et, plus bas, *Perpignanensis Universitas restaurata*, 1759.

A la même époque, le maréchal de Belisle, alors ministre, adressait à M. de Mailly la lettre suivante dont je cite ce fragment : « Toutes les vues que vous avez, monsieur, pour le bien de l'Etat et l'intérêt de la province du Roussillon, ne peuvent qu'être très agréables à Sa Majesté qui voit avec satisfaction la réunion du zèle, de la prudence et des lumières dans ce que vous proposez. Ce sont les dispositions qu'elle m'a témoignées lorsque je lui ai rendu compte des soins que vous avez donnés au rétablissement de l'Université de Perpignan, et des moyens que vous avez proposés pour l'exécution d'un projet si nécessaire... »

Le total des revenus de l'Université qui s'élevait à peine à trois mille livres, fut tout-à-coup porté à seize mille. Le cours de médecine fut rétabli; on créa un cours d'anatomie et un cours de physique; on établit aussi le jardin des plantes. On ajouta encore, en 1765, une chaire de botanique, et, en 1786, une chaire de chimie.

Les professeurs de l'Université obtinrent, en 1774, de la bienveillance du gouvernement, la franchise des droits de ville, malgré l'opposition que formait contre cette mesure le corps municipal.

Aussi, lorsque, en 1786, on inaugura le buste du maréchal de Mailly, il fut décidé qu'on rendrait à ce buste les mêmes honneurs qu'à M. le maréchal

en personne. Ce fut, dans cette même enceinte, une grande fête de famille; plusieurs discours furent prononcés : M. Marigo-Vaquer, recteur de l'Université, disait, en parlant de cet illustre bienfaiteur : « Il est tout aussi satisfait que nous-mêmes, toutes les fois qu'il peut contribuer à étendre les connaissances dans une province qu'il chérit, et à nous procurer un nouveau degré de lustre. »

La révolution de 89 vint tout-à-coup détruire une grande partie de ces institutions qui avaient coûté tant de soins. Elles furent, il est vrai, remplacées par d'autres qui ont produit d'immenses résultats; mais, sous le rapport scientifique et littéraire, nos pertes ne sont pas encore toutes réparées. Autrefois, les enfants, après avoir reçu une instruction gratuite au milieu de leurs familles, pouvaient encore, au sortir de leurs premières études, embrasser la carrière libérale la plus convenable à leurs goûts et à leur capacité. Des professeurs habiles et presque tous nés dans le pays se livraient avec succès à l'enseignement, et toutes les branches des sciences avaient un interprète. Aussi ce vide a-t-il été vivement senti! Cependant, hâtons-nous d'ajouter que si notre Université ne nous est pas rendue en entier, nous n'avons pas cessé de posséder des hommes éminents qui, voués de cœur à la prospérité du pays, cherchent à perfectionner l'industrie, à agrandir le domaine de l'intelligence et de la civilisation, et montrent, par leurs talents, leur zèle et leurs efforts continus, que la science et l'amour du progrès trouvent toujours chez nous de dignes représentants.

MORER.

Archiviste du département.

RAPPORT

SUR LA MÉCANIQUE APPLIQUÉE, PAR M. JOUCLA,

Au moulin à farine de M. Pratz, près de Sainte-Eugénie.



Cette usine, récemment construite, offre de l'intérêt à cause du mode d'action adopté par M. Joucla. Ce mécanicien, dont on connaît l'habileté, ayant à sa disposition un faible cours d'eau et une forte chute, a fait l'application d'une roue hydraulique d'une grande puissance et d'un très modique volume d'eau.

Nous allons décrire brièvement cette machine avec ses accessoires, donner les dimensions nécessaires au calcul de ses effets, et nous examinerons ensuite si elle donne les résultats promis.

La roue hydraulique est en fer : elle a 5^m de diamètre et 0^m,40 de largeur, soumise à l'action de l'eau sortant de la vanne par une ouverture de 0^m,010 à 0^m,015, sur 0^m,40 de largeur, et avec une pression de 0^m,90. Elle fait douze tours par minute.

Les engrenages sont en fonte et au nombre de cinq. Leur disposition imprime à chaque meule un mouvement de quatre-vingt-dix tours pendant que la grande roue en décrit douze.

Le système pour régler la mouture se compose de deux bascules à levier et à vis de rappel, et de manivelles.

Celui du pivot de la meule supérieure (*pal nadallé*) traversant la meule dormante, consiste en une boîte en fonte, portant un chapeau à trois divisions, pour recevoir les coussinets de bronze, avec trois vis à pression pour régler les trois coussinets sur le col de l'arbre. Les vacillations (en terme vulgaire Tabots) sont rendues impossibles.

Quant à l'appareil pour lever la meule, la mettre en chantier, la piquer et la remettre en place, il ne se compose que d'une grue à vis avec une demi-lune en fer forgé, portant son pivot à chaque extrémité.

Ici, nous touchons à la condition principale, à la dépense d'eau qu'il est toujours important de réduire à un minimum. M. Joucla accuse douze litres par seconde, avec $0^m,01$ ou $0^m,015$ d'ouverture de vanne. Les tables de Bossut donnent les vitesses correspondantes à la charge d'une série de hauteurs d'eau. Pour $0^m,90$ ou 33 pouces 21, elle est de 155 pouces par seconde ou $4^m,20$. L'orifice a $0^m,40$ de large sur $0^m,010$, ou en surface $0^m,004$; le produit égale $0^m,0168$ c'est-à-dire, près de 17 litres, ce qui diffère essentiellement du résultat annoncé. Il en serait bien autrement, l'ouverture étant de $0^m,015$ de hauteur.

Mais dans l'application des tables à la dépense par un orifice d'un pouce de diamètre, recouvert d'une ligne d'eau qui, suivant les expériences de Mariotte, devrait être de 14 pintes ou 13 lit. 22 par minute, nous avons reconnu que les vitesses correspondantes aux hauteurs dans la table étaient forcées. Nous avons trouvé 19 litres c'est-à-dire, une quantité plus forte d'un tiers. En réduisant du tiers les 17 litres ci-dessus, on obtiendra à peu de différence près, le résultat annoncé par M. Joucla : une dépense de 12

litres par seconde quand la vanne s'élève d'un centimètre.

En calculant pour la même ouverture en largeur de 0^m,40, mais avec une hauteur de 0^m,03, on aurait pour dépense 49 à 50 litres. Opérant la réduction comme dans l'autre cas, cette dépense deviendrait de 33 litr. 36; elle serait de 38 litr. 58, pour 0^m,035 d'ouverture. Il est toutefois établi que la dépense d'eau avec la machine Joucla serait inférieure à la proportion multiple, tandis qu'on moudrait dans cette proportion, ce qui peut encore être contestable.

Quant aux propriétés des bonnes mécaniques de ce genre, celle que nous décrivons les possède toutes. Les meules font 90 tours par minute : c'est une vitesse convenable à la dimension de 1^m,30 de diamètre. M. Joucla assure que ses meules donnent 42 grammes de farine par seconde, ou 150 kilogrammes à l'heure pour deux meules mises en mouvement par la mécanique, ou 75 kilogrammes pour une, ce qui répond à un hectolitre par meule. Cette quantité dépasse un peu le rendement ordinaire qui n'est que de 67 à 70 kilogrammes pour des meules de cette dimension. Il est important de remarquer ici que l'emploi de 12 litres par seconde met en fonction deux meules, et que ce résultat est bien supérieur aux effets de la turbine. Rien de mieux entendu que la disposition du *pal nadallé* ou pivot de la meule tournante, tant pour la régularité du mouvement que pour le peu de frottement et par conséquent la durée.

Le système pour lever et retourner la meule afin de la piquer, présente toutes les garanties de sûreté

et de préservation contre tous les accidents fâcheux qu'il n'est pas rare de voir arriver par le travail de force employé ordinairement.

Nous bornons là nos observations, qui, pour être complètes, auraient exigé plus de temps et d'études.

L'ouvrage de Bélidor, enrichi de notes précieuses par M. Navier, donne les moyens d'apprécier plus tard la mécanique appliquée à l'usine Pratz, et tous les résultats de son travail.

Le système dont M. Joucla ne se dit pas l'inventeur, mais auquel il a opéré des améliorations, mérite d'être recommandé comme l'un des plus parfaits de ce genre. Malheureusement le prix de 6000 francs pour la seule machine, ne le met pas à la portée de tout le monde.

Nous pensons que la Société doit accorder cette année la grande médaille d'argent à M. Joucla.

Perpignan, le 7 décembre 1849.

Le Rapporteur de la Commission pour les objets
d'industrie.



NOTES ARCHÉOLOGIQUES

SUR

SAINT-GENIS-DES-FONTAINES.



Une ancienne crose d'abbé, trouvée dans l'église de Saint-Genis, fut montrée à plusieurs membres de la Société qui jugèrent à propos de la faire connaître par la voie du Bulletin. Chargé de ce soin, nous n'avons pas hésité à dépasser le but, en étendant le privilège de la publicité à d'autres souvenirs du moyen-âge existants au même lieu, et qui nous ont paru le mériter à titre égal. Ceux qui savent combien nos églises de campagne sont riches encore en trésors ignorés de cette époque, comprendront qu'on s'estime heureux de trouver l'occasion d'en signaler une partie, et qu'on en profite.

L'abbaye bénédictine de Saint-Genis-des-Fontaines, à laquelle le village de ce nom doit son origine, fut fondée au commencement du ix^e siècle. Les Normands la ruinèrent dans le siècle suivant; mais elle se releva bientôt après sous le gouvernement et avec l'aide de Gausfred 1^{er}, comte de Roussillon. Réunie à l'obédience de Montserrat, par le pape Jules II, en 1507, elle fut régie depuis cette époque par des abbés triennaux, conformément à la règle de Valladolid. (Voir *Gallia Christiana*, tome vi.)

L'église de Saint-Genis a la forme d'une croix latine : sa nef unique est terminée par une abside à chevet hémisphérique, flanquée dans chaque transept d'une abside secondaire. Vendue par la nation, mais plus heureuse que beaucoup d'autres, elle a traversé les mauvais jours sans devenir écurie, grange ou remise. Les deux propriétaires qui la possédaient par indivis, l'avaient religieusement rendue au culte depuis le concordat; et le généreux abandon qu'ils viennent d'en faire à la commune, assure définitivement la conservation de l'édifice.

L'extérieur ne se distingue que par le linteau monolithe de sa porte, et par quelques pierres tumulaires encastrées à droite et à gauche dans le revêtement du mur.

Le linteau, curieux monument de la sculpture indigène au commencement du XI^e siècle, est long de 2^m,20, et large de 0^m,70. Nous en donnons un dessin emprunté à l'album archéologique inédit de feu M. le chevalier de Basterot. (*Voir planche 3.*) Une description détaillée n'ajouterait rien à la gravure; il suffira d'observer que le travail du ciseau est tout en relief plat de l'époque, sauf l'inscription qui est gravée en creux, et dont voici le texte :

† ANNO VIDESIMO QVARTO REENNANTE ROTBERTO REGE WILHELMVS
GRATIA DEI ABA.

ISTA OPERA FIERI IVSSIT IN ONORE SANCTI GENESII CENOBII QVE VOCANT
FONTANAS.

Suivent, par ordre de date, les épitaphes ci-dessus mentionnées :

Première pierre. 1274.

ANNO XPI MILLESIMO DVCENTESI
MO SEPTVAGESIMO PRIMO, vº

KLS. DÉCEMBRIS, DOMINA DVLCIA DE MONTE
RVBEO IN HOC FVIT TVMVLO TYMVLTATA. DIC
PATER NOSTER PRO ANIMA SVA. FAC BENE DVM
VIVIS POST MORTEM VIVERE SI VIS.

Deuxième pierre. 1307.

Moitié au-dessus, moitié au-dessous d'un Christ
entre sa mère et saint Jean :

ANNO DOMINI M^oCCC^o SEPTIMO, SEXTO IDVS APRILI (*sic*),
OBIT (*sic*) FRATER MICHAEL SACRISTA SANCTI GENESII.

Le bas-relief a souffert : l'inscription est assez bien
conservée.

Troisième pierre. 1307.

ANNO DOMINI M^oCCC^o VII^o, VI^o IDVS IVNII OBIT FRATER
BERENGARIVS DE PVLCRO VESPERE, CAMERARIVS ISTIVS LOCI; ET DOMINA MA
THIA EIVSDEM HVNILIS SOROR : QVORVM ANIME REQVIESQVANT (*sic*)
IN PACE. AMEN. QVOD ES FVI, QVOD SVM ERIS, VIGILA NE DE
VORERIS. QVI STATIS CORAM PROPEHANTES MORTIS AD HORAM IBI
TIS ABSQVE MORA, NESCITIS QVA TAMEN HORA : SIC EGO
NESCIVI NISI QVOD RAPTVS ABIVI, SED ANNIVERSARIVM STATVI.

Quatrième pierre. XIV^e siècle.

R. DE POLLESTRIS.....

Une main, plutôt découverte que malveillante, a
fait disparaître assez proprement le reste de l'inscrip-
tion. Un bas-relief, qui a été respecté, représente le
défunt couché, les mains croisées sur la poitrine :
deux acolytes, le chandelier au bras, se tiennent de-
bout, l'un à la tête, l'autre aux pieds. Le cadre est
orné de rinceaux variés.

Cinquième pierre.

Image du défunt en bas-relief : inscription fruste.

INTÉRIEUR DE L'ÉGLISE.— A droite en entrant, le

bénitier, qui se compose d'un fût de colonne planté dans le sol jusqu'à moitié environ de sa hauteur, et surmonté de son joli chapiteau roman sur lequel repose la cuvette. On retrouve assez fréquemment cette forme gracieuse dans nos anciennes églises : quelquefois c'est le chapiteau lui-même qui se creuse en cuvette ; ailleurs, le fût disparaît pour faire place à un second chapiteau qui, le tailloir contre terre, se relie par sa base au chapiteau supérieur.

Un immense rideau, partie bois, partie toile, masque entièrement la partie hémisphérique du sanctuaire, et lui donne l'apparence d'un chevet plat : le rétable parvenu à de telles proportions, défigure une abside au lieu de l'embellir. A pareille enseigne, on a déjà compris que l'œuvre est moderne. Vers le bas, du côté de l'évangile, on lit :

ANO. DNI. 1695.

Et du côté de l'épître :

MEN⁹. AVG. DIE. 24.

Ce ne fut même sans doute qu'une restauration ; car un panneau, où sont peints saint Louis, roi de France et saint Louis évêque, est marqué au millésime de 1635.

Au fond du transept méridional, servant de chapelle sous le vocable de Notre-Dame de Montserrat, se dresse un rétable d'espèce particulière. Des pains de sucre, moulés en plâtre sur massif de briques, sont groupés autour d'une statue de la Vierge. Avec un peu de bonne volonté, on y reconnaît une imitation des aiguilles coniques de poudingue qui rendent si pittoresque l'aspect de la célèbre montagne.

Mais l'édifice gypseux, vaincu par l'humidité, tombe de toutes parts et laisse à nu les flancs rougeâtres de la maçonnerie. Impossible de juger si l'effet primitif répondait à l'intention; car le seul trait de ressemblance avec le type est précisément aujourd'hui cette coloration accidentelle due à l'injure du temps.

L'œil abandonne bientôt ces ruines pour se reposer avec intérêt sur l'autel que la peinture s'est exclusivement réservé. A défaut de dessin, essayons de décrire.

Haut de 0^m,785, large de 1^m,65, non compris le cadre, le devant d'autel reproduit, à quelques modifications près, la pensée qui inspira le ciseau du sculpteur au linteau de la porte.

Au milieu, Dieu le fils, barbu et la tête ornée du nimbe crucifère, est assis dans une auréole elliptique où sont figurées en relief, sur fond doré, des perles de même émail, et des pierres précieuses alternativement rouges et bleues. La zone du nimbe, aussi d'or, est rehaussée de perles et décorée de rinceaux. J.-C. tient sa main droite élevée, et bénit selon le rit latin : sa main gauche s'appuie sur un livre où l'on voit écrit :

EGO SVM LVX MVNDI.

Sous ses pieds nus, des croissants et des quatre-feuilles d'or, cernés d'un rayonnement blanchâtre, nagent dans l'azur comme des astres au ciel : *sub pedibus ejus.... quasi cælum* (EXODE).

L'auréole est cantonnée du tétramorphe; l'ange et les trois animaux sont nimbés, et chacun d'eux porte sur un lambel le nom de l'évangéliste qu'il représente.

A droite et à gauche du sujet principal, paraissent les douze apôtres, six de chaque côté, disposés trois à trois sur deux rangs horizontaux, debout, nimbés et les pieds nus. Tous sont nominativement désignés, à l'exception de saint Pierre qu'on distingue à l'attribut de la clef à double panneton.

Une bande, où viennent s'appuyer les pieds des apôtres du rang supérieur, porte le nom du peintre :

MAGISTER ALEXANDER ISTA OPERA FECIT.

Cette bande avait sans doute sa parallèle au-dessous du rang inférieur; mais une lacune regrettable, dans le bas du tableau, nous prive de ce détail, et peut-être aussi d'une date intéressante. En bonne règle, l'âge du monument devrait être déterminé d'après sa physionomie typique : mais, abandonnant cette tâche à des yeux plus exercés, nous nous sommes borné à comparer attentivement les caractères graphiques à plusieurs estampages relevés dans le pays; et le résultat de cet examen nous porte à désigner la seconde moitié du XIII^e siècle, ou les premières années du XIV^e, au plus tard. La marge est grande sans doute; mais nous n'oserions la resserrer davantage. (*Voir les fac-simile, planche 3.*)

FACES LATÉRALES.— Du côté de l'évangile tout est détruit. Le panneau correspondant du côté de l'épître a beaucoup souffert; mais il est facile encore de saisir l'ensemble du sujet. Saint Genis vient d'être décapité; et, comme saint Denis, il marche portant sa tête dans ses mains. Cette application d'une légende bien connue ne peut faire naître le doute, car on lit dans un coin de la toile : *S. Genesisus*. D'ailleurs, grand nombre d'exemples paraissent démontrer que

l'iconographie du moyen-âge avait ainsi consacré le symbolisme de la décollation. Un ange descend du Ciel, tendant vers le saint un objet (palme ou couronne) que la confusion de cette partie du tableau nous empêche de préciser. Plus loin, trois guerriers vêtus du hautbert avec chaperon de mailles, considèrent le prodige avec un étonnement mêlé de crainte; ce sont les bourreaux : deux d'entr'eux tiennent à la main l'épée nue et sanglante.

Pour donner une idée exacte de l'enduit sur lequel est appliquée la détrempe, nous aurons recours au premier article d'une commande de rétable pour l'église de Cabestany, faite par-devant notaire, au XIV^e siècle :

« Lo retaule es feyt de fusta..... — Primerament volen que sia « encolat de bona aygua cuyta, e emplastrat e endrapat de bon ca- « namars nou; e après sia engixat de gix gros et ras, pux sia engixat « de bon gix prim per sa sao; pux sia ras suptilment e neta, axi com « se pertany dobra solemne. » (*Archives des notaires. Pratique de Bernard Pastor.*)

Accord parfait, dans l'espèce, entre la théorie et la pratique; on dirait que ces prescriptions ont été écrites pour *maître Alexandre*. Boiseries fortement assemblées, toile tendue à la colle forte, double couche de plâtre, tout s'y retrouve : et la bonne conservation d'une grande partie de l'œuvre, l'éclat des couleurs, après plusieurs siècles, attestent les soins apportés à l'exécution par notre artiste, aussi bien que l'excellence du procédé.

Le cloître de Saint-Genis est perdu pour la science; des constructions modernes occupent le tiers de la galerie *Est*. Les arcades des trois autres côtés ont été murées; une seule, qui donnait et donne encore en-

trée sur le préau, est demeurée forcément libre. Cette arcade s'ouvre au centre de la galerie *Ouest*; elle est beaucoup plus large que les autres, quoique de même hauteur et par conséquent très surbaissée.

A l'extrémité *Ouest* de la galerie *Sud*, auprès de la porte qui conduisait autrefois du cloître à l'église, trois pierres tumulaires incrustées dans le mur survivent intactes au milieu des mutilations qui les environnent. Appréciables à leur juste valeur par le propriétaire, elles seront maintenues, nous n'en doutons pas, dans leur état actuel de conservation. Nonobstant cette conviction, et malgré les motifs qui s'opposent en principe à toute espèce de déplacement, qu'il nous soit permis d'émettre le vœu de les voir un jour transportées dans l'église, où elles figureraient plus convenablement que dans une cave. Ces inscriptions ont été publiées dans le sixième volume de la *Gallia Christiana*, mais assez inexactement pour nous autoriser à les reproduire ici :

Première pierre. Epitaphe de l'abbé Raymond. 1196.

VERAX, FACVNDVS, FONS MANANS, FLOS RVBICVNDVS,
HOSPES IQCVNDVS, MISERORVM PASCVA, FVNDVS
FRVCTV FECVNDVS, NVLLI PROBITATE SECVNDVS,
PRE MVNDIS MVNDVS ABBAS FVIT ISTE RAIMVNDVS ;
QVEM PIA LVX MARTIS DECASEPTIMA DVXIT IN ASTRIS,
QVATVOR EXEMTIS ANNIS DE MILLE DVCENTIS.

L'ordonnance générale de cette inscription ne manque pas d'originalité; l'élégance des caractères va jusqu'à la recherche; et l'absence totale d'abréviations mérite d'être remarquée, quoique cette particularité ne soit pas sans exemple (*Voir planche 2*).

Au quatrième vers, la *Gallia* écrit *premundi* au lieu de *pre* (pour *præ*) *mundis*. Quel sens aura la phrase avec cette variante?

Deuxième pierre. Épitaphe de l'abbé Gausbert. 1234.

ABBAS GAUSIBERTVS IACET HIC BONVS ET BENÈ CERTVS,
 MORIBVS ORNATVS POLLESTRIS IN OPIDO NATVS;
 VITA FVIT QVIVS ORBIS SALVS ET DECVS HVIVS.
 DANDO GAUDEBAT, PROPRIVM SIBI NON RETINEBAT,
 SET (*sic*) DABAT ABSQVE MORA MISERIS SVA QVALIBET HORA.
 MORIBVS HORNAVIT (*sic*) SOCIOS QVOS SEMPER AMAVIT,
 ET MVNDANORVM CREVIT PRO POSSE BONORVM.
 ANNIS TERDENIS OCTO MINVS ORDINE PLENIS,
 DVX FVIT ECCLESIE, COMPLENS DOCUMENTA SOPHIE.
 ANNO MILLENO BIS C. TER X. BISQVE SECYNDO,
 EIVS NOVEMBERIS IIIIO KLS. MORS DATA MEMBRIS.
 QVESVMVS, O XPE, TECVM CONGAUDEAT ISTE :
 QVOD VT CONCEDAT PATER NOSTER QVISLIBET DICAT.
 QVOD. ES FVI, QVOD SVM ERIS, VIGILA NE DEVORERIS.

En relevant dans les versions de la *Gallia* de nouvelles et plus nombreuses erreurs de lecture, la critique se sent à l'aise, parce qu'elle ne saurait atteindre les savants auteurs. Dans le cours de leurs immenses travaux, les Bénédictins, ne pouvant tout voir par eux-mêmes, durent accepter souvent, de confiance et les yeux fermés, les documents qui leur étaient fournis; et, souvent aussi, chez leurs correspondants la science fut au-dessous du zèle. Ici, par exemple, leurs confrères de Saint-Genis, plus fervents cénobites qu'habiles paléographes, ont remplacé par des points, au quatrième et au douzième vers, des mots parfaitement lisibles encore aujourd'hui, et rendu le premier membre de la seconde phrase inintelligible, en substituant *quandò* à *dando*.

On s'expliquera plus difficilement par quelle étrange préoccupation les Bénédictins n'ont donné au *bisque secundo* (dixième vers) que la moitié de sa valeur. Cette erreur d'interprétation les a conduits à fixer les vingt-deux années de l'abbatiate de Gausbert entre 1210 et 1232, tandis qu'elles doivent être comptées de 1212 à 1234.

Troisième pierre. Épitaphe de l'abbé G. Dabadie. 1307.

Vº IDVS OCTOBRIS, ANNO DOMINI Mº CCCº SEPTIMO,
OBIIT FRATER G., DE ABBATIA RVIVS
MONASTERII ABBAS; CVIVS ANIMA REQVIE
SCAT IN PACE: CVIVS CORPVS RECONDITVM EST IN HAC TVMBA.

La *Gallia* écrit *B. de abbatia*; il ne peut cependant s'élever aucun doute sur le *G.*, qui est à fleur de coin, si nous pouvons ainsi parler.

A un mètre environ au-dessous de cette inscription, paraissent les traces évidentes du descellement d'une autre pierre. On peut sans vaines conjectures y placer l'épitaphe disparue de l'abbé *Sapte de Polles-tris*, que donne aussi la *Gallia*; c'est d'ailleurs la place qui lui est assignée dans le même ouvrage : *hoc ipsius epitaphium in claustro ad ingressum ecclesie legitur.* (*Gall. Christ.*, tome VI, col. 1106.)

Le clocher abbatial couronne le centre de l'église à la rencontre de la nef, de l'abside et des transepts. Deux cloches y ont été conservées.

Autour de la plus grosse, au deux-tiers de sa hauteur :

QVI SINE PECCATO VESTRVM EST PRIMVM LAPIDEM MITAT. FOV FETE
LANY MIL CCC. LI. ABAT PER LA GRACIA DE DEV, FRA BERNAT PVGOL.

Et plus bas, en caractères plus petits : *Te Deum laudamus*, plusieurs fois répété.

Autour du cerveau de l'autre :

DICO MARIA MEVM NOMEN VIRGINEVM.

Sans date, mais positivement plus vieille que la précédente.

Consacrons les dernières lignes de cette notice à la crosse qui en a été l'occasion. La volute est en cuivre doré; mais la douille à laquelle elle est soudée conserve la couleur rougeâtre du métal, et la trace des morsures de la lime. Evidemment cette partie n'était pas destinée à voir le jour; elle recevait sans doute une gaine ouvragée, et dorée comme la volute, qui formait le complément de la crosse, c'est-à-dire la boule ou le nœud, et la douille proprement dite. Cet insigne de juridiction abbatiale, même à l'état incomplet où il a été retrouvé, nous devient précieux et par son antiquité que nous n'hésitons pas à reculer jusqu'au XIII^e siècle, et comme l'unique monument de ce genre arraché aux ruines de nos monastères. Nous ne dirons rien de la forme et des détails qui peuvent être suffisamment appréciés d'après la réduction qui en a été faite pour le Bulletin à l'échelle de 0^m,50 pour 1^m,00. (*Voir planche 2.*)

L. DE BONNEFOY.

FIN DE 1849.



Année 1850.



Séance publique du 26 Décembre.



A une heure après midi, le bureau de la Société agricole a pris séance. M. Auguste Lloubes, vice-président, et M. Morer, secrétaire, étaient à la droite et à la gauche de M. le président Guiraud de Saint-Marsal,

La séance a été ouverte par un discours du président qui, après avoir exposé des vues générales, a rapidement indiqué les travaux des commissions, les progrès, les résultats obtenus, l'objet des primes et des mentions.

Voici en quels termes s'est exprimé l'honorable président :

MESSIEURS,

Une séance solennelle met annuellement la Société des Pyrénées-Orientales en rapport direct avec la population du département. Nous aimons à lui rendre compte des progrès de l'agriculture, de l'in-

dustrie et des arts; et nous n'éprouvons pas moins de satisfaction à jouir du privilège de proclamer les primes, les récompenses, que le gouvernement et le Conseil général allouent avec une généreuse libéralité.

Ce serait aujourd'hui un anachronisme que de reproduire ce reproche banal : « Le gouvernement ne fait rien pour l'agriculture; il n'encourage pas l'industrie; il n'accorde aucune protection aux gens de lettres. » Jetons les yeux autour de nous. L'institut de Versailles, les écoles régionales, les fermes-écoles, des établissements spéciaux en dehors de ces institutions, témoignent hautement de sa sollicitude pour l'instruction agricole; il est à désirer que le réseau s'étende, et qu'on la rende tout-à-fait populaire. L'intelligence, les études de l'enfant, dès ses premiers pas, au-delà de l'instruction élémentaire, sont à peu près exclusivement consacrées au latin, au grec. Ne pourrait-on faire marcher de pair des notions d'agriculture, d'un intérêt plus grand, plus général? Il faudrait alors les exiger des instituteurs communaux, les faire entrer dans le programme de leur capacité. Quelque légères que fussent ces impressions, elles aplaniraient la voie que l'habitant des campagnes est destiné à parcourir. La Société des Pyrénées-Orientales s'est prononcée avec chaleur pour l'introduction de cet élément éminemment utile dans l'enseignement primaire. Je sais bien que l'opinion d'un certain nombre d'agriculteurs est défavorable à ce système. Ils pensent qu'on n'atteindra pas ainsi le but. Nous avouerons avec eux que les seules leçons de l'école ne feront jamais un bon agriculteur. Aussi entendons-nous, que du plus bas

au plus haut échelon, la pratique seconde, démontre les préceptes de la théorie; et que, dans les écoles primaires des deux sexes, les enfants exécutent des travaux proportionnés à leurs forces.

En attendant que cette mesure s'organise, on ne saurait méconnaître que l'agriculture est encouragée. Il n'y a pas une société, un comice agricole qui ne reçoive des secours, des allocations, destinés à des primes appropriées aux localités, et nous avons une bonne part dans la répartition.

Le gouvernement ne serait-il pas au contraire fondé à se plaindre de ne pas trouver chez les propriétaires, le zèle, le concours qu'il pourrait naturellement espérer de leur patriotisme ou plutôt de leur intérêt? Interprète des vues, des bonnes dispositions du ministère, la Société des Pyrénées-Orientales excite l'émulation, provoque la concurrence : quoiqu'elle éprouve le regret de n'avoir pas réussi au gré de ses désirs, elle s'efforcera de surmonter l'écueil d'usages, de préjugés antiques; elle ne négligera rien pour relever, anoblir l'état de cultivateur, pour attirer vers l'agriculture l'esprit inquiet d'une population mécontente du présent, avide d'un avenir presque toujours difficile sinon impossible à réaliser, et qui n'aspire qu'à se lancer hors de sa sphère. L'éclat de quelques fortunes rapides dues à l'industrie, fascine l'habitant des campagnes; le titre d'ouvrier d'art flatte sa vanité. En se réfugiant dans l'atelier industriel, il se soustrait aux rigueurs, à l'intempérie des saisons; son ardente imagination lui dépeint le séjour de la ville sous les plus riantes couleurs. Il pourra y satisfaire ses penchants; y trouver des jouissances inconnues au village. Mais à combien

de mécomptes n'est-il point exposé ! Combien il se fait illusion sur ces jouissances, sur la nature des travaux auxquels on l'emploiera, sur leur instabilité ! car ils sont soumis au caprice de la mode, au succès d'une industrie rivale. Il ferme les yeux sur les dangers des ateliers d'un très grand nombre de manufactures, journellement constatés par d'horribles catastrophes, et dont l'insalubre habitation détruit les plus robustes tempéraments. Et que serait-ce si nous déroulions le tableau des tortures de l'exploitation des mines, et de tout ce qu'un grand nombre de fabriques a de pénible et de dégoûtant ! Le parallèle est tout à l'avantage du cultivateur : pour lui, salaire modéré mais sûr, vie régulière, santé ; pour l'autre, déception, danger et trop souvent misère.

Si les produits agricoles sont peu satisfaisants, ne faut-il pas faire la part de circonstances passagères ? Ne peut-on aussi les accroître par la réduction des frais d'exploitation ? On ne comprend pas la répugnance qu'éprouvent les agriculteurs pour l'emploi de procédés reconnus économiques et supérieurs à ceux qu'une vieille routine leur fait obstinément maintenir. Il n'y a pas bien long-temps qu'on admet la charrue perfectionnée : elle n'était naguère que l'araire de nos pères, des Romains, des Grecs, celle peut-être que Noé sauva du déluge. Ne persiste-t-on pas généralement à opérer la coupe des céréales à la faucille que la faux remplacerait avec tant de supériorité ! Poussant la générosité plus loin que le bonhomme Booz, le propriétaire veut sans doute que la femme, les enfants du moissonneur recueillent les nombreux épis échappés de ses mains. Le rouleau à

dépiquer n'a pas entièrement expulsé le haras et le fléau. Toujours étalés, exposés au soleil, les fumiers d'étable perdent en vapeur leur substance fertilisante. La houe à cheval, le rouleau double émoteur, le hâche-paille, une dessication intelligente des herbages, etc., etc., ne sont en usage que chez un petit nombre d'agriculteurs : il y a donc beaucoup à faire pour le progrès de l'exploitation.

Quel que soit le moyen, il faut du travail, de la persévérance. Obtenir sans peine de fabuleux produits, c'est du charlatanisme. La France est inondée d'annonces des merveilleux effets de la poudre azotique Bickès, de l'engrais liquide Dusseau, de l'engrais concentré Huguin, qui *seuls*, à l'exclusion de tout autre, doivent remplacer, avec un immense avantage, la fumure ordinaire, même les plus énergiques engrais actuels, par l'action d'un simple pralinage, c'est-à-dire un chaulage plus ou moins puissant. D'après les uns le grain produirait 35 pour un ; chez les autres le produit net d'un hectare s'élèverait à 450 fr., le tout en ne faisant que sillonner le sol. La raison n'admet pas de semblables prodiges, quand les meilleures terres travaillées à quatre labours, fumées à 200 fr. l'hectare, ne donnent en moyenne que 7. Je n'entrerai pas plus avant dans la discussion d'un système déjà condamné par les résultats de l'application en grand, inaccessible à la fraude. Si l'emploi de ces substances dont les composants, parfaitement connus, sont d'une trop grande simplicité pour qu'il n'en résulte pas une complète déception, donnait à nos terrains vagues la fertilité de la terre promise, nous placerions avec enthousiasme les inventeurs au rang des plus illustres

bienfaiteurs du genre humain. Jusque-là, fumons, labourons, travaillons profondément nos terres, bien convaincus qu'on n'obtient rien sans travail : c'est une loi de la nature, aussi bien que de la civilisation ; car le sauvage n'en est point exempt. Ne faut-il pas qu'il pourvoie aux besoins de sa famille ? La chasse, la pêche, la hutte pour l'abriter, tout cela est pour lui un travail. N'envions pas les loisirs d'une telle existence, dont certains esprits sceptiques préconisent les douceurs.

Je me suis souvent demandé si l'éloignement, le peu de sympathie de la classe ouvrière pour la culture des champs, n'étaient pas dus surtout à ce qu'on n'accordait pas, en France, à l'art agricole toute la considération, toute l'importance qu'il mérite. La classe fortunée va chercher à la campagne des plaisirs. Elle aime la liberté dont on y jouit ; la fraîcheur, la pureté de l'air qu'on y respire. Elle en exalte les charmes, elle raffole de vues pittoresques, de promenades sur des gazons ombragés, sur des eaux à peine ridées par le zéphyr. Habiter un château, un pavillon cerné de parterres fleuris, de jardins anglais, loin, bien loin de l'exploitation rurale, tel est en général pour le riche le séjour, la vie à la campagne ; mais à l'art en lui-même, à la recherche, à l'application des meilleurs procédés de culture, aux essais, aux améliorations qu'il réclame... c'est le bien petit nombre qui y songe. Certes, nous ne prétendons pas que pour se dire, pour être réellement agriculteur, on doive constamment braver dans les champs les glaces de l'hiver, les ardeurs du soleil d'août, se vouer complètement à la surveillance des ouvriers, à la direction des travaux, aux soins de

l'étable et de la ménagerie ; mais nous voudrions que, du personnage le plus haut plaqué au prolétaire, chacun dans sa position appréciât mieux toute l'influence de l'agriculture, source de vie pour l'un, base des fortunes solides, et aliment même du luxe pour l'autre. Nous voudrions que de tous les rangs de la population, on manifestât, par un louable empressement à la solennité de la distribution des primes, qu'on a compris l'action puissante des éloges, des encouragements publics. Dans notre vif désir de voir l'art agricole honoré par-dessus tout, nous serions heureux qu'à l'imitation des plus nobles, des plus opulentes châtelaines d'un pays voisin, où il marche à grands pas vers l'apogée de la prospérité, nos dames inspirées d'un sentiment aussi patriotique donnassent, par leur nombreux et bienveillant concours, un nouveau prix aux modestes récompenses décernées à des hommes dont les rudes travaux couvrent de moissons le sol le plus ingrat ; et qui de leurs sueurs arrosent le sillon, berceau des végétaux, dont l'industrie transforme les produits en précieuses étoffes, et qui parent de fleurs leurs salons, et fournissent leur table des plus beaux fruits.

Ce que nous avons dit, messieurs, des actes du gouvernement, pour la prospérité de l'agriculture, nous pouvons l'appliquer au commerce, à l'industrie. De nouvelles voies de communication : routes, canaux, chemins de fer, sont journellement entreprises et exécutées à grands frais. Les relations entre les points principaux du mouvement commercial de la France, s'opèreront bientôt avec une rapidité dont l'imagination se fait à peine une idée. N'est-ce pas tout à l'avantage du commerce que la pensée se

transmette comme l'éclair! et que, lui faisant franchir d'immenses espaces, même les mers, on rende possible de traiter à mille lieues comme on le ferait dans un comptoir!

La création d'une académie par département, les dispositions législatives si sages, qui, par la composition du comité d'instruction publique, offrent toutes les garanties d'enseignement religieux et moral; l'amélioration du sort des instituteurs ruraux, par la fixation d'un traitement honnête qui les soustrait à la dépendance absolue des maires, et, pour le plus grand nombre, à une position voisine de l'indigence, témoignent des vues élevées et vraiment libérales du gouvernement. Le concours des sociétés savantes lui est acquis. Malheureusement, et il est pénible de l'avouer, on n'écrit guère que par spéculation. La grave, l'absorbante politique s'introduit partout, même dans les journaux d'agriculture, dont elle devrait être complètement bannie.

Vous allez entendre les rapports des commissions sur les divers objets du programme des primes. Je me bornerai à vous faire connaître que nous avons à nous louer des résultats des principaux. L'amélioration de la race bovine, ne s'opère pas cependant avec tout le succès qu'on devrait attendre des notables encouragements annuellement accordés. On a lieu d'être plus satisfait des plantations et du reboisement des terrains en pente. La plantation et la greffe du chêne-liège ont fait révolution dans cette branche importante de la silviculture. On a récemment opéré les premiers essais du drainage ou évacuation souterraine des eaux; on s'occupe activement de la formation d'engrais chimiques.

Nous devons repousser, encore cette année avec énergie, une imputation que la malveillance et une sottise crédulité ont souvent répandue : « S'il y a peu « de concurrence (nous a-t-on dit), c'est parce que « les primes sont allouées à la faveur. » Nous protestons de nouveau, et l'état de répartition des primes de cette année en fournit la preuve irrécusable, que la position des concurrents, leur opinion politique, l'intimité de nos relations sociales, n'ont pas la moindre influence sur les jugements des commissions. Le mérite, l'intelligence, l'expérience acquise, des procédés, des résultats nouveaux : tels sont les seuls titres que nous reconnaissons. La crainte d'une allégation mal fondée ne peut toutefois faire méconnaître les droits des grands propriétaires, dont les primes d'ailleurs rejaillissent en général sur leurs agents.

Aux récompenses accordées par le ministère et le conseil général, nous avons ajouté, dans l'intérêt de la classe ouvrière, des primes pour fidélité domestique et de bons et longs services d'agents subalternes, ainsi que des encouragements pour les petites éducations de vers à soie ; enfin, des prix pour les meilleurs élèves de la ferme-école.

La Société regrette que les sujets proposés dans son programme de 1850 n'ayant pas été traités, elle soit réduite à ne décerner que deux médailles en argent et une en bronze.

Une médaille en argent grand module à M^{me} Anaïs Biu-Faure, dont les poésies pleines de charmes et de suavité ont plusieurs fois contribué à l'éclat de nos séances publiques.

Une médaille en argent grand module à M. Fabre, professeur au collège de Perpignan, qui, indépen-

damment de plusieurs morceaux remarquables dont il a fait hommage à la Société, a bien voulu traduire en vers des aphorismes agricoles mis à la portée de tout le monde.

Une médaille en bronze à M. Blanc, ferblantier, pour un travail utile aux ouvriers de son état, pour trouver, au moyen d'un tableau semblable aux tables de Pythagore, les trois dimensions des cylindres de fer-blanc, maintenant très en usage pour les jarres d'huile : diamètre de la base, hauteur, capacité.

Une médaille en bronze à M. Philippe Massot, pour sa manufacture de fouets en Micocoulier.

Nous devons à des membres de la Société faisant partie de la commission d'examen, et qui par ce motif ne pouvaient figurer aux concours, une mention honorable :

A M. Azémar, pour l'application en grand de la greffe du chêne-liège qui s'élève déjà en deux années à 7000, au Perthus.

A M. Germain Cuillé, pour les travaux considérables de dessèchement et de mise en culture de portions marécageuses de la ferme-école.

A M. Charles Lazerme, pour avoir fait le premier essai de la meilleure confection des fumiers d'étable en les arrosant journellement avec le purin.

M. Oliva, notre compatriote, et sculpteur d'un bel avenir, a fait hommage au Conseil général, pour être déposés au musée, de quatre médaillons retraçant les traits de quatre hommes chers au Roussillonnais : Rigaud, le maréchal de Mailly, Dagobert et Dugommier. Ce jeune artiste répond dignement à l'appui bienveillant du Conseil général.

La pépinière départementale, sous la direction intelligente de M. le docteur Companyo, s'enrichit annuellement d'arbres et de végétaux précieux. Le platane Tekian, l'arbre à suif de la Chine, semés l'an dernier, croissent avec rapidité. Le chanvre gigantesque, Lo-Ma, réussirait parfaitement ; mais les vents si violents dans le Roussillon en désolent les tiges, dont le rouissage offre des difficultés par les procédés ordinaires ; deux variétés de pommes de terre ont donné d'étonnants produits, 38 et 98 pour un ; l'Oxalis-Crenata, d'une grande fécondité et d'un goût exquis ; six légumineuses, cultivées avec succès, méritent d'être répandues ; le Panis d'Italie, essayé pour la première fois cette année, a dépassé toutes les proportions des produits de nos climats ; enfin, le Carthame, faux safran, introduit aussi dans les cultures d'essai, deviendra, si l'on veut, une source de richesse pour le pays. Cette plante tinctoriale remplacerait les provenances de l'Égypte et de l'Inde dont nous sommes tributaires.

Quoique les travaux de la ferme-école fassent l'objet d'un rapport spécial, nous mentionnerons avec les éloges qu'ils méritent, sa direction éclairée, le bon esprit qui y règne, et les progrès des élèves ; pépinière intéressante d'agriculteurs intelligents et exercés, pour l'avenir d'un département si favorisé par la nature, et qui peut aisément figurer au rang des contrées les plus productives, lorsque, tenant moins aux usages et à la pratique de leurs ancêtres, ses habitants entreront plus résolument dans les voies nouvelles tracées par des agronomes habiles, et déjà consacrées par l'expérience.

A ce discours accueilli par l'assemblée avec un vif intérêt, a succédé un rapport de M. Charles Lazermé sur les meilleures exploitations, la culture fourragère, les engrais, le dessèchement des terrains marécageux. Rédigé avec soin et clarté, ce rapport présente des vues saines et des aperçus remarquables sur les améliorations obtenues, et ce que la commission estime le plus avantageux au progrès de l'art agricole dans le Roussillon.

M. Companyo, interprète de la commission pour le reboisement des terrains en pente et la greffe du chêne-liège, a fait ressortir, par une juste appréciation, les résultats importants de l'allocation annuelle des primes pour cet objet, et a proclamé une vérité : c'est que la transplantation et la greffe du chêne-liège, pratiquées depuis peu, feront en quelque sorte révolution dans cette branche si productive de la silviculture du département.

Plusieurs pièces de vers ont interrompu la monotonie d'une séance agricole et scientifique. Nous nous plaisons à citer les noms de M^{me} Anaïs Bui-Faure, de M. Fabre, professeur au collège de Perpignan, de MM. Sirven et Rouffia.

L'excellente musique du 51^e a contribué à l'éclat de cette séance solennelle, où l'on doit regretter de ne pas voir annuellement un plus grand nombre de dames et de personnes qui, par leur position, donneraient plus de valeur aux efforts constants de la Société des Pyrénées-Orientales, pour la considération et le progrès d'un art qui en définitive est la vie du pays.

PRIMES ET MÉDAILLES

Décernées dans la Séance du 26 décembre 1850.

PRIMES ALLOUÉES PAR LE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.

1^o Pour l'exploitation la mieux dirigée.

A M. le marquis d'Auberjon, propriétaire des domaines de Vezian et Saint-Nicolas, près de Ponteuilla, canton de Thuir, arrondissement de Perpignan. 300 fr.

A MM. Durand frères, propriétaires à St-Nazaire, canton et arrondissement de Perpignan 300

2^o Culture fourragère dans les Aspès.

A M. Foxonnet, à la métairie de Puigsoutré, canton et arrondissement de Perpignan. 150

3^o Pour fidélité domestique.

A Gauderique Delort, granger, depuis plus de quarante ans chez M. Junquères, de Villelongue-de-la-Salanque, canton et arrondissement de Perpignan. 50

4^o Encouragement aux élèves de la ferme-école.

A MM. Joseph Deloste, Pierre Laban, André Boy, Auguste Bourdaneill, quatre ouvragés d'agriculture. 20

A reporter. 820

Report. 820 fr.

5^o Pour la meilleure confection des fumiers.

A M. Vimort-Maux, manufacturier à Perpignan. Essais chimiques. 150

Aux agents de M. Lazermé, pour bonne manipulation des fumiers d'étable 50

6^o Pour l'assainissement de plus de 4 hectares de terres marécageuses.

A M. Rovira-Jalabert, propriétaire à Canohes, canton et arrondissement de Perpignan. 300

7^o Pour petites éducations de vers à soie.

A Marthe Pla, Julie Bourrat, Auguste Salles, François Sirach, tous habitants de Latour : ensemble. 100

TOTAL. 1.420

PRIMES ALLOUÉES PAR LE MINISTÈRE ET LE DÉPARTEMENT.

Primes pour l'amélioration de la race bovine.

TAUREAUX.

Canton de Latour.

MM. Baudet, Pierre, propriétaire à Montalba,	100 fr.	} 180 fr.
De Ginestous, id. à Bélesta,	80	

Canton de Millas.

MM. Labat, Baptiste, propriétaire à Ille,	100	} 290
Thorens, Jean, id. à Millas,	80	
Delmas, Bonaventure, id. à St-Féliu-d'Amont,	60	
Billès-Péramy, id. à Pézilla,	50	

A Reporter. 470

Report. 470 fr.

Canton de Thuir.

M ^{me} Jaubert, propriétaire à Thuir,	100 fr.	} 180
M. Cuillé, Germain, id. à Perpignan,	80	

Canton d'Argelès-sur-Mer.

MM. Turé, Joseph, propr. à Argelès-sur-Mer,	100	} 225
Salètes, Jean, id. à id.,	80	
Canal, Hyacinthe, id. à Palau-del-Vidre (supplémentaire),	45	

Canton de Sournia.

MM. Fillol, Pierre, propriétaire à Tarerach,	100	} 160
Carol, Jean-Pierre, id. à Rabouillet,	60	

Canton de Prades.

MM. Ruffiandis, Isidore, propriétaire à Prades,	125	} 460
Myr, François, id. à Estohér,	100	
Fillols, François-Raymond, id. à id.,	80	
Dalmer, Michel, id. à Prades,	60	
Bigorre, Joseph, id. à Vernet (supplém.),	50	
Vergès, Joseph, id. à Estohér (supplém.),	45	

Canton d'Olette

MM. Giralt, Bonaventure, propriétaire à Olette,	125	} 460
Félip, Antoine, id. à Oreilla,	100	
Greino, Bonaventure, id. à Serdinya,	80	
Arnaud, Pierre, id. à Sahorre,	60	
Bordes, Joseph, id. à Thuès.	50	
Broch, Joseph, id. à Souanyas (supplém.),	45	

Canton de Mont-Louis.

MM. Salvat-Bergère, propriétaire à Mont-Louis,	125	} 415
Badie, Pascal, id.,	100	
Anglade, Michel, id. à Fontpédrouse,	80	
Blanc, Pierre-Martin, id. à La Cabanasse,	60	
Ferré, Jacques, id. à id.,	50	

A reporter. 2.370

Report. 2.370fr.

Canton de Saillagouse.

MM. Girvès, Sauveur, propriétaire à Err,	125fr.	}	415
Girvès, Abdon, id. à Saillagouse,	100		
Coll, Jacques, id. à Sainte-Léocadie,	80		
Battle, Jean, id. à Bourg-Madame,	60		
Colomer, Barthélemy, id. à Odeilló,	50		

Canton d'Arles.

MM. Pujade, Joseph, propriétaire à Arles,	100	}	240
Boix, Joseph, id. à Arles,	80		
Do, Pierre, de Céret,	60		

Canton de Prats-de-Molló.

MM. Sicre, Joseph, propriétaire,	125	}	315
Coste, André, id.,	80		
Ayax, Pierre, id.,	60		
Nou, Jacques, id.,	50		

VACHES.

Canton de Latour.

MM. Dobat, François, propriétaire à Cassagnes,	40	}	75
Clemens, Jacques, id. à Rasiguères,	35		

Canton de Millas.

M. Vidal, propriétaire à Neffiach,	75
------------------------------------	----

Canton de Thuir.

M. Cuillé, Germain, propriétaire à Perpignan,	75
---	----

Canton d'Argelès-sur-Mer.

MM. Falguères, propriétaire à Palau,	40	}	75
Pagès, Sébastien, id. à id.,	35		

Canton de Sournia.

M. Fillol, Jean, propriétaire à Vira,	75
---------------------------------------	----

A reporter. 3.715

Report. 3.715 fr.

Canton de Mont-Louis.

MM. Rogé, propriétaire à La Llagompe,	35	}	75
Ferré, Jacques, id. à La Cabanasse,	40		

Canton de Saillagouse.

M. Blanc, Joseph, propriétaire à Saillagouse,	75
---	----

Canton de Prats-de-Molló.

M. Dunyach, Joseph, propriétaire,	75
-----------------------------------	----

TOTAL. 3.940

**PRIMES POUR PLANTATIONS SUR LES TERRAINS EN PENTE
ET POUR LA GREFFE DU CHÊNE LIÈGE.**

1^o Pour plantations.

MM. Pams, Baptiste, propriétaire à Arles,	300 fr.
Rigaill, Joseph, id. à Calmeilles,	240
Galangau, Bonaventure, id. à Montferrer,	100
Vilar, Paul, à Laroque,	100
Vial, Joseph, à Prats-de-Molló,	60
Vilar, André, à Prades,	200
Delamont cadet, à id.,	100
Couderc, propriétaire à Vernet,	125
Llec, Bonaventure, id. à Estoher,	100
Solatges, Jacques, id. à id.,	50
Pons, Jacques, id. à Valmanya,	100
Solera, Jean, id. à id.,	100

2^o Pour la greffe du chêne-liège.

Py, François, propriétaire à Cosperons,	150
Marill, François, à Maureillas,	115
Vinyes, agent d'exploitation de M. Azémar, au Perthus,	50
Thorrent, Joseph, à Oms, inventeur, pour récompense en continuation de celles accordées,	100

TOTAL. 1.990

RAPPORT

SUR LES CONCOURS AGRICOLES EN 1850.



Pourquoi sommes-nous donc obligé de constater, cette année, dans l'agriculture de notre département, de nouvelles souffrances? C'est qu'aux causes du passé, bien des fois signalées par nous, sont venus se joindre des désastres provoqués par nos crises politiques.

Un travail opiniâtre, de la persévérance pour prévenir le découragement, de l'activité et de l'économie dans le service agricole, sont plus que jamais nécessaires pour nous aider à sortir, sinon sans pertes réelles, du moins aussi peu meurtris que possible, d'un état de malaise dont le terme pourrait être la ruine, s'il se prolongeait.

Votre Société ne manquera pas à ses nouveaux devoirs; ses efforts, combinés avec les encouragements que dispense le gouvernement, ne se ralentiront pas; et, s'ils produisent quelque bien, n'oublions pas que nous devons d'avance en reporter le mérite sur notre digne Président, dont le zèle (qu'il nous soit permis de le dire en passant) est au-dessus de nos faibles éloges.

La dette énorme qui pèse sur la propriété, l'appauvrissement de son crédit qui en est la conséquence, et, surtout, l'avilissement du prix des den-

rées, ont provoqué en France un immense concert de plaintes. Le gouvernement les a entendues ; il y répond d'abord par le cri de confiance, et il cherche ensuite par mille moyens à prouver qu'il désire apporter un remède à nos douleurs.

Ce sont des conseils, des encouragements, des enquêtes, des questions qu'il pose et auxquelles il demande une réponse. Quel bien résultera-t-il de toutes ces tentatives ?

Il y a peu de jours, nous avons vu réunis auprès du premier magistrat de notre département, les délégués de tous les cantons dont la mission était d'indiquer les meilleures mesures à prendre pour augmenter la valeur et les revenus de nos propriétés. La Société, représentée dans cette réunion par son président, sait déjà que le plus important des projets proposés, celui qui a été soutenu avec le plus d'ardeur devant l'autorité supérieure, a été l'irrigation des nombreuses terres si admirablement disposées par la nature pour en recevoir les bienfaits.

La Société doit s'associer à ce vœu ; car elle n'ignore pas que si ce problème venait à être résolu, — et notre opinion profonde est qu'avec les secours de l'Etat la chose est très praticable, — nous verrions l'agriculture du Roussillon prendre d'immenses proportions, les ruines amoncelées autour de nous disparaître, et un nouvel horizon s'ouvrir à nos yeux. Mais, en attendant la réalisation de quelques-unes de ces belles espérances, songeons au présent, reprenons notre tâche, et voyons de quelle manière votre commission vous propose de distribuer les primes que le ministère de l'agriculture a mises à votre disposition.

La prime de 500 francs, destinée à la meilleure exploitation, et celle de 400, réservée à la meilleure culture de plantes fourragères, ont été disputées par trois concurrents sérieux.

Nous allons donner un aperçu de l'état des trois domaines que nous avons explorés, et vous dire dans quelles proportions nous vous proposons de distribuer ces primes.

Le premier concurrent est M. d'Auberjon. Sa propriété se divise en deux parties distinctes : celle dite *Mas Vésian*, dans le terroir de Toulouges, et celle dite *Saint-Nicolas*, dans la commune de Ponteilla.

Nous ne parlerons pas de la première qui vient de passer, depuis très peu de temps, des mains de colons partiaires dans celles du propriétaire. Là, tout est à rétablir, et nous nous contenterons d'approuver des plans qui ont reçu un commencement d'exécution. Ils sont bien conçus et ne peuvent donner que de bons résultats.

La métairie de *Saint-Nicolas*, a surtout fixé notre attention. Indépendamment d'un immense vignoble sur lequel nous n'insistons pas, et qui est une des plus vastes créations du pays dans ce genre, nous avons constaté une méthode de culture extrêmement avancée. C'est ainsi que, sur un bien exclusivement composé de terres *aspres*, l'abondance des fourrages est excessive; des bestiaux en grand nombre sont entretenus largement, et donnent, par conséquent, des engrais considérables. Enfin, le problème si difficile de la production d'herbages si rares dans ces contrées, a été victorieusement résolu.

On sait qu'en général les propriétaires des *aspres* sont obligés, chaque année, d'aller se pourvoir, dans

les communes voisines irriguées, de la plus grande partie des fourrages qui leur sont nécessaires pour la nourriture de leurs bêtes de labour, dont le nombre est toujours restreint dans un but d'économie; qu'une notable partie de leurs revenus est consacrée à ces acquisitions, et que c'est là la cause principale de leurs souffrances.

A *Saint-Nicolas*, on s'est affranchi de ce tribut onéreux par la culture en grand de l'*esparcet*, du trèfle et de la luzerne. Nous avons vu les approvisionnements soigneusement enfermés dans de vastes magasins, ou conservés au dehors en meules qui garantissent l'entretien d'un bétail beaucoup plus nombreux que celui qui est employé dans les exploitations voisines.

Indépendamment de ces richesses fourragères, créées à *Saint-Nicolas*, M. d'Auberjon a fait tous les sacrifices nécessaires pour l'emploi de divers instruments nouveaux. Les charrues anciennes du pays ont été remplacées par des charrues en fer. On nous a présenté les hoes à cheval, si utilement employées par les vigneron du département de l'Aude; un râteau à pointes en fer pour le râtelage des prairies artificielles, qu'un homme seul dirige avec un cheval; un double rouleau à pointes, employé comme émottoir; enfin, une forge convenablement installée et munie d'un appareil destiné à ferrer les bœufs de travail. Nous conseillerons toujours l'emploi de cet appareil que, dans chaque village, tout forgeron devrait posséder, car il augmente encore l'avantage offert par les bœufs sur les chevaux.

M. d'Auberjon est avantageusement secondé dans l'administration de son domaine par M. Calvet,

homme actif et intelligent. C'est sous sa direction qu'une vaste étendue de vacants ou *garrigues* a été défrichée et défendue avec soin contre les ravine-ments par des fossés dont les pentes sont parfaitement ménagées.

Le deuxième concurrent est M. L. Durand. Hâtons-nous d'adresser à MM. Durand frères tous les éloges qu'ils méritent pour l'activité, l'intelligence et l'énergie du travail qu'ils déploient chaque jour dans leur exploitation de *Saint-Nazaire*, une des plus vastes du pays.

Cette exploitation offre un caractère particulier; c'est l'application des anciennes méthodes du pays entreprise avec tout le succès qu'il est possible d'espérer. Ici tout est sacrifié aux troupeaux, tout est fait pour leur procurer un parcours étendu et facile, pour utiliser des pacages abondants et de diverse nature.

Semer beaucoup de terres en blé pour en récolter de grandes quantités, entretenir un grand nombre de bêtes à laine, est le but unique de cette culture; et si l'on ne remarque pas les traces de ces soins minutieux qu'exige la production des récoltes variées, c'est que dans ce grand cadre il s'agit avant tout d'obtenir des revenus avec très peu de frais.

Ce qui a particulièrement attiré l'attention de votre commission, c'est le choix et la qualité des bestiaux destinés au travail. Les MM. Durand sont, il faut le dire, les cultivateurs qui ont porté au plus haut degré l'amour des belles espèces bovines : trente-quatre bœufs, tous d'une conformation parfaite et appartenant à cette race si helle, si estimée de Solère, sont réunis dans deux vastes écuries. Chaque année, un certain nombre de nouveaux sujets arri-

vent de l'Auvergne pour remplacer ceux, qui, après quatre ou cinq ans de service, sont réformés, engraisés et livrés à la boucherie. Leur nombre est ordinairement de sept à huit.

Dix chevaux ou juments de première force, viennent encore en aide aux attelages de bœufs; ils sont plus spécialement affectés aux transports des denrées et des engrais. C'est à l'emploi de pareils bestiaux que sont dus les labours réguliers et profonds que nous avons partout reconnus.

De grandes prairies naturelles et de vastes luzernières sont exclusivement réservées à nourrir ce nombreux bétail, et permettent encore, indépendamment des engrais des bœufs, d'élever huit poulains de tout âge et de beaucoup d'espérance, et d'entretenir dans les écuries, pendant les mauvais jours de l'hiver, seize cents bêtes ovines.

Si, comme nous le pensons, vingt têtes ovines donnent le fumier d'un bœuf ou d'un cheval, une moyenne de cent trente cinq têtes de gros bétail forme la base des engrais de ce domaine. Cette proportion est évidemment inférieure à ce qu'elle devrait être; mais votre commission a tout lieu de croire qu'avant peu cet état de choses sera modifié. Il semble, en effet, que c'est vers ce but que devaient tendre tous les efforts, et qu'à tout prix il fallait se procurer de nouveaux herbages; car, pour y parvenir, il a été entrepris un travail fort remarquable sur lequel nous devons appeler votre attention.

Au confluent du Réart et de l'étang de Saint-Nazaire, sur la rive gauche, existaient autrefois des terrains appelés *Salobres de Malte*, d'une contenance d'environ vingt hectares. Ces terrains, parsemés de

quelques plantes de soudre, ne servaient qu'au parcours des troupeaux et valaient à peine 60 francs l'hectare.

Il y a quatre ans, les MM. Durand eurent l'idée de les transformer en prairies au moyen du colmatage par les débordements de la rivière. A cet effet, ils construisirent, sur une largeur de douze cents mètres, une digue de huit mètres de base et de trois mètres de haut qui, partant du coteau de Saint-Nazaire, fut dirigée perpendiculairement sur le cours du Réart.

Depuis cette époque, les colmatages ont eu lieu chaque année; et, chaque année, le limon qui est déposé par les eaux troubles dans ce grand espace clôturé, bonifie le sol en le relevant.

Déjà plusieurs hectares sont définitivement convertis en riches prairies, que nous avons parcourues avec le plus vif intérêt. Le reste, on le voit, aura en peu d'années atteint le même degré d'amélioration.

C'est une vaste et belle conquête; c'est de la terre créée que l'on a retirée du fond des eaux; c'est un essai heureux et habile en même temps, dont le succès a été complet, et qui en déterminera d'autres du même genre chez les propriétaires voisins; c'est, en un mot, un utile enseignement dont l'agriculture de ce pays est redevable aux MM. Durand, et qui est destiné à leur faire le plus grand honneur: il témoignera de ce que peut faire une volonté persévérante aidée de l'intelligence et des lumières déployées dans l'exécution.

M. Foxonnet a, deux fois, mérité les encouragements de la Société pour les soins qu'il ne cesse

d'apporter à la culture du domaine de *Puigssoutré*, et particulièrement pour la grande extension qu'il a donnée aux plantes fourragères.

Cette année encore, il s'est présenté au concours; et votre commission a pensé qu'à la persévérance dans le bien, elle devait répondre par la persévérance dans les récompenses. Elle s'est transportée sur les lieux pour reconnaître l'exactitude des améliorations fourragères qui sont devenues normales sur ce domaine. Ainsi, sur quatre-vingt-treize hectares de terres cultivées, vingt-quatre sont semées de luzerne et huit en prairie naturelle; c'est donc le tiers de la totalité qui est destiné aux herbages.

Cette proportion est bien élevée; et cependant, il faut encore mentionner environ vingt-deux hectares de terrains qui, au lieu de rester à l'état de falaise, sont couverts de vesses, d'orge, de lentilles sauvages, propres à la dépaissance du bétail en hiver et au printemps.

Il n'est guère possible de pousser plus loin les valeurs fourragères d'une exploitation sur de pareils terrains.

M. Guiraud, de Saint-Marsal a cru devoir s'associer, lui aussi, aux efforts de son fermier. Sur sa demande, il a fait construire un vaste local dont les proportions sont un véritable modèle de construction rurale à suivre par nos agriculteurs : un hangar, une écurie, une bergerie, servent d'habitation à dix-neuf chevaux, mules ou élèves, et à trois cent cinquante brebis. M. Foxonnet a encore beaucoup d'espace vide. Il peut donc considérablement augmenter son bétail. Son intérêt et ses bonnes dispositions nous assurent qu'il ne négligera pas cette importante amélioration.

Voici comment, après en avoir mûrement délibéré, votre commission vous propose de distribuer la prime de 500 francs et celle de 400 entre les trois concurrents :

Sur le total de 900 francs, elle propose de donner :

A M. d'Auberjon, 300 fr., et une médaille d'argent ;

A M. Durand, 300 fr., et une médaille d'argent ;

A M. Foxonnet, 150 fr.

Sur les 150 francs restant, une somme de 50 francs serait destinée à remplir le vœu si souvent manifesté par la Société, de décerner une récompense solennelle à la fidélité domestique.

En conséquence, nous avons l'honneur de vous proposer d'accorder une prime de 50 francs au sieur Gaudérique Delort, de Villelongue-de-la-Salanque. Cet homme, âgé de soixante-douze ans, est resté pendant quarante-deux ans au service de la famille Jonquères en qualité de granger.

Le certificat de M. le maire de la commune constate suffisamment ses longs et loyaux services, sa conduite irréprochable, et sa fidélité à toute épreuve pendant le veuvage de M^{me} Jonquères, qui a pu, grâce à ce précieux et rare dévouement, diriger les affaires de ses enfants jusqu'à leur majorité.

Gaudérique Delort sera, nous n'en doutons pas, plus sensible à l'honneur d'une pareille récompense qu'à l'importance de la somme ; et cet acte de haute morale produira certainement le meilleur effet dans nos campagnes.

La visite que nous avons faite à la Ferme-école du département, a laissé à chacun de nous, messieurs, l'impression la plus favorable. Nous n'avons pu juger que rapidement ; mais nous avons vu avec plaisir

que tout y respire la règle, l'économie, la discipline et une bonne direction.

Il nous a paru convenable, après avoir attribué à M. Cuillé la part d'éloges qui lui revient si légitimement comme directeur, de vous proposer d'affecter sur les 100 francs restant, une somme de 40 francs à l'achat de quelques bons livres d'agriculture, que la Société distribuera à titre d'encouragement aux trois élèves qui auront obtenu les premiers numéros dans le classement de l'école.

Enfin, 60 francs seraient réservés aux deux médailles de MM. d'Auberjon et Durand et aux frais de tournée.

Une dernière prime, messieurs, nous reste à distribuer : c'est celle de 400 francs pour assainissement de terrains.

M. Rovira-Jalabert, propriétaire à Canohes, s'étant présenté, votre commission s'est rendue sur son domaine, et a pu se convaincre que c'est avec des titres légitimes que ce propriétaire aspirait à la prime. En effet, depuis quatre ans environ, il a employé tous ses soins, son intelligence et des sommes considérables à améliorer des terrains humides, peuplés de joncs où l'eau naissait sous la pression du pied, au point d'en faire d'excellentes terres dont les produits sont aujourd'hui augmentés de plus de 80 %.

Pour arriver à ce résultat, il a creusé à quinze mètres de distance l'une de l'autre et sur une surface de plus de vingt hectares, des rigoles de cinquante centimètres de largeur sur quatre-vingt de profondeur qu'il a comblées ensuite avec de grosses pierres jusqu'à trente centimètres au-dessous du niveau du sol. La terre extraite a servi à combler ce

qui restait, et à niveler les champs. A chaque rigole on a ménagé une pente pour que les eaux intérieures, filtrant à travers les pierres, viennent se déverser dans un fossé commun, et forment comme autant de fontaines jaillissantes qui sont l'unique trace apparente qui reste de cet immense travail.

Plusieurs fouilles ont été faites sous nos yeux afin que nous pussions apprécier le jeu des eaux. Cette opération n'est du reste autre chose que le drainage si fort recommandé par tous les agronomes du Nord pour l'amélioration des terrains humides.

M. Rovira-Jalabert ne se borne pas à des travaux d'amélioration sur ses terres; il soigne ses champs mieux que ses voisins, les nivelle comme pour les convertir en jardins, et ne néglige aucun sacrifice pour leur assurer des engrais abondants.

C'est à tous ces titres que nous sommes heureux de vous proposer de lui allouer, malgré l'absence de concurrents, la somme de 300 francs.

Si nous avons retranché 100 francs sur le montant de la prime dont M. Rovira s'est si bien rendu digne, c'est que nous avons à cœur de pouvoir remplir une lacune qui existe dans les encouragements agricoles de notre département.

Vous n'ignorez pas combien il serait important de voir s'introduire dans notre pays l'usage des petites éducations de vers à soie; car il est bien reconnu que jamais les grandes magnaneries ne donnent d'aussi bons résultats que les petites éducations faites par les cultivateurs au milieu de leur famille.

La feuille des nombreux mûriers plantés depuis vingt ans augmente chaque jour avec l'âge des arbres; si elle était toute utilement employée, nous

pourrions, dès aujourd'hui, livrer au commerce une somme considérable de nos produits. Faisons donc quelques efforts pour que pas une feuille ne reste sans emploi; et c'est ce qui arrivera indubitablement si la population est encouragée à entrer dans la voie des petites éducations.

La commune de Latour-de-France se distingue entre toutes par ses bonnes dispositions à faire prospérer cette branche d'industrie. C'est dans cette commune que les petites magnaneries ont obtenu le plus de succès; ne pensez-vous pas qu'il serait convenable de venir à son aide, en distribuant quatre primes de 25 francs aux éleveurs qui nous ont été signalés comme particulièrement dignes de cet encouragement?

Ce sont : MM. Auguste Saily et François Sirach ;
M^{lles} Julie Bouret et Marthe Pla.

CH. LAZERME.

QUÉLQUES CONSIDÉRATIONS SUR LES INSECTES NUISIBLES A L'AGRICULTURE.

La vie des champs, vantée par tant de poètes, est pleine, en effet, de douces joies, de plaisirs purs, d'ineffables consolations, de ressources contre les tourments de l'ambition et les autres peines du cœur

et de l'esprit; mais elle a aussi ses mauvais jours, ses heures de tristesse et de souffrance, parce qu'il n'y a pas de médaille sans revers, de lumière sans ombre. L'existence de l'agriculteur est une existence de lutttes et de mécomptes. Quand je dis agriculteur, je ne parle pas de celui qui ne voit ses champs, ses vergers et ses vignes que lorsqu'ils sont couverts de fleurs ou qu'ils vont donner leurs fruits; qui ne s'éloigne des villes que pour chercher les beaux sites, un air plus pur, une distraction à ses ennuis, un repos à ses intrigues, un délassement aux fatigues d'une profession laborieuse; qui ne parcourt dans son domaine que le jardin anglais dont les massifs voilent souvent bien des misères. Celui-là ne connaît de la vie champêtre que ses charmes et ses douceurs; je parle de celui qui, sans cesse aux prises avec les labeurs et les chances de sa situation, en apprécie aussi bien les joies que les vicissitudes, accomplit avec patience et dévouement la mission qu'il s'est donnée, et achette, au prix de grands sacrifices et de constants efforts, des succès que balancent trop souvent des pertes et même des revers.

Ce dernier, qui seul mérite le titre d'agriculteur, est entouré de dangers qui l'assaillent à l'improviste et contre lesquels son impuissance est absolue: il vit en guerre ouverte avec des ennemis nombreux qui semblent s'acharner à lui faire perdre le fruit de ses travaux. Ce sont, indépendamment des accidents météorologiques: pluies, grêles, gelées, sécheresses, inondations; indépendamment de la négligence, de l'incurie et de l'infidélité de ceux qu'il associe à ses travaux; ce sont, dis-je, les maladies qui déciment ses bestiaux; la rouille et la carie qui attaquent ses

blés; la cuscute qui enlace et étouffe ses lins, ses trèfles et ses luzernes; la *pourriture*, dont la nature et la cause sont inconnues, qui détruit ses pommes de terre; le *feu volage* qui frappe de mort ses mûriers et bien d'autres arbres; les plantes parasites qui infestent ses récoltes et les compromettent; les oiseaux qui bouleversent ses semis ou gaspillent ses grains mûrs; le renard, la fouine et ses congénères qui dévastent ses poulaillers; la taupe qui laboure ses prairies et creuse des puisards par où se perdent les eaux destinées à l'irrigation. Ce sont surtout ces myriades d'insectes qui, sous leurs diverses formes, attaquent à l'envi tous les produits du sol, herbes et grains, arbres et fruits.

Il y a même ceci de remarquable et d'affligeant, qu'à mesure qu'une industrie agricole, qu'une culture quelconque, encouragées par les avantages qu'elles présentent, se propagent et se développent, des causes de destruction s'organisent et se propagent aussi. Au début, il semble qu'on n'ait à redouter que les intempéries; la terre paraît sourire; elle produit sans déchet les récoltes nouvelles dont on lui a confié les germes; la muscardine ne pénètre pas dans les magnaneries; la pyrale respecte les vignes; la cuscute épargne les luzernes; les pommes de terre sont exemptes de pourriture; mais plus tard, lorsque ces cultures se sont généralisées, lorsque l'éducation des vers à soie est devenue vulgaire, l'ennemi dont on ne se défiait pas s'annonce par une invasion brusque ou progressive, et vient demander sa part des produits. Comme si une loi suprême, qui semble s'appliquer à l'homme lui-même, avait fixé la limite au-delà de laquelle tout être organisé ne peut s'étendre

sans danger pour lui ; comme s'il y avait, dans l'ordre des desseins de la nature, un danger à ce que telle espèce de végétal ou d'animal devint prépondérante et absorbât une place qui était occupée par d'autres que lui.

Cette loi, si elle existe comme tout porte à le croire, expliquerait, jusqu'à un certain point, l'inutilité des efforts de l'agriculteur pour se préserver des ennemis qu'il redoute, et pour se défendre de ceux qui l'attaquent.

Pour ne parler que des insectes, qui constituent peut-être la plaie la plus étendue et la plus incurable de l'agriculture, que n'a-t-on pas fait jusqu'ici ; que n'a-t-on pas imaginé pour s'en garantir ou s'en délivrer ?

Si je voulais passer en revue toutes les espèces reconnues nuisibles et tous les procédés employés pour les combattre, le chapitre serait long, et, de plus, humiliant pour la vanité de l'homme, qui verrait sa science confondue, ses efforts déjoués par les plus petits des animaux.

Et cela devait être ; car qu'est-ce que l'homme pour celui qui recherche les lois philosophiques de la nature, et qui constate à chaque pas son admirable sollicitude pour tous les êtres, ses merveilleuses ressources pour leur conservation et leur propagation ? L'homme, dût son orgueil s'en offenser, n'est qu'une espèce parmi des milliers d'autres espèces, qu'une unité du grand tout, cherchant, comme l'insecte qu'il foule aux pieds, son bien-être et sa conservation par les moyens que la nature lui a donnés ; heureux s'il ne sort pas, pour devenir une cause de désordre moral ou physique, des voies qui lui ont été tracées !

Je sais bien qu'on a dit à l'homme que tout lui appartient sur cette terre; je sais que, pour signaler son empire, et comme pour prendre possession de son domaine, il s'est asservi quelques plantes et quelques animaux; mais sa domination n'est que l'œuvre de son intelligence ou de sa force, ou, si l'on veut, de cette autre loi qui assujettit l'inepte et le faible à l'intelligent et au fort. Cette domination ne se maintient que par une violence continuelle sur les espèces asservies; car si la main de l'homme cessait de se faire sentir, elles reviendraient bientôt à cet état sauvage qui est l'état primitif.

Voyez-le, d'ailleurs, la nature elle-même semble protester contre les envahissements de l'homme, comme s'ils constituaient une sorte d'usurpation. Les plantes qu'il cultive, les animaux qu'il élève sont devenus plus impressionnables, plus fragiles, et, en outre, elle a déchaîné contre lui, pour arrêter sa marche et comme pour lui faire sentir son impuissance et son néant, non pas les grands animaux, qui n'auraient pas grand mérite à faire fuir devant eux ce superbe dominateur, mais de chétifs et quelquefois d'invisibles insectes.

Si ces réflexions sont vraies, il semble naturel d'en conclure que l'homme est impuissant à se défendre des insectes que la nature elle-même lui a donnés pour ennemis. Puisque cette thèse est la nôtre, essayons de la prouver par les raisonnements et les faits.

Se préserver d'un ennemi, c'est l'empêcher de venir; s'en délivrer, c'est le faire périr quand il est venu, ou le mettre en fuite et l'empêcher de revenir.

Je ne connais pas un seul remède efficace pour

prévenir l'invasion d'un insecte ou pour le mettre définitivement en fuite; il n'en existe pas, que je sache, et je ne m'en étonne pas; car, comment empêcherait-on, par exemple, l'*oscinis pumilionis*, l'*agriotes segetis*, l'*agapanthia marginella*, le *cephus tabidus* et tant d'autres, si funestes aux céréales, de se jeter sur un champ de froment ou de seigle? Comment arrêter au passage la *courtilière* qui chemine sous terre, ou comment la forcer à vider les lieux? Comment détourner d'une vigne l'*eumolpus*, le *rhinchites*, la *pyrale* et les *teignes* qui ont besoin, pour vivre, de ses feuilles et de ses grappes? Comment préserver un semis de choux des ravages de l'*altise*? Comment éloigner de nos vergers et de nos forêts les insectes de tant de sortes : *bombix*, *phalenes*, *cossus*, *bostriches*, *charançons*, etc., qui en veulent aux feuilles, aux bois ou aux fruits? Comment écarter de leur but ces animaux dont les uns volent le jour, les autres la nuit, et qui tous sont poussés par un instinct et des besoins irrésistibles? Les grands animaux ne peuvent se défendre des *œstres* qui déposent leurs œufs sur leur corps, des *taons* qui boivent leur sang, et l'homme disperserait loin de lui des insectes beaucoup plus petits, des insectes nocturnes, et volant hors de sa portée! Si nous n'avions le témoignage des faits, la raison seule nous dirait que c'est impossible.

Les journaux cependant ont publié dernièrement un procédé pour expulser des greniers la *calandre* qui attaque le froment. Il s'agirait, tout simplement, de déposer, près des tas de froment, des fagots de chanvre non roui. On assure que l'odeur de cette plante met en fuite les charançons, et que le grenier

en est entièrement débarrassé. Quoique je n'aie pas été témoin de ce fait, je ne me permettrai pas de le nier ; mais j'avoue, pourtant, qu'avant d'admettre définitivement le procédé comme bon, j'éprouve le besoin ou de voir faire l'expérience plus d'une fois, ou d'apprendre qu'elle a été souvent renouvelée avec succès. J'ai besoin de savoir si l'odeur du chanvre expulse les charançons blottis dans l'intérieur du tas ou logés dans les grains ; et si, d'une récolte de chanvre à l'autre, cette plante conserve la propriété non-seulement de chasser les charançons, mais encore de les empêcher de revenir ; car s'ils reviennent ils pondront leurs œufs, et les larves qui en naîtront seront, j'en répons d'avance, insensibles à l'action du chanvre le plus frais et le plus odorant. Je ne conteste pas, puisque je ne puis prouver le contraire en ce moment, que l'odeur du chanvre ne soit incommode au charançon du blé ; mais ce que je sais, c'est que les odeurs préconisées contre les insectes qui attaquent les collections sont sans résultat aucun ; car les *anthrènes* et les *dermestes* pénètrent, pondent et se métamorphosent dans les boîtes et les meubles infectés de camphre, d'essence de serpolet, etc.

Quoi qu'il en soit, et généralement parlant, je regarde comme incontestable que l'homme n'a, au point de vue agricole, aucun moyen efficace de prévenir l'invasion des insectes ou de les forcer à fuir sans retour.

La question se réduit donc à savoir s'il lui est possible de les détruire lorsqu'ils ont envahi sa propriété. Voyons, sous ce rapport, ce que l'on a fait ou ce qu'il paraît possible de faire.

Les céréales sont attaquées par plusieurs sortes d'insectes : les uns se développent, se transforment, passent enfin par toutes les phases de leur existence durant la vie de la plante aux dépens de laquelle ils se nourrissent. Pour ceux-là, nous ne voyons pas un moyen proposable de destruction ; car on ne peut pas sacrifier toute une récolte pour le plaisir de détruire des insectes qui vont en faire perdre une partie, lorsque surtout, en prenant ce parti, on ne modifie en rien les chances de la récolte suivante. Les autres, après avoir vécu dans le chaume ou dans l'épi, descendent, avant la récolte, au collet de la racine, ou s'enfoncent dans la terre, et c'est là qu'ils subissent leurs métamorphoses, pour devenir insectes parfaits au printemps suivant. Pour ces derniers, on peut, ainsi que l'indique M. Guérin-Ménéville pour l'*agapanthia-marginella*, appelée *aiguillonier* dans certaines contrées, brûler ou enfouir les chaumes qui restent après la moisson ; et quant à ceux qui se sont cachés dans le sol, on peut essayer de les détruire par des labours ; mais ces moyens sont évidemment incomplets, et de plus ils demeureront dérisoires tant que tous les agriculteurs du voisinage et même de la contrée ne les mettront pas en pratique ; car les insectes qui naîtront chez eux iront déposer les œufs chez les autres, et il n'y a pas de raison pour que l'agriculteur qui aura fait chez lui les frais de l'incinération et des labours, ne soit aussi infesté que par le passé. Ce qu'il aura détruit n'est rien, en effet, en comparaison de ce qui sera resté vivant chez ses voisins.

J'ai bien entendu dire que l'on devrait forcer tous les cultivateurs d'une même contrée de prendre en

même temps les mêmes précautions; mais je me persuaderai difficilement qu'on puisse se décider à faire une loi pour contraindre un propriétaire à labourer sa jachère à telle époque, alors même qu'il en aurait besoin pour le pacage de ses bestiaux. Jamais on n'obtiendra d'un gouvernement ou d'une assemblée législative quelconque qu'ils fassent aussi bon marché du droit de propriété. Je ne vois, dès lors, aucun remède contre les insectes dont il s'agit.

La courtilière ou taupe-grillon, fait le désespoir des jardiniers et des agriculteurs, surtout dans notre département des Landes : elle dévaste les semis et les plantations de légumes, et pullule à tel point dans les champs, principalement dans ceux des contrées sablonneuses, qu'on se voit quelquefois réduit, après deux ou troisensemencements successifs et toujours détruits, à une récolte insignifiante de millet ou de maïs. C'est le plus grand fléau des cultures estivales; et tout ce que l'on a fait jusqu'ici pour se préserver de cet insecte malfaisant ou pour le détruire est demeuré sans résultat. On connaît bien les moyens d'en prendre un certain nombre; mais qu'est-ce que cela comparativement à ce qui échappe à tous les pièges? Comment obtenir des résultats appréciables de cette chasse presque infructueuse, si les voisins demeurent inactifs et laissent se multiplier chez eux un insecte que rien n'empêche de passer d'un champ à un autre? Notre Société d'agriculture a promis une forte prime à l'auteur d'un procédé infailible pour la destruction ou l'expulsion de la courtilière; cette prime n'a jamais été gagnée, et j'oserais affirmer qu'elle ne le sera jamais.

Il y a une douzaine d'années, le gouvernement

s'émut de la situation qu'un chétif insecte, un gracieux petit papillon, une *pyrale*, faisait à quelques départements viticoles. Les ravages étaient considérables; ils s'étendaient rapidement; ils semblaient menacer tous les propriétaires de vignes. On envoya dans les localités infestées un homme bien capable d'apprécier la nature du mal et d'y trouver un remède. M. Audouin se livra à des études sérieuses sur les habitudes de l'insecte en question; et il ne trouva d'autre moyen efficace de s'en préserver, que de faire, à l'époque de la ponte, la cueillette des œufs déposés sur les feuilles. Ce procédé est excellent, sans doute; car l'enlèvement des œufs prévient la naissance des chenilles qui, au printemps suivant, détruisent l'espoir du vigneron, et il a cet avantage inappréciable, et pour ainsi dire exceptionnel, de préserver la vigne où il a été appliqué, alors même que les voisins se seraient abstenus; mais, dans la pratique, il présente de grandes difficultés, et il occasionne de grands frais, puisqu'il faut examiner une à une toutes les feuilles de chaque cep. De plus, comme la naissance et la ponte des papillons dure près de deux mois, et que les œufs éclosent peu de jours après qu'ils ont été pondus, il est évident qu'il faudrait, pendant deux mois, se tenir sans cesse dans les vignes pour rechercher les œufs, ce qui rend la chose fort coûteuse, fort ennuyeuse, sans compter que beaucoup de pontes échappent et qu'il faut recommencer tous les ans. Aussi l'idée de M. Audouin a-t-elle été abandonnée, et l'on y a substitué l'arrosage des ceps pendant l'hiver avec de l'eau bouillante, afin de tuer les chenilles cachées sous l'écorce ou dans les crevasses du bois.

Ce procédé serait chez nous très embarrassant, très imparfait et très onéreux; car nos vignes sont assez hautes: il entre environ huit mille pieds dans un hectare, et les échelas ont bien des cavités où les chenilles peuvent se loger. Il paraît cependant que, dans certaines contrées, on s'en est bien trouvé et qu'on est parvenu à rendre le mal beaucoup moins sensible; mais très certainement, dans ces contrées, la culture de la vigne doit se trouver dans des conditions plus favorables à l'application du procédé qu'elle ne le serait chez nous si par malheur nous étions attaqués par la pyrale. Il faut dire aussi que cet insecte, par ses habitudes, se prête beaucoup mieux que les autres au succès des moyens de destruction: sa chenille, en effet, naît en été; elle ne fait pour ainsi dire aucun mal jusqu'à l'époque où l'abaissement de la température la force à se réfugier sous les écorces, car, durant ce temps, elle entame à peine quelques feuilles; et si l'on parvient à la faire périr dans les retraites où elle s'est réfugiée, on est certain de ne pas voir dévorer, au printemps suivant, les jeunes pousses et les grappes naissantes, alors même que le propriétaire limitrophe aurait laissé ses chenilles en paix, car celles-ci ne voyagent pas d'une vigne à une autre.

La guerre contre les insectes se fait rarement avec des chances aussi avantageuses; et cependant, dans les pays les plus favorisés pour combattre avec avantage la pyrale, on doit renoncer à détruire cet insecte, et on ne parvient à atténuer ses ravages que par des efforts *simultanés* et soutenus.

Dans la Provence, les propriétaires d'oliviers jettent depuis quelque temps les hauts cris contre une

mouche, le *dacus oleæ*, dont le ver, semblable à celui qui vit dans la cerise, ronge le parenchyme de l'olive, c'est-à-dire la partie charnue qui fournit l'huile, et diminue, dans des proportions énormes, la quantité et la qualité de ce produit. Un entomologiste fort habile, fort expérimenté dans l'étude des mœurs des insectes, M. Guérin-Méneville, a été chargé d'approfondir les causes de ce fléau et de rechercher les moyens d'y mettre un terme. Ne pouvant s'attaquer au diptère d'où provient tout le mal, il a imaginé avec raison de s'en prendre aux vers qui en proviennent et qui doivent se transformer en mouches. Il a observé que ces vers, après s'être développés dans les olives, s'enfoncent dans la terre pour se transformer en *pupes* et plus tard en insectes parfaits; il a constaté l'époque où les vers quittent les olives, et, partant de ce principe incontestable qu'en détruisant les vers on supprime d'avance les mouches, il a conseillé de cueillir les olives avant le moment où les vers les abandonnent. Ce procédé n'est certainement pas mauvais; j'ajoute même que je n'en vois pas de meilleur; mais il faut faire la récolte avant la maturité. On est de plus exposé à ne pas bien saisir le moment favorable; et comme des œufs ont été pondus de bonne heure, et que des vers se développent beaucoup plus vite que d'autres, il peut arriver, à moins de cueillir les olives toutes vertes, que beaucoup de vers soient déjà sous terre, en voie de transformation, lorsqu'on fait la cueillette. Enfin, et ceci est aussi indispensable que difficile, impossible même à obtenir, il faut que *tous* les propriétaires d'oliviers d'une contrée fassent *en même temps* la même opération; car les mouches qui naissent chez

les uns vont pondre chez les autres. Je reconnais qu'un effort commun et simultané réduirait considérablement le nombre des mouches de l'olivier : mais dans deux ou trois ans, si les circonstances atmosphériques favorisaient leur multiplication, il faudrait recommencer ; de sorte qu'on peut dire, en toute vérité, que le *dacus oleæ* échappe à la puissance de l'homme.

La grande famille des pucerons, si remarquable par sa prodigieuse fécondité, semble avoir une espèce particulière pour chacune de nos plantes potagères, pour chacun de nos arbres ou arbrisseaux. Le fleuriste sait mieux encore que le jardinier le mal que font ces insectes ; mais tout le monde connaît les dommages que le *puceron lanigère* cause aux pommiers. Une autre espèce se jette sur les jeunes pousses de cet arbre, qui se crispent, se contournent et cessent de végéter. L'influence du mal se propage jusque sur les fruits qui demeurent rabougris et tombent avant la maturité. Lorsqu'on n'a que quelques arbres à soigner, on peut, sans doute, se débarrasser de ces ennemis, dût-on les détruire un à un ; dans un verger un peu étendu, dans une pépinière, quel moyen a-t-on de combattre le fléau ? Quant à moi, je n'en sais aucun dont on puisse être parfaitement sûr.

Nous connaissons, par les récits des agriculteurs et des savants, les ravages considérables et presque fabuleux que causent, dans les immenses forêts de pins de l'Allemagne et notamment de la Prusse, divers insectes forestiers et surtout les chenilles d'un papillon, *liparis-monacha*, qui ont fait périr des arbres par centaines de mille. Dans la région pinicole

du département des Landes, nous avons, indépendamment d'une foule d'autres insectes lignivores, une chenille processionnaire, celle du *bombix pityocampa*, qui dévore les feuilles du pin, et dont les sociétés nombreuses se réfugient, aux approches de l'hiver, dans de grands nids soyeux solidement fixés vers l'extrémité des branches, et, au printemps, quittent leur demeure pour recommencer leur œuvre de dévastation. Dans certaines contrées de la France, les chenilles des *livrées*, celles du *bombix chrysothea*, dont les habitudes ont quelque analogie avec celles de la chenille processionnaire du pin, attaquent les arbres fruitiers; et si elles ne les font pas toujours périr, elles enlèvent du moins tout espoir de récolte. A l'égard de celles-ci on ne connaît, pour s'en débarrasser, que l'échenillage, opération assez facile, prescrite d'ailleurs par une loi, et qui consiste à recueillir en hiver les nids de ces chenilles pour les faire brûler. Quoiqu'on ait fait cependant, l'espèce subsiste et se multiplie, parce qu'il y a toujours des agriculteurs indolents qui négligent l'échenillage; parce qu'il y a toujours des nids qui échappent, et qu'un nid épargné peut en produire cent l'année suivante.

Mais, en ce qui concerne les chenilles du pin, l'échenillage est complètement impossible parce que les nids sont la plupart du temps inaccessibles. L'opération serait nuisible d'ailleurs dans certaines circonstances; car comme on ne peut se rendre maître du nid sans couper la branche qui le porte, si chaque branche avait un nid, comme je l'ai vu ici il y a quelques années, il faudrait enlever, ou du moins mutiler toutes les branches, ce qui causerait inévitablement la mort de l'arbre. Cette opinion ne pa-

raîtra point hasardée à ceux qui connaissent la physiologie végétale des arbres résineux ; mais elle résulte aussi de l'expérience. J'ai enlevé, en effet, au printemps, sur de jeunes pins bien vigoureux, l'extrémité de toutes les branches en coupant un peu au-dessous du bourgeon terminal. La sève s'est d'abord extravasée par les troncatures ; retenue ensuite par les sucres résineux coagulés, elle a essayé de développer des bourgeons adventifs qui ont, à la vérité, commencé à poindre, et qui auraient peut-être fini par remplacer les bourgeons amputés ; mais l'économie de ces arbres avait été tellement troublée ; ils avaient tellement souffert d'une opération à-peu-près indifférente pour les arbres à feuilles non aciculées, que les *bostrichus* et les *pissodes*, insectes toujours à l'affût des pins malades, s'en emparèrent avant que les bourgeons adventifs ne pussent devenir des rameaux, et les firent tous périr.

Quel est donc le moyen de se débarrasser de ces insectes malfaisants ? Je n'en vois pas d'autres que de recueillir et de détruire en hiver les nids les plus accessibles, et de rechercher les chenilles au printemps, lorsque, par bandes nombreuses, elles cheminent d'un arbre à un autre, ou qu'elles cherchent un lieu favorable pour s'enterrer et se transformer en chrysalides. On peut alors les écraser sur place. Mais combien échapperaient à ces investigations ! Et puis, ne faut-il pas que tout le monde s'entende pour cette œuvre de destruction ? C'est-à-dire que la chenille du bombyx se rit des malédictions de l'homme, qui ne saurait lui faire beaucoup plus de mal que les nombreux oiseaux dont elle devient la proie.

Je n'en finirais pas si je voulais parcourir avec

quelques détails la nombreuse série des insectes ennemis de l'agriculture. Le professeur Gén   a fait un livre sur ceux qui s'attaquent aux produits des champs; Ratzeburg a publié quatre volumes sur ceux qui nuisent aux forêts; et de nombreux mémoires, disséminés dans les recueils agricoles et scientifiques, en ont signalé bien d'autres qui ne sont pas mentionnés par ces deux auteurs; mais j'en suis encore à connaître un procédé pour se défendre efficacement d'un seul de ces animaux.

Faut-il en conclure que l'on perd son temps à rechercher les habitudes, les m  eurs, les métamorphoses de ces insectes, et que les savants qui se livrent à ces travaux d'observation usent leur esprit et leur patience à des futilités? Le ciel me préserve démettre une pareille opinion. L  tude des m  eurs des insectes, pour celui qui s'y adonne avec ardeur, en y apportant un esprit philosophique, n'a pas seulement un grand charme, un grand intérêt scientifique, elle peut aussi éclairer quelquefois l'agriculteur et le forestier sur les dispositions qu'il pourrait prendre pour atteindre, au moment le plus favorable, quelques-uns des ennemis qui l'entourent, pour tromper ou pour contrarier leurs instincts de destruction.

Faut-il en conclure aussi qu'en présence de ces ennemis nombreux qui l'assaillent de toutes parts, l'agriculteur doit éternellement se croiser les bras; qu'il doit laisser dévaster ses récoltes sans rien entreprendre pour les sauver, comme s'il ne pouvait pas plus se défendre des insectes que de la pluie et de la grêle? Telle n'a pas été certainement ma pensée; et si j'ai dit en commençant que la vie de l'agriculteur est une vie de luttés continuelles, c'est que

dans ces luttes je comprenais celles qu'il doit soutenir contre tous les animaux, grands et petits, qui travaillent à lui ravir le fruit de ses labeurs. J'aime donc à le voir, la nuit dans son potager, recherchant et mettant en pièces les limaces qui attaquent ses plants et ses semis, poursuivant le jour les papillons qui viennent pondre sur ses choux, ou détruisant les chenilles qui les dévorent; recueillant dans ses vignes les œufs des pyrales, les fourreaux des *rhynchites*; dressant des pièges aux courtilières; mettant à prix la tête des moineaux, des hannetons; échenillant les vergers; allant chercher au cœur d'un arbre fruitier le ver qui le ronge et le ferait périr; remuant ses grains pour en chasser le charançon et l'alcide. Il peut ainsi atténuer ses pertes; mais je ne puis m'empêcher cependant de lui redire avec une douloureuse conviction, que, quoi qu'il fasse, il ne parviendra jamais à se débarrasser entièrement et définitivement de ces insectes destructeurs qui ont, pour lui échapper et se reproduire, bien plus de ressources qu'il n'en a pour les atteindre et les détruire.

La guerre que les insectes ont déclarée à l'homme, semble avoir ses ruses et ses perfidies comme celles que les hommes se font entr'eux. Il y a des époques de trêve qui font croire à un triomphe complet; et l'agriculteur, heureux de ce repos après de rudes épreuves, s'endort alors dans une funeste sécurité, pour ne se réveiller que lorsqu'une invasion aussi formidable et quelquefois plus terrible que les précédentes vient lui apprendre que sa confiance n'était qu'un piège, et l'avertir qu'il a eu tort d'abandonner le champ de bataille et de ne pas prévenir, par des escarmouches continuelles, ces grands com-

bats où la victoire est toujours du côté du grand nombre.

Il résulte de ce qui précède, que l'homme est à-peu-près sans pouvoir contre les insectes qui attaquent les produits du sol; et qu'alors même qu'il aurait les moyens de les détruire, il trouverait de grands obstacles dans l'impossibilité d'organiser, de concert avec tous les agriculteurs d'une même contrée, une croisade générale et simultanée contre l'ennemi commun. J'affirme en outre qu'alors même qu'il réaliserait cette condition, il lui serait impossible d'arriver à l'annihilation des espèces qu'il redoute; car, ainsi que je l'ai dit, il a contre lui leurs ruses, leur agilité, leur fécondité prodigieuse, leur couleur même qui les rend souvent invisibles, et cette suprême loi de la nature qui garantit la conservation de chaque race d'animaux.

Ainsi l'homme, ce roi de la création, dont l'esprit cherche à tout savoir, dont la raison veut tout comprendre, dont la volonté cherche à tout réaliser, n'a pas encore trouvé un procédé efficace pour se délivrer même de ces chétifs insectes que son souffle semblerait devoir réduire au néant; il est à leur merci, il s'avoue vaincu; car tous les jours il constate son impuissance, et il est forcé de reconnaître que ses plus constants efforts aboutissent à peine à retarder ou à atténuer les crises qu'il endure.

Mais, puisque le pouvoir de l'homme est si borné; puisque les insectes ont une si merveilleuse faculté de reproduction, comment se fait-il que le nombre de ces insectes, au lieu de s'accroître toujours, dans des proportions effrayantes, décroît par intervalles, de manière à faire presque croire à leur disparition?

Comment se fait-il que leurs ravages, qui devraient acquérir, chaque année, plus de gravité et de développement, s'arrêtent parfois tout d'un coup, et deviennent, pour un temps plus ou moins long, à-peu-près insensibles? C'est que la nature, quoique sans cesse préoccupée de la conservation des espèces, a établi des lois d'équilibre et de pondération qui tendent à les maintenir dans certaines limites; c'est que partout où il y a accumulation démesurée ou surabondance d'individus, qu'il s'agisse de l'homme ou des animaux, il survient, par des voies qui nous sont ordinairement inconnues, et que la science n'a pu encore explorer, des causes de dégénérescence et de mort qui rétablissent les proportions providentielles. Pour les insectes notamment, les phénomènes météorologiques rentrent, de la manière la plus évidente, dans ces causes de destruction; et la nature appelle en outre à son aide des milliers d'animaux insectivores, d'insectes parasites qui concourent puissamment à l'accomplissement de ses desseins. Chaque insecte, en effet, a son parasite; souvent même il lui en est assigné plusieurs qui se dévouent à sa perte avec cet acharnement, cette ingénieuse obstination qu'il apporte lui-même dans l'accomplissement de sa mission.

Je ne résiste pas à l'envie d'appuyer de quelques faits l'opinion que je viens d'exprimer.

Il y a quelques années les vastes forêts de pins du département des Landes furent envahies par une si prodigieuse quantité de chenilles processionnaires (celles du *bombix pityocampa*), que chaque branche, presque chaque brindille avait son nid. Avant l'hiver une grande partie des feuilles avait été dévorée;

et au printemps, les chenilles sortant de leur engourdissement hivernal, achevaient de brouter le reste, de sorte que, au mois de mai, on eût dit que le feu avait passé par là. Ces ravages, sans préservatif possible, durèrent deux années, et firent périr quelques arbres. Les propriétaires s'en émurent; et, pour ma part, je n'hésitai pas un instant à déclarer que, s'ils se renouvelaient deux ou trois ans de plus, c'en était fait pour le plus grand nombre de nos pins, dont l'état de langueur serait suivi de troubles organiques assez graves pour attirer les bostriches, les buprestes, les innombrables insectes lignivores, toujours prêts à se jeter sur les arbres malades, et dont les atteintes sont un signal de mort.

Ainsi que je l'ai dit, cette situation dura deux ans. A la troisième année, quel fut notre étonnement de voir qu'il n'y avait presque plus de nids sur les arbres! les chenilles avaient, pour ainsi dire, disparu. Les mésanges, les pics, les coucous et d'autres oiseaux en avaient, sans doute, détruit un très grand nombre; sans doute aussi quelques milliers étaient devenus la proie d'insectes carnassiers et parasites; mais, en supputant toutes les destructions partielles, on aurait été bien loin de compte. Quelque fléau général avait dû s'appesantir sur cette race innombrable de dévastateurs, et voici, quant à moi, ce que j'en pense.

Au mois de mai, les chenilles processionnaires s'enfoncent dans la terre pour se transformer en chrysalides; mais elles s'enterrent à une faible profondeur pour que le papillon n'éprouve pas de grandes difficultés à prendre son essor. Le travail de métamorphose organique qui s'effectue dans la chry-

salide, exige, comme on sait, que l'insecte soit à l'abri d'une trop grande sécheresse; or les mois de mai et de juin de l'année dont il s'agit se firent remarquer par des chaleurs très intenses et une sécheresse opiniâtre; le sol sablonneux des bois de pins se dessécha profondément; il devint brûlant, et les chrysalides, ne pouvant se développer dans ce milieu, avortèrent presque toutes. Il naquit donc fort peu de papillons, et dès lors il y eut peu de chenilles. Deux circonstances me paraissent justifier pleinement cette explication : c'est que 1° dans les bois un peu frais et sur les lisières voisines des lieux humides, on retrouvait; l'année suivante, des nids en assez grand nombre; 2° depuis lors, deux autres années, 1848 et 1849, ont été marquées par une sécheresse pour ainsi dire exceptionnelle; et il en est résulté qu'aujourd'hui on parcourt de très grandes distances sans rencontrer un seul nid, ce qui a fini par me contrarier beaucoup, parce que ces nids sont l'asile ou le berceau unique de certains insectes fort intéressants et que je retrouve toujours avec plaisir.

Ainsi, il a suffi d'une sécheresse pour mettre un terme à des dévastations très inquiétantes, contre lesquelles l'homme n'avait pas de remède; et le nombre des chenilles processionnaires est aujourd'hui réduit à une si simple expression; elles sont, de plus, entourées de tant d'ennemis, qu'elles ont cessé pour long-temps d'être redoutables.

A défaut de la sécheresse ou de tout autre accident météorologique, ces chenilles auraient pu, comme on l'a vu ailleurs pour d'autres espèces, trouver dans leur multiplication même des causes de ruine et de mortalité. Le nombre en aurait pu être

tellement grand que la nourriture leur aurait fait défaut avant leur développement complet, et alors elles auraient péri de faim avant de se transformer.

En 1847 et 1848, les choux de nos jardins furent assaillis par des légions de chenilles de la *Piérade du chou*. Nos jardiniers avaient beau leur faire la chasse, les papillons étaient si nombreux, le temps était si favorable à la prompte éclosion de leurs œufs, que tout fut ravagé jusqu'à trois reprises différentes.

En 1849, on n'a presque pas vu de papillons et de chenilles.

Quelle a été la cause de cette débâcle? La sécheresse tout à fait insolite, même pour notre climat, des années 1848 et 1849, y est sans doute pour une part; il faut croire aussi, car j'ai recueilli un très grand nombre de chrysalides attaquées, que les circonstances atmosphériques ont favorisé la multiplication des insectes parasites des chenilles, et fort peu ont pu donner naissance à des papillons. Voilà donc les choux garantis pour quelques années sans doute.

Il est des époques où les guêpes sont tellement communes, qu'on a peine à préserver de leurs atteintes les fruits mûrs. Aux vendanges surtout elles abondent autour des pressoirs, et les vendangeurs manœuvrent au milieu d'un essaim de ces insectes dangereux qu'attire le sucre du raisin. En 1849, on se demandait ce que les guêpes étaient devenues, et en effet on n'en apercevait presque aucune.

Je n'ose hasarder l'explication de ce fait : je dirai pourtant que les gelées tardives du printemps ayant surpris les arbres fruitiers en fleur, il y a eu extrêmement peu de fruits d'été, et que cette circons-

tance, jointe à la sécheresse, a pu entraver l'alimentation des larves des guêpes, comme on le voit parfois pour celles des abeilles, lorsque les chaleurs et le défaut de pluie privent les fleurs de leurs suc. J'ajoute que les insectes parasites des guêpes paraissent s'être développés, au contraire, dans des proportions insolites; car lorsque j'ai voulu recueillir, au commencement de l'hiver, un nid souterrain de *guêpes rousses*, que j'avais découvert en automne, je n'ai plus trouvé qu'une sorte de boue, un magma tout peuplé de larves de *cryptophages*, de *volucelles* et d'autres diptères, préposés par la nature à la destruction de ces hyménoptères incommodes et déprédateurs.

Je lis, dans l'*Histoire de l'Administration en France*, par Anthelme Costaz, tome 1, page 248, que, durant les *xvii^e* et *xviii^e* siècles, les forêts de pins de l'Allemagne furent tellement ravagées par le *bostrichus typographus*, que la province hanovrienne du Hartz craignit de manquer de combustible. Elle fut délivrée de cette crainte principalement par l'influence de plusieurs hivers froids et humides qui le firent périr en très grande quantité.

Si, pour me donner le plaisir de multiplier ces narrations, j'avais pris des renseignements dans les contrées naguère infestées par tels ou tels insectes, je suis convaincu que j'aurais des résultats semblables à mentionner. Depuis quelque temps, en effet, les journaux ne signalent plus, comme ayant quelque gravité, les ravages de la pyrale dans les vignes; le *colaspis* a disparu de certains cantons où il détruisait la luzerne, et je suis convaincu qu'avant long-temps les propriétaires d'oliviers auront moins à se plaindre

qu'aujourd'hui. C'est ainsi, d'ailleurs, que les choses se passent pour les maladies des plantes, pour les épizooties, pour les épidémies, qui sévissent et qui s'arrêtent sans qu'on sache pourquoi, et sans que l'homme y puisse quelque chose.

La lutte que l'agriculteur soutient contre les insectes est donc tellement inégale, qu'on ne peut guère lui en vouloir d'abandonner quelquefois la partie, quoiqu'il puisse, à force de courage et de persévérance, retarder sa défaite ou la rendre moins désastreuse; de même qu'en observant les lois de l'hygiène il s'affranchit souvent des maladies endémiques; mais, il faut en convenir, le secours véritablement efficace est en dehors de lui; il n'est guère plus maître du mal que du remède. Heureusement les lois de la nature sont ainsi établies que quelquefois l'excès du mal devient lui-même un remède, et que la puissance qui travaillait à la ruine du cultivateur opère son salut, presque toujours au moment même où il commençait à désespérer. Famine occasionnée par la trop grande multiplicité des individus; phénomènes météorologiques funestes à leur développement ou à leurs métamorphoses; production exubérante des parasites, tels sont les procédés souverains que la nature emploie; procédés seuls infaillibles, et dont l'homme ne peut qu'attendre les effets, car il ne saurait les utiliser lui-même.

Que les savants continuent donc à étudier les insectes nuisibles à l'agriculture; mais qu'ils hésitent à faire grand bruit de leurs travaux, au point de vue de l'intérêt agricole. Que les agriculteurs poursuivent sans relâche l'œuvre d'extermination des nombreux ennemis qui les entourent; mais qu'ils sachent

que leur pouvoir a des limites assez bornées, et que, sans les auxiliaires que leur réserve la nature, ils n'arriveront presque jamais à de grands résultats.

Ainsi qu'on l'a vu par ce qui précède, les insectes carnassiers et parasites doivent être comptés parmi ces auxiliaires, et ils remplissent à cet égard un rôle très important. Ces insectes devraient donc être respectés; mais malheureusement les agriculteurs, dans leur ignorance de l'entomologie, comprennent dans la même proscription tous les insectes quels qu'ils soient, et travaillent ainsi parfois contre eux-mêmes. Il ne serait pas difficile pourtant de les prémunir contre cette erreur. Ils savent déjà que les araignées poursuivent à la course ou prennent dans leurs filets bien des insectes malfaisants; ils apprendraient bien vite à discerner les *carabiques*, qui sont de redoutables chasseurs et font périr une multitude de larves et d'insectes funestes aux récoltes; les *ichneumonides* et les *chalcidites*, si faciles à reconnaître, et qui font une guerre à outrance aux chenilles, aux larves des charançons, des insectes lignivores, etc.; les *coccinelles*, les *syrphes*, les *hémérobes* qui détruisent chaque année des millions de pucerons; les *volucelles* qui dévastent les nids des guêpes; ils sauraient que les fourmis, qu'on accuse si mal à propos de faire du mal aux arbres et notamment aux orangers sur lesquels elles se répandent, et qu'on en écarte par tous les moyens possibles, servent, au contraire, à constater la présence des pucerons, seule cause du dépérissement de ces arbres, et dont elles vont recueillir les déjections sucrées; qu'une foule d'autres espèces, dont je ne poursuivrai pas la nomenclature pour ne pas rendre cette notice trop pré-

tentieuse, concourent énergiquement à la conservation des plantes et des arbres que l'homme cultive. Ils apprendraient facilement tout cela; et certes il en vaudrait la peine, puisqu'ils sauraient ainsi discerner leurs amis de leurs ennemis; amis d'autant plus sûrs qu'ils travaillent pour eux-mêmes, qu'ils obéissent à leurs instincts, et qu'ils remplissent la mission que la nature leur a confiée.

Mont-de-Marsan, 10 mars 1850.

Edouard PERRIS,

Chevalier de la Légion-d'Honneur, membre
de plusieurs Sociétés savantes.

MÉMOIRE

SUR L'ÉTAT PRÉSENT DE LA CULTURE DU CHÊNE-LIÈGE

dans le département des Pyrénées-Orientales.

Le chêne (*quercus*) est incontestablement l'arbre le plus précieux après ceux dont les fruits servent d'aliment à l'homme. Emblème de la force et de la durée, quel bois pourrait le remplacer, pour une foule d'arts utiles ou agréables! Nous passerons rapidement sur sa classification botanique. Il appartient à la famille des *Amentacées*. Les fleurs mâles et les fleurs femelles viennent à part sur le même individu. Tout le monde connaît le gland de forme variée suivant les espèces. Le chêne ne croît que sous

les zones tempérées; et la plupart de ceux qui conservent leurs feuilles toute l'année, ne viennent même que dans les climats chauds. Je ne m'étendrai point sur les divers et nombreux usages qu'on fait du bois de cette précieuse essence. Contentons-nous aussi de rappeler seulement le respect, la vénération qu'on lui portait dans l'antiquité, et surtout chez nos pères les habitants des Gaules; ici, nous n'avons à le considérer que sous le premier point de vue : l'utilité. Et parmi les quarante à cinquante espèces bien caractérisées et leurs innombrables variétés, nous traiterons uniquement du chêne-liège (*quercus suber*), le plus précieux de tous, et dont le produit, anciennement assez borné dans ses applications, a dans les temps modernes acquis un degré d'importance qui va toujours croissant.

Dire que cette espèce a les feuilles persistantes, assez semblables à celles du chêne-vert, mais cotonneuses en dessous, d'une couleur moins foncée, et souvent à bords légèrement recourbés; que son gland n'est pas désagréable au goût, etc., etc., ce serait répéter tout ce qu'on trouve dans les ouvrages de botanique. Nous insisterons cependant sur un point : la hauteur du chêne-liège, indiquée comme ne dépassant pas vingt-cinq pieds, est bien plus grande dans le Roussillon, où cet arbre, qui croît abondamment près de la frontière, porte le nom de *Suro*. Il en existe un au bas du mur de soutènement de la route d'Espagne, près de Bellegarde, qui a 4 mètres de contour et 14 de haut; la surface qu'il recouvre est de 63 à 64^m carrés. On ne connaît point son âge. Un autre, auprès de Calmeilles, semé il y a 80 ans, a 2^m,40 de contour au tronc et 11^m de haut.

La culture du chêne-liège a pris dans le département, depuis quelques années, un immense développement. On a compris tout le parti qu'on peut tirer d'un arbre qu'on voit prospérer sur les terrains les plus arides, même sur les rochers, dans les crevasses desquels il jette de profondes racines. Les sols schisteux ou granitiques lui conviennent également, comme on peut s'en convaincre en parcourant les forêts qui occupent les croupes inférieures des Pyrénées. Elles donnent de beaux produits sans autres frais que l'extraction périodique de l'écorce. Mais combien de vastes surfaces, indiquant un terrain favorable, où l'on remarque à peine quelques rares sujets ! Combien d'autres, couvertes de vigoureux chênes-verts, que pourraient avantageusement remplacer les lièges ! Combien d'autres enfin, où rampe la chétive yeuse, dont le défoncement aurait d'étonnants résultats ! Ces idées fermentent dans la tête de nos agriculteurs ; et on voit cette culture d'un brillant avenir, s'emparer progressivement des terrains vagues, où la dent du gros bétail et des bêtes ovines trouvait à peine un maigre pacage. L'autorité en protège l'extension. La Société des Pyrénées-Orientales revendique à juste titre l'honneur d'avoir appelé l'attention et la bienveillance du gouvernement sur cette importante branche de l'agriculture du Midi ; elle poursuit sa mission, en s'empressant d'indiquer les meilleurs procédés d'exécution et d'application des trois modes maintenant en usage pour obtenir des résultats plus ou moins prompts : le semis, la transplantation, la greffe. Quel que soit celui dont on fait choix, il faut s'armer de patience, car la dépouille du chêne-liège, devenue nécessaire au bout

de quinze années, est sans emploi, et à peine obtient-on un produit utile après la trentième. Le planteur n'ignore pas qu'un autre jouira du fruit de son travail et de ses sacrifices; mais en père de famille prévoyant, en bon citoyen, il a fondé le bien-être de ses enfants, il a laissé un louable exemple à suivre.

Semis.

La reproduction par semis s'effectue naturellement dans les forêts; mais si l'on veut en créer de nouvelles, ou remplir les éclaircies, on doit y procéder au moyen de jeunes plants venus en pépinière, ou semer en place. Les glands, provenant des lièges de la meilleure qualité, seront recueillis en novembre, et conservés dans une excavation préservée de l'humidité, couverte et tapissée intérieurement de paille, fermée d'une couche de terre de 0^m,15. Ils se maintiendront ainsi intacts et frais comme le jour où on les aura enfouis. Le semis s'opère au commencement de mars. Ils resteront peu de temps en terre; car ils pousseront et prendront racine au bout de trente jours. On aura ainsi plus de chances de les soustraire à la voracité des rats, qu'en les semant, comme on le pratiquait jadis aussitôt après les avoir récoltés, ce qui les exposait à un dommage certain. Pour exécuter le semis, on fait des trous d'un décimètre cube; on y jette deux ou trois glands. Après les avoir recouverts de terre, on superpose des épines d'ajonc, par exemple, très communes dans nos Pyrénées. Il faut avoir soin de les fixer au moyen de pierres plates. Le jeune plant croît très lentement, surtout si l'on a semé en place sans autre travail du sol que le décimètre d'excava-

tion. Il n'acquiert cette dimension qu'au bout de trois années. En pépinière soignée, la croissance est autrement rapide; nous en avons vu cette année dans un terrain fort maigre, qui, ayant le même âge, s'élevaient à 50 centimètres. On doit, en travaillant le terrain, avoir une attention particulière à ne pas les ébranler.

Il est d'usage en Catalogne, pour ne pas perdre le produit du sol pendant un grand nombre d'années, de semer le gland dans les vignes, au croisement des lignes de division. Les façons données au terrain profitent au jeune plant, et activent naturellement sa croissance. Le produit de la vigne dédommage ainsi le propriétaire, jusqu'à la récolte du liège après la trentième année. Les troupeaux doivent en être soigneusement proscrits; et on ne manquera pas d'élaguer en temps opportun les pousses latérales pour ne conserver que la tige droite centrale.

Lorsque les produits des semis naturels ou artificiels seront moins éloignés que le minimum de quatre mètres, il conviendra de les éclaircir pour en garnir les espaces qui en seront dépourvus, ou pour donner plus d'extension à la plantation. On commence à adopter cette méthode dans le Roussillon, et l'on voit déjà, dans l'arrondissement de Céret, un grand nombre de vignobles coupés par des allées de chêne-liège.

Les nombreuses variétés de cet arbre ne sont reconnaissables que par la nature de l'écorce; les liéges fins et les grossiers se voient côte à côte dans la même situation, le même sol, la même culture. Il est bien évident qu'on ne saurait attribuer la différence qu'au gland du semis; c'est pourquoi nous recommandons

une attention minutieuse, une recherche intelligente dans le choix du gland; car il y a aussi une énorme différence dans le prix du liège, suivant sa finesse.

Transplantation.

L'extrême lenteur du développement des plants de chêne-liège provenant de semis, a dû préoccuper la pensée des propriétaires de terrains propres à cette culture. Ils ont dû chercher les moyens d'abrèger la longue période nécessaire pour arriver au premier écorcement utile. Cette recherche les a conduits à tenter des transplantations de sujets déjà forts. Lorsqu'en 1820, M. Laurent Coste, propriétaire à Montauriol, entreprit cette opération avec des plants de quinze ans, c'était un vrai problème à résoudre; l'opinion lui était contraire, et on considérait la reprise comme impossible. Le Conseil-général d'agriculture devait partager cette opinion; car, en 1822, sa sollicitude étant éveillée par la diminution progressive des récoltes de liège en France, il demanda qu'une somme de 4.500 francs fût affectée par le ministère de l'intérieur, à la fondation d'une ou de plusieurs primes d'encouragement pour la culture de l'arbre qui le fournit. Le tome premier des *Mémoires de la Société Royale et Centrale d'Agriculture pour 1822* renferme le programme. Elle proposa trois prix à décerner, en 1834, aux propriétaires qui auraient semé à demeure la plus grande étendue de terre de mauvaise qualité en chêne-liège, de manière qu'en 1833 on reconnût dans les départements propres à la culture de cette essence d'arbres, au moins 2.000 pieds conservés. Le département des Pyrénées-Orientales four-

nit un concurrent : M. Reig, de Collioure, obtint le troisième prix. Il présenta, sur le chêne-liège, un mémoire dont les vues, reproduites depuis, ont été justement appréciées. Si le Conseil d'agriculture eût cru la plantation possible, à l'âge de 12 à 15 ans, nul doute qu'il l'aurait proposée de préférence et fortement encouragée comme un mode infiniment plus prompt d'arriver au but.

La persuasion où étaient les agronomes que la conservation entière du pivot était indispensable à la reprise, rendait la transplantation impossible à leurs yeux ; car le pivot descend à de grandes profondeurs. M. Coste a lutté contre l'opinion générale, et les résultats ont prouvé qu'il avait raison. Le premier essai eut lieu auprès de sa maison d'habitation, près de Montauriol, sur un terrain schisteux, dépourvu complètement d'abri et d'ombrage : il réussit. Encouragé par le succès, il étendit la transplantation concurremment avec le semis sur une surface de 100 hectares. Aujourd'hui suffisamment peuplée, elle acquerra une grande valeur par la suite. On y voit des arbres qui, plantés en 1820, ont déjà un mètre de circonférence. On ne remarque dans les forêts aucune différence entre les lièges provenant de semis et ceux qui, lors de la transplantation, avaient 15 ans. 50 Pieds plantés au mois d'avril 1849, offraient une preuve irrécusable de l'excellence de la méthode, puisque, malgré l'extrême sécheresse de l'année, une végétation luxuriante avait fourni des jets de 50 à 60 centimètres, au mois d'octobre.

Nous donnerons les détails du procédé. On creuse, d'avance, des trous d'un mètre carré et de 0^m,75 de profondeur. Il est d'usage dans le Roussillon d'opérer

la transplantation à la fin de février, si le sol est schisteux, et de mars en avril s'il est de nature argileuse. On fait choix des plants les plus vigoureux de 12 à 15 ans de venue. Nous en avons vu de 20 ans qui ont parfaitement réussi. Après les avoir dépouillés de leurs branches, on coupe le pivot à 15, 20 ou 30 centimètres sous le collet, de manière à conserver avec le plus grand soin les petites racines latérales, aussi longues que possible, retranchant celles qui auraient éprouvé des avaries. On recouvre d'une terre meuble, exposée quelque temps au soleil, jusqu'à 20 centimètres au-dessus du collet. On superpose une couche de paille ou de balle de blé peu épaisse; et, après avoir donné un bon arrosage, on pose encore une couche de terre. Si le fond du trou où le sous-sol est imperméable, il faut ouvrir une rigole qu'on remplit de pierres afin de procurer un écoulement à l'eau. Dans le cas où elle ne pourrait s'écouler faute de pente, il serait indispensable, comme l'a indiqué M. Coste, d'approfondir au-dessous de 75 centimètres; on remplit l'excavation de branchages, qu'on recouvre de terre, prévenant ainsi le contact des racines avec l'eau qui ne manquerait pas de les pourrir. L'affaissement qui en résulte plus tard n'est pas nuisible, puisqu'il s'est formé un terreau favorable à la végétation. Les arrosages doivent être fort rares; et il paraît même, d'après des observations suivies et expérimentales, que les sujets arrosés ont moins prospéré que les autres.

Il est digne de remarque que l'époque convenable pour la transplantation est aussi celle du succès le plus certain de la greffe; moins ingénieuse la transplantation ne sera pas moins utile. Les semis naturels

par la chute des glands, donnent des plants souvent groupés en masse qui se nuisent et ne permettent qu'un développement imparfait, tandis qu'on trouve des surfaces considérables presque dégarnies de chênes, occupées par des cistes, des arbousiers, des genêts, des ajoncs, dont il est même difficile de tirer parti, à cause de l'aspérité des lieux. La transplantation aura donc un double effet : éclaircir les parties des forêts où les plants sont trop serrés; garnir celles où ils sont trop rares, et où même ils manquent complètement. L'arbre transplanté souffre un peu pendant les deux premières années; mais, en le supposant terme moyen âgé de 15 ans, on en gagne 14 ou 15 par ce procédé dont on peut apprécier ainsi toute l'importance.

Comme en transplantant, surtout dans les terrains cultivés, on est maître de la distance, il faut à notre avis la porter à 8 mètres. L'air, le soleil sont indispensables à la vie et à la prospérité de cet arbre qui, ainsi que nous l'avons déjà dit, devient plus fort et s'élève beaucoup plus haut que ne l'indiquent les botanistes.

Grefle.

On ne conçoit pas qu'une opération aussi généralement appliquée sur le plus grand nombre d'arbres et d'arbustes, soit restée jusqu'à ce jour inexécutée, ou tentée sans succès à l'égard du chêne-liège. Y avait-il cependant rien de plus naturel, que d'essayer dans les climats chauds, la substitution de cette essence précieuse, utile et d'un si beau produit, au chêne-vert commun, formant d'immenses forêts, et n'ayant presque d'autre emploi que le chauffage! Et

cependant la nature de ces deux arbres était semblable. On n'ignorait pas que sur la frontière espagnole, on avait vu des chênes-lièges greffés sur le chêne-vert, sans doute par approche. Il existait aussi des lièges dont les racines appartenaient en grande partie au chêne-vert; nous en avons vu récemment sous le Fort de Bellegarde. Quoi qu'il en soit, le problème dont on cherchait, depuis long-temps, la solution, fut résolu, en 1848; et la difficulté surmontée par un simple cultivateur d'Oms, le sieur Thorrent Ricard. Une courte notice de M. Companyo¹ fournit la première indication du procédé d'application de la greffe en fente, telle d'ailleurs qu'elle est généralement pratiquée. Elle a fait des progrès rapides dans le département où nous pensons que l'on compte déjà de 8 à 10.000 sujets greffés. Nous pouvons, après deux années, en confirmer le plein succès, et ajouter d'importants renseignements à ce qu'on a déjà écrit à ce sujet.

Nous devons d'abord faire connaître l'emploi d'un autre genre de greffe : celle en couronne, essayée aussi, pour la première fois, à Sorède, en 1848. Elle a, pendant l'année 1850, reçu de nombreuses applications au Perthus dans les propriétés de M. Azemar. Elle doit être préférée quand on opère sur les troncs de chêne-vert de forte dimension; car on peut greffer ainsi jusqu'au niveau du sol, et en quelque sorte sur les racines; les jets sont, dans ce cas, moins exposés à l'action des vents qui règnent souvent avec intensité dans les gorges des Pyrénées. Nous pensons qu'il faut encourager ce mode, laissant

¹ Voir l'article imprimé dans le 7^e volume des *Bulletins de la Société des Pyrénées-Orientales*.

à la greffe en fente les sujets de huit à dix centimètres de diamètre. Leur élévation au-dessus du sol exige qu'on établisse de petits murs de soutènement en contre-bas de chaque pied, sur les pentes rapides.

La visite détaillée et attentive des greffes de 1849 était nécessaire; car il ne s'agit pas seulement de constater qu'une greffe a pris, il faut suivre la marche, les progrès de la végétation, pour avoir la conviction que, par ce procédé, on obtient la solidité du plant et l'économie de temps.

Les greffes du mois d'avril 1850, sur des sujets déjà forts qui leur fournissent une abondante nourriture, s'élèvent de 1^m à 1^m,50. Nous avons mesuré un jet de 1^m,90 venu en six mois, mais dans un terrain cultivé. Et nous ferons à ce sujet une observation qui pourrait paraître banale, mais qui n'est pas ici hors de propos. A la vérité le chêne-liège vient dans les plus mauvais terrains; mais sa végétation est comme celle de tous les arbres, plus vigoureuse lorsque ses racines plongent dans un sol bien travaillé.

Les pousses de la seconde année étant nombreuses, surtout latéralement, le jet central n'a monté que de 50. à 60 centimètres. La suppression des branches latérales qu'on peut maintenant opérer sans préjudice pour le jeune arbre, permettra au jet central de s'élever plus haut la troisième que la deuxième année. La greffe a acquis au collet un contour de 10 à 13 centimètres; l'écorce a déjà les caractères du liège; et sur les sujets de faible dimension, elle recouvre, en partie sinon en totalité, la surface tranchée. Nous citerons, comme fait à l'appui, des bons résultats qu'on doit attendre de la greffe, que sur un grand nombre de pousses d'avril 1849 et même de 1850, on

voit des glands en bouquets de six à sept, tandis que les jeunes liéges de quinze à vingt ans en portent rarement.

M. Thorrent ne veut pas faire connaître la composition de son mastie auquel il attribue tout le succès de l'opération. Il y attache assurément beaucoup trop d'importance; et des compositions semblables, appliquées à Maureillas, au Perthus et dans d'autres localités, ont aussi bien réussi que la sienne, dont elles ne diffèrent, sans doute, que par la couleur. La résine en forme la base, le brun rouge, et un corps gras, le suif par exemple, en sont les composants. C'est un secret facile à deviner. Ce qui l'était moins, et donne à M. Thorrent de nouveaux titres à la reconnaissance de ses concitoyens, c'est la fixation de l'époque à laquelle il faut greffer avec toute chance de succès. Des essais nombreux et suivis avec persévérance lui ont appris que la plus favorable était la fin de mars ou les premiers jours d'avril.

La transplantation, et plus tard la greffe du chêne-liège ont fait révolution dans cette branche importante de l'agriculture et du commerce du département des Pyrénées-Orientales. La Société, en propageant les deux modes dans un pays où on ne connaissait que le semis, a puissamment contribué à vaincre la répugnance des propriétaires que rebutait la perspective d'un revenu réalisable au bout d'un demi-siècle. On peut espérer d'avoir ainsi rapproché le terme d'un tiers, puisqu'on transplante des plançons de 15 ans et plus; et que la greffe, absorbant toute la sève de sujets déjà fortement enracinés, jette des pousses admirables, d'une vigueur inconnue dans la marche si lente de la végétation de cette

essence d'arbres. On voit maintenant de tous côtés, dans la partie de l'arrondissement de Céret contiguë à l'Espagne, des liéges de forte dimension transplantés en allées régulières, sur des terrains dont on ne saurait tirer un autre parti. Le succès est encore plus complet dans les vignes; leur végétation est alors naturellement plus brillante, plus rapide que dans les terrains où jamais le travail de l'homme n'ouvrit l'accès à l'action fertilisante de l'atmosphère¹.

Nous terminerons par quelques observations dont on appréciera l'utilité. Elles nous ont été suggérées par l'examen des plantations et la visite des forêts existantes dans le 2^e arrondissement sur le versant nord des Pyrénées.

Dans quelques localités, et notamment à Vivès, la période de l'enlèvement de l'écorce est trop courte. Une rotation de 6 ans ne peut être que très nuisible aux intérêts du propriétaire et à la durée de l'arbre. Elle doit être comme au Perthus et sur la frontière espagnole, de 10 années. L'écorce acquiert alors de 3 à 4 centimètres d'épaisseur, tandis qu'au bout de 6 ans elle ne peut servir qu'aux bouchons des fioles de pharmacie et de parfumerie. C'est d'autant plus regrettable à Vivès, que la qualité du liége est supérieure. On comprend d'ailleurs qu'en pratiquant l'écorcement mince, on court la chance d'attaquer le liber dont la conservation intacte est indispensable au renouvellement de l'écorce.

Les ouvriers prétendent connaître, à la simple ins-

¹ D'après la notice déjà citée de M. Companyo, on trouverait dans les terres dépendantes de 18 communes, plus de 3.000 hectares qu'il conviendrait de planter en liéges, dont le produit annuel s'élèverait, dans un demi-siècle, à 4.500.000 fr.

pection de l'arbre, l'âge du liége. Ils commettent souvent des erreurs graves : nous leur indiquerons, comme moyen certain de les éviter, la pratique du Perthus. On marque à l'huile sur le liber le chiffre de l'année du dépouillement; on n'opère ainsi le suivant qu'à l'époque utile.

Nous ne ferons que mentionner l'influence que les praticiens attribuent obstinément à l'action de la lune pour l'écorcement et l'abattage des bois. La généralité des ouvriers, et même bon nombre de propriétaires qui ont des notions théoriques, ne la mettent pas en doute.

Une action plus réelle, et que les faits prouvent incontestablement, c'est que si la chaleur est la condition nécessaire de la végétation du chêne-liége qui ne croît que dans les climats méridionaux, les plus beaux arbres se trouvent à l'exposition du Nord. Cette remarque s'applique même aux greffes et aux transplantations, d'autant plus vigoureuses qu'elles ont plus d'air et de fraîcheur.

AZÉMAR ET GUIRAUD DE SAINT-MARSAL.

RAPPORT SOMMAIRE

SUR LA FERME-ÉCOLE DE GERMAINVILLE,

Lu dans la Séance publique de la Société Agricole, Scientifique et Littéraire
des Pyrénées-Orientales, le 26 décembre 1830.

Le domaine de Germainville fut acheté en 1834.
Il est de 100 hectares, dont :
50 de nature calcaire,
20 de nature argilo-siliceuse,
30 de terrain loameux ou franc;
Le tout sur une couche végétale de 0^m,15 à 0^m,20
centimètres de profondeur moyenne.

Le sous-sol perméable là où prédomine le carbonate de chaux; imperméable, au contraire, et d'une épaisseur de 0^m,50 à 0^m,60 centimètres inférieurement aux surfaces argileuses.

Les terrains verts exceptés, tous les autres jouissent de l'arrosage.

Avant l'acquisition, la culture était arriérée; car le fermier demandait la résiliation du bail montant au prix de 5.000 fr.

Le propriétaire actuel, aujourd'hui directeur de la Ferme-Modèle, trouva en friche un bon tiers du terrain.

Point de fourrage, peu de bestiaux, et encore chétifs, point de clôture, ni de saignées, les bâtisses en ruine,

d'irréguliers chemins d'exploitation, tel était le complément de l'état des choses.

C'est au concours, que le domaine fut préféré pour sa destination actuelle.

A peine en possession, M. Cuillé s'est mis à l'œuvre, a fait creuser autour de la propriété un fossé large et profond, ainsi qu'un autre de 2.000 mètres de longueur sur 5 de largeur au milieu des terres, et dans le sens de leur plus grande pente.

Tous les deux, selon leur position, servent à la clôture, à l'assainissement, à garantir le sol des eaux provenant des sommités voisines, et prêtent leurs francs-bords à de belles bordures d'arbres.

Les vieux chemins d'exploitation, effacés aujourd'hui, sont remplacés par d'autres plus en harmonie avec les exigences de l'agriculture.

Les bâtisses renouvelées correspondent aussi bien que possible aux besoins de l'école.

Les terrains en friche désormais cultivés, ont permis de quadrupler le nombre des bestiaux qu'on a l'intention d'élever encore du chiffre actuel de 53 têtes de gros bétail à celui de 80 à 100.

Les fourrages nourrissent les animaux; ces derniers produisent du fumier; avec le fumier on obtient des récoltes; et les engrais sont d'autant meilleurs que les animaux sont mieux nourris : axiomes agricoles. Loin de nous l'idée d'une doctrine exclusive; en agriculture comme en médecine il faut faire de l'éclectisme.

CULTURES.— Les plantes agricoles cultivées à Germainville ne diffèrent pas de celles du pays. L'assolement est le même. Nous nous proposons de le modifier l'année prochaine; mais pour cela, il nous

faut terminer le drainage du terrain vert; jusqu'à présent nous n'avons fait qu'augmenter l'étendue de nos fourrages.

Nous nous permettrons, dans ce rapport, d'intercaler quelques observations relatives, soit à la mise en pratique de certains procédés agricoles perfectionnés, soit à l'introduction de meilleurs instruments aratoires, soit à la culture plus en grand de certaines plantes, à l'importation d'animaux, à l'aménagement du fumier, à la comptabilité, etc.

CÉRÉALES.—Les sarclages à la main s'exécutent en mars et avril: il serait utile de faire précéder la herse dans les terrains qui, par leur nature argileuse, se durcissent, se crevassent; la croûte brisée par les dents de la herse permettrait aux agents pondérables et impondérables qui font partie du milieu atmosphérique, tels que: l'air, l'humidité, la chaleur, la lumière, de produire leur bienfaisante action.

Les terrains légers ont besoin au contraire d'être pressés par le rouleau; les tiges de blé sont mieux fixées, et ne courent pas le risque de verser; les racines sont à l'abri des intempéries.

Le hersage et le roulage sont deux pratiques insitées: vù leur importance, elles mériteraient d'être encouragées. A la Ferme-École, nous avons fait usage de la faux pour couper les blés; il y a économie de travail et augmentation de paille; ce que l'on reproche à la faux n'est qu'imaginaire; le volant ne peut la remplacer que quand le blé est couché. On y commence la moisson avant la maturité complète du blé: il en résulte plus de poids, moins de son, de la meilleure paille. On diminue aussi les chances

d'un coup de vent. Le terrain ne sera emblavé que tous les quatre ans.

PLANTES SARCLÉES. — Les plantes à cultiver plus en grand, sont :

1° Les pommes de terre ;

2° Les betteraves ;

3° Les carottes.

La pomme de terre est la plante qui offre le plus d'importance après le blé. La parmentière réduite en fécule, sert, en mélange avec la farine de froment, à la fabrication du pain dans les années de disette ; les résidus sont employés à l'engraissement des animaux ; crue, cuite, suivant le but qu'on se propose, elle produit les meilleurs effets ; ne permet-elle pas aussi de varier les plantes sur un sol et d'établir un assolement rationnel ? Les assolements les mieux combinés sont basés sur la culture de la pomme de terre.

La betterave n'a certes pas la même importance : nous la cultiverons cependant ; car, pour les animaux, c'est une des meilleures racines ; elle remplace même avec avantage le vert de l'été en hiver. Crue, elle maintient l'embonpoint des animaux ; cuite à la vapeur, elle les engraisse. La culture de cette chénopodée, peu connue dans notre département, mériterait à tous égards d'être étudiée sérieusement.

La carotte blanche à collet vert devrait être cultivée ; elle produit 40.000 kilogrammes par hectare. Cette racine nourrit parfaitement les chevaux.

La culture de ces plantes exige l'acquisition d'instruments aratoires qui permettent de l'effectuer plus économiquement ; la houe à cheval, par exemple, remplacerait les binages à la main, et le buttoir les autres façons.

VIGNES.— Les vignes sont cultivées sur une étendue de 24 hectares, à peu près; il y a 135.000 ceps, dont 80.000 ont été plantés depuis deux et trois ans. Les qualités des cépages sont : la carignane, le grenache, la pique-poule, le tarret, le macabeu, et quelques blanquettes.

MACHINES.— Les machines et instruments aratoires à introduire dans le pays sont :

- 1° La charrue grand-modèle (Dombasle);
- 2° La charrue moyen-modèle;
- 3° La herse Valcourt;
- 4° La houe à cheval;
- 5° Le buttoir;
- 6° L'extirpateur;
- 7° Le rouleau à grand-diamètre;
- 8° Le coupe racine;
- 9° Le hache paille;
- 10° Le semoir à bronette;
- 11° Le tarare;
- 12° Machine à battre dans les grandes exploitations.

L'introduction de ces instruments et leur mise en activité changera de face notre agriculture. Aussi, avons-nous décidé d'établir un atelier de forge et de charronnage à partir du 1^{er} janvier 1851. Nous sommes convaincus que, sous notre direction et notre surveillance assidue, nous parviendrons à obtenir, pour notre usage, et plus tard pour tout le département, des instruments perfectionnés d'autant meilleurs qu'ils seront appropriés aux diverses natures de terrains.

BÉTAIL.— Quoique la nature et la composition du bétail de la Ferme-Ecole soient assez satisfaisantes,

nous nous proposons d'y apporter de grandes améliorations.

Ainsi, dans le courant de 1851, nous y importerons le cheval Percheron, qui réunit la force à la légèreté.

A la race bovine actuellement employée, nous substituerons celle de Salers (Auvergne), reconnue l'une des meilleures pour le travail.

La race ovine, Mérinos-Métis est la plus belle des races françaises. On peut encore l'améliorer par le choix intelligent des reproducteurs.

Quant à l'espèce porcine, nous possédons déjà celle du Hampshire, croisée avec la Périgourdine, et celle de Siam, croisée avec la Gasconne.

ENGRAIS.—L'aménagement du fumier est défectueux dans le Roussillon. Ne serait-il pas plus convenable pour les cultivateurs de faire construire des fosses à fumier recouvertes d'un hangar simple, peu coûteux? On doit creuser des rigoles autour, et entretenir l'humidité par des arrosages avec le purin qui s'échappe du tas et vient se réunir à un angle dans une espèce de citerne. On se met en mesure à la Ferme-Ecole de donner l'exemple de ces dispositions.

Lors de l'extraction journalière des fumiers d'étable, on verse dessus un liquide composé d'eau et de sulfate de fer dans la proportion d'un kilogramme sur deux hectolitres d'eau.

COMPTABILITÉ.—L'habitant du Roussillon est laborieux, actif, pioche avec énergie ses terres, leur confie la semence, fait les travaux nécessaires pour amener la plante à maturité, sans s'inquiéter des bénéfices ni des pertes. Sur dix cultivateurs, neuf sont incapables de démontrer par des comptes réguliers, le résultat définitif d'une récolte. Perte ou gain, ils

continuent indifféremment à cultiver les mêmes plantes, poursuivant toujours l'emploi des industries qui se rattachent à l'agriculture avec la même apathie.

Ils ne comprennent la comptabilité que chez le commerçant, l'industriel. Ils ignorent qu'elle est aussi nécessaire chez l'agriculteur que chez eux. On doit encourager par des primes les cultivateurs qui introduiront cette branche importante de l'administration : la comptabilité.

JARDINS.—L'industrie horticole s'exerce sur une étendue de 2 hectares 40 ares, divisée en quatre parties : 1^o Jardin de maître destiné à la floriculture et à l'orangerie ; 2^o jardin maraîcher ; 3^o le verger ; 4^o la pépinière. Tous sont de création récente ; 1.500 arbres fruitiers ont été plantés la première et la seconde année. Ce n'est que depuis l'établissement de la Ferme-École que les défoncements indispensables dans ces terrains ont été exécutés. Le sol est de nature argilo-calcaire, difficile à travailler ; il se durcit après une pluie suivie de vent. Le sous-sol est perméable. Le travail énergique de la houe, l'action du fumier et de l'hiver, l'enlèvement des petites pierres, tous ces travaux amèneront sans nul doute cette terre à un bon degré de fertilité, d'ameublissement, de chaleur, conditions essentielles pour une belle et rapide végétation.

La pépinière nous fournira tous les arbres nécessaires aux plantations que nous nous proposons de faire en arbres fruitiers et forestiers. Les procédés horticoles nouveaux seront mis en pratique sous les yeux des élèves. Nos apprentis s'exerceront aussi à la greffe, la marcotte, la bouture, à la taille des arbres. Ces diverses opérations ne s'exécuteront que d'après

les données positives de la physiologie végétale. Nos statuts prescrivent d'adjoindre aux professeurs un jardinier-pépiniériste, et d'admettre un élève horticulteur par année. M. Rendu, inspecteur-général, a compris les véritables besoins de notre Roussillon; et si nous sommes assez heureux pour voir rapprocher de nous les chemins de fer, notre pays se transformera en vaste jardin duquel seront tributaires la plupart des contrées de la France. Soyons à même de soutenir cet essor. Façonner des hommes à la hauteur de cette mission, c'est notre devoir. Les jardiniers instruits manquent à notre département; on se contente de marcher avec la nature au lieu de la seconder.

M. Lloubes, maire de la ville de Perpignan, vice-président de la Société d'Agriculture, convaincu de ces vérités, a obtenu du Conseil-Municipal deux bourses en faveur de jeunes gens, fils de jardiniers et se destinant à cette partie de l'art.

ÉCOLE.—C'est du 1^{er} avril 1849 que date la création de la Ferme-École de Germainville. Dix élèves furent d'abord admis par le jury composé de : MM. Guiraud de Saint-Marsal, président de la Société agricole, scientifique et littéraire des Pyrénées-Orientales; Jaubert de Passa, président du Conseil-Général, et membre correspondant de l'Académie des Sciences et de la Société Centrale de Paris; Aragon, docteur en médecine et membre du Conseil-Général; Lacombe Saint-Michel fils, et Cuillé, directeur de l'établissement. Les membres de la Commission eurent l'heureuse idée d'ajouter à la liste des candidats admis, les cinq plus méritants après ceux reçus. Ces élèves supplémentaires nous furent d'un

grand secours; car, peu de temps après, trois des admis quittèrent l'établissement alléguant leur peu d'aptitude pour les travaux des champs. Plus tard, on reconnut que l'arrêté constitutif portait onze élèves par an et non dix; il fallut compléter ce nombre.

L'inauguration de l'Ecole eut lieu le 3 avril, sous la présidence de M. le préfet Dubessey. A côté du premier magistrat du département, siégeaient les membres de la Commission, M. le maire de la ville de Perpignan, M. le principal du collège, et un grand nombre de personnes distinguées par leur amour pour l'agriculture, les sciences et les arts.

La séance d'installation fut ouverte par un discours très remarquable de M. le préfet; M. Guiraud de Saint-Marsal et M. Cuillé, directeur de l'établissement, prirent successivement la parole.

BÂTIMENTS.—En ce qui concerne le logement des élèves et les bâtiments, nous laisserons parler le journal du département :

« M. le Préfet, entouré d'un nombreux cortège, a visité dans tous les détails les bâtiments de la Ferme-École. Les aménagements y sont faits avec discernement et satisferont à tous les besoins de l'exploitation. La cuisine, le dortoir, les étables, des greniers vastes et bien aérés; le terrain pour les travaux de l'horticulture ont surtout fixé l'attention; on a reconnu dans toutes les dispositions que le propriétaire avait libéralement pourvu à tout. »

NOURRITURE.—Les élèves font généralement quatre repas : le pain est à discrétion ; le vin en moyenne est de un litre par jour ; ils mangent la soupe grasse de bœuf ou porc deux fois par semaine ; de la viande en ragoût.

Nous suivons exactement, pour ce qui est du régime alimentaire, le système des bons agriculteurs de notre région.

VÊTEMENTS.—La plupart des élèves sont pauvres; et nous avons cru convenable, la première année, de ne pas être d'une grande rigueur pour l'uniforme : mais, à mesure qu'ils usent leurs anciens effets, ils se conforment au règlement.

Nous avons adopté l'uniforme suivant :

Blouse unie bleue, les deux lettres F.-E. brodées sur le collet, ceinture de cuir, pantalon et veste en velours olive. En été, pantalon en coutil gris; chapeau de feutre gris; pour chaussure, brodequins roux, guêtres; sabots en hiver et quand il pleut.

DIRECTION.—D'après l'arrêté constitutif de la Ferme-Ecole, six personnes sont chargées de l'enseignement; ce sont :

- 1° Le directeur, M. Cuillé;
- 2° Le directeur-adjoint, M. Labau;
- 3° Le surveillant-comptable, M. Deville;
- 4° Le chef de pratique, M. Boy;
- 5° Le jardinier-pépiniériste, M. Aymar;
- 6° L'irrigateur, M. Lavail.

Le directeur-adjoint, ancien élève des écoles de Grignon et d'Alfort, est chargé des leçons théoriques de l'agriculture. Le cours élémentaire de médecine-vétérinaire et le soin des animaux de l'exploitation, sont à sa charge.

Le surveillant-comptable, ancien élève de l'école normale de Perpignan, perfectionne l'instruction primaire des élèves, et leur enseigne la comptabilité agricole.

MM. Boy, Aymar et Lavail dirigent et surveillent les travaux pratiques.

TRAVAIL MANUEL.—Le travail manuel occupe les élèves une grande partie de la journée. La première année, ils ont pris part à tous les travaux, tels que : façons des plantes sarclées, plantations, défrichements, enlèvement du fumier des étables, moisson, battage, fenaïson, soins des jardins. Ils ont également porté leur application à la vacherie, bouverie, et ont exécuté toutes sortes de labours, hersages, etc.

TRAVAIL INTELLECTUEL.—Les six premiers mois ont été consacrés à perfectionner l'instruction primaire des élèves ; les six autres, aux leçons théoriques d'agriculture. Les élèves comprennent aujourd'hui assez bien les éléments de la science agricole. Avant de leur faire des leçons théoriques, nous leur avons appris la glossologie de l'agriculture.

Qu'est-ce que la charrue ?

De combien de parties se compose-t-elle ?

Nom des parties.

Qu'appelle-t-on terrain fort, léger, moyen ? etc., etc., etc.

DISCIPLINE.—La direction nous semblait d'avance présenter de grands obstacles. Comment soumettre des jeunes gens âgés de 16 à 25 ans ; les astreindre à suivre un règlement sévère ; rester casernés quand ils avaient eu au sein de leur famille une liberté presque illimitée ? Cette transition, il ne faut pas se le dissimuler, nous rendait un peu craintifs ; le caractère indépendant du Roussillonnais augmentait encore nos appréhensions ; ajoutons à cela les mauvais conseils qu'ils recevaient de l'extérieur. Il y a eu des difficultés ; elles ont été vaincues. Aujourd'hui,

nos jeunes gens observent le règlement, et le suivent avec ponctualité; ils ont le goût de l'étude, et apprennent presque avec autant de facilité la théorie et la pratique de la culture des champs.

EXERCICE RELIGIEUX.—Les élèves font, matin et soir, leur prière en commun; il en est de même avant et après les repas.

Les dimanches et les fêtes, les élèves assistent à la messe; les soirées sont employées à des promenades dans les fermes voisines ou à des lectures ayant trait à l'agriculture ou à la religion.

ORDRE DU JOUR.—Tous les soirs, a lieu une réunion où assistent les divers fonctionnaires et agents de l'Ecole. Elle a pour but de se concerter sur les travaux qui ont été exécutés dans la journée, sur la conduite générale des élèves, sur leurs dispositions et sur les travaux projetés pour le lendemain. Avant de se séparer, l'ordre du jour est dressé indiquant les divers travaux qui doivent se faire le lendemain, et les élèves qui doivent y prendre part; il est affiché à la salle d'étude où il reste toute la journée. Le samedi, toutes les notes prises pendant la semaine sont remises au directeur, qui les réunit sur un registre disposé en colonnes. C'est principalement ce jour-là que la réunion est importante par suite des projets généraux qui y sont traités sur tous les travaux de la semaine suivante, sur les modifications ou changements à apporter à telle ou telle partie de l'exploitation ou de l'administration, etc.

Nous avons déjà apprécié combien ces réunions de famille ont procuré d'avantages, et amené d'heureux résultats avec assez de promptitude.

SERVICE MÉDICAL.—Le service médical est confié à

M. le docteur Do; il habite Thuir, à deux kilomètres de la Ferme. Peu de maladies ont surgi, et ne présentant d'ailleurs aucune gravité.

INFLUENCE DES FERMES-ÉCOLES DANS L'INDUSTRIE AGRICOLE.—Les élèves de la Ferme-Ecole, par leur conduite morale, leurs dispositions laborieuses, l'instruction théorique et pratique de l'agriculture, produiront, il n'en faut pas douter, la plus heureuse influence dans nos campagnes. Disséminés, ils seront les instituteurs pratiques de la science agricole. Ils se feront écouter, parce qu'ils parleront le même langage, seront habillés de la même manière, supporteront les mêmes fatigues. D'un autre côté, l'instruction, la soumission, la politesse, les feront considérer des grands propriétaires, et la solution de continuité de cette vaste chaîne sociale ne se reproduira plus. Les chaînons du milieu seront rivés! Les rapports de l'agriculteur riche avec le régisseur seront plus agréables; ils se comprendront, confèreront ensemble sur les projets agricoles à venir; et, en véritables amis du progrès de l'agriculture, ils jugeront sans idée préconçue les méthodes nouvelles qui seront acceptées ou rejetées suivant leur valeur.

Espérons que les jeunes gens rentrés dans leurs foyers, par leur conduite, leur travail et le savoir agricole, inspireront assez de confiance pour être consultés, comme le médecin dans la science médicale.

Notre mission est belle, mais difficile : nous comptons sur le concours de la Société d'Agriculture. Ses conseils, ses connaissances spéciales aplaniront la voie; la Ferme-Ecole sera en quelque sorte l'école d'application des principes agronomiques discutés au sein de la Société.

Nous n'oublions pas qu'elle avait pris l'initiative; et qu'avant la promulgation du décret du 3 octobre 1848, elle s'occupait sérieusement de cette institution, destinée à fournir une pépinière de jeunes praticiens habiles sans être des savants.

CUILLÉ et LABAU, directeurs de l'Ecole.

ADDITION AUX PAGES 230 ET 231.

Depuis l'impression de ce mémoire, ont été découvertes plusieurs indications de tremblements de terre qui se rapportent à l'époque volcanique de 1427 à 1428.

Ces accidents causèrent des sinistres dans la vallée de *Ribas*, démantelèrent *Bellegarde*, *Force-Réal*, des maisons et des tours à *Clayra*.

Le *Petit Thalamus* de *Montpellier* signale des événements semblables en Roussillon, sous les dates de 1425 et de 1475.

Il en note pour *Montpellier* même en 1224, 1308, 1372, 1373, 1375 et 1425.

MODE D'ÉLECTIONS MUNICIPALES

ANCIENNEMENT ÉTABLI A RIVESALTES.



Extrait d'un acte reçu le 7 avril 1409 par Bérenger Péréta, notaire, dont la pratique existe à Perpignan au dépôt des actes notariés.

Le jour de Pâques, 7 avril 1409, en présence des vénérables seigneurs frère Guillaume Blanquet, prévôt de Pézilla, procureur, comme il l'assure, du vénérable seigneur chambrier de la Grasse, seigneur de Rivesaltes et de Guillaume de Codalet, bailli du même lieu, Jean Fulla jeune, conseiller la présente année, a exhibé et remis aux susdits seigneurs savoir : le procureur et le bailli, et à moi Bérenger Péréta, notaire susnommé, une dépêche et lettre patente émanées de l'honorable Gouverneur des Comtés de Roussillon et de Cerdagne, ou de son lieutenant, scellé du sceau officiel dudit seigneur Gouverneur et m'a requis de les lire et publier en présence et audience desdits seigneurs, le procureur et le bailli; desquelles pièces telle est la teneur :

« Jean Fulla, un des conseillers de la commune, ici présent, agissant dans son intérêt et dans celui du public, puisque c'est un acte qui regarde le peuple, vous requiert, vous vénérable seigneur baillide Rivesaltes, ainsi que les consuls et conseillers, de procéder, dans l'élection qui va se faire aujourd'hui, d'un commun accord et de l'assentiment de la plus grande et plus saine partie de la communauté y présente comme c'était précédemment, et comme il est prescrit plus spécialement et expliqué dans la lettre précitée. Que si vous agissez autrement, il sera protesté de la nullité de l'élection et elle sera attaquée par toutes les voies juridiques. Il vous requiert, en outre... etc. *Voir pour le reste la traduction en langue romane qui suit, faite et consignée par le susdit notaire à la fin de ce même acte, pour la plus claire intelligence de l'auditoire.*

TEXTE EN LANGUE ROMANE (IN LINGUA ROMANCIALI)

DE LA DÉPÊCHE DU GOUVERNEUR.

En Bernat de Vilacorba, donzell, lochtinent del molt honorable Mossen Ramon Çagarriga, cavalier, Gobernador dels Comtats de Rosselo é de Cerdanya, del honrat lo batlle del loch de Rivesaltes ó á son lochtinent, salut é dilecció. Per part den Johan Fullá, un dels consellers del consell de la Universitat del dit loch per interesser de la dita Universitat es stat á Nos exposat ab gran querela que jatsia en lodit loch sia acostumat cascun any que lo jorn de la festa de Pascha cum lo poble es ajustat á la esgleia per oyr vespres, dites les dites vespres, vos, á requesta dels Consols vells, fassats star á la porta de la dita esglea lo missatge de la vostra Cort, pér tal que negun de aquells qui son dins, exceptades les dones, puza exir de la dita esglea e façats regonexer sin fall negun Cap d'alberch e si y fall encontinent lo fets aqui venir, e ajustat en la dita esglea lo dit poble, aqui s'tracta de la elecció dels Consols qui deu esser lany seguent e de fer los dits Consols ells consellers vells elegexen x ó xii prohoms qui aparten ab ells envers les fonts de batejar ó en lo dit loch tracten del Consol qui deu esser elegit en nom de dita vila, é aquell que per los dits x ó xii prohoms es elegit e concordat es nomenat per ells en presència del dit poble; é si lo dit poble ha per agradable la eleccio de aquel Consol, la dita eleccio va perfeyta, sino aquel que la major part del dit poble vol ó elegex, es Consol aquell any lo qual jura en poder vostre. Aprés vos, segons se deu, nomenats, present lo dit poble, un altre hom de be del dit loch que sia Consol, e si tot lo poble ó la major part de aquell consent la vostra eleccio, lo dit Consol per vos elegit jura axi meteix en poder vostre. E quant los dits Consols an jurat ells ensemps ab los Consols vells elegexen

TRADUCTION

DE LA DÉPÊCHE CI-CONTRE.

Messire Bernard de Vilacorba, damoiseau, lieutenant du très honorable seigneur Raymond Çagarriga, chevalier, Gouverneur des Comtés de Roussillon et de Cerdagne, à l'honorable bailli de Rives-altes ou à son lieutenant, salut et affection :

De la part du seigneur Jean Fulla, un des membres du conseil de la commune dudit lieu, agissant dans l'intérêt de cette même commune, il nous a été exposé avec de vives plaintes que, suivant la coutume de ladite localité, tous les ans, le jour de la fête de Pâques, lorsque le peuple est réuni dans l'église pour entendre les vêpres, à la fin de ces vêpres, vous bailli susdit, à la requête des consuls sortants, vous devez aposter un huissier de votre cour à la porte de ladite église, afin que nul de ceux qui s'y trouvent, à l'exception des femmes, ne puisse en sortir, et qu'après avoir vérifié s'il y manque quelque chef de maison, vous devez donner ordre de l'envoyer quérir sur-le-champ. Que le peuple ensuite étant assemblé dans ladite église, on y traite de l'élection et de la nomination des consuls qu'il doit y avoir pour l'année subséquente*, et que les conseillers sortants choisissent dix ou douze prud'hommes qui se retireront avec eux vers les fonts baptismaux, et que là ils s'occupent de désigner le consul qui doit être élu au nom de la ville et celui qui sera ainsi élu d'un commun accord soit nommé par eux en présence dudit peuple et que, si le peuple agrée l'élection de ce consul, cette élection soit valide. Sinon, celui que la majorité du peuple voudra et élira soit consul, la dite année, et jure entre vos mains.

Qu'ensuite, vous, comme il est prescrit, vous nommiez devant le

* L'année consulaire qui commençait le jour de Pâques.

iiii consellers, e en aquesta manera la eleccio dels dits Consols e
 iiii consellers es cascun any acostumada de fer, e de tant de temps
 en ça que memoria de homens no's en contrari ara. Empero lo dit
 Johan Fullá se dubta que per la particularitat qu'els Consols que
 vuy son han feyta ab lo poble e entre ells playdeyat e seguits
 molts debats, que la dita eleccio ara fasedora se faça en la forma
 acostumada perque n's ha lo dit Johan Fullá humilment suplicat
 que sobre aço volguessem provehir de remey de justicia condecenç,
 Nos empero volents provehir á la indempnitat de la cosa pública
 del dit loch segons se pertany majorment com toqua lo general
 stament e regiment de aquella, vos requerim que en la dita eleccio
 ara novellament fasedora haiats a fer servir lo us e costum an-
 tigament observats e no permetats que los dits Consols facen la
 dita eleccio sino ab voluntat de la major part de la dita univer-
 sitat en lo dit loch congregada e segons que antigament es acostu-
 mat de fer la eleccio damunt dita. E si la dita eleccio sera feta
 contre la forma dessus dita e no acostumada, en aquell cas aquella
 eleccio no sia per vos admesa, si donchs la major part de la dita
 Universitat, seguint les mes veus, no haura feyta la eleccio da-
 munt dita, certificam vos que si lo contrari serà per vos feyt en
 aquestes coses, Nos, per nostre presidial-offici, provessirem en les
 dites coses segons que per justicia trobarem esser fasedor.

Dada a Perpèny a xxx de mars lany de la Nativitat de Nos-
 tre Senyor mcccc nou.

Vidit JOUER.

peuple assemblé un autre homme de bien dudit lieu pour être consul, et si tout le peuple ou la majorité d'icelui consent à votre élection, ledit consul jure de même entre vos mains, et que les consuls, après avoir prêté serment tous les deux, ensemble avec les consuls sortants, élisent quatre conseillers, et c'est de cette manière que l'élection desdits consuls et des quatre conseillers doit se faire, telle étant la coutume d'opérer depuis si long-temps qu'il n'y a maintenant rien de contraire.

Cependant ledit Fulla, considérant ce qui s'est passé entre les consuls actuels et le peuple, les nombreux procès et débats qu'il y a eu entr'eux craint encore et requiert que l'élection présente soit faite selon la forme accoutumée, et il nous a humblement supplié d'y pourvoir par les voies légales. Et Nous, voulant contribuer à l'avantage de la chose publique, comme il convient, surtout pour ce qui concerne la constitution et l'administration, vous requérons que dans l'élection qui va se renouveler, vous ayez à faire observer les us et coutumes anciennement observés, et que vous ne permettiez pas que lesdits consuls fassent ladite élection autrement que selon la volonté de la majeure partie de la communauté assemblée audit lieu et comme c'était anciennement la coutume de la faire, et si l'on procédait contrairement au susdit mode conforme à la coutume, que dans ce cas l'élection ne soit point admise par vous; et si la majeure partie de la communauté n'aura pas fait l'élection d'après la pluralité des voix, nous vous certifions que si le contraire est fait par vous dans lesdites choses, nous y pourvoirons en vertu de notre autorité tutélaire de la manière que nous le trouverons convenable, par la voie de la justice.

Fait à Perpignan le 30 mars, l'an de la Nativité 1409.

Vidit JOUER.

RÉSUMÉ.

RÉSUMÉ.

Le jour de Pâques, tandis que le peuple était réuni dans l'église, à la fin des vêpres, un appariteur se postait à la porte pour empêcher les hommes de sortir. On faisait ensuite l'appel des chefs de maison, et s'il en manquait quelqu'un, on l'envoyait quérir. Après quoi on traitait de l'élection des consuls pour l'année qui allait commencer. A cet effet, les anciens conseillers choisissaient dix ou douze prud'hommes qui se retiraient avec eux vers les fonts baptismaux. Là ils s'occupaient de l'élection du consul à désigner au nom de la ville. S'étant mis d'accord sur le choix d'un sujet, ils le nommaient devant le peuple; et si le peuple l'admettait, il était définitivement institué. Dans le cas contraire, le peuple, à la majorité des voix, en élisait un autre qui prêtait serment entre les mains du bailli. A son tour le bailli nommait le second consul; et si tout le peuple ou la majorité du peuple l'agréait, il prêtait également le serment requis. Ces deux élus réunis aux consuls et aux conseillers sortants, élisaient enfin quatre nouveaux conseillers, le tout, suivant un usage immémorial.

PUGGARI.

RAPPORT SUR UN OUVRAGE

INTITULÉ :

LES MONUMENTS DE CARCASSONNE *

Dont l'hommage est offert par l'auteur, M. Gros-Mayrevieille, Président de la Société de Carcassonne, Inspecteur des monuments historiques, Correspondant du Ministre de l'Instruction Publique pour les travaux de l'Histoire de France, membre de l'Académie espagnole d'Archéologie, etc.

—E—

MESSIEURS,

Cet ouvrage est le fruit de profondes études et d'immenses et consciencieuses recherches. M. Gros ne s'est pas contenté de décrire les monuments de sa ville natale; mais, plein de zèle et de désintéressement, il a fouillé toutes les archives, tous les manuscrits qu'il a pu découvrir, tous les ouvrages où il croyait pouvoir trouver des matériaux pour son entreprise. Il s'est transporté à Paris, et, secondé par des savants du premier mérite, il a puisé des particularités précieuses, tant pour cette production que pour son *Histoire du Comté et de la Vicomté de Carcassonne*, dont le second volume, actuellement sous presse, aurait déjà paru, si les élucubrations de l'auteur n'avaient affaibli considérablement sa vue.

Bien plus, pour caractériser convenablement les divers genres de fortifications romaines, visigothes, arabes, françaises, etc, qu'offre la cité de Carcassonne,

* Volume in-8°, 1849, auquel est jointe une planche qui représente la cité et le bourg de Carcassonne, en 1467.—Se vend, à Perpignan, chez J.-B. ALAINE, libraire-imprimeur.

il a parcouru l'Italie et l'Espagne; et partout son amabilité et son savoir lui ont acquis la bienveillante complaisance des savants les plus distingués et même l'affection de quelques-uns.

C'est grâce aux études, à l'appréciation et aux instances de M. Cros que les fortifications de la cité menacées d'une destruction complète, sont désormais conservées comme un appendice du Musée d'Artillerie. C'est lui qui, frappé de la beauté que présentait le buste de l'évêque Rodulphe, dont le reste était enterré depuis plusieurs siècles, fit déblayer la petite sacristie de Saint-Nazaire où il se trouvait, et mit entièrement à découvert l'image et le tombeau de ce prélat, chef-d'œuvre de l'art religieux du moyen-âge, qui, au dire de M. Viollet-le-Duc, *mériterait à lui seul que les archéologues fissent le pèlerinage de Carcassonne.*

Notre auteur a encore pertinemment relevé les erreurs de M. Dumége de l'Académie des Sciences de Toulouse sur la direction de la voie romaine à travers le département de l'Aude. Il a émis une opinion contraire à celle de ce savant, au sujet du bas-relief qui se trouve dans l'église Saint-Nazaire, et il croit que ce monument ne peut concerner Simon de Montfort, mais plutôt le dernier des Trencavels.

Dans sa description des monuments religieux, on remarquera particulièrement, avec un grand intérêt, celle de l'église dont je viens de parler, et on y lira avec plaisir que cette ancienne Cathédrale, signalée en 1840 au Ministre de l'Intérieur, par M. Cros, en sa qualité d'Inspecteur des monuments historiques, comme bien digne d'être conservée, en obtint d'abord quelques allocations pour les réparations les plus urgentes, et que, sur de nouveaux rapports, le

Ministre chargea M. Viollet de la restauration de ce monument. Une somme de 100.000 fr. a été dépensée à cet effet, et l'entier rétablissement ne s'élèvera pas à moins de 400.000 fr.

Quelle haute idée tous ces faits ne doivent-ils pas donner du livre qui nous est offert ! Je vous laisse à décider maintenant, Messieurs, si l'auteur mérite de recevoir des félicitations et des remerciements, par l'organe de notre honorable Président.

PUIGGARI.

RAPPORT

Sur un travail présenté à la Société des Pyrénées-Orientales,
par M. Blanic, ferblantier.

MESSIEURS,

Depuis quelques années, l'usage des jarres cylindriques en fer-blanc, est devenu assez général dans le département pour les approvisionnements d'huile.

L'ouvrier peu familiarisé avec les calculs, rencontre de véritables difficultés lorsqu'il veut connaître le nombre de feuilles de fer-blanc, nécessaires pour obtenir une capacité voulue. M. Blanic a eu l'ingénieuse idée de calculer une table des dimensions et de la capacité des cylindres qui peuvent être construits jusqu'à un développement de 96 feuilles entières, et une capacité de 1,987 litres. C'est ce travail qu'il présente à la Société.

Au moyen de la table de M. Blanic, et par un procédé semblable à celui qu'on emploie pour ob-

tenir, avec la table de Pythagore, le produit de deux nombres d'un seul chiffre, on peut connaître immédiatement le diamètre, la hauteur et la capacité d'un cylindre construit avec un nombre donné de feuilles de fer-blanc, assemblées dans le sens de la longueur. La même table peut servir à résoudre la question inverse, c'est-à-dire à déterminer le nombre de feuilles qui doivent entrer dans la construction d'un cylindre d'une capacité voulue. — La solution de ce dernier problème donne lieu aux explications suivantes :

Si la capacité donnée n'est pas exactement contenue dans la table, on cherche celle qui s'en approche le plus : le chiffre qui est en tête de la colonne verticale correspondante, exprime, en feuilles, la circonférence, et celui qui est en tête de la colonne horizontale exprime, également en feuilles, la hauteur d'une jarre dont le volume diffère peu de celui de la jarre à construire. Pour connaître la correction qu'il faut faire subir à la hauteur afin d'obtenir le volume demandé, on n'a qu'à diviser la différence entre la capacité voulue et celle de la table, par la capacité qui répond à une feuille de hauteur, pour la même circonférence : le résultat exprime, en fraction de la largeur d'une feuille, la diminution à opérer sur la dernière bande. Un exemple fera mieux comprendre la simplicité de cette règle pratique. Supposons qu'il s'agisse de construire une jarre contenant 540 litres. Je cherche dans la table le volume qui se rapproche le plus de 540 : c'est 552,4 ; la différence est 12,4. Divisons cette différence par 112,4 (nombre inscrit au bas de la huitième colonne et qui indique le volume correspondant à une feuille de hauteur,

pour huit feuilles de circonférence); le quotient 0,11 exprime la diminution. La dernière feuille doit donc être diminuée de $\frac{11}{100}$ de sa largeur.

Veut-on exprimer ce résultat en mètres et centimètres? Il n'y a qu'à multiplier le quotient précédent par 0,23, nombre qui répond à la hauteur d'une feuille diminuée de 0,01 pour la pince ou rebord supérieur; on a ainsi le nombre 0^m,025 qu'il faudra retrancher de la largeur de la feuille. La dernière bande sera donc formée de feuilles ayant 0^m,205 de largeur. Ainsi la jarre demandée aura huit feuilles en longueur pour la circonférence, et cinq largeurs de feuille moins 0^m,025 pour la hauteur.

La table des capacités qui vous est présentée, est d'une utilité incontestable tant pour l'ouvrier qui fabrique que pour le propriétaire qui fait construire. M. Blanic a donc rendu un véritable service en publiant son travail. Ouvrier intelligent et laborieux, il consacre tous ses loisirs à l'amélioration et aux progrès des méthodes pratiques de sa profession. Vous lui devez, messieurs, votre bienveillant appui. Je propose à la Société de lui accorder une médaille d'encouragement; ce témoignage d'intérêt sera pour M. Blanic une juste récompense de ses efforts; pour tous les ouvriers, il sera la preuve de vos vives sympathies pour ceux d'entr'eux qui, en dehors d'une journée laborieusement remplie, cherchent à se rendre utiles en travaillant au perfectionnement de leur art.

Perpignan, le 22 décembre 1850.

L. BÉGUIN.

tenir, avec la table de Pythagore, le produit de nombres d'un seul chiffre, on peut connaître diatement le diamètre, la hauteur et le d'un cylindre construit avec un nombre de feuilles de fer-blanc, assemblées dans longueur. La même table peut servir à la question inverse, c'est-à-dire à déterminer le nombre de feuilles qui doivent entrer dans la construction d'un cylindre d'une capacité donnée. La solution de ce dernier problème se fait par les opérations suivantes :

Si la capacité donnée n'est pas contenue dans la table, on cherche le plus proche le plus : le chiffre vertical correspond à la conférence, et celui horizontal exprime le diamètre d'une jarre dont on fait la jarre à construire. Il faut faire sur la table la capacité qui répond à la conférence.

TABLE

de tous les Cylindres qui peuvent être
de 96 feuilles, et une capacité de 1.98.

NOMBRE

	1	2	3	4
8	0,099 1,805 0,013 8	0,197 1,805 0,055 0	0,296 1,805 0,124 2	0,395 1,805 0,221 1
7	0,099 1,580 0,012 1	0,197 1,580 0,048 1	0,296 1,580 0,108 7	0,395 1,580 0,193 6
6	0,099 1,355 0,010 4	0,197 1,355 0,041 3	0,296 1,355 0,093 2	0,395 1,355 0,166 0
5	0,099 1,130 0,008 6	0,197 1,130 0,034 4	0,296 1,130 0,077 7	0,395 1,130 0,138 4
4	0,099 0,905 0,006 9	0,197 0,905 0,027 5	0,296 0,905 0,062 2	0,395 0,905 0,110 0
3	0,099 0,680 0,005 2	0,197 0,680 0,020 7	0,296 0,680 0,046 7	0,395 0,680 0,083 3
2	0,099 0,455 0,003 5	0,197 0,455 0,013 8	0,296 0,455 0,031 3	0,395 0,455 0,055 7
1	0,099 0,230 0,001 7	0,197 0,230 0,007 0	0,296 0,230 0,013 8	0,395 0,230 0,023 3

NOMBRE DE FEUILLES
POUR LA HAUTEUR.

L'utilité de cette table consiste à montrer, à l'aide des chiffres, les dimensions et le volume de tous les cylindres possibles, par un moyen prompt et facile de déterminer immédiatement les dimensions nécessaires à la confection d'une jarre à huile d'olive.

Les feuilles sont supposées équarries aux deux bouts et soudées entre elles, de manière à ce que ce *chevauchure* est pour chaque feuille de 0^m 015 dans le *bondin* qui termine le haut, est de 0^m 01.

Les trois nombres contenus dans chaque case repré-

Le 1^{er}, le diamètre } en mètres et millimètres.

Le 2^e, la hauteur }

Le 3^e, la capacité } en mètres cubes et millièmes de mètre cube.
Le développement ne peut être représenté utilement par sa longueur et sa hauteur : les nombres de la colonne verticale du cylindre ; et ceux de la colonne horizontale, en haut, qui est celle de la table de Pythagore, permet de composer, pour une jarre, tout en faisant connaître, pour chaque combinaison.

Supposons que nous voulons connaître les dimensions et le volume d'un cylindre de 6 feuilles de hauteur sur 9 de circonférence : Nous prendrons le nombre 9 ; nous suivrons, en descendant, la colonne qui est sous ce nombre jusqu'à ce que nous rencontrons la ligne correspondante au nombre 6 des hauteurs. La case qui est au point de jonction, nous indiquera 0^m 888 pour son diamètre, 1^m 355 pour sa hauteur, et 0^m 839 décimètres cubes ou litres et 1 décilitre pour sa capacité.

Quand la capacité, indiquée par la table, diffère peu de la capacité voulue, il sera facile de déterminer la portion de feuille qu'il faudra ajouter ou retrancher sur la hauteur, en se basant sur la différence qui serait produite par une feuille entière. Cette différence est représentée par le dernier nombre au bas de chaque colonne. L'intelligence, d'ailleurs, suppléera aisément à quelques détails que nous avons cru pouvoir négliger sur l'emploi ou l'application de notre table.

On obtiendra immédiatement la réduction des litres en décilitres, si l'on observe que dans les nombres décimaux il suffit d'avancer la virgule d'un rang vers la gauche pour que ces nombres soient divisés par dix. Les décilitres étant dix fois plus grands que les litres, un même nombre doit en renfermer dix fois moins ; ainsi, 839 litres équivalent exactement à 85 décilitres et 9 litres.

Les qui constituent la
indiquent en feuilles la
contour. Cette disposition,
la plus convenable à donner
et le volume correspondants.

Le cylindre dont le développement
à tête de la table, sur la ligne des cir-
conférences, qui est sous ce nombre jusqu'à ce que
nous rencontrons la ligne correspondante au nombre 6 des hauteurs. La case qui est au point de jonction, nous
indiquera 0^m 888 pour son diamètre, 1^m 355 pour sa hauteur, et 0^m 839 décimètres cubes ou litres et 1 décilitre
pour sa capacité.

Quand la capacité, indiquée par la table, diffère peu de la capacité voulue, il sera facile de déterminer la
portion de feuille qu'il faudra ajouter ou retrancher sur la hauteur, en se basant sur la différence qui serait
produite par une feuille entière. Cette différence est représentée par le dernier nombre au bas de chaque colonne.
L'intelligence, d'ailleurs, suppléera aisément à quelques détails que nous avons cru pouvoir négliger sur
l'emploi ou l'application de notre table.

On obtiendra immédiatement la réduction des litres en décilitres, si l'on observe que dans les nombres décimaux il suffit d'avancer la
virgule d'un rang vers la gauche pour que ces nombres soient divisés par dix. Les décilitres étant dix fois plus grands que les litres, un même
nombre doit en renfermer dix fois moins ; ainsi, 839 litres équivalent exactement à 85 décilitres et 9 litres.

TABLE DES DIMENSIONS ET DE LA CAPACITÉ

de tous les *Cylindres* qui peuvent être construits en *ser-blanc*, avec des *feuilles entières*, jusqu'à un développement de 96 *feuilles*, et une capacité de 1.987 litres, à l'usage des *Ferblaniers*, pour la confection des *Jarres à huile*.

NOMBRE DE FEUILLES POUR LA CIRCONFÉRENCE.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
8	0,099 1,805 0,013	0,197 1,805 0,055	0,296 1,805 0,124	0,395 1,805 0,221	0,493 1,805 0,344	0,592 1,805 0,496	0,691 1,805 0,676	0,789 1,805 0,882	0,888 1,805 1,117	0,987 1,805 1,381	1,085 1,805 1,668	1,184 1,805 1,987
7	0,099 1,580 0,012	0,197 1,580 0,048	0,296 1,580 0,108	0,395 1,580 0,193	0,493 1,580 0,301	0,592 1,580 0,434	0,691 1,580 0,592	0,789 1,580 0,772	0,888 1,580 0,978	0,987 1,580 1,208	1,085 1,580 1,460	1,184 1,580 1,739
6	0,099 1,355 0,010	0,197 1,355 0,041	0,296 1,355 0,093	0,395 1,355 0,166	0,493 1,355 0,258	0,592 1,355 0,372	0,691 1,355 0,508	0,789 1,355 0,662	0,888 1,355 0,839	0,987 1,355 1,036	1,085 1,355 1,252	1,184 1,355 1,491
5	0,099 1,130 0,008	0,197 1,130 0,034	0,296 1,130 0,077	0,395 1,130 0,138	0,493 1,130 0,215	0,592 1,130 0,311	0,691 1,130 0,423	0,789 1,130 0,552	0,888 1,130 0,699	0,987 1,130 0,864	1,085 1,130 1,044	1,184 1,130 1,241
4	0,099 0,905 0,006	0,197 0,905 0,027	0,296 0,905 0,062	0,395 0,905 0,110	0,493 0,905 0,172	0,592 0,905 0,249	0,691 0,905 0,339	0,789 0,905 0,442	0,888 0,905 0,560	0,987 0,905 0,692	1,085 0,905 0,836	1,184 0,905 0,995
3	0,099 0,680 0,005	0,197 0,680 0,020	0,296 0,680 0,046	0,395 0,680 0,083	0,493 0,680 0,129	0,592 0,680 0,187	0,691 0,680 0,255	0,789 0,680 0,332	0,888 0,680 0,441	0,987 0,680 0,520	1,085 0,680 0,628	1,184 0,680 0,748
2	0,099 0,455 0,003	0,197 0,455 0,013	0,296 0,455 0,031	0,395 0,455 0,055	0,493 0,455 0,086	0,592 0,455 0,125	0,691 0,455 0,170	0,789 0,455 0,222	0,888 0,455 0,281	0,987 0,455 0,348	1,085 0,455 0,420	1,184 0,455 0,500
1	0,099 0,230 0,001	0,197 0,230 0,007	0,296 0,230 0,015	0,395 0,230 0,028	0,493 0,230 0,043	0,592 0,230 0,063	0,691 0,230 0,086	0,789 0,230 0,112	0,888 0,230 0,142	0,987 0,230 0,175	1,085 0,230 0,212	1,184 0,230 0,253

NOMBRE DE FEUILLES POUR LA HAUTEUR.

L'utilité de cette table consiste à montrer, réunis sous un même coup-d'œil, le développement, les dimensions et le volume de tous les cylindres possibles entre une et 96 feuilles. Sa construction très connue offre un moyen prompt et facile de déterminer immédiatement la quantité et l'arrangement des feuilles de fer-blanc nécessaires à la confection d'une jarre à huile d'une capacité donnée.

Les feuilles sont supposées équarries aux dimensions ordinaires de 0^m 24 de largeur sur 0^m 325 de longueur, et soudées entre elles, de manière à ce que ce dernier sens soit suivant la circonférence. L'assemblage ou *chevauchure* est pour chaque feuille de 0^m 015 dans tous les sens, et le rebord ou *pièce* qui sert de prise au *bondin* qui termine le haut, est de 0^m 01.

Les trois nombres contenus dans chaque case représentent :

Le 1^{er}, le diamètre } en mètres et millimètres.

Le 2^e, la hauteur }

Le 3^e, la capacité } en mètres cubes et millièmes de mètres cubes ou litres.

Le développement ne peut être représenté utilement ici que par le nombre des feuilles qui constituent sa longueur et sa hauteur : les nombres de la colonne verticale, à gauche du tableau, indiquent en feuilles la hauteur du cylindre ; et ceux de la colonne horizontale, en tête, la longueur de son contour. Cette disposition, qui est celle de la table de Pythagore, permet de composer, pour ainsi dire, la forme la plus convenable à donner à une jarre, tout en faisant connaître, pour chaque combinaison, les dimensions et le volume correspondants.

Supposons que nous voulons connaître les dimensions et le volume d'un cylindre dont le développement serait de 6 feuilles de hauteur sur 9 de circonférence : Nous prendrons, en tête de la table, sur la ligne des circonférences, le nombre 9 ; nous suivrons, en descendant, la colonne qui est sous ce nombre jusqu'à ce que nous rencontrions la ligne correspondante au nombre 6 des hauteurs. La case qui est au point de jonction, nous indiquera 0^m 888 pour son diamètre, 1^m 355 pour sa hauteur, et 0^m 839 décimètres cubes ou litres et 1 décilitre pour sa capacité.

Quand la capacité, indiquée par la table, différera peu de la capacité voulue, il sera facile de déterminer la portion de feuille qu'il faudra ajouter ou retrancher sur la hauteur, en se basant sur la différence qui serait produite par une feuille entière. Cette différence est représentée par le dernier nombre au bas de chaque colonne. L'intelligence, d'ailleurs, suppléera aisément à quelques détails que nous avons cru pouvoir négliger sur l'emploi ou l'application de notre table.

On obtiendra immédiatement la réduction des litres en décilitres, si l'on observe que dans les nombres décimaux il suffit d'avancer la virgule d'un rang vers la gauche pour que ces nombres soient divisés par dix. Les décilitres étant dix fois plus grands que les litres, un même nombre doit en renfermer dix fois moins ; ainsi, 839 litres équivalent exactement à 83 décilitres et 9 litres.

N° 1. RÉSUMÉ DES OBSERVATIONS MÉTÉOROLOGIQUES FAITES A L'ÉCOLE NORMALE DE PERPIGNAN, ALTITUDE : 45^m, 445.
ANNÉE 1850. PAR M. BÉGUIN, DIRECTEUR.

MOYENNES MENSUELLES.										PRESSION ATMOSPHÉRIQUE.										TEMPÉRATURE DE L'AIR.									
9 heures du matin.		Midi.		9 heures du soir.		Maxima absolus.		Minima absolus.		DIFFÉRENCE des pressions extrêmes.		Moyennes par mois des diurnes.		Demi-somme des températures extrêmes.		Maxima absolus.		Minima absolus.		Différences des températures extrêmes.									
Baromètre à zéro.	Température extérieure.	Baromètre à zéro.	Température extérieure.	Baromètre à zéro.	Température extérieure.	Maximum.	Dates.	Minimum.	Dates.	mm.	J. — h.	mm.	J. — h.	mm.	Dates.	Maximum.	Dates.	Minimum.	Dates.	mm.	Dates.								
Janvier...	759,20	7,60	759,18	8,32	759,80	4,18	759,52	4-9 s.	749,30	16-9 s.	11,22	8,	0	5,25	12,	12,	0	0,50	8	11,50									
Février...	759,83	7,25	760,41	8,47	760,20	6,30	758,24	14-midi	750,04	18-9 s.	8,20	7,75	3,	5,38	13,	15	0	0,75	2	12,25									
Mars...	759,14	7,85	759,08	8,20	759,60	5,12	762,18	7-9 s.	751,80	15-midi	10,38	10,12	6,	8,06	16,	29	0	1,	18	13,									
Avril...	754,15	16,55	754,57	17,91	754,31	13,34	761,50	14-9 m.	747,14	22-9 s.	14,38	17,	11,	10	14,01	23,75	0	6,	9	16,75									
Mai...	754,42	18,08	754,39	20,24	754,76	15,92	761,69	28-9 s.	744,86	7-9 m.	16,83	21,33	12,36	16,79	25,50	29	0	5,50	2	19,50									
Juin...	757,88	24,16	758,08	23,27	757,79	23,29	761,76	2-9 m.	753,84	4-9 m.	7,49	26,18	17,61	21,89	32,50	25	0	13,	3	19,50									
Juillet...	758,07	25,66	757,70	28,26	758,15	24,24	761,14	3-9 s.	753,64	12-9 s.	7,50	29,	16,22	22,61	33,	18	0	16,	1	17,									
Août...	758,25	24,30	757,28	26,42	758,03	23,13	763,85	28-9 s.	752,16	22-midi	11,69	28,11	18,73	23,42	33,75	11	0	13,50	14	20,25									
Septembre.	758,12	20,81	758,13	22,70	758,36	20,06	763,34	6-9 s.	752,42	20-9 m.	11,12	23,72	15,69	19,71	28,75	5	0	11,	10	17,75									
Octobre...	754,58	14,77	754,59	17,18	755,48	13,85	764,14	13-9 m.	750,12	24-9 s.	24,02	17,73	9,61	13,67	25,50	19	0	3,50	24	22,									
Novembre.	758,61	12,57	759,17	15,07	759,26	12,50	766,32	8-9 s.	745,31	20-9 m.	21,91	16,54	7,60	12,07	21,	3	0	4,50	30	16,50									
Décembre.	761,28	8,12	760,97	11,47	761,89	7,69	766,43	4-midi	747,19	19-midi	17,29	12,71	3,99	8,35	16,	16	0	0,75	20	16,75									
Année 1850.	757,79	15,64	757,80	17,53	758,23	14,13	762,53	"	749,15	"	13,46	18,18	10,35	14,27	23,31	"	0	6,21	"	17,10									

MOYENNES MENSUELLES.										PRESSION ATMOSPHÉRIQUE.										TEMPÉRATURE DE L'AIR.									
9 heures du matin.		Midi.		9 heures du soir.		Maxima absolus.		Minima absolus.		DIFFÉRENCE des pressions extrêmes.		Moyennes par mois des diurnes.		Demi-somme des températures extrêmes.		Maxima absolus.		Minima absolus.		Différences des températures extrêmes.									
Baromètre à zéro.	Température extérieure.	Baromètre à zéro.	Température extérieure.	Baromètre à zéro.	Température extérieure.	Maximum.	Dates.	Minimum.	Dates.	mm.	J. — h.	mm.	J. — h.	mm.	Dates.	Maximum.	Dates.	Minimum.	Dates.	mm.	Dates.								
Janvier...	759,20	7,60	759,18	8,32	759,80	4,18	759,52	4-9 s.	749,30	16-9 s.	11,22	8,	0	5,25	12,	12,	0	0,50	8	11,50									
Février...	759,83	7,25	760,41	8,47	760,20	6,30	758,24	14-midi	750,04	18-9 s.	8,20	7,75	3,	5,38	13,	15	0	0,75	2	12,25									
Mars...	759,14	7,85	759,08	8,20	759,60	5,12	762,18	7-9 s.	751,80	15-midi	10,38	10,12	6,	8,06	16,	29	0	1,	18	13,									
Avril...	754,15	16,55	754,57	17,91	754,31	13,34	761,50	14-9 m.	747,14	22-9 s.	14,38	17,	11,	10	14,01	23,75	0	6,	9	16,75									
Mai...	754,42	18,08	754,39	20,24	754,76	15,92	761,69	28-9 s.	744,86	7-9 m.	16,83	21,33	12,36	16,79	25,50	29	0	5,50	2	19,50									
Juin...	757,88	24,16	758,08	23,27	757,79	23,29	761,76	2-9 m.	753,84	4-9 m.	7,49	26,18	17,61	21,89	32,50	25	0	13,	3	19,50									
Juillet...	758,07	25,66	757,70	28,26	758,15	24,24	761,14	3-9 s.	753,64	12-9 s.	7,50	29,	16,22	22,61	33,	18	0	16,	1	17,									
Août...	758,25	24,30	757,28	26,42	758,03	23,13	763,85	28-9 s.	752,16	22-midi	11,69	28,11	18,73	23,42	33,75	11	0	13,50	14	20,25									
Septembre.	758,12	20,81	758,13	22,70	758,36	20,06	763,34	6-9 s.	752,42	20-9 m.	11,12	23,72	15,69	19,71	28,75	5	0	11,	10	17,75									
Octobre...	754,58	14,77	754,59	17,18	755,48	13,85	764,14	13-9 m.	750,12	24-9 s.	24,02	17,73	9,61	13,67	25,50	19	0	3,50	24	22,									
Novembre.	758,61	12,57	759,17	15,07	759,26	12,50	766,32	8-9 s.	745,31	20-9 m.	21,91	16,54	7,60	12,07	21,	3	0	4,50	30	16,50									
Décembre.	761,28	8,12	760,97	11,47	761,89	7,69	766,43	4-midi	747,19	19-midi	17,29	12,71	3,99	8,35	16,	16	0	0,75	20	16,75									
Année 1850.	757,79	15,64	757,80	17,53	758,23	14,13	762,53	"	749,15	"	13,46	18,18	10,35	14,27	23,31	"	0	6,21	"	17,10									

MOYENNES MENSUELLES.										PRESSION ATMOSPHÉRIQUE.										TEMPÉRATURE DE L'AIR.									
9 heures du matin.		Midi.		9 heures du soir.		Maxima absolus.		Minima absolus.		DIFFÉRENCE des pressions extrêmes.		Moyennes par mois des diurnes.		Demi-somme des températures extrêmes.		Maxima absolus.		Minima absolus.		Différences des températures extrêmes.									
Baromètre à zéro.	Température extérieure.	Baromètre à zéro.	Température extérieure.	Baromètre à zéro.	Température extérieure.	Maximum.	Dates.	Minimum.	Dates.	mm.	J. — h.	mm.	J. — h.	mm.	Dates.	Maximum.	Dates.	Minimum.	Dates.	mm.	Dates.								
Janvier...	759,20	7,60	759,18	8,32	759,80	4,18	759,52	4-9 s.	749,30	16-9 s.	11,22	8,	0	5,25	12,	12,	0	0,50	8	11,50									
Février...	759,83	7,25	760,41	8,47	760,20	6,30	758,24	14-midi	750,04	18-9 s.	8,20	7,75	3,	5,38	13,	15	0	0,75	2	12,25									
Mars...	759,14	7,85	759,08	8,20	759,60	5,12	762,18	7-9 s.	751,80	15-midi	10,38	10,12	6,	8,06	16,	29	0	1,	18	13,									
Avril...	754,15	16,55	754,57	17,91	754,31	13,34	761,50	14-9 m.	747,14	22-9 s.	14,38	17,	11,	10	14,01	23,75	0	6,	9	16,75									
Mai...	754,42	18,08	754,39	20,24	754,76	15,92	761,69	28-9 s.	744,86	7-9 m.	16,83	21,33	12,36	16,79	25,50	29	0	5,50	2	19,50									
Juin...	757,88	24,16	758,08	23,27	757,79	23,29	761,76	2-9 m.	753,84	4-9 m.	7,49	26,18	17,61	21,89	32,50	25	0	13,	3	19,50									
Juillet...	758,07	25,66	757,70	28,26	758,15	24,24	761,14	3-9 s.	753,64	12-9 s.	7,50	29,	16,22	22,61	33,	18	0	16,	1	17,									
Août...	758,25	24,30	757,28	26,42	758,03	23,13	763,85	28-9 s.	752,16	22-midi	11,69	28,11	18,73	23,42	33,75	11	0	13,50	14	20,25									
Septembre.	758,12	20,81	758,13	22,70	758,36	20,06	763,34	6-9 s.	752,42	20-9 m.	11,12	23,72	15,69	19,71	28,75	5	0	11,	10	17,75									
Octobre...	754,58	14,77	754,59	17,18	755,48	13,85	764,14	13-9 m.	750,12	24-9 s.	24,02	17,73	9,61	13,67	25,50	19	0	3,50	24	22,									
Novembre.	758,61	12,57	759,17	15,07	759,26	12,50	766,32	8-9 s.	745,31	20-9 m.	21,91	16,54	7,60	12,07	21,	3	0	4,50	30	16,50									
Décembre.	761,28	8,12	760,97	11,47	761,89	7,69	766,43	4-midi	747,19	19-midi	17,29	12,71	3,99	8,35	16,	16	0	0,75	20	16,75									
Année 1850.	757,79	15,64	757,80	17,53	758,23	14,13	762,53	"	749,15	"	13,46	18,18	10,35	14,27	23,31	"	0	6,21	"	17,10									

MOYENNES MENSUELLES.										PRESSION ATMOSPHÉRIQUE.										TEMPÉRATURE DE L'AIR.									
9 heures du matin.		Midi.		9 heures du soir.		Maxima absolus.		Minima absolus.		DIFFÉRENCE des pressions extrêmes.		Moyennes par mois des diurnes.		Demi-somme des températures extrêmes.		Maxima absolus.		Minima absolus.		Différences des températures extrêmes.									
Baromètre à zéro.	Température extérieure.	Baromètre à zéro.	Température extérieure.	Baromètre à zéro.	Température extérieure.	Maximum.	Dates.	Minimum.	Dates.	mm.	J. — h.	mm.	J. — h.	mm.	Dates.	Maximum.	Dates.	Minimum.	Dates.	mm.	Dates.								
Janvier...	759,20	7,60	759,18	8,32	759,80	4,18	759,52	4-9 s.	749,30	16-9 s.	11,22	8,	0	5,25	12,	12,	0	0,50	8	11,50									
Février...	759,83	7,25	760,41	8,47	760,20	6,30	758,24	14-midi	750,04	18-9 s.	8,20	7,75	3,	5,38	13,	15	0	0,75	2	12,25									
Mars...	759,14	7,85	759,08	8,20	759,60	5,12	762,18	7-9 s.	751,80	15-midi	10,38	10,12	6,	8,06	16,	29	0	1,	18	13,									
Avril...	754,15	16,55	754,57	17,91	754,31	13,34	761,50	14-9 m.	747,14	22-9 s.	14,38	17,	11,	10	14,01	23,75	0	6,	9	16,75									
Mai...	754,42	18,08	754,39	20,24	754,76	15,92	761,69	28-9 s.	744,86	7-9 m.	16,83	21,33	12,36	16,79	25,50	29	0	5,50	2	19,50									
Juin...	757,88	24,16	758,08	23,27	757,79	23,29	761,76	2-9 m.	753,84	4-9 m.	7,49	26,18	17,61	21,89	32,50	25	0	13,	3	19,50									
Juillet...	758,07	25,66	757,70	28,26	758,15	24,24	761,14	3-9 s.	753,64	12-9 s.	7,50	29,	16,22	22,61	33,	18	0	16,	1	17,									
Août...	758,25	24,30	757,28	26,42	758,03	23,13	763,85	28-9 s.	752,16	22-midi	11,69	28,11	18,73	23,42	33,75	11	0	13,50	14	20,25									
Septembre.	758,12	20,81	758,13	22,70	758,36	20,06	763,34	6-9 s.	752,42	20-9 m.	11,12	23,72	15,69	19,71	28,75	5	0	11,	10	17,75									
Octobre...	754,58	14,77	754,59	17,18	755,48	13,85	764,14	13-9 m.	750,12	24-9 s.	24,02	17,73	9,61	13,67	25,50	19	0	3,50	24	22,									
Novembre.	758,61	12,57	759,17	15,07	759,26	12,50	766,32	8-9 s.	745,31	20-9 m.	21,91	16,54	7,60	12,07	21,	3	0	4,50	30	16,50									
Décembre.	761,28	8,12	760,97	11,47	761,89	7,69	766,43	4-midi	747,19	19-midi	17,29	12,71	3,99	8,35	16,	16	0	0,75	20	16,75									
Année 1850.	757,79	15,64	757,80	17,53	758,23	14,13	762,53	"	749,15	"	13,46	18,18	10,35	14,27	23,31	"	0	6,21	"	17,10									

MOYENNES MENSUELLES.										PRESSION ATMOSPHÉRIQUE.										TEMPÉRATURE DE L'AIR.									
9 heures du matin.		Midi.		9 heures du soir.		Maxima absolus.		Minima absolus.		DIFFÉRENCE des pressions extrêmes.		Moyennes par mois des diurnes.		Demi-somme des températures extrêmes.		Maxima absolus.		Minima absolus.		Différences des températures extrêmes.									
Baromètre à zéro.	Température extérieure.	Baromètre à zéro.	Température extérieure.	Baromètre à zéro.	Température extérieure.	Maximum.	Dates.	Minimum.	Dates.	mm.	J. — h.	mm.	J. — h.	mm.	Dates.	Maximum.	Dates.	Minimum.	Dates.	mm.	Dates.								
Janvier...	759,20	7,60	759,18	8,32	759,80	4,18	759,52	4-9 s.	749,30	16-9 s.	11,22	8,	0	5,25	12,	12,	0	0,50	8	11,50									
Février...	759,83	7,25	760,41	8,47	760,20	6,30	758,24	14-midi	750,04	18-9 s.	8,20	7,75	3,	5,38	13,	15	0	0,75											

PRESSION ATMOSPHÉRIQUE

mm.

Moyenne des observations à des heures homonymes (9 h.)..... 758,01
Maximum, le 4 décembre..... 766,48
Minimum, le 24 octobre..... 740,12

TEMPÉRATURE MOYENNE DE L'ANNÉE.

mm.

Moyenne des observations à des heures homonymes (9 heures)..... 14°, 88
Idem, d'après les maxima et minima moyens. 14°, 27
Idem, d'après la moyenne annuelle des maxima et minima absolus..... 14°, 76

TEMPÉRATURES EXTRÊMES DE L'ANNÉE.

mm.

Maximum, le 14 août. 55°, 75
Minimum, le 20 déc. -0°, 75
Différence... 54°, 50

N° 2.
ANNEE 1850.

AN,

ALTITUDE
DE LA CIRQUETTE :
47^m,295.

MOIS.	NOMBRE DE JOURS LESQUELS LE VENT A SOUFFLÉ à 9 heures du soir.											
	N.	N.-E.	N.E.	E.S.E.	S.E.	S.S.E.	S.	S.S.O.	S.O.	O.S.O.	O.	O.N.O.
Janvier.....	2	2	1	»	»	»	1	»	3	2	1	7
Février.....	1	3	»	»	1	»	»	»	»	»	2	3
Mars.....	4	3	2	1	»	»	2	»	»	»	»	8
Avril.....	1	2	1	»	»	1	1	»	2	1	12	8
Mai.....	1	1	1	1	»	5	»	»	»	1	14	3
Jun.....	2	»	»	»	2	1	»	»	»	1	11	5
Juillet.....	»	1	1	1	1	1	»	»	1	»	16	3
Août.....	1	»	1	»	2	»	1	»	»	»	13	8
Septembre....	1	2	1	1	»	4	3	»	»	»	3	9
Octobre.....	1	1	1	»	1	2	»	2	»	2	7	11
Novembre.....	»	»	»	»	2	2	»	2	3	4	12	4
Décembre.....	»	»	»	1	»	4	1	1	1	1	4	8
Année 1850...	14	15	14	4	4	23	11	4	6	10	20	109
Nombres propor- tionnels pour un total de 7.000 vents.....	38	41	38	11	11	63	30	11	16	27	55	299
Les vents dominan												
Les vents qui ont le												

N° 1.

RÉSUMÉ DES OBSERVATIONS MÉTÉOROLOGIQUES FAITES A L'ÉCOLE NORMALE DE PERPIGNAN,

ALTITUDE :
45^m,445.

ANNÉE 1850.

PAR M. BÉGUIN, DIRECTEUR.

MOYENNES MENSUELLES.

PRESSION ATMOSPHERIQUE.

TEMPÉRATURE DE L'AIR.

MOIS.	MOYENNES MENSUELLES.						PRESSION ATMOSPHERIQUE.						TEMPÉRATURE DE L'AIR.						
	9 heures du matin.		Midi.		9 heures du soir.		Maxima absolus.		Minima absolus.		DIFFÉRENCE.	Moyennes par mois des		Températures extrêmes.		Maxima absolus.		Minima absolus.	
	Baromètre à zéro.	Température extérieure.	Baromètre à zéro.	Température extérieure.	Baromètre à zéro.	Température extérieure.	Dates.	Maximum.	Dates.	Minimum.		Maxima diurnes.	Minima diurnes.	Dates.	Maximum.	Dates.	Minimum.		
Janvier...	759,20	7,60	759,18	8,32	759,80	4,18	759,52	4-9 s.	749,30	16-9 s.	11,22	8,	2,50	5,25	12,	6	0,50	8	11,50
Février...	759,83	7,25	760,41	8,47	760,20	6,30	758,24	14-midi	750,04	18-9 s.	8,20	7,75	3,	5,38	13,	15	0,75	2	12,25
Mars...	759,14	7,85	759,08	8,20	759,60	5,12	762,18	7-9 s.	751,80	15-midi	10,38	10,12	6,	8,06	16,	29	1,	18,15	9
Avril...	754,15	16,55	754,57	17,91	754,31	13,34	761,52	14-9 m.	747,14	22-9 s.	14,38	17,	11,10	14,01	22,75	19	6,	9	16,55
Mai...	754,42	18,08	754,39	20,24	754,76	15,92	761,69	28-9 s.	744,86	7-9 m.	16,83	21,33	12,26	16,79	23,50	25	3,50	2	10,
Jun...	757,88	24,16	758,08	25,27	757,79	23,29	761,76	2-9 m.	753,84	4-9 m.	7,92	26,18	17,61	21,89	24,50	25	13,	3	19,50
Juillet...	758,07	25,66	757,70	28,26	758,15	24,24	761,14	3-9 s.	753,64	12-9 s.	7,50	29,	16,22	22,61	33,	18	16,	1	17,
Août...	758,25	24,30	757,28	26,42	758,93	23,13	763,85	28-9 s.	752,16	22-midi	11,69	28,11	18,73	23,42	33,75	11	13,50	14	20,25
Septembre...	758,12	20,81	758,13	22,76	758,56	20,06	763,54	6-9 s.	752,42	20-9 m.	11,12	23,72	15,69	19,71	28,75	5	11,	10	17,75
Octobre...	754,58	14,77	754,59	17,18	755,48	13,85	764,14	13-9 m.	740,12	24-9 s.	24,02	17,53	9,61	13,67	25,50	19	3,50	24	22
Novembre...	758,61	12,57	759,17	15,97	759,26	12,50	766,32	8-9 s.	745,31	20-9 m.	21,01	16,54	7,60	12,07	21,	3	4,50	30	16,50
Décembre...	761,28	8,12	760,97	11,47	761,89	7,69	766,43	4-midi	747,19	19-midi	17,29	12,71	3,99	8,35	16,	16	-	0,75	20
Année 1850.	757,79	15,64	757,80	17,53	758,23	14,13	762,53	"	749,15	"	mm.	18,18	10,35	14,27	23,31	"	6,21	"	17,10

PRESSION ATMOSPHERIQUE

TEMPÉRATURE MOYENNE DE L'ANNÉE.

TEMPÉRATURES EXTRÊMES

mm.

DE L'ANNÉE.

Moyenne des observations à des heures homonymes (9 h.).....

Maximum, le 4 décembre.....

Minimum, le 24 octobre.....

Moyenne des observations à des heures homonymes (9 heures).....

Idem, d'après les maxima et minima moyens. 44°, 27

Idem, d'après la moyenne annuelle des maxima et minima absolus.....

44°, 76

Maximum, le 14 août. 55°, 75

Minimum, le 20 déc. - 0°, 75

Différence... 54°, 50

PRESSION ATMOSPHERIQUE

Moyenne des observations à des heures homonymes (9 h.).... 758,01
Maximum, le 4 décembre..... 766,48
Minimum, le 24 octobre..... 740,12

TEMPÉRATURE MOYENNE DE L'ANNÉE.

Moyenne des observations à des heures homonymes (9 heures)..... 14°,88
Idem, d'après les maxima et minima moyens. 14°,27
Idem, d'après la moyenne annuelle des maxima et minima absolus..... 14°,76

TEMPÉRATURES EXTRÊMES DE L'ANNÉE.

Maximum, le 11 août. 55°,75
Minimum, le 20 déc. -0°,15
Différence... 54°,90

N° 2.
ANNEE 1850.

AN,

ALTITUDE
DE LA GIROUILLE :
47^m,295.

MOIS.	NOMBRE DE JOURS LESQUELS LE VENT A SOUFFLÉ à 9 heures du soir.													
	N.	N.-E.	N.E.	E.S.E.	S.E.	S.S.E.	S.	S.S.O.	S.O.	O.S.O.	O.	O.-N.O.	N.O.	N.-O.
Janvier.....	2	2	1	1	1	1	1	1	3	2	1	7	7	1
Février.....	1	3	1	1	1	1	1	2	2	2	5	3	5	2
Mars.....	4	3	2	1	1	1	1	2	1	2	2	3	8	2
Avril.....	1	2	1	1	1	1	1	1	2	1	1	12	8	1
Mai.....	1	1	3	1	1	5	1	1	1	1	1	14	3	2
Juin.....	2	1	4	1	1	2	1	1	1	1	1	11	5	4
Juillet.....	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	16	3	4
Août.....	1	1	1	1	1	2	1	1	1	1	1	13	8	3
Septembre....	1	2	1	1	1	4	3	1	1	1	1	3	9	1
Octobre.....	1	1	1	1	1	2	2	2	2	2	2	7	11	1
Novembre....	1	1	1	1	1	2	2	2	2	3	4	12	4	1
Décembre....	1	1	1	1	1	4	1	1	1	1	1	4	8	1
Année 1850...	14	15	14	4	4	23	11	4	6	10	20	109	77	18
Nombres propor- tionnels pour un total de 1.000 vents.....	38	41	38	11	11	63	30	11	16	27	55	299	211	49
Les vents dominant														
Les vents qui ont le														

PAR M. BÉGUIN, DIRECTEUR.

MOIS.	ÉTAT DU CIEL À 9 HEURES DU MATIN. Nombre de jours.					ÉTAT DU CIEL À MIDI. Nombre de jours.					ÉTAT DU CIEL À 9 HEURES DU SOIR. Nombre de jours.					QUANTITÉ DE PLUIE. MILL.
	Pluvieux.	Couverts.	Nuageux.	Beaux.	Sans nuages.	Pluvieux.	Couverts.	Nuageux.	Beaux.	Sans nuages.	Pluvieux.	Couverts.	Nuageux.	Beaux.	Sans nuages.	
Janvier.....	1	4	44	44	4	2	2	42	9	6	1	5	9	42	6	0,52
Février.....	1	6	9	7	6	4	4	40	8	5	1	5	40	8	5	0,05
Mars.....	1	5	40	40	5	4	4	8	40	5	1	5	7	44	5	0,04
Avril.....	2	6	9	8	40	5	8	4	45	2	2	10	8	7	3	37,50
Mai.....	5	5	6	9	6	5	5	2	42	9	1	5	9	41	4	42,75
Juin.....	5	4	2	15	6	2	5	6	41	6	2	6	40	9	6	22
Juillet.....	1	4	5	16	7	1	4	5	46	6	2	6	4	15	5	50
Août.....	5	6	5	44	6	2	2	5	44	8	1	5	4	40	4	56,75
Septembre.....	5	7	5	42	5	7	7	5	40	5	5	4	4	42	5	474,58
Octobre.....	5	5	4	47	2	5	5	6	48	1	5	4	4	42	6	40
Novembre.....	1	7	4	45	5	1	2	6	47	4	1	6	5	6	4	44,25
Décembre.....	2	5	6	45	5	2	4	5	46	4	2	4	5	40	4	41,75
Année 1880.....	25	62	72	442	64	25	50	74	454	62	21	62	89	425	68	459,79



Belles-Lettres.



SAINT-ANTOINE-DE-GALAMUS

ET

NOTRE-DAME-DE-CONSOLATION.



I.

Les Pyrénées-Orientales, favorisées par un beau ciel et par leur position topographique, entre la Catalogne, les départements de l'Ariège et de l'Aude d'un côté, et la mer Méditerranée de l'autre, possèdent, outre des monuments historiques qui ont échappé aux ravages du temps et à la hache du vandalisme, plusieurs ermitages offrant aux touristes des sites admirables : tels sont ceux de Saint-Antoine-de-Galamus ¹, de Notre-Dame-du-Coral ², de

¹ Cet ermitage, non loin de Saint-Paul-de-Fenouillet, arrondissement de Perpignan, au pied de la brèche que s'est ouverte l'Agly, à partir de 1482, fut colonisé pendant un siècle environ par des religieux Observantins.

² L'ermitage du Coral fut construit en 1260. — *Coral*, vieux mot catalan qui signifie chêne, arbre. La tradition populaire dit que cette vierge fut trouvée dans le cœur d'un chêne. (*Annales de Catalogne.*)

Font-Romeu, de Notre-Dame-de-Consolation ¹, etc.— Presque tous sont sous l'invocation de la Vierge, de cette mère des anges, qui résume en elle toutes les grâces, toutes les perfections, et qui, comme une étoile protectrice, nous guide dans le sentier de la vie et nous en signale les écueils. Ces sites, dignes d'exercer le pinceau de l'artiste à l'imagination poétique, ont acquis une célébrité que le temps n'a fait qu'accroître; ils sont encore embellis par de délicieux ombrages et des fontaines aux eaux cristallines et pures. La population Roussillonnaise, après les travaux de la moisson, et avant que ceux de l'automne commencent, visite annuellement ces ermitages, et va goûter, sous les voûtes parfumées des tilleuls séculaires, une fraîcheur que ne peut plus lui donner la plaine, dévorée qu'elle est par les feux de la canicule.

Nos pères élevèrent ces monuments dans une pensée éminemment religieuse, et les placèrent, à cet effet, comme des nids d'aigles, au sommet des montagnes ou dans les vallées profondes, parce qu'ils pensaient que, livrée à la solitude et au recueillement, l'âme, n'étant pas distraite par les bruits du monde et les plaisirs terrestres, s'élève avec plus d'abandon vers le Créateur de toute chose. De nos jours, façonnés au joug du scepticisme et initiés à des idées nouvelles, notre foi s'est attiédie, et nous nous glorifions de notre indifférence. Nos pères se rendaient aux ermitages, les pieds nus, un rosaire et un bourdon à la main; nous, nous visitons ces asiles de paix,

¹ Consolation a été construit dans le ^{xvii}^e siècle; en 1844 de grands embellissements y furent faits; c'est de cette époque que datent les terrasses, les cuisines, etc.

moins dans un but religieux, qu'animés du désir de
nous procurer des jouissances passagères.

II.

L'ermitage de Saint-Antoine-de-Galamus est construit dans un lieu désert, sauvage; son aspect inspire un vague sentiment de tristesse. Encaissé entre deux hautes montagnes, taillées à pic, au fond d'une gorge étroite et sombre, il voit rouler à ses pieds un torrent qui, dans son cours rapide, prend le nom de rivière.—L'entrée principale de la gorge est fermée par une grille de fer, et, lors même que cette grille se ferme sur vous, l'espérance guide vos pas et vous promet un heureux retour...

Parvenu à l'ermitage par un sentier, ayant, d'un côté, un précipice dont l'œil ne sonde la profondeur qu'avec effroi, et, de l'autre, la roche abrupte et nue, on est tellement à l'étroit dans ce sanctuaire mystérieux, qu'il semble qu'on y manque d'air et de lumière: on y a froid... La chapelle est creusée dans les flancs du granit; l'eau qui suinte de ses parois vous fait éprouver un malaise indéfinissable.

Et cependant, cette Thébàide, *cette belle horreur*, comme aurait dit Châteaubriand, attire une grande foule, à la Pentecôte, foule si grande que souvent elle ne peut la contenir; c'est qu'alors renaît la saison des fleurs, que la terre se pare comme en un jour de fête, et que du haut des monts d'où s'exhalent des

parfums balsamiques, l'homme se plaît à saluer le réveil de la nature, et à rêver un avenir de gloire et de prospérité !...

III.

Consolation présente au voyageur un contraste frappant avec Saint-Antoine-de-Galamus. En partant de Collioure, le sentier que l'on parcourt, tracé d'abord au milieu des vignes, ensuite dans le roc, s'élève insensiblement pendant une demi-lieue; le vallon alors s'élargit, se développe, devient plus riant, plus animé; et, quand vous êtes arrivé au terme de votre course, l'ermitage vous apparaît tout-à-coup, comme une oasis, avec ses terrasses élégantes, disposées en amphithéâtre, son église rustique, ses vastes locaux appropriés aux besoins des visiteurs, ses fontaines salutaires et abondantes, ses arbres séculaires servant de barrière infranchissable aux rayons du soleil. Plus de deux mille personnes peuvent là être à l'aise. Une brise douce et légère s'y fait régulièrement sentir; jamais le vent impétueux du Nord ni le vent chaud du Midi n'ont pu y pénétrer. On éprouve, en y arrivant, une quiétude, un bien-être qui ont fait dire que si la mère du Sauveur devait se reposer quelque part sur la terre, c'est *Consolation* qu'elle choisirait.

Cet ermitage est placé dans un vallon délicieux, entouré de hautes montagnes d'un accès facile et tapissées de verdure; mais sa vue est bornée du côté de la Méditerranée; ce n'est que derrière l'église, au Nord-Est, à travers une échappée, entre deux pics, qu'on voit la mer sillonnée de voiles latines, la ville

de Collioure, ses forts, son clocher à la forme arabe, ses côteaux couverts de vignes, produisant le Falerne du Roussillon, et la chapelle de Saint-Vincent, bâtie sur un écueil, au milieu des flots, comme un phare protecteur : vaste panorama dont l'imagination aime à reproduire l'image fidèle, alors que l'espace nous sépare de ces lieux enchanteurs.

Et puis, lorsque vous quittez *Consolation*, que vous dites adieu au vieil ermite, que vous retrouvez la plaine avec sa monotonie prosaïque, votre cœur se serre, le regret vous accompagne; car il semble que c'est à l'ermitage de *Consolation* que vous voudriez passer une partie de votre vie, entre le ciel et lui!....

Joseph SIRVEN,

Membre correspondant de plusieurs
sociétés littéraires.

¹ Ce clocher, en forme de tour, servait de phare avant 1642. L'église de Collioure, incendiée par les troupes Françaises, lors du siège de cette place, et démolie en 1673, a été élevée en 1684, tout joignant cette tour ou clocher. L'église ancienne était située au glacis du château.



BAGES*.

A. M. Justin Durand.

I.

Lorsque Bages, aux champs tout épuisés de sève,
Voyait, de nos Flachats ingénieux élève,
Notre Eugène¹, entouré de vigoureux sondeurs,
A d'arides sillons déshérités de l'onde,
Promettre le bienfait d'une source féconde
Qu'emprisonnaient du sol les vastes profondeurs,

* Bages, petite commune à 15 kilom. de Perpignan, jusqu'alors exposée à de fréquentes et calamiteuses sécheresses.

¹ C'est en 1833 que fut exécuté, sous la direction de M. Eugène Durand de Perpignan, ce forage, bientôt suivi de plusieurs autres non moins heureux; succès d'autant plus admirables, que l'intelligent sondeur, en même temps très habile ouvrier, n'avait voulu devoir qu'à lui-même tous les instruments dont il se servait et que, dans sa modestie, il ne cherchait à donner aucune publicité à ses travaux, connus seulement de ses compatriotes. Il n'en reçut le prix qu'en 1843, époque à laquelle la Société Royale et Centrale d'Agriculture lui décerna, sur un rapport de M. le vicomte Héricart de Thury, sa médaille d'or aux trois effigies de Louis XV, Louis XVI et Louis XVIII, avec la légende commémorative de cette triple protection :

INSTITUIT, CONSTITUIT, RESTITUIT.

Le vulgaire disait : « Insensés que vous êtes !
 « Rêvant partout des eaux à jaillir toutes prêtes,
 « Détrompez-vous ! Ici, vos efforts échoïront ;
 « Ces campagnes jamais ne seront arrosées
 « Que par les flots du ciel, les nocturnes rosées,
 « Et les vaines sueurs tombant de votre front.

« Orgueilleux novateurs ! Et pour qu'à votre approche,
 « Nos courants souterrains, même à travers la roche,
 « Montent, se prodiguant à l'herbe qui jaunit,
 « Pour nous flatter, ainsi, d'une terre promise,
 « Portez-vous dans vos mains la verge de Moïse
 « Qui faisait, par torrents, sourdre l'eau du granit ?

« Vous ! Et rappelez-nous, s'il se peut, vos miracles ?
 « Naguère encor, Tatzó ¹ fit mentir vos oracles.
 « D'un fleuve, disiez-vous, là dorment les trésors :
 « Courage !... A trois cents pieds la sonde est enfoncée,
 « Et de cette richesse, au-dedans annoncée,
 « Pas une perle d'eau qui s'élance au-dehors.

« Et, dans notre cité, quand vous chassiez, naguère,
 « De la tombe où dormaient deux grands hommes de guerre ²,
 « Leurs restes glorieux, oh ! le succès fut beau !
 « Votre sonde, excitant la publique risée,
 « Dès son premier effort, y demeura brisée,
 « De son cadavre, au moins, repaissant ce tombeau ³.

¹ Tatzó, maison de campagne de M. Garcias, ancien député des Pyrénées-Orientales.

² Ce sondage eut lieu en 1829, sur la place Royale, presque au même endroit où avaient long-temps reposé les cendres des généraux Dagobert et Dugommier, transportées processionnellement, en 1826, au cimetière de la ville.

³ Un sondage plus heureux (il faut bien le dire) avait précédé ceux dont il est question dans ces deux dernières strophes. M. Fraisse avait déjà réussi, en 1829, à doter, d'un puits artésien, son domaine de Puig-Sec, près Toulouges. Mais il n'avait obtenu qu'un faible filet d'eau, n'en donnant pas même un litre par minute, et dépassant à peine le niveau du sol. C'était as-

« C'est qu'à son gré, Dieu seul appauvrit ou féconde ;
 « C'est qu'il n'a jamais dû, ainsi que votre sonde :
 « Terre ! à toi, désormais, partout un flot pareil !
 « Je veux que chaque sol, n'importe sa nature,
 « Aux yeux de l'homme, ait droit à sa part de culture,
 « Comme il a sa part d'air, et d'ombre, et de soleil.

« Il a dit, au contraire : Ici, ma providence
 « Toujours, à pleines mains, versera l'abondance,
 « Et, là, pour deux étés, une seule moisson ;
 « Là, nourrissons chétifs de ces arides pentes,
 « Des seigles clair-semés et des vignes rampantes ;
 « Là, d'épaisses forêts ; là, pas même un buisson.

« Car il peut de ses biens être avare ou prodigue,
 « Celui qui d'en semer jamais ne se fatigue,
 « Et qui, donnant partout, ne doit rien nulle part ;
 « Celui qui, n'en déplaît aux humaines sagesse,
 « Doit savoir, seul, comment épancher ses largesses,
 « Seul qu'il est à couvrir la terre d'un regard.

« Laissez, laissez donc là ce labeur inutile ;
 « Tout sol déshérité doit rester infertile ;
 « Ainsi l'ordonne un Dieu, de ses desseins jaloux.
 « Allez, s'il veut doter ce valloir de fontaines,
 « Il saura bien, d'un mot, les faire par centaines
 « Eclorre, sans avoir en rien besoin de vous.

ser sans doute pour qu'une médaille d'or lui fut accordée par la Société Royale et Centrale d'Agriculture ; mais la poésie, plus indépendante que la science, se place en présence d'un fait, n'en accepte que ce dont elle a besoin pour le développement d'une idée, et ne se fait pas plus de scrupule que la peinture de laisser dans l'ombre tout ce qui pourrait nuire au point qu'elle veut surtout illuminer de ses rayons. C'est ce que n'a point hésité à faire l'auteur de la pièce qu'on vient de lire. Devant la fontaine de Bages, qui verse 2.000 litres d'eau par minute, et s'élève à la hauteur de plusieurs mètres, il n'a dû ni vouloir se rappeler l'humble source de Puig-Sec, dont le souvenir invoqué aurait dépouillé de tout son effet le mouvement de ces strophes.

Mais eux, sans s'émouvoir de ces vaines paroles,
 Que, dans l'air, emportaient au loin, les brises folles,
 Eux, poursuivant leur tâche, enlevaient tour-à-tour,
 Dans le creux de leur sonde, argile, marne, sable,
 Et calcaire rebelle, et roc infranchissable,
 Débris tout étonnés d'être portés au jour.

Et l'immense clameur, comme un bruit de tempête,
 Grondait, grondait encor, au-dessus de leur tête,
 Que déjà, dépassant les mâts de l'appareil,
 Une onde, jusques-là sous la terre enfouie,
 Colonne de cristal, en gerbe épanouie,
 Eblouissait la vue et jouait au soleil.

II.

Hommes de peu de foi qui parliez de la sorte,
 Vous ne saviez donc pas que chaque siècle apporte,
 A l'hôte passager du terrestre séjour,
 Quelque germe nouveau de vie ou de bien-être
 Destiné, tout d'abord, à des mépris peut-être,
 Mais qui doit de ses fruits couvrir le monde, un jour.

Vous ne saviez donc pas que Dieu bénit tout œuvre
 Dont on se fait l'apôtre ou, même, le manœuvre
 Pour soulager, hélas ! la triste humanité ;
 Qu'il n'est point, avec lui, d'invincibles obstacles,
 Et qu'il peut accorder jusques à des miracles
 Aux cœurs brûlants de foi comme de charité.

Or, dans un des sentiers que son doigt vous révèle,
 Vous montre-t-il de biens une source nouvelle,
 A faire encor jaillir sous vos labeurs constants ?
 Accourez ! que toute âme à son appel réponde :
 Et, si le sol rebelle use et lasse la sonde,
 Ne perdez point courage et comptez sur le temps.

Dites-vous que tout fruit, enfin, mûrit sur l'arbre ;
Qu'on doit, avec effort, long-temps polir le marbre
Pour qu'il offre aux regards tout ce qu'il a d'émail ;
Que nous ne fûmes point toujours ce que nous sommes,
Et que la même loi qui dégradâ les hommes,
Pour les régénérer, mit un prix au travail.

Pierre BATLLE.



DISCOURS DE CÉSAR A SES SOLDATS RÉVOLTÉS,

Traduit du Livre V de la PHARSALE.



Soldats, voici César! Celui, qu'en son absence
 Menaient vos clameurs, est en votre puissance.
 Son cœur est découvert ; il l'offre à vos poignards ;
 Osez frapper!..... Mais quoi! Vous baissez les regards?
 Fuyez donc, vils soldats, abandonnez vos armes,
 Puisque la paix pour vous semble avoir tant de charmes.
 Voilà bien les exploits de la sédition :
 Des menaces, des cris,... jamais une action!
 Mais le soldat, qui peut désertir la victoire,
 Abandonner son chef, qui le guide à la gloire,
 Est un lâche, banni des immortels festins.
 Partez, livrez César à ses propres destins!
 Vos armes trouveront des mains plus dignes d'elles ;
 J'attends de la fortune autant de bras fidèles
 Que vous aurez laissé de glaives sans emploi.
 Eh quoi donc! Mon rival, vaincu, saisi d'effroi,
 Entraînerait encor, chassé de sa patrie,
 Les peuples, les vaisseaux' de toute l'Hespérie!
 Et moi, que la fortune a couvert de lauriers,
 Je ne trouverais pas d'aussi nombreux guerriers!
 Ils viendront, sans braver le fer ni les tempêtes,
 Recueillir tout le fruit de vos nobles conquêtes,
 Et conduire en nos murs, mon char triomphateur!
 Et vous, accablés d'ans, flétris par le malheur,
 Devenus populace, aux bornes de la vie,
 Vous verrez notre gloire et vous mourrez d'envie.
 Pensez-vous que César, privé de vos secours,
 De ses vastes projets interrompe le cours?
 Si les fleuves ligués, au sein des mers profondes,
 Refusaient de porter le tribut de leurs ondes,
 L'Océan, que leurs eaux ne peuvent agrandir,
 Contre les mêmes rocs viendrait toujours bondir.

De mes nobles destins, vers lesquels je m'élançai,
 Nul de vous n'a jamais fait monter la balance.
 Les dieux, avec le sort jaloux de concourir,
 Vous laissent ici-bas vous sauver ou mourir.
 Sous quelques grands esprits se meut l'espèce humaine,
 L'Univers vit pour eux, il en est le domaine.
 Le Germain, l'Espagnol vous voit avec terreur !.....
 Ah ! ce sont mes drapeaux qui les glacent d'horreur !
 Vous fuiriez si Pompée était à votre tête !
 Tant que Labiénus seconda ma conquête,
 Il fut brave..... Aujourd'hui, soldat dégénéré,
 Il fuit avec le chef qu'il m'avait préféré.
 Déserteurs de mes rangs, cherchez de nouveaux maîtres,
 Ou bien rentrez chez vous, vous serez toujours traîtres.
 Celui qui, de mon camp est une fois parti,
 En vain, de mon rival évite le parti ;
 Désormais il n'est plus soldat de mon armée.
 Pour mon noble étendard la fortune alarmée,
 Avant de m'envoyer à de nouveaux combats,
 A voulu que mes rangs changeassent de soldats.
 De quel pesant fardeau mon âme est affranchie !
 Le destin permet donc que je vous licencie,
 Quand, pour récompenser tant de travaux divers,
 A peine à votre espoir suffisait l'Univers !
 C'est pour moi désormais que je ferai la guerre !
 Jetez vos étendards et vos armes à terre,
 Vils Romains !... Des soldats viendront les ramasser.
 Mais de ces factieux, que je viens de chasser,
 Il en est toutefois que retient ma justice.
 Artisans de révolte ! avancez au supplice !
 A genoux ! Présentez vos têtes au licteur !
 Et vous, jeunes soldats, qui d'un triomphateur
 Devez seuls partager les périls et la gloire,
 Avant de remporter la première victoire,
 Voyez où les complots enfin vont aboutir :
 Apprenez à frapper ! Apprenez à mourir !

L. FABRE,

Professeur au Collège de Perpignan.

ENFANTS , VENEZ !

CHANT POUR UNE SALLE D'ASTÉE.

Musique de M. FABRE, prof. de flûte.

Entendez-vous la cloche
De l'antique couvent ?
Le son grandit, approche
Sur les ailes du vent.
Un ange vous appelle,
Enfants, venez, venez,
De roses couronnés ;
Enfants, venez, venez
Prier à la chapelle !

Marie, au sanctuaire,
Sourit à vos ébats ;
Comme une tendre mère,
Elle vous tend les bras.
Un ange vous appelle,
Enfants, venez, venez,
De roses couronnés ;
Enfants, venez, venez
Prier à la chapelle !

Par la voix du lévite,
Aux Saints décrets soumis,
La Vierge vous invite
Au festin de son fils.

Un ange vous appelle,
 Enfants, venez, venez,
 De roses couronnés ;
 Enfants, venez, venez
 Prier à la chapelle !

De la cloche qui tinte
 Le son mystérieux
 S'éteint comme la plainte,
 En s'envolant aux cieux...
 Un ange vous appelle,
 Enfants, venez, venez,
 De roses couronnés ;
 Enfants, venez, venez
 Prier à la chapelle !

Joseph SIRVEN.



LES SEPT PAROLES DE JÉSUS-CHRIST SUR LA CROIX.

SONNETS.

*A Monseigneur Augustin-Dominique Lebour,
Archevêque de Paris.*



PREMIÈRE PAROLE.

*Pater, dimitte illis, non enim
sciunt quid faciunt.*

Mon Père, pardonnez-leur, car ils
ne savent ce qu'ils font.

Que ce monde, où toujours quelque nouveau Judas
Ne cherche qu'à nous perdre, en nous baisant la joue,
Nous couronne d'affronts, nous traîne dans la boue :
Souffrons tout, sans nous plaindre, et ne maudissons pas.

Oui, c'est peu de porter notre croix, ici-bas ;
Il faut encor, il faut, tandis qu'on nous y cloue,
Et qu'à l'envi, chacun nous raille, nous bafoue,
Prier pour qui nous livre à ces poignants combats.

Entouré de bourreaux qui, d'un amer calice,
Lui faisaient, goutte à goutte, endurer le supplice
Et pour eux, cependant, plein d'un amour profond,

L'homme-Dieu, le Sauveur en qui notre âme espère,
Ne s'écria-t-il point : « Pardonnez-leur, mon Père !
« Car ils ne savent ce qu'ils font ? »

DEUXIÈME PAROLE.

*Amen dico tibi : hodie mecum
eris in Paradiso.*

Je vous le dis, en vérité : vous serez
aujourd'hui avec moi en Paradis.

Le Dieu que, trop souvent, notre cœur abandonne
Toujours, s'il nous retrouve, est prêt à nous bénir ;
Autant, dans sa justice, il est lent à punir,
Autant, dans sa bonté, promptement il pardonne.

Quelle touchante preuve, au Calvaire, il en donne
Entre les deux larrons ! Sentant sa fin venir :
« Seigneur — dit l'un — de moi daignez vous souvenir
« Au Ciel, qui s'ouvrira si votre voix l'ordonne. »

Et Jésus, à ces mots d'un pécheur ramené,
Sent rafraîchir son front d'épines couronné,
Bénit celui dont l'âme à son royaume aspire,

Et répond, le visage éclairé d'un sourire :
« En vérité, je vous le dis,
« Vous serez avec moi, ce soir, en Paradis. »

TROISIÈME PAROLE.

Dicit Matri suæ : Mulier, ecce filius tuus.

Deindè dicit discipulo : Ecce Mater tua.

Il dit à sa Mère : Femme, voilà ton fils.

Ensuite il dit au disciple : voilà ta Mère.

Hommes, pourquoi marcher isolés dans la vie
Et, sans jamais songer à devenir meilleurs,
Riches, toujours du pauvre oublier les douleurs,
Pauvres, toujours montrer au riche un œil d'envie ?

Aimons-nous, le bonheur de tous nous y convie ;
C'est là le seul remède à nos communs malheurs.
La terre but assez et de sang et de pleurs :
Qu'elle respire, enfin, calme, heureuse, ravie !

Chrétiens ! réalisons cette fraternité
A laquelle appelait toute l'humanité
Le Sauveur à la fin d'une agonie amère,

Lorsque Marie et Jean recueillaient, sous la croix,
Ces mots, réglant de tous les devoirs et les droits :
« Femme, voilà ton fils, homme, voilà ta Mère. »

QUATRIÈME PAROLE.

*Deus meus, Deus meus, ut quid
dereliquisti me?*

Mon Dieu, mon Dieu, pourquoi
m'avez-vous abandonné?

Si, regrettant, hélas! plus d'un bonheur enfui,
Toute âme, parmi nous, à son tour, souffre et pleure,
C'est que l'esprit du mal égare la meilleure,
Et que, par les douleurs, Dieu nous ramène à lui.

Comment donc osons-nous, au plus léger ennui
Dont le Seigneur nous frappe ou plutôt nous effleure
D'un injuste abandon l'accuser, à toute heure,
Lorsque sa rigueur même atteste son appui?

Celui qui, seul sans tâche, en ce monde où nous sommes,
Accepta pour fardeau tous les péchés des hommes,
S'il n'avait été Dieu, sous leur poids affaîssé,

Celui-là, seul, Seigneur! a pu faire sans crainte,
Monter vers toi ces mots, en innocente plainte :
« Mon Dieu, mon Dieu, pourquoi m'avez-vous délaissé? »

CINQUIÈME PAROLE.

*Silio.**J'ai soif.*

« J'ai soif, » s'est écrié, dans sa douleur profonde,
 D'un supplice nouveau l'Homme-Dieu tourmenté,
 Et bientôt, ô douleur ! ô crime ! un fiel immonde
 A sa lèvre adorable est hélas ! présenté.

Mais ce mot si touchant plane encor sur le monde,
 Par l'écho du Calvaire aux siècles répété,
 Ingrats ! Et de nos cœurs fait-il mieux jaillir l'onde
 Que le Sauveur attend avec anxiété ?

Non, non ; de notre foi le réservoir fragile
 A laissé fuir les eaux qu'y versa l'Évangile ;
 Nous devenons du Christ bourreaux à notre tour.

Seigneur ! et résister à ta parole sainte,
 N'est-ce point t'abreuver de vinaigre et d'absinthe,
 Toi qui ne fus jamais altéré que d'amour !

SIXIÈME PAROLE.

Consummatum est.

Tout est consommé.

Eussions-nous outragé le Seigneur, dès l'enfance,
 Pleurons sur nos forfaits, nous en serons absous.
 Si l'expiation doit égaler l'offense
 Pour qu'elle apaise un Dieu, juste autant que jaloux,

Jésus ne vient-il pas, percé d'un coup de lance,
 Le front meurtri, le corps tout déchiré de clous,
 A côté de nos pleurs, mettre dans la balance
 Les flots de sang divin qu'il répandit pour nous ?

Et comment craindre encor ta justice suprême,
 Seigneur ! quand pour appui nous avons ton Fils même,
 Par qui notre pardon fut déjà proclamé,

Alors que, sur la croix, victime volontaire,
 Ce grand Réparateur des crimes de la terre,
 Qu'embrassait son regard, dit : « Tout est consommé ! »

SEPTIÈME PAROLE.

*Pater, in manus tuas commendo
spiritum meum.*

Mon Père, je remets mon esprit
entre vos mains.

Notre corps s'use et meurt ; notre âme est immortelle.
Faisons de lui l'objet de nos soins les plus chers,
Il n'en sera pas moins la pâture des vers ;
Et qu'en restera-t-il ? De la cendre..... Mais elle !

Si nous la surveillons, avec le même zèle,
Durant tous les combats, dans son exil soufferts,
Quel sera son bonheur quand, libre de ses fers,
Elle aura reconquis la patrie éternelle ?

Sachons donc préférer, sûrs d'un tel avenir,
Ce qui doit toujours être à ce qui doit finir ;
Domptons la chair ; vivons de paix intérieure,

Et nous pourrons, ainsi que Jésus nous l'apprit,
Nous écrier, sans trouble, à notre dernière heure :
« Mon Père, entre vos mains, je remets mon esprit. »

Pierre BATLLE.

LA FÊTE DU VILLAGE,

Épisode traduit du PRÆDIUM RUSTICUM du Père Vanière *, (Livre VII).

Mais voici de la Vierge enfin venir la fête ;
 Que tout riche habitant dès la veille s'apprête
 A porter au saint lieu, pour ce jour solennel,
 De quoi parer le temple et décorer l'autel.
 Qu'il soit chargé de fleurs aux teintes printanières.
 Jeunes filles, c'est vous, oui, c'est vous les premières,
 Que réclament ces soins : qu'il brille de vos dons !
 Et vous, qui dirigez cet essaim de garçons,
 Vous les chefs de leurs jeux, ah ! surtout faites taire,
 Quand le prêtre remplit son sacré ministère,
 Faites taire le bal ! que ses bruyants ébats,
 Epars loin du lieu saint ne vous retiennent pas.
 Plutôt, dès le matin, sous la voûte divine,
 Venez porter en chœur le gâteau de farine ;
 Et, par ce don pieux, par des hymnes d'amour,
 Consacrez, tous les ans, l'aurore d'un tel jour.
 Celui qui, jouissant des célestes cantiques,
 Ecoute volontiers vos concerts bucoliques,
 Et naquit sous le chaume, au sein de vos hameaux,
 N'a jamais dédaigné vos pieux chalumeaux.

Pendant ces saints devoirs, de tout le voisinage
 Les conviés en foule arrivent au village.
 On leur sert un repas et succulent et sain :
 Des poulets bien nourris, un lièvre, un marcassin,
 De lait, caillé la veille, une jatte abondante ;
 Et, malgré la gaité que le vin alimente,

* Le Père Vanière naquit à Causses, village du diocèse de Béziers, le 9 mars 1664, et mourut, à Toulouse, le 22 août 1739.

Dès qu'ils ont entendu préluder le hautbois,
Ils désertent la table et courent à la fois,
Attirés par le bal, sous l'ombrage d'un hêtre,
Où déjà retentit le tambourin champêtre.

D'abord en longue file, et se donnant la main,
Ils promènent la danse, et reviennent enfin,
Après un long circuit, au milieu de la place.
Aux fenêtres le peuple apparaît et se place.
Tout danse, pieds et mains, grotesques mouvements,
Que ne peut diriger l'accord des instruments.
Tantôt on court en cercle à l'ombre du feuillage,
A droite, à gauche, on va, l'on vient, l'on se dégage,
Et la chaîne rompue, on s'évite, on se suit;
Puis chaque couple à part se recherche et se fuit,
Et, d'un rapide élan, retombe face à face.
Puis, au signal donné, chacun avec audace
Enlève sa danseuse, et, d'un bras qu'il raidit,
La présente à la foule et la foule applaudit.
On se lasse à la fin; on s'assied, on s'essuie;
Mais un moment après du repos on s'ennuie.
Tous se sont relevés, et toujours pleins de cœur,
Foulent le sol poudreux d'un pied ferme et vainqueur.
Mais bientôt rappelés aux verres, à la table,
Où les attend encor un repas délectable,
Ils célèbrent les brocs, à longs traits y puisant
L'oubli d'Amaryllis au regard séduisant.

Le festin, cependant, le bal et la musique
Tout seuls n'attachent point l'avidité publique :
Mille objets curieux de toutes les façons
Sont là pour l'exciter..... Jeunes filles, garçons
Convoient, ébahis, la belle marchandise
Qu'étale un juif malin aux abords de l'église.

Plus loin, un histrion, prestidigitateur,
Fascine les regards. Adroit escamoteur,
Il montre aux villageois des tours, des fariboles,

Que relève sans cesse un vain bruit de paroles ;
 Et le peuple naïf, du prodige enchanté,
 Murmure : avec Satan, cet homme aura traité !

Puis, changeant d'industrie, en un grand verre optique,
 Il montre le soleil, la lune et l'écliptique,
 L'Océan orageux, des moissons, des troupeaux,
 Des monarques chargés de brillants oripeaux.
 Ensuite, il représente une immense bataille,
 Cavaliers, fantassins, les tambours, la mitraille ;
 Des chênes alignés, au front audacieux,
 Que l'on voit se confondre avec l'azur des cieux ;
 Et, parmi les forêts, des loups, des ours horribles,
 Des tigres affamés et des lions terribles.

Sur un théâtre, ailleurs, formé d'un tombereau,
 Que couvre tout entier un modeste rideau,
 On voit soudain surgir un peuple de pygmées,
 De dix pouces de haut, les mains souvent armées.
 On éclate de rire en les voyant parler,
 Se saluer, courir, danser, se quereller ;
 Puis avec un bâton poursuivre un adversaire,
 Qui disparaît aux yeux et trompe leur colère.

Mais remarquez ces gens dont l'aspect vous fait peur ;
 Ce sont des Bohémiens, peuple errant et trompeur,
 Qui, vous prenant la main dont ils cherchent les lignes,
 Prédisent chaque fois des fortunes insignes,
 A l'homme qui cultive un froment plantureux,
 Et le cœur de sa belle à l'amant malheureux.

Voici le plus plaisant des plaisirs du village :
 C'est un rustique char décoré de feuillage,
 Où des acteurs, vêtus de costumes divers,
 Célèbrent la saison en ridicules vers.
 L'un porte sur le front des cornes comme un diable,
 Un autre ouvre parfois une gueule effroyable.
 La foule des enfants en tous lieux les poursuit ;

Mais, dès qu'elle les voit, de terreur elle fuit ;
Et chacun court chez soi raconter à sa mère
Quel fantôme effrayant le menaçait naguère.

Quels sont ces nouveaux cris ? Un village rival,
Au nôtre du combat a donné le signal :
Il accepte..... Aussitôt, jeux de balle, manilles
S'organisent partout. D'autres cherchent des quilles,
Ou de l'agilité se disputent le prix.
Le Maire, que décore une écharpe à longs plis,
De la course à cheval règle la récompense.
Sur son coursier chacun impatient s'élance.
Au branchage d'un arbre on suspend un anneau,
Et l'heureux cavalier qui, passant sous l'ormeau,
Emporte dans son dard cette bague qu'il vise,
S'en retourne tout fier ; et bientôt, ô surprise !
Il porte à son chapeau, dans la foule qu'il fend,
De par monsieur le Maire, un superbe ruban.

Aux verres, de ce jour on consacre le reste ;
Mais, hélas ! trop souvent, par un destin funeste,
Le père de la joie et des rians ébats,
En déliant la langue, engendre des combats :
Des mots piquants, on vient au plus sanglant outrage,
Et parfois un malheur attriste le village.

Parlerai-je du bal dont la lune est témoin,
Des accords langoureux que chaque amant a soin
De prolonger, la nuit, en l'honneur de sa belle,
Redisant mille fois le nom de la rebelle ?
Humble, sous sa fenêtre, il lui peint son amour.
La trouvant insensible, aux approches du jour,
Il s'arme d'un charbon, et, maudissant l'ingrate,
Il trace sur sa porte un sévère stigmat.
Dirai-je les hautbois, implorant le sommeil,
Et l'aube des travaux annonçant le réveil ?

L. FABRE,
Professeur au Collège de Perpignan.

UNE MARGUERITE EFFEILLÉE.



Il m'aime, un peu, beaucoup, tendrement,
à la folie; pas du tout.

Pauvre marguerite effeuillée,
Naïf oracle de l'amour,
Née à peine depuis un jour,
De rosée encore mouillée,
Une main a brisé ton sort
Pour lire un secret dans ta mort !

Sans pitié pour ce frais poème
Que chantent les fleurs dans les prés,
Doux hymne aux accords diaprés
Fait d'un seul mot qui dit : je t'aime !
Une âme inquiète, en passant,
T'a cueillie et jetée au vent.

Chacun de tes chastes pétales
Emportait un mot de ton cœur.
Hélas ! cœurs de femme et de fleur
Ont tous de ces heures fatales !
Même rayon les fait ouvrir,
Même douleur les fait mourir !

Voilà ta couronne fragile
 Mêlée aux ronces du chemin.
 La fraîche aurore de demain
 N'aura pour toi, blanche sibylle,
 Ni perles, ni tièdes zéphyr
 Murmurant de tendres soupyrs.

Pour toi plus d'amour, plus de fête,
 Plus de sourires aux ruisseaux,
 Plus de concerts dans les roseaux,
 Plus de doux rêves de poète ;
 Brisée et flétrie à moitié
 On te rejette sans pitié.

L'homme a pris ce qu'il voulait prendre
 De ta candeur, de ta beauté ;
 Tu charmas son oisiveté,
 Tu révélas, docile et tendre,
 Tout ce que recélait ton cœur
 De folle ivresse et de bonheur.....

Qu'espérais-tu donc, ô jeune âme,
 De ce froid et cruel railleur
 Qui compte en riant chaque pleur,
 Doux pétale d'un cœur de femme.....
 Va ! nous avons même destin,
 Même bonheur sans lendemain !

ANNAÏS BRIU-FAURE.



L'OISELEUR ET LES ALOUETTES.

—XX—

FABLE.

Un oiseleur dans un guéret
 Avait déployé son filet,
 Tandis que d'un miroir les facettes mouvantes
 Réflétaient dans les champs leurs lumières brillantes.
 Les oisillons nombreux s'ébattaient dans les airs,
 Saluant le soleil de leurs joyeux concerts :
 « Les superbes brillants ! dirent aux alouettes,
 Leurs innocentes fillettes.
 — Gardez-vous d'approcher de cet objet trompeur,
 Répondent les prudentes mères ;
 Méfiez-vous de ces lumières
 Et de leur charme séducteur. »
 Hélas ! aussitôt les pauvrettes,
 Peu défiantes, mais coquettes,
 Volent autour de ce miroir
 Pour s'y voir.
 Mais, à contempler leur image,
 Elles trouvent tant de plaisir,
 Qu'elles s'approchent trop.... Malheureux voisinage !
 Car l'oiseleur, fier de cet avantage,
 D'un seul coup de filet, les prend à son loisir,
 Et les enferme dans sa cage.
 Le plus souvent la vanité,
 Et le trop grand désir de plaire,
 Entraînent à sa perte une jeune beauté
 Qui ne fait aucun cas des conseils de sa mère.

ROUFFIA,
 Instituteur à Paris.

VOUS ÊTES BELLE!



A Madame ***.

Vous êtes belle,
Emma, comme l'azur des cieux,
Comme la brûlante étincelle
Que l'amour lance par vos yeux :
Vous êtes belle !

Vous êtes belle,
Comme la perle ou le saphir
Qui, sur la fleur, tremble, chancelle
Au moindre souffle du zéphyr :
Vous êtes belle !

Vous êtes belle,
Belle, comme l'enfant qui dort,
Comme la timide gazelle,
Fuyant légère au son du cor :
Vous êtes belle !

Vous êtes belle,
Comme la mère du Sauveur ;
Les anges vous prennent pour elle ;
Dieu même excuse cette erreur :
Vous êtes belle !

Vous êtes belle,
Oui, belle encor de vos vertus :
Au sein de la gloire éternelle,
Qu'un jour, au nombre des élus,
Vous serez belle ! ! ! !

Joseph SIRVEN.

ANGE ET FEMME.



Et quand mes souvenirs gémissent
Je sens dans un frisson sur moi prompt à couler,
Comme deux ailes qui frémissent
Toujours prêtes à s'envoler.

(M^{me} DESBORDES-VALMORE.)

O femme ! as-tu quitté les sphères éternelles
Pour tremper dans les pleurs le duvet de tes ailes ?
As-tu quitté le Ciel pour venir chaque jour
Épeler à genoux ce douloureux mystère,
Qui, depuis six mille ans, est écrit sur la terre,
Et dont le premier mot fut un baiser d'amour !

Oh ! pauvre cœur déchu ! quelle ironie étrange
Laisse à ton souvenir ce doux rêve de l'ange,
Tout formé des splendeurs et des clartés du Ciel,
Quand tu ne dois, hélas ! rencontrer, sur ta route,
Que les ruisseaux taris et les rochers du doute,
La nuit pour ton regard, pour ta lèvre le fiel.

Et c'est là ton destin ! pour toi, chaque sourire,
Comme un rayon fatal fait éclore un martyre.
Les parfums, pour toi seule, ont d'amères senteurs ;
Et si, charmée un jour par quelque douce chose,
Ton imprudente main va cueillir cette rose,
Les épines toujours se cachent sous les fleurs.

Que voulez-vous, Seigneur? et quelle loi suprême,
 Pour instruire le cœur, frappe tout ce qu'il aime!
 Quel sanglot manque-t-il à cet hymne sans fin
 Où chacune de nous ajoute quelques larmes!
 Quelle fibre de l'âme, à l'abri des alarmes,
 N'a pas encor payé son tribut au destin!

Ange et femme, éternel et fatal assemblage!
 Pauvre oiseau, tout meurtri des fers de l'esclavage,
 Et qui voit, à travers son austère prison,
 Son paradis d'amour, son ciel bleu, le feuillage
 D'où s'échappa l'accord de son premier ramage,
 Et ses frères joyeux parcourant l'horizon.

Le souvenir du ciel et les pleurs de la terre!
 N'est-ce pas trop, Seigneur, pour un jour de colère?
 Et votre ange exilé pleurera-t-il en vain?
 Ne pouviez-vous du moins, en lui coupant les ailes,
 En semant sur ses jours les tristesses mortelles,
 Lui voiler les rayons de son rêve divin?

ANNAÏS BIU-FAURE.



SOUS LES PLATANES.



Sous nos platanes frais,
L'autre jour, j'égarais
Mes vagues rêveries,
A l'heure où le soleil
Lève son front vermeil
Sur nos plaines fleuries.

A l'entour, dans les champs,
Tout était joie et chants,
Et corolles mi-closes,
Seul, le zéphyr, encor,
Ne prenait point l'essor,
Endormi sur les roses.

Aussi, de toutes parts,
Brillaient à mes regards,
Au dôme de l'allée,
Les pleurs qu'y suspendit
La rosée : on eût dit
Une voûte étoilée.

Et moi qui, sans dessein,
Avais pris dans mon sein
Mon album de poète,
A ce réveil du jour,
A tous ces chants d'amour
Se croisant sur ma tête,

« Oh !—me dis-je—glissons
 « A mon tour quelques sons
 « Dans cet hymne de flamme,
 « Et, sur ce blanc vélin,
 « Epanchons le trop plein
 « Des transports de mon âme. »

J'écris un premier vers ;
 Et voilà qu'à travers
 L'immobile feuillage,
 Le plus charmant rayon
 Glisse, et, sous mon crayon,
 Luit, en heureux présage.

Crédule, il me semblait
 Qu'à la page où brillait
 La clarté prophétique,
 Allait, encor bien mieux,
 Resplendir, glorieux,
 Mon rayon poétique.

Mais, espoir décevant !
 Un coup d'aîle du vent
 Berça les hautes cîmes,
 Et que d'ombres, soudain,
 Couvrant de leur dédain
 Mes vaniteuses rimes !

La pauvre feuille d'or,
 Du radieux trésor
 Ainsi dépossédée,
 Sous le flottant rideau,
 De larges gouttes d'eau
 Fut encore inondée ;

Et, devenu rêveur,
 Sentant fuir de mon cœur
 Extase et poésie,
 J'eus, bientôt refermé
 Du livre bien aimé
 La page, en vain choisie.

Hélas ! C'est qu'en voyant,
 Du dôme verdoyant
 De ces platanes sombres,
 Le vent, qui s'éveillait,
 Jeter sur mon feuillet
 Tant de pleurs et tant d'ombres,

Prompt à me rappeler
 Tout ce qui vint troubler
 Ma jeune âme ravie,
 Avec des pleurs, aussi,
 Je m'étais dit : « Ainsi
 « Le livre de ma vie ! »

Pierre BATLE.



RETOUR A DIEU.



Ad te veni!

I.

Oui, je reviens à toi, mon Dieu ; car ma pauvre âme
 Avait brisé ton joug à la voix d'une femme,
 Et les fausses lueurs, dont mes yeux s'éclairaient,
 Les empêchaient de voir où mes pas s'égarèrent.
 Depuis l'instant fatal où mon âme agitée
 Se vit si loin de toi par le monde emportée,
 Que chaque heure du jour, diminuant ma foi,
 Enlevait de mon cœur quelque débris de toi ;
 Et qu'il ne restait plus de la doctrine sainte,
 Qu'en mon âme d'enfant ta main avait empreinte,
 Qu'un reflet vacillant, qu'un débile rayon
 Attendant pour s'éteindre un dernier tourbillon,
 Mon cœur, hélas ! privé de ta douce lumière,
 Pour s'élever vers toi n'avait plus de prière ;
 La grande voix du monde et ses bruits incessants,
 Dans mon brûlant cerveau toujours retentissants,
 Empêchèrent long-temps mon oreille endormie
 D'entendre les accents de cette voix amie ;
 Cette voix qu'autrefois j'entendais chaque soir,
 Alors qu'à mon chevet l'ange venait s'asseoir,
 Et que là, recueillant ma dernière prière,
 Avec ses doigts de rose il fermait ma paupière ;
 Que berçant mon sommeil de songes gracieux,
 Je croyais respirer l'air embaumé des cieux,
 Ou bien que transporté dans les bocages d'Eve,
 Sous leurs arceaux de fleurs, je promenais mon rêve.

PROGRAMME DES PRIX

Agricole, Scientifique et Littéraire des Pyrénées-

pour l'année 1854.

, du prix de 100 francs, à
manuel d'Agriculture, appliqué

Médaille d'argent à l'auteur du meilleur
sur la culture de l'olivier : on traitera des
maladies et des insectes qui lui nuisent; on indi-
quera le remède et les moyens de l'en préserver;

3° Une médaille d'argent à celui qui aura cultivé,
sur cent cinquante ares de terrain, une plante oléa-
gineuse, ou tinctoriale, inconnue dans le départe-
ment;

4° Une médaille d'or, du prix de 100 francs, à
celui qui aura envoyé à la Société le meilleur mé-
moire sur le débordement des rivières de notre dé-
partement. L'auteur devra traiter du reboisement
des montagnes, et indiquer des moyens peu coûteux
pour garantir les propriétés des riverains des effets
dévastateurs des inondations;

5° Une médaille d'argent à l'auteur du meilleur
mémoire sur l'état actuel de l'agriculture du départe-
ment, comparé à celui des départements voisins;

413
d'innocence et de simplicité.
104 par par la brève église.
à une dévotion d'âme.
à l'âme d'âme.
à l'âme d'âme.
à l'âme d'âme.
à l'âme d'âme.



6° Une médaille d'argent à l'auteur de la meilleure nomenclature des espèces de vigne, cultivées dans le département, avec leurs noms botaniques et leurs synonymes dans les départements de l'Aude et de l'Hérault; les différences qui existent entre les divers plants, quant à la production et à la qualité, devront être traitées;

7° Une médaille d'argent pour la destruction des insectes nuisibles à la culture, et notamment la taupe-grillon, dont la multiplication devient effrayante;

8° Une médaille d'argent au jardinier qui présentera des primeurs en fruits et légumes, ou les plus beaux produits aux époques ordinaires;

9° Une médaille de bronze pour la meilleure tenue de comptabilité agricole, présentant des notes journalières raisonnées sur l'exploitation d'une propriété d'au moins vingt hectares;

10° Une médaille de bronze pour la fidélité domestique et les longs services des valets de ferme dans la même propriété.

Industrie.

11° Une médaille d'argent au fabricant du département qui présentera le drap le mieux confectionné;

12° Une médaille d'argent à l'ouvrier qui présentera le plus beau travail d'ébénisterie, de serrurerie, comme balances, romaines les plus précises et autres objets;

13° Une médaille de bronze à celui qui aura introduit dans le département la fabrication d'objets utiles en sparte ou en fil d'agavé.

Beaux-Arts.

14° Une médaille d'argent et une de bronze pour les deux meilleures compositions en peinture à l'huile.

Sciences.— Belles-Lettres.

15° Une médaille d'argent à l'auteur du meilleur mémoire sur l'importance du Roman roussillonnais, pour l'intelligence de nos documents historiques, de notre législation locale et de nos anciens titres de propriété;

16° Une médaille d'argent pour un mémoire sur nos archives publiques et privées, importantes surtout, afin d'extraire les actes de concession d'eaux d'arrosage et de recueillir la collection des concessions des bois et pasquiers communaux;

17° Traité de l'irrigation dans nos contrées, des lois et des règlements qui l'ont régie à différentes époques;

18° Histoire des Beaux-Arts, en Roussillon, dans le moyen-âge et jusqu'à ce jour;

19° Quelles ont été les conséquences, sous le rapport matériel et politique, de la réunion du Roussillon à la France.

Conditions à remplir par les concurrents.

1° Les auteurs des manuels, mémoires, et ceux qui enverront à la Société des modèles, des échantillons, etc., n'y apposeront pas leurs noms : ils y mettront seulement une devise, et ils y joindront un billet cacheté portant la même devise à l'extérieur, et, à l'intérieur, leur nom et l'indication de leur domicile;

2° Les produits d'agriculture et d'horticulture seront envoyés à la Société en temps opportun.

3° La Société conservera, dans ses archives, les manuels et mémoires qui n'auront pas été couronnés, en permettant toutefois aux auteurs d'en prendre copie. Les modèles et les produits d'agriculture et d'horticulture, seront rendus aux personnes qui les auront présentés;

4° Les mémoires, modèles, échantillons, devront être adressés, *franc de port*, au secrétaire de la Société, avant le 31 octobre de l'année du concours;

5° Les prix seront décernés en séance publique, vers la fin du mois de décembre 1851.

Les objets destinés à l'exposition doivent être envoyés, *franco*, à la Société, avant le 1^{er} décembre, terme de rigueur.

6° Les concurrents pour les primes du gouvernement, et les prix à décerner par la Société, devront s'adresser, avant le 31 octobre, au secrétaire, afin qu'on nomme une Commission, qui se rendra sur les lieux et fera un rapport. Ils remettront un état indicatif de leurs titres à l'obtention de la prime ou du prix auquel ils prétendront.

La Société se plaît à penser qu'elle sera secondée, dans ses efforts constants, pour le progrès de l'agriculture, de l'industrie et des arts.



LISTE DES MEMBRES

COMPOSANT

LA SOCIÉTÉ AGRICOLE, SCIENTIFIQUE ET LITTÉRAIRE DES PYRÉNÉES-ORIENTALES,

au 31 décembre 1850.



Président honoraire.

1833. M. F. ARAGO, C *, secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences.

Membres honoraires.

1835. MM. MATHIEU, O *, membre de l'Institut.
1836. GUIZOT, C *, membre de l'Académie française.

Membres résidents.

1833. MM. ALZINE, imprimeur-libraire.
1838. AUGÉ, *, capitaine d'artillerie en retraite.
1847. Le marquis D'AUBERJON, propriétaire.

1846. MM. AZÉMAR, vice-consul d'Espagne.
 1833. BATLLE, négociant.
 1833. BÉGUIN, directeur de l'école normale.
 1840. BONAFOS, docteur-médecin, professeur de
 botanique.
 1847. De BONNEFOY, propriétaire.
 1835. BOUIS, pharmacien, professeur de chimie.
 1836. BRESSON, propriétaire.
 1833. CAFFE, architecte de la ville de Perpignan.
 1844. CAMPS, négociant.
 1840. CARCASSONNE-FRIGOLA, négociant.
 1847. CARCASSONNE, Jean, propriétaire.
 1848. CHAPPÉ, lithographe.
 1835. COMPANYO, docteur-médecin, conserva-
 teur du Cabinet d'histoire naturelle.
 1847. CUILLE, Germain, propriétaire.
 1833. CROVA, professeur de mathématiques
 spéciales et de physique.
 1848. DESPRÈS, Antonin, propriétaire.
 1835. DURAND, Eugène, propriétaire
 1850. D'ESCALLAR, propriétaire.
 1841. EYCHENNE aîné, propriétaire.
 1849. FABRE, professeur au Collège.
 1838. FALIP, géomètre de 1^{re} classe.
 1833. FAUVELLE, sondeur.
 1833. De GAFFARD, propriétaire.
 1848. GARAU fils, avocat.
 1846. Le marquis de GINESTOUS, propriétaire.
 1847. GIRVÈS, Sauveur, propriétaire, à Llò.
 1848. GOUËLL, docteur-médecin.
 1843. Le Baron GUIRAUD-DE-ST-MARSAL, C [✱],
 colonel du génie en retraite.
 1834. JACOMET, propriétaire.

1850. MM. JAUBERT-CAMPAGNE, avocat.
 1845. JAUBERT DE PASSA, corresp. de l'Institut.
 1850. LABAU, sous-directeur de la ferme-école.
 1836. LACOMBE-ST-MICHEL, propriétaire.
 1848. LAURANCE, principal du Collège.
 1841. LAZERME, Charles, propriétaire.
 1848. LEFRANC, homme de lettres.
 1834. LLOUBES, Auguste, *, banquier.
 1835. MASSOT, Paul, docteur-médecin.
 1841. MATTES, professeur à l'école normale.
 1836. MÉRIC, François, homme de lettres.
 1847. MORER, archiviste du département.
 1835. MOUCHOUS, Théodore, pharmacien.
 1835. PASSAMA, docteur-médecin.
 1836. PICAS aîné, avocat.
 1845. PUIGGARI, homme de lettres.
 1844. ROCAMIR-DE-LA-TORRE, peintre.
 1845. RENARD-DE-ST-MALO, *, homme de lettres.
 1833. SIRVEN, Joseph, membre du *Caveau* de Paris.
 1834. TASTU-JAUBERT, propriétaire, avocat.
 1847. VALLARINO, Antoine, négociant.
 1841. VIADER, docteur-médecin.
 1847. VILANOVA, docteur-médecin, à Arles.
 1841. VILALLONGUE, Silvestre, négociant.
 1836. VIMORT-MAUX, manufacturier.



MEMBRES CORRESPONDANTS

admis depuis la dernière publication.



1848. MM. REBOUD, chirurgien sous-aide.
 — PERRIS, Edouard, naturaliste, à Mont-de-Marsan.
 — LAFUENTE, Modesto, homme de lettres, à Madrid.
 — CHAUSSAT, Isidore, à Palma.)
 — MARTINEZ, Antoine, id.) Iles Baléares.
 — MEDEL, Raymond, id.)
 1849. FAGES DE ROMA, inspecteur-général d'agriculture dans la province de Gironne.
 1850. CAUCHOIS-FERRAND, officier d'état-major.
 — PIETTA, Lucien, à Montesquiou, près Toulouse.
 — TASTU, Emile, avoué, à Montpellier.
 — AUTHEMAN, fleur-en-soie, à l'Isle-sur-Sorgue (Var).



TABLE DES MATIÈRES.



Année 1848.

	Pages
Composition du Bureau pour les années 1848, 1849, 1850.	1.
Aperçu des travaux de la <i>Société agricole, scientifique et littéraire des Pyrénées-Orientales</i> , pendant les années 1848, 1849, 1850, par M. Morer, secrétaire.....	2.
Séance publique du 26 novembre.	
Discours de M. le baron Guiraud-de-St-Marsal, président..	13.
Quelques pages de nos annales industrielles, par M. Renard-de-St-Malo.....	24.
Essai sur la détermination de la capacité des tonneaux, par M. Béguin.....	33.
Rapport sur l'ouvrage de M. Jaubert de Passa, ayant pour titre : Arrosage des anciens peuples, par M. le baron Guiraud-de-St-Marsal.....	39.
Le vieux Roussillon, par M. Jaubert-Campagne.....	53.
Autel de Pézilla, par M. de Bonnefoy.....	175.
Etat des primes et médailles distribuées dans la séance publique du 26 novembre.....	180.

Année 1849.

Séance publique du 26 décembre.

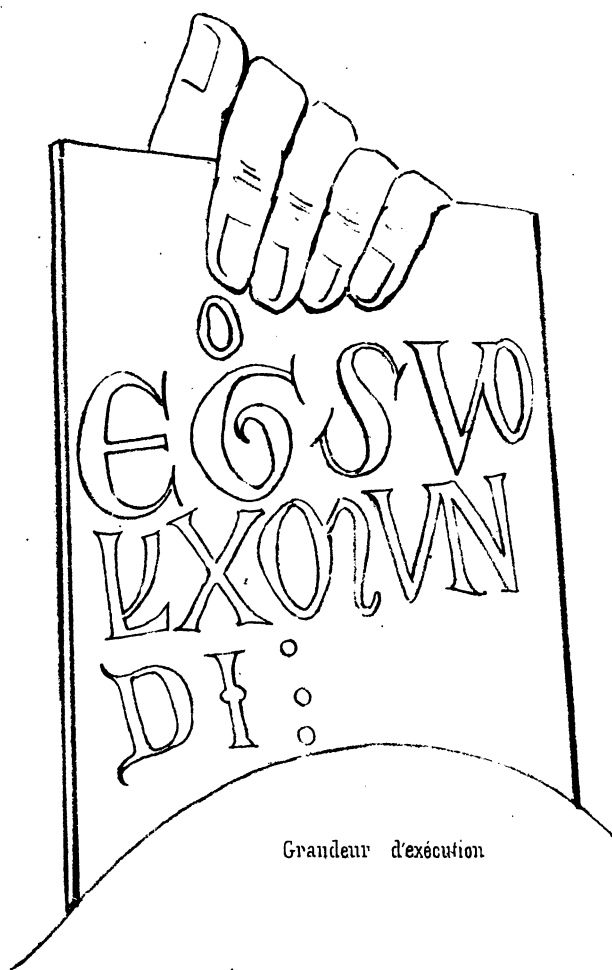
Discours de M. le baron Guiraud-de-St-Marsal, président.	184.
Primes allouées par le ministère.....	193.



Chape lithog. à Perpignan, 1851.

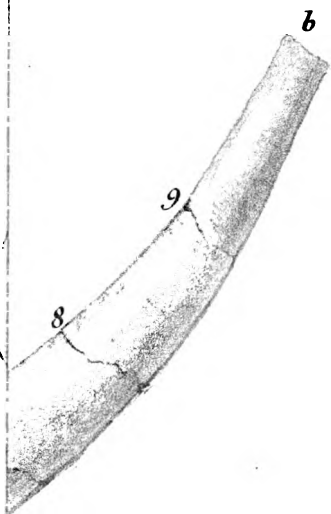


Chapé, lith. à Perpignan.

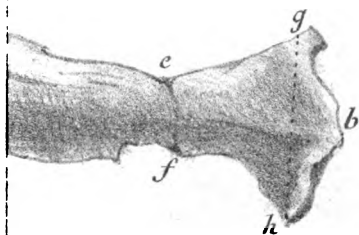


Grandeur d'exécution





g. 3.



Lith. Chapé à Perpignan.



